

**UNIVERSITE GALATASARAY  
INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES  
DÉPARTEMENT DE RELATIONS  
INTERNATIONALES**

159/3

**L'AFGHANISTAN : « L'INSTABILITE PERPÉTUELLE »**

**Nevra YARAÇ**

**Directeur de Recherche : Yrd. Doç. Dr. Ali Faik DEMİR**

**Mémoire pour l'obtention du DEA : « Relations Internationales »**

**Octobre 2005**

## TABLES DES MATIERES

<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>1</b>
<b>PREMIERE PARTIE- LES DYNAMIQUES INTERIEURS DE LA FAILLITE.....</b>	<b>4</b>
<b>CHAPITRE 1 - LA FAIBLESSE DU POUVOIR D'ÉTAT.....</b>	<b>6</b>
<b>A. Les origines de l'institutionnalisation politique.....</b>	<b>7</b>
<b>B. Les Efforts de modernisation jusqu'à la guerre froide.....</b>	<b>8</b>
<b>C. La modernisation avec l'aide extérieure.....</b>	<b>11</b>
<b>D. L'Invasion soviétique et le système politique.....</b>	<b>14</b>
<b>CHAPITRE 2 – HOMOGENEITE DEMOGRAPHIQUE: LA DIVISION ETHNIQUE, LINGUISTIQUE ET RELIGIEUSE.....</b>	<b>19</b>
<b>A. L'Ethnicité.....</b>	<b>20</b>
1. Les Pashtouns.....	21
2. Les Tadjiks.....	22
3. Les Hazâras.....	22
4. Les Ouzbeks.....	23
5. Les autres groupes.....	23
<b>B. Les Tribus.....</b>	<b>24</b>
<b>C. La Religion.....</b>	<b>27</b>
1. La religion dans la vie afghane.....	27
2. Les Chiïtes.....	29
<b>D. La violence: la question de la reconnaissance du gouvernement partout dans le pays.....</b>	<b>30</b>
<b>CHAPITRE 3- LA LUTTE IDEOLOGIQUE.....</b>	<b>35</b>
<b>A. L'apparition des mouvements idéologiques.....</b>	<b>35</b>
1. Les communistes.....	35
2. Les Islamistes.....	37
<b>B. Le jihad: L'Islam contre le communisme.....</b>	<b>38</b>
1. Les Mojâhidin.....	40
a. Les Partis.....	41
i. Les Islamistes.....	41
ii. Les Traditionalistes.....	43
iii. Les Partis chiïtes.....	45
b. Les commandants.....	47
2. La division et les alliances des Mojâhidin.....	48
<b>C. Une période de la transition: La lutte pour le pouvoir.....</b>	<b>50</b>
<b>D. Une idéologie extrême: Le cas des Taliban.....</b>	<b>55</b>

1. Les origines du mouvement.....	55
2. L'idéologie et formation publique.....	58
3. La route des Taliban.....	61
4. La politique des Taliban.....	63
a. Taliban et l'éducation.....	63
b. Les droits civils.....	64
c. Les Femmes sous l'administration des Taliban.....	65
<b>CHAPITRE 4- L'ECONOMIE LIEE A LA CONTREBANDE ET LA CULTURE DU PAVOT.....</b>	<b>67</b>
<b>A. L'aide étrangère.....</b>	<b>68</b>
<b>B. La culture du pavot et le commerce de l'opium.....</b>	<b>70</b>
<b>C. Le narcotrafic: Une menace pour le monde entier.....</b>	<b>73</b>
<b>II- DEUXIEME PARTIE : L'INTERACTION DES DYNAMIQUES INTERIEURS AVEC LES ACTEURS EXTERIEURS.....</b>	<b>75</b>
<b>CHAPITRE 1- LA GEOPOLITIQUE DE L'AFGHANISTAN: UNE ARENE POUR LES GUERRES.....</b>	<b>75</b>
<b>A. Le Grand Jeu.....</b>	<b>77</b>
1. La Première guerre anglo-afghane (1839-1842) .....	78
2. La Seconde guerre anglo-afghane.....	79
3. La Troisième guerre anglo-afghane et l'indépendance de l'Afghanistan. ....	81
<b>B. La politique étrangère de l'Afghanistan pendant la Guerre     froide.....</b>	<b>82</b>
<b>C. Le Nouveau Grand jeu.....</b>	<b>85</b>
<b>CHAPITRE 2 - LES INVASIONS DIRECTES ET INDIRECTES.....</b>	<b>88</b>
<b>A. L'Invasion soviétique.....</b>	<b>88</b>
<b>B. La guerre contre le terrorisme et le « sauvetage » d'un État     Failli.....</b>	<b>93</b>
<b>CHAPITRE 3- LES EFFETS DES ACTEURS EXTERNES, JOUANT SUR LES CARTES ETHNIQUES ET RELIGIEUSES DU PAYS.....</b>	<b>102</b>
<b>A. Le Pakistan.....</b>	<b>103</b>
<b>B. L'Arabie saoudite.....</b>	<b>108</b>
<b>C. Les Etats-Unis.....</b>	<b>112</b>
<b>D. La Chine.....</b>	<b>117</b>
<b>E. L'Iran.....</b>	<b>120</b>
<b>F. La Russie et les Républiques d'Asie Centrale.....</b>	<b>124</b>
1. La Russie.....	124
2. Le Tadjikistan.....	125
3. L'Ouzbékistan.....	126
4. Le Turkménistan.....	127
5. Le Kazakhstan et le Kirghizstan.....	127
<b>G. L'Inde.....</b>	<b>129</b>

<b>CONCLUSION.....</b>	<b>131</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE.....</b>	<b>134</b>
<b>ANNEXES.....</b>	<b>151</b>



## ABBREVIATIONS

<b>CIA</b>	: Central Intelligence Agency
<b>FLN</b>	: Le Front de Libération Nationale
<b>FMI</b>	: Fonds monétaire international
<b>GATT</b>	: The General Agreement on Tariffs and Trade-l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
<b>ISAF</b>	: The International Security Assistance Force-La Force d'Assistance de Sécurité Internationale
<b>ISI</b>	: Inter Services Intelligence of Pakistan
<b>KAM</b>	: Kargari Astekhbarati Muassessa -Institut de l'intelligence des ouvriers
<b>KGB</b>	: Komitet Gosudarstvennoi Bezopasnosti-Committee for State Security
<b>KhAD</b>	: KhADemat-e-Attela'at-e Dowlati -le Service D'information d'État
<b>MIO</b>	: Mouvement Islamique d'Ouzbékistan
<b>OLP</b>	: Organisation de Libération de la Palestine
<b>ONU</b>	: Organisation des Nations Unies
<b>OSCE</b>	: Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
<b>OTAN</b>	: Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
<b>PDPA</b>	: Parti démocratique du peuple d'Afghanistan
<b>PIB</b>	: Produit intérieur brut
<b>RAWA</b>	: Revolutionary Association of the Women of Afghanistan- Association Révolutionnaire des Femmes en Afghanistan
<b>SALT 2</b>	: Strategic Arms Limitations Talks –limitation des armes stratégiques
<b>UE</b>	: Union européenne
<b>UNODC</b>	: United Nations Office on Drugs and Crime- Office des Nations Unies contre les drogues et le crime
<b>URSS</b>	: Union des Républiques socialistes soviétiques
<b>VIH</b>	: Le virus de l'immunodéficience humaine

## INTRODUCTION

La préoccupation actuelle concernant les « États faillis » a émergé au début des années 1990, après l'effondrement de l'Union soviétique. La période de post-guerre froide présente une autre phase historique caractérisée par le changement rapide dans le système international. La fin de la bipolarité a engendré un vide politique dans le système international et cela a eu un effet dévastateur sur plusieurs pays. Privés de l'assistance économique qui découlait de la confrontation Est-Ouest, beaucoup de pays ont plongé dans une crise économique. Cette instabilité générale s'est d'autant plus étendue avec l'apparition des conflits ethniques ou religieux partout dans le monde. Les analystes des relations internationales occidentales ont qualifié les États à l'origine de cette instabilité, d'État « failli » ou « effondré ». Les analystes ont employé des terminologies et définitions différentes pour décrire des symptômes « négatifs » apparents associés au remaniement du système international. Les indicateurs d'instabilité peuvent différencier selon les États.

L'Afghanistan est qualifié d'État failli en raison de ses propres particularités. Depuis son établissement, son incapacité à moderniser et centraliser l'État, la division ethnique, linguistique et religieuse de sa population, les luttes idéologiques ou bien les guerres civiles l'ont empêché de devenir un État viable. Une des raisons de cette faillite repose sur sa position géostratégique.

Situé au croisement de l'Asie centrale, l'Afghanistan a toujours été une arène idéale pour les envahisseurs et pour les Grands jeux. C'est devenu un État tampon quand le premier Grand jeu a été joué pendant le XIX<sup>ème</sup> siècle et un siècle plus tard, avec le nouveau Grand jeu, il a attiré l'attention des autres pays ainsi que des acteurs non étatiques. Les voisins de l'Afghanistan voulaient aussi établir leur influence sur ce pays pour des raisons tant idéologiques que géostratégiques. Son voisin du nord, l'Union soviétique, a envahi l'Afghanistan en 1979. La guerre a complètement détruit le pays et le gouvernement communiste en place a perdu tout contrôle. Les forces des

Mojâhidin anticommunistes fournies et entraînées par les États-Unis, l'Arabie saoudite, le Pakistan et d'autres pays ont obligé l'Union soviétique à se retirer dix ans plus tard. La bataille s'est ensuite poursuivie parmi les fractions minoritaires différentes des Mojâhidin, et a causé le renforcement des seigneurs de guerre et finalement l'émergence des Taliban. Soutenus par des sponsors étrangers, les Taliban sont devenus une vraie force politique.

Au cours des années 1990, le monde occidental était plutôt préoccupé par les événements qui se sont déroulés dans le Golfe et plus tard en Europe. La stabilisation des pays de l'Europe de l'Est et Centrale était devenue la question prioritaire. Les pays qui s'étaient pourtant engagés auprès des mouvements de résistance se sont détournés du problème afghan. Mais afin de jouer le nouveau Grand jeu, les pays et les compagnies multinationales ont réalisé l'importance de la stabilisation en Afghanistan. Au milieu des années 1990, les Taliban ont été considérés par l'Ouest, et notamment par les États-Unis, comme un instrument capable de contenir l'Iran. Les ambitions politiques américaines en ce qui concerne la Russie, l'Europe centrale, le Caucase et l'Asie centrale ont dicté l'attitude des États-Unis envers l'Afghanistan. La formation d'un gouvernement stable assuré par les Taliban avait à leurs yeux un intérêt stratégique. Également acceptés par d'autres pays comme le Pakistan et l'Arabie saoudite, les Taliban ont pu bénéficier de leur aide financière et de leur assistance militaire.

L'idée de «sauver» les États faillis est apparue avec la lutte contre le terrorisme international. Depuis les attaques terroristes du 11 septembre 2001 et la révélation de l'étendue du mouvement terroriste d'Al-Qaeda en Afghanistan, le sens conventionnel a relié le problème du terrorisme international aux États faillis. Ces États, en causant des menaces de sécurité qui pourraient avoir des effets non seulement locaux, mais aussi globaux ont éveillé la peur de la politique occidentale.

Avec l'ensemble des facteurs déstabilisateurs comme le conflit général, une économie faible et l'absence d'un pouvoir central, l'Afghanistan est devenu une source d'instabilité en formant des menaces de toutes sortes, et en constituant une base idéale pour le narcotrafic et pour les activités terroristes.

Après la guerre contre le terrorisme en Afghanistan, le gouvernement afghan se retrouve face à deux enjeux considérables : d'une part, avec le soutien de la communauté internationale, l'État central doit s'opposer aux Taliban et à l'Al-Qaïda; d'autre part, le gouvernement doit s'efforcer de renforcer son autorité face aux seigneurs de guerre afin d'établir la stabilité intérieure, toujours avec aide étrangère.

Le but de ce travail est de comprendre pourquoi l'Afghanistan est devenu un État failli. Il est possible de constater que les États faillis ont subi des facteurs déstabilisateurs différents. Au cours de ce travail les caractéristiques d'un État failli vont être analysés en prenant pour étude de cas l'Afghanistan. La première partie concerne les symptômes intérieurs comme l'incapacité des gouvernements afghans d'assurer la stabilité, la désintégration de la société, les idéologies à l'origine de conflits et enfin l'économie dépendant de la culture du pavot et du narcotrafic. Dans la deuxième partie, l'Afghanistan va être analysé au regard des dynamiques intérieures et extérieures qui ont contribué à sa faillite. En effet, les pays et les acteurs non étatiques, se sont efforcés d'assurer la stabilité ou d'engendrer l'instabilité de ce pays en fonction de leurs intérêts respectifs. L'attitude des acteurs extérieurs va être analysée dans le cadre des dynamiques intérieures car ils jouaient avec les cartes ethniques et religieuses de pays. Il faut ajouter qu'avec les interventions directes et indirectes des autres pays, «l'instabilité perpétuelle» est devenue la nature de l'Afghanistan, qui est actuellement classé parmi les États faillis.



## PREMIERE PARTIE- LES DYNAMIQUES INTERIEURES DE LA FAILLITE

L'Etat failli est défini comme un pays « complètement incapable de s'affirmer en tant que membre à part entière de la communauté internationale »<sup>1</sup> et qui connaît «des problèmes intérieurs sérieux menaçant de façon perpétuelle leur cohérence. » Dans le domaine politique ils ont des défis intérieurs considérables. L'État failli ne peut pas assurer la protection des conditions civiles, la paix, l'ordre et la sécurité à l'intérieur du pays.<sup>2</sup> La circulation des armes illicites, et les rébellions des groupes ethniques sont les types de problèmes rencontrés par ces Etats. L'incapacité d'un État et l'absence de contrôle de la population ouvrent la voie aux activités criminelles telles que la culture du pavot, la contrebande des armes, le blanchiment d'argent et le terrorisme. Le problème fondamental des États faillis est l'instabilité intérieure engendrée par la guerre civile, l'effondrement économique, le manque de nourriture et le système sanitaire. Ces conditions précaires encouragent la fuite des réfugiés dans les pays voisins et menacent ainsi les pays voisins. Le risque de propagation de ces conflits dans d'autres pays<sup>3</sup> devient alors considérable, l'instabilité d'un pays menaçant ainsi la paix internationale.

Les risques engendrés par les États faillis en incluant les terroristes internationaux, les barons de la drogue, ou les arsenaux d'armes, font l'objet de discussions éternelles. La Banque Mondiale a identifié environ 30 de ces pays, alors que le Département de la Grande-Bretagne pour le Développement International a qualifié en tant que «fragiles» 46 Etats. Un rapport préparé par la CIA a lui, compté environ 20 Etats faillis. <sup>4</sup>

---

<sup>1</sup> Gerard B. Helman et Steven R. Ratner, "Saving Failed States", *Foreign Policy*, No. 89, winter 1992-93, p. 3.

<sup>2</sup> Robert H. Jackson, "Surrogate Sovereignty? Great Power Responsibility and Failed States", Working Paper, No. 25, *Vancouver: Institute of International Relations-The University of British Columbia*, November 1998, p. 2., <http://www.iir.ubc.ca/pdf/files/webwp25.pdf>, visité le 05-07-2005

<sup>3</sup> Gerard B. Helman et Steven R. Ratner, *op.cit.*, p. 8.

<sup>4</sup> The Failed States Index Rankings by Foreign Policy & The Fund for Peace, July-August 2005, [http://www.foreignpolicy.com/story/cms.php?story\\_id=3098](http://www.foreignpolicy.com/story/cms.php?story_id=3098), visité le 01-08-2005

L'Afghanistan peut être également classé parmi l'un des « États perturbés »<sup>5</sup>. Ce genre d'États ne souffre pas de faillite complète ou d'effondrement total; ils sont plutôt marqués par des degrés variables d'incapacité, comme c'est le cas pour l'Afghanistan depuis 1978. Ces États qui sont dans un conflit ouvert, peuvent s'affirmer en tant qu'entités indépendantes dans le système international. Les perturbations dans ces unités territoriales peuvent être dues à des facteurs intérieurs ou/et extérieurs.. L'Afghanistan n'est pas seulement divisé entre des forces armées locales différentes, mais c'est aussi un pays où ses voisins et les acteurs externes, alimentent le conflit. Il est défini comme un «État effondré», version rare et extrême d'un État failli. Un État effondré expose un vide d'autorité. C'est une expression géographique, un trou noir dans lequel un régime politique failli est tombé. Mais « *L'Afghanistan est ainsi passé de la situation d'un Etat effondré à failli.* »<sup>6</sup>

Les caractéristiques principales pour analyser les « États faillis » sont classifiées par Larry P. Goodson dans le tableau\* suivant.<sup>7</sup>

#### *Variables*

1- Force de l'État:

#### *Sous-variables*

a- Institutionnalisation politique: Etablissement d'institutions politiques stables

b- Pénétration politique: L'acceptation du gouvernement partout dans le pays

2- Stabilité de la population:

a- Homogénéité démographique: Divisions ethniques, linguistiques et religieuses

b- Mobilité démographique: Fluidité de changements démographiques

<sup>5</sup> Amin Saikal, "Dimensions of State Disruption and International Responses", *Third World Quarterly*, Vol. 21, No. 1, 2000, p. 44.

<sup>6</sup> Robert I. Rotberg, "Weak and Failing States: Critical New Security Issues", *Turkish Policy Quarterly*, Vol. 3, No. 2, summer 2004, p. 63.

\* Le quatrième caractéristique, la position géostratégique de l'Afghanistan, va être analysée dans le deuxième chapitre.

<sup>7</sup> Larry P. Goodson, *Afghanistan's Endless War: State Failure, Regional Politics, and the Rise of Taliban*, USA, University of Washington Press, 2001, p. 184.

Pour plus d'information sur les indicateurs de l'instabilité et les États faillis partout dans le monde voir le Tableau I et la Carte I.



en 1747 par Ahmed Shah, l'État afghan a toujours été une juxtaposition de communautés ethniques et tribales avec un gouvernement très faible, établi à Kabul.<sup>12</sup> Le système politique de l'Afghanistan s'est toujours essentiellement reposé sur la domination d'une aristocratie tribale. L'absence de d'actions réciproques efficaces avec le monde extérieur, et sa culture profondément retranchée des tribus, ont contribué à l'échec du pays qui s'est montré incapable de se construire en un État moderne. L'équilibre qui s'est installé entre l'État et la tribu, entre les groupes et la nation ou bien entre la tribu et l'individu autonome n'a jamais été institutionnalisé au sein des constitutions et des lois.<sup>13</sup>

Les États faillis exposent des institutions détériorées. La bureaucratie a perdu son sens de responsabilité professionnelle et existe uniquement afin d'exécuter les ordres de l'exécutif et opprimer des citoyens.<sup>14</sup> Le pouvoir législatif ne fait que ratifier les décisions du pouvoir exécutif et la discussion démocratique est absente. Le système judiciaire dépend de l'exécutif et les citoyens savent qu'ils ne peuvent pas compter sur ce système pour la réparation significative ou le remède, surtout à l'encontre de l'État.

Au cours de la première moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle, on constate une certaine évolution du pays afghan vers la centralisation étatique avec des efforts de modernisation dans les domaines de l'institutionnalisation et de l'infrastructure. Mais en réalité, les États faillis présentent des infrastructures détruites.

### **A. Les origines de l'institutionnalisation politique**

Au début de XIX<sup>ème</sup> siècle, Dost Mohammad Khan est le premier règne afghan se proclamant «L'Amir de l'Afghanistan». Ayant vécu plusieurs années d'exil en Inde britannique, il a pu observer le fonctionnement des institutions étatiques modernes dans cette région.

---

<sup>12</sup> Amir Taheri, "Afghanistan: Gagner la Guerre, Perdre la Paix ?", *Politique Internationale*, No. 97, automne 2002, p. 196.

<sup>13</sup> Fredrik Barth, "Cultural Wellsprings of Resistance in Afghanistan", in Rosanne Klass (éd.) *Afghanistan: The Great Game Revisited*, USA, Freedom House, 1990, p. 202.

<sup>14</sup> Robert I. Rotberg, *op.cit.*, p. 60.

Cette expérience lui a donné la volonté de moderniser son État pour que celui-ci puisse défendre son indépendance et son identité. Il a ainsi cherché et reçu l'assistance militaire de l'Iran et de l'Inde britannique.<sup>15</sup> Après sa mort, Shir Ali a également essayé d'implanter un certain nombre de réformes occidentales dans les domaines de l'éducation, du gouvernement et de la défense.

Au début des années 1900, Abdul Rahman Khan qui a pris le contrôle du processus judiciaire, a établi un système unifié de cours charia et a imposé le rôle du gardien d'Islam contre la « domination infidèle ». Il lui a réservé le droit de faire appel à un *jihad*.<sup>16</sup> Les guerres contre les Britanniques (la période du Grand jeu) ont changé la nature de la légitimité du régime car cette fois il y avait une guerre contre les infidèles et non plus contre d'autres musulmans. La défense de l'Islam est devenue la légitimité du pouvoir central.<sup>17</sup> Pour établir son autorité, Abdul Rahman Khan affirmait que son règne était fondé sur l'autorisation divine plutôt que tiré du consensus de *jirga* (l'assemblée tribale).<sup>\*</sup> Il a signé des accords formels avec beaucoup de sections de la société dans laquelle ils l'ont reconnu comme l'*imam*, le chef de communauté islamique. Il a aussi établi le *Loya Jirga* (le Grand Conseil) *national*. Mais le rôle réel du Loya Jirga a été limité à l'approbation des mesures que l'Amir y soumettait. Donc le Loya Jirga a co-opté une tradition tribale dans une institution publique. Il a gagné le nom « l'Amir le fer », parce qu'il n'a pas hésité à tuer, exiler, terroriser et soumettre tous ses adversaires. Il a créé un royaume unitaire avec les frontières précisées. Mais, il n'était pas possible de dire que l'Afghanistan avait formé une nation ou construit un véritable État au XIX<sup>ème</sup> siècle.<sup>18</sup>

## **B. Les efforts de modernisation jusqu'à la guerre froide**

Il est vrai que les décisions les plus essentielles sur la route de la modernisation en Afghanistan ont été prises pendant la période d'Amir Habibullah, fils d'Abdul

<sup>15</sup> Barnett R. Rubin, *The Fragmentation of Afghanistan*, USA, Yale University Press, 2002, p. 47.

<sup>16</sup> Martin Ewans, *Afghanistan: A New History*, NY., Routledge Curzon, 2002, p. 73-74.

<sup>17</sup> Olivier Roy, "Afghanistan: La Difficile Reconstruction d'un État", *op.cit.*, p. 12.

\* Selon l'idéal d'égalité de tribu, chaque personne mâle libre avait le droit de parler et décider. Le *jirga* inclut tous les mâles adultes et les règles selon le consensus. Dans la théorie, un *jirga* peut être engagé à n'importe quel niveau d'organisation tribale, du plus petit lignage à une confédération entière. Pendant les années 1920, l'État afghan a défini avec le Loya Jirga (le Grand Conseil), comme le représentative supérieur, le corps d'État afghan.

<sup>18</sup> Marc Gaborieau, "Insaisissable Afghanistan", *Le Débat*, No. 118, Janvier- Février 2002, p. 148.

Rahman Khan, au début du XX<sup>ème</sup> siècle. Les voies de communications ont été améliorées, le premier hôpital de l'Afghanistan et un certain nombre d'usines ont été établis. Sa réalisation importante était dans le champ éducatif, avec la fondation du « Collège Habibia » sur le modèle d'un lycée français, une école militaire et un collège d'entraînement pour les enseignants. Ces institutions ont marqué le début de la division sociale de l'Afghanistan, entre la société traditionnelle tribale, la campagne et l'élite urbaine de plus en plus occidentalisée.<sup>19</sup> La deuxième contribution d'Habibullah à la modernisation fut la libéralisation du système politique. Il a permis le retour d'un nombre important d'exilés afghans. Un des exilés rentrés, Mahmud Beg Tarzi, un intellectuel, un nationaliste et un moderniste sous l'influence du mouvement jeune-turc, a commencé l'édition du premier journal de l'Afghanistan, le *Saraj al-akhbâr-i Afghaniyah* (« La lumière des nouvelles afghanes »), qui a pris une position fortement panislamiste et anti-impérialiste. Il a inspiré le mouvement nationaliste moderne afghan.<sup>20</sup>

Le programme d'Amanullah Khan qui a suivi l'Amir Habibullah Khan dans les années 1920, a permis plusieurs réformes dans quelques domaines. Il a donné à l'Afghanistan sa première constitution (1923) selon laquelle les actions du roi sont subordonnées à la loi. Pour la première fois, la constitution a déclaré que les citoyens avaient des droits.<sup>21</sup> Le Loya Jirga est devenu le plus haut organe représentatif de l'État. Un système judiciaire indépendant a été créé, avec le système de cours. Dans le domaine de l'éducation, trois collèges ont été établis avec l'aide de différents pays et chacun d'entre eux enseignait la langue étrangère correspondante. En outre, la politique d'envoyer les étudiants à l'étranger pour l'enseignement supérieur (en incluant des filles) a commencé. Amanullah Khan a également supprimé les taux de taxe directe sur le terrain. (C'était la raison du conflit avec le terrain possédant.)

En 1927, Amanullah Khan est parti pour son Grand Tour. Il a visité l'Inde, l'Égypte, l'Italie, la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Union soviétique, la Turquie et

<sup>19</sup> Martin Ewans, *op.cit.*, p. 85

<sup>20</sup> Ralph H. Magnus et Eden Naby, *Afghanistan: Mullah, Marx and Mujahid*, USA, Westview Press, 2000, p. 39.

<sup>21</sup> Article 1: Tous les sujets de l'Afghanistan ont des droits et des devoirs égaux conformément à charia et la loi d'État. Voir la constitution de l'Afghanistan de 1923, <http://www.afghangovernment.com/Constitution1923.htm>, visité le 01-09-2005

l'Iran. Peu de temps après son retour, il a annoncé de nouvelles réformes. Certaines des mesures proposées ont attaqué le pouvoir de l'établissement religieux, notamment de l'*uléma*. Ces réformes sont à l'origine des perturbations intérieures, supprimant la source de légitimation des mécanismes traditionnels. En effet, la perturbation peut provenir d'une crise de légitimité spécifique, surtout à travers la perte de mécanismes traditionnels de légitimation et l'incapacité d'instituer une alternative réalisable. Ainsi, les révoltes peuvent commencer contre le pouvoir illégitime. Dans le cas de l'Afghanistan de cette période, les révoltes ont été menées par un bandit nommé Bacha-i Saqao, qui a réussi à prendre le pouvoir. C'était aussi une illustration puissante de la faiblesse relative de l'État face à la force relative de la société. Le règne de neuf mois du Bacha-i Saqao à Kaboul a été caractérisé par l'anarchie, le pillage et la terreur. Il a fermé les écoles, il a rappelé les étudiants afghans de l'étranger et il a permis le contrôle de chefs religieux sur l'administration nationale. Ces changements ont enfoncé le pays dans une crise.<sup>22</sup>

Nadir Shah, son successeur, a rapidement pris les mesures nécessaires pour protéger la légitimité de son règne en acquérant l'autorisation d'un Loya Jirga qui a annoncé une nouvelle constitution en 1931. Cette constitution a attribué un rôle institutionnel législatif à l'*uléma* et a prévu la représentation de ce dernier et des khans dans le Loya Jirga. En outre, il a établi la première banque de l'Afghanistan, la Banque Milli, pendant son règne.

Les efforts de modernisation ont échoué car les deux premières constitutions de 1923 et 1931 ont été établies par la monarchie après les périodes d'agitation (après la guerre finale contre les Britanniques pour l'indépendance en 1919 et après la révolte de 1929 qui a déposé le Roi Amanullah). Ces constitutions ont été créées sans beaucoup de participation publique et le pouvoir public est principalement resté entre les mains de la monarchie, avec peu de place pour la participation populaire. Elles ont vraiment inclus des réformes politiques, surtout la constitution de 1923, mais le manque de participation publique dans ce processus de réformes fut une raison majeure de l'insurrection en 1929.<sup>23</sup>

---

<sup>22</sup> Neamatollah Nojumi, *The Rise of Taliban in Afghanistan: Mass Mobilization, Civil War and the Future of the Region*, NY., Palgrave, 2002, p. 9.

<sup>23</sup> J.Alexander Thier, "The Making of a Constitution in Afghanistan", *State Reconstruction and International Engagement in Afghanistan Panel 4: Re-Establishing a Legal System*, Bonn, 1 June

Le pouvoir de Nadir Shah fut repris par son fils de 19 ans, Mohammed Zaher Shah, qui a régné pendant 40 ans. Au lieu de concentrer le pouvoir entre ses mains, celui-ci a distribué les ministères aux différents membres de sa famille.

Au cours des années 1930, la prolifération des journaux a encouragé le développement des idées parmi les élites de Kaboul sur les problèmes de la modernisation et de l'Islam. Un progrès économique modeste a été accompli, les routes et l'éducation en incluant l'enseignement supérieur, ont été développées. A la faveur d'une phase de libéralisation (1946-1952), les premiers mouvements syndicaux et politiques, illégaux mais tolérés, sont nés en Afghanistan. Ainsi, l'Union des étudiants, le premier syndicat étudiant et *Wikh-i zalmayân* (L'éveil de la jeunesse) ont été fondés. Ce dernier, formé à Qandahar, a réuni une grande partie de l'intelligentsia politisée, notamment Mohammad Daoud, le futur président Nur Mohammad Taraqi, le fondateur futur du Parti communiste.<sup>24</sup>

### C. La modernisation avec l'aide extérieure

Au début du mandat du premier ministre Daoud (1953-1963) le choix le plus favorable pour les projets de modernisation de l'Afghanistan était les États-Unis. Les compagnies américaines ont été invitées. Mais en rejetant un grand rôle économique dans l'avenir de l'Afghanistan, la diplomatie américaine a ignoré ce pays et cela a ouvert la voie à l'influence économique de l'Union soviétique. Les dirigeants afghans ont tenté de créer une gendarmerie fidèle, bien entraînée et équipée. Ils ont proposé d'acheter l'équipement militaire américain. Les administrateurs américains ont retardé le processus en prétextant beaucoup de raisons bureaucratiques. Au début des années 1960, l'assistance substantielle venant des blocs tant communistes qu'occidentaux a atteint environ 80 % des dépenses de développement et d'équipement de l'Afghanistan.<sup>25</sup> En même temps, la fraction minoritaire pro-soviétique concentrée autour de Daoud défendait la formation de liens plus étroits

---

2003, pp. 2-3. <http://unpan1.un.org/intradoc/groups/public/documents/APCITY/UNPAN018246.pdf>, visité le 01-09-2005

<sup>24</sup> Gilles Dorransoro, *La Révolution Afghane*, Paris, Karthala, 2000, pp. 80-81.

<sup>25</sup> Martin Ewans, *op.cit.*, pp. 114-115.

Le Président Eisenhower a visité Kaboul le 8 décembre 1959 et a assuré aux dirigeants à Kaboul que les États-Unis continueraient à aider l'Afghanistan dans ses activités de développement. Un an après, une délégation américaine a visité Kaboul pour y étudier les perspectives de marchés américains.



avec l'Union soviétique et la fraction minoritaire pro-occidentale concentrée autour de Mohammed Zaher Shah soutenait des liens plus proches avec l'Ouest. La lutte au sein de la classe dirigeante a finalement entraîné la démission du premier ministre Daoud en 1963.<sup>26</sup>

Cette même année, après plus de 30 ans de stabilité relative et de progrès économique et politique lents mais réguliers, Zaher Shah a réclamé une nouvelle constitution. Cette constitution qui prévoyait un grand degré de participation démocratique, a été terminée après 18 mois de consultations avec tous les secteurs de la société. La constitution prévoyait un parlement généralement élu, des conseils de ville, des conseils consultatifs de province et un pouvoir législatif indépendant. Dès que cette constitution fut ratifiée par un Loya Jirga en 1964, l'ère de la « nouvelle démocratie » a commencé. Deux élections parlementaires ont été tenues et le pays a commencé à connaître le gouvernement démocratique.<sup>27</sup>

Sous la monarchie constitutionnelle (1964-1973), les membres de la famille royale ont été exclus de tous les postes législatifs, exécutifs et judiciaires au sein du gouvernement. Le pouvoir est au contraire passé entre les mains des partis politiques, et le trône a commencé à perdre sa signification politique.<sup>28</sup> La constitution a établi un système juridique basé sur la loi islamique, la charia (*Shari'a*), et a déclaré que « l'Islam » est la religion sacrée de l'Afghanistan, comme la constitution de 1923.<sup>29</sup> Selon la constitution, il y avait un parlement bicaméral de 216 membres élus (le *shura*): le *Wolesi Jirga* (chambre basse) dont les membres étaient élus par le vote

<sup>26</sup> Hafizullah Emadi, "New World Order or Disorder: Armed Struggle in Afghanistan and United States' Foreign Policy Objectives", *Central Asian Survey*, Vol. 18, No. 1, 1999, p. 33.

<sup>27</sup> J. Alexander Thier, *op.cit.*, p. 3.

<sup>28</sup> Article 32: Les citoyens afghans ont le droit de former des partis politiques, conformément aux termes de la loi, à condition que:

1- Les buts, les activités les idées et l'organisation du parti ne soient pas opposés aux valeurs de cette constitution.

2- L'organisation et les ressources financières du parti soient ouvertes. Un parti formé conformément aux provisions de la loi ne peut pas être dissous sans processus de la loi et de l'ordre de la cour suprême. Voir La constitution de l'Afghanistan de 1963,

<http://www.afghangovernment.com/Constitution1963.htm>, visité le 01-09-2005

<sup>29</sup> Article 2: L'Islam est la religion sacrée de l'Afghanistan. Les rites religieux exécutés par l'État seront selon les provisions de la doctrine hanafite. Les citoyens non musulmans seront libres d'exécuter leurs rites dans les limites déterminées selon les lois pour la décence publique et la paix publique. Voir La constitution de l'Afghanistan de 1963,

<http://www.afghangovernment.com/Constitution1963.htm>, visité le 01-09-2005

secret de 84 membres, le *Meshrano Jirga* (chambre haute) dont les membres étaient élus et nommés par le Roi.<sup>30</sup>

Les élections sous le nouveau système ont été organisées en septembre 1965. Le niveau de participation, particulièrement dans les provinces, était faible. En 1975, Daoud a fondé son propre parti, le *Hezb-i Inqilab-i Melli* (le Parti Révolutionnaire national), et au début de 1977, il a convoqué un Loya Jirga qui a approuvé une nouvelle constitution. Il a été élu président pour six ans. La constitution a prévu un parlement uni caméral avec le Loya Jirga comme la « manifestation suprême du pouvoir ». La constitution contenait beaucoup de rhétoriques socialistes et révolutionnaires et a entraîné la réforme économique et sociale, (en incluant la réforme foncière).<sup>31</sup> Avec cette constitution, tous les Afghans, tant les femmes que les hommes, sans discrimination ni privilège, ont obtenu l'égalité des droits et des devoirs devant la loi.

Bien qu'il ait accédé au pouvoir avec l'aide du *Parchamis*, une fraction de *Hezb-i demokrâtik-i khalq-i Afghanistan* (PDPA- Parti démocratique du peuple d'Afghanistan fondé en 1965), Daoud a tenté de les éliminer. En 1977, tous avaient été tirés exilés, ou placés dans des postes d'influence minimale. Vers la fin d'avril 1978, avec la « Révolution de Saur », (un coup d'état par les officiers militaires afghans), l'Afghanistan a vu la naissance de la « République démocratique de l'Afghanistan » et la fin à la période de Daoud. Le PDPA a pris le pouvoir.

Dans un sens général, la constitution reflète les décisions prises par les dirigeants politiques. Si l'administration n'a pas le pouvoir ou le désir d'exécuter la loi fondamentale, la constitution a peu de validité. Les droits des citoyens de l'Afghanistan sont aussi un bon exemple d'une forte constitution sur le papier, mais faible en réalité. Les gouvernants ont promis beaucoup de libertés aux afghans comme la liberté d'expression, la liberté de réunion de la torture et de la discrimination. Cependant, lorsque ces libertés sont violées, les cours de justice et la police ne punissent pas les transgresseurs.<sup>32</sup>

---

<sup>30</sup> Martin Ewans, *op.cit.*, p.120.

<sup>31</sup> *Ibid.* pp. 131-132.

<sup>32</sup> J. Alexander Thier, *op.cit.*, p. 3.

L'Afghanistan est un pays qui a presque toujours été gouverné de manière non conforme à la loi. Bien que beaucoup de gouvernements afghans aient fait des efforts pour améliorer la vie des citoyens, ils ne l'ont pas fait en suivant les dispositions de la constitution.<sup>33</sup> La corruption a toujours été un problème important au sein du gouvernement afghan, aussi bien sous une monarchie, une monarchie démocratique, ou une autocratie marxiste.<sup>34</sup>

#### **D. L'invasion soviétique et le système politique**

Les États incapables de maintenir leur stabilité politique et leur intégrité territoriale ou de fournir une apparence d'ordre public, deviennent souvent les cibles des pouvoirs externes. Comme une réponse à l'échec, un pouvoir externe (concerné par sa propre sécurité ou dans le but de développer son hégémonie territoriale et politique) peut intervenir dans les affaires internes d'un tel État.<sup>35</sup>

L'invasion soviétique de l'Afghanistan en 1979 a représenté un grand changement social. Avec la stratégie soviétique et la soviétisation de l'Afghanistan, la violence a été nationalisée et a impliqué la population générale du pays. La stratégie de la soviétisation comprenait les développements suivants :<sup>36</sup>

La réinterprétation de l'Islam : à la suite de l'invasion, le président Babrak Karmal a établi un Département d'Affaires Islamiques (plus tard levé au statut d'un ministère) sous le contrôle du KhAD (*KhADemat-e-Attela'at-e Dowlati* -le Service D'information d'État- équivalent du KGB en Union soviétique). Ce ministère contrôlait les mosquées, les écoles religieuses et les lieux saints et maintenait des contacts entre les institutions islamiques afghanes et soviétiques.

Dans les régions sous occupation soviétique, le système juridique a été complètement supprimé. Seules les questions liées au mariage et au divorce sont restés sous la responsabilité des cours islamiques, mais toutes les autres questions juridiques ont été données au Tribunal révolutionnaire spécial, contrôlé par les Soviétiques. Parmi tous

<sup>33</sup> *Ibid.*, p. 4.

<sup>34</sup> John C. Griffiths, *Afghanistan: A History of Conflict*, London, Carlton Books, 2001, p. 157.

<sup>35</sup> Amalendu Misra, *op.cit.*, p. 4.

<sup>36</sup> A. Rasul Amin, "The Sovietization of Afghanistan", in Rosanne Klass (éd.) *Afghanistan: The Great Game Revisited*, *op.cit.*, p. 301.

les crimes, l'attention des Soviétiques et du gouvernement afghan s'est concentrée sur les « crimes politiques » (l'opposition au régime).<sup>37</sup>

Les mass média (livres inclus) étaient entièrement contrôlés. Les mass média utilisaient seulement des sources soviétiques pour les nouvelles internationales. Sous la direction de l'Union soviétique, un certain nombre de journalistes ont été envoyés en formation en Allemagne de l'Est et en Tchécoslovaquie. Toute la programmation était idéologique, et diffusait l'idée que les jours pré communistes ont été dominés tant par des chefs féodaux et des chefs tyranniques tribaux, que par la Résistance. Quant à l'Iran, l'Égypte, l'Arabie Saoudite, la France, l'Allemagne de l'Ouest, le Royaume-Uni, le Pakistan, la Chine et avant tout les États-Unis, ils étaient les ennemis de l'Afghanistan. Toutefois l'Union soviétique les protégeait.<sup>38</sup>

Les efforts les plus prononcés de soviétisation ont été concentrés sur les enfants et les jeunes. Les institutions éducatives afghanes ont été transformées sous la direction de conseillers soviétiques et européens de l'Est. Le grand nombre d'enseignants non communistes ont été emprisonnés, exécutés, ou exilés.\* En ce qui concerne l'enseignement supérieur, de nouvelles matières telles que le Matérialisme Historique, l'Histoire Révolutionnaire d'Ouvriers, l'Histoire de la Russie, la Nouvelle Histoire de l'Afghanistan, le Matérialisme Dialectique et la Sociologie scientifique ont été enseignées. La Faculté de Théologie a été quant à elle supprimées.<sup>39</sup> En effet, l'Union soviétique a essayé d'effacer l'héritage culturel et l'identité afghane dans le but de transformer l'Afghanistan.\*

Les efforts soviétiques ont porté leurs fruits, et le gouvernement afghan a entrepris les nouveaux règlements pour accomplir cette soviétisation.

---

<sup>37</sup> *Ibid.*, p. 310

<sup>38</sup> *Ibid.*, p. 311

\* En 1980, la langue russe a été rendue obligatoire dans toutes les écoles, en remplaçant l'anglais, le français et l'allemand. En février 1985, l'Afghanistan a rompu ses derniers liens avec les institutions éducatives occidentales. Un nouveau sujet, « Politique », a été présenté. Il présentait la définition générale de la science politique, du socialisme et de son succès dans le monde, la lutte de classe, l'impérialisme comme un système exploitant, les mouvements révolutionnaires de la classe de prolétariat, la révolution socialiste, l'histoire du Parti Communiste de l'Union soviétique, le Maoïsme (sa déviation du socialisme scientifique), l'histoire du PDPA, l'histoire d'amitié afghane soviétique.

<sup>39</sup> *Ibid.*, p. 320

Tout d'abord, après l'invasion, une nouvelle administration a été établie avec pour but de stabiliser la situation intérieure. Les nouveaux principes fondamentaux ont été formulés dans une nouvelle constitution qui a été publiée et approuvée par le Conseil révolutionnaire le 14 avril 1980. La police secrète, le KAM (*Kargari Astekhbarati Muassessa* -Institut de l'intelligence des ouvriers-), a été reconstitué et nommé le KhAD sous le contrôle de Najibullah, le futur président. Le KhAD a essayé de gagner le soutien en utilisant des rivalités traditionnelles tribales, la même politique utilisée par les Britanniques au XIX<sup>ème</sup> siècle.<sup>40</sup>

Le président Babrak Karmal voulait gagner le soutien populaire. Pour ce faire, il a restitué les bandes vertes et noires au drapeau afghan\*, a essayé de faire la réforme foncière et a donné la priorité à la promotion des efforts commerciaux et capitalistes privés.<sup>41</sup> En janvier 1981, il a doublé les salaires militaires. Le pays a été divisé en sept zones militaires, dont chacune était représentée par un membre du Comité central du PDPA. Avec les Conseils de défense, le gouvernement a transformé toutes les unités de sécurité conformément à l'ordre de parti direct.

Entre septembre et novembre 1985, l'Union soviétique a décidé d'utiliser des moyens non militaires car la guerre était militairement invincible. Cette stratégie a entraîné des changements, en incluant l'adoption des politiques révisionnistes qui étaient considérées comme une idéologie inapplicable par les gouvernants soviétiques pendant la période de M. Gorbatchev. En donnant aux militaires sa chance finale de conduire la guerre à sa fin, Gorbatchev a aussi appliqué la pression sur le gouvernement afghan pour réconcilier la nation. En avril 1985, Babrak Karmal a tenu un Loya Jirga à Kaboul suivi par les élections en août 1985, mais avec peu de succès comme les expériences passées.<sup>42</sup>

---

\* L'Union soviétique essayait d'utiliser les Républiques Soviétiques d'Asie centrale pour transformer les relations historiques de l'Afghanistan. En convaincant la jeune génération que l'Afghanistan était une composante inséparable de la culture d'Asie centrale, ils se sont efforcés de rompre leurs liens culturels avec le persan, l'indienne et islamiques.

<sup>40</sup> Olivier Roy, *Islam and Resistance in Afghanistan*, Cambridge University Press, 1990, pp. 195-196.

\* Le drapeau de la République démocratique d'Afghanistan a été changé en rouge, symbole du communisme en 1978.

<sup>41</sup> Anthony Arnold, "The Ephemeral Elite: The Failure of Socialist Afghanistan", in Myron Weiner et Ali Banuazizi (éd.), *The Politics of Social Transformation in Afghanistan, Iran and Pakistan*, Syracuse University Press, 1994, p. 46.

<sup>42</sup> Martin Ewans, *op.cit.*, p. 167

L'Union soviétique a ensuite décidé que le régime de Babrak Karmal était incapable d'assurer la stabilisation de la situation politique. Sous la pression soviétique, Babrak Karmal a dû déclarer une série de réformes au sein du système gouvernemental, en incluant des éléments non marxistes. Mais Babrak Karmal a de nouveau échoué, et l'Union soviétique a finalement décidé de le remplacer. Najibullah a été nommé secrétaire général du parti en avril 1986 à la place de Babrak Karmal.

À la fin de 1986, Najibullah a commencé à appliquer une série de réformes pour renforcer son règne. Il a été invité à Moscou et pendant sa visite, les Soviétiques et le régime de Kaboul ont formulé une nouvelle politique pour assurer un cessez-le-feu et une « réconciliation nationale » en Afghanistan. Afin de réaliser ces objectifs, en janvier 1987 le gouvernement afghan a dans un premier temps demandé un cessez-le-feu de six mois et l'établissement d'un gouvernement de réconciliation nationale. Mais ces deux initiatives ont été rejetées par les Mojâhidin. Puis, les Mojâhidin ont augmenté leurs résistances contre les Soviétiques.\* Les attaques des Soviétiques ont été également augmentées et le cessez-le-feu n'a pas été exécuté.

Même s'il ne peut pas s'accorder avec les Mojâhidin le gouvernement a continué ses efforts en vue de la réconciliation. Les 28-29 novembre 1987, le Loya Jirga a approuvé la nouvelle constitution et a nommé Najibullah à la tête de l'État.<sup>43</sup> En avril 1988, les accords de Genève ont été signés, des pas ont été faits vers le changement politique: une Assemblée nationale avec une plus large représentation d'éléments non communistes a été établie, l'économie privée a été permise et encouragée. Sur un plan symbolique, le nom du pays a été changé et de « République démocratique afghane » est devenu « République afghane ». De plus, alors que les contacts diplomatiques continuaient avec le patronage de l'ONU et des superpuissances, les batailles initiées par les Mojâhidin devenaient plus féroces. Les Soviétiques ont répondu par un lourd bombardement aérien.<sup>44</sup>

---

\* Ainsi, pour la première fois, le PDPA et l'Union soviétique ont implicitement laissé tomber leur passé en étiquetant les Mojâhidin en tant que 'bandits' et les a reconnus comme les éléments d'une résistance populaire

<sup>43</sup> Gilles Dorransoro, *La Révolution Afghane*, op.cit., pp. 214-215.

<sup>44</sup> Shaul Shay, *The Endless Jihad: The Mojâhidin, the Taliban and Bin Laden*, Israel, The International Policy Institute for Counter-Terrorism, 2002, pp. 42-43.

La communauté internationale a envisagé que le gouvernement du président Najibullah échouerait immédiatement après le retrait de l'Union soviétique. En prévision de cela, le Pakistan et les Etats-Unis ont voulu former un gouvernement d'Alliance des partis Mojâhidin.<sup>45</sup>

Najibullah est resté au pouvoir jusqu'en avril 1992, quand les Mojâhidin ont capturé Kaboul et ont proclamé un État islamique. Ils ont gouverné à travers plusieurs conseils. Burhanuddin Rabbani a été élu président. Les Mojâhidin sont restés divisés et le combat sporadique a continué. Les années de la guerre civile et le période des Taliban ont été profondément destructifs pour la société afghane.

Malgré les différents processus qui ont été conduits afin d'assurer une autorité sur la société fragmentée, l'État afghan a failli. La raison étant que les institutions de l'État centralisé en Afghanistan ont été posées sous les auspices et la tutelle politique de l'Empire britannique, avec son assistance directe et militaire au XIX<sup>ème</sup> siècle. Aussi au nom de la création de l'unité nationale, l'État afghan sous les différents régimes, a systématiquement affaibli l'identité et l'autonomie des groupes locaux. Les autorités afghanes dans tous les régimes (monarchique, républicain, communiste, islamiste et Taliban) ont plusieurs fois déclaré leurs intentions d'apaiser et de désarmer la société afghane tribalisée. Ce qui est paradoxal ici, c'est que chacun des différents régimes ont utilisé des moyens de « *tribalisation* » des institutions de l'État centralisé lui-même pour réaliser leurs objectifs.

Tout au long de ces siècles, les processus de centralisation de l'État en Afghanistan ont été justifiés du point de vue de la stratégie de défense nationale contre les menaces étrangères potentielles, surtout des pays voisins. Paradoxalement, la réalisation de ce rêve par les gouvernements centraux a augmenté la dépendance volontaire face à l'ennemi étranger potentiel. A titre d'exemples, les régimes monarchiques d'Abdul Rahman Khan à Zaher Shah (1880-1973), la République de courte durée de président Daoud (1973-1978) et les régimes communistes (1978-1992) ont été successivement dépendants de l'Inde britannique, de la Russie, puis de l'Union soviétique. De la même manière, la survivance des partis de résistance et des communautés de réfugiés afghanes (1978-1992) dépendaient complètement des

---

<sup>45</sup> Peter Mardsen, *The Taliban: War and Religion in Afghanistan*, USA, Zed Books, 2002, p. 34.

ressources externes provenant notamment du Pakistan, de l'Arabie Saoudite, des États-Unis et de l'Iran.<sup>46</sup> Il est intéressant de noter ici que ces pays sont aussi les ennemis de l'Afghanistan. Cela montre la contradiction de ce processus et met en avant une des causes principales de l'instabilité. L'État afghan est toujours resté faible parce que les gouvernements centraux « invitaient » souvent des ennemis étrangers dans le pays dans le but de protéger leur régime contre leurs propres citoyens et afin de moderniser le pays. La situation actuelle de l'Afghanistan est donc liée à un équilibre des forces entre puissances régionales et mondiales.<sup>47</sup>

En l'absence de l'autorité centrale et d'un État légitime, le caractère divisé de la société afghane dans laquelle chaque groupe cherchait une sorte d'autonomie au prix de la désintégration du pays, est devenue plus claire. Cette structure fragmentaire représentait un vacuum pour les gouvernements incapables mais aussi pour les pouvoirs externes. La violence durable, qui est une spécialité de l'État failli, est devenue une des caractéristiques de l'Afghanistan.

## **CHAPITRE 2 – HOMOGENEITE DEMOGRAPHIQUE: LA DIVISION ETHNIQUE, LINGUISTIQUE ET RELIGIEUSE**

Les guerres civiles qui caractérisent les États faillis proviennent généralement de la diversité religieuse, linguistique ou ethnique.<sup>48</sup> La croissance des conflits ethniques ou religieux a alimenté les pressions qui ont généré la fragmentation de ces pays. En outre, ce caractère divisé entraîne l'érosion du gouvernement efficace et de la confiance publique envers ce dernier.<sup>49</sup>

L'Afghanistan a historiquement été marqué par une société forte et un État faible. La force de la société vient de la présence des unités autonomes, et de manière plus importante des tribus et de leurs sous divisions.<sup>50</sup>

<sup>46</sup> M.Nazif Shahrani, "The Future of the State and the Structure of Community Governance in Afghanistan", in William Maley (éd.), *Fundamentalism Reborn? Afghanistan and the Taliban*, London, Hurst & Co., 1998, pp. 229-230.

<sup>47</sup> Olivier Roy, "Afghanistan: La Difficile Reconstruction d'un État", *op.cit.*, p. 10.

<sup>48</sup> Robert I. Rotberg, *op.cit.*, p. 59.

<sup>49</sup> Richard H. Shultz, Jr. et William J. Olson, "Ethnic and Religious Conflict: Emerging Threat to US Security", *Washington: National Strategy Information Center*, 1994, p. 1

<sup>50</sup> Amin Saikal et William Maley, *Regime Change in Afghanistan: Foreign Intervention and the Politics of Legitimacy*, USA, Westview Press, 1991, p. 13.



L'Afghanistan est le seul pays au monde dont la population a augmenté rapidement selon les statistiques officielles, alors qu'elle a en réalité diminué. En effet, à cause des guerres et des immigrations, le nombre d'habitants peut changer considérablement. De 19 millions en 1972, elle est passée à 14 millions en 1979, et depuis l'invasion soviétique (26 décembre 1979), la population a continué à baisser. Avec l'émigration due à la guerre (environ 5 millions de personnes jusqu'en 1991), en 1991, faute de statistiques publiées, la population de l'Afghanistan était estimée à 15 millions d'habitants à l'intérieur du pays.<sup>51</sup> La population de l'Afghanistan compte 29, 928,987 d'habitants (selon évaluation de juillet 2005).<sup>52</sup> En octobre 2001, parmi environ 4 millions de réfugiés, 2.3 millions sont rentrés. De plus, elle est ethniquement, religieusement et linguistiquement mélangée.

### A. L'Ethnicité

Le terme « ethnie » désigne un ensemble linguistique, culturel et territorial d'une certaine taille.<sup>53</sup> Selon Fredrik Barth, c'est une population qui;

- (1) se perpétue biologiquement dans une large mesure,
- (2) a en commun des valeurs culturelles fondamentales, réalisées dans des formes culturelles ayant une unité manifeste,
- (3) constitue un espace de communication et d'interaction,
- (4) est composée d'un ensemble de membres qui sont identifiés par les autres comme constituant une catégorie que l'on peut distinguer des autres catégories de même ordre.<sup>54</sup>

Les anthropologues et les démographes ont essayé de compter les groupes ethniques et les tribus de l'Afghanistan, en obtenant des résultats différents. L'expérience la plus sérieuse de recensement des groupes ethniques en Afghanistan a été faite par Erwin Orywal et d'autres collaborateurs. Ils ont compté 55 groupes ethniques.<sup>55</sup>

<sup>51</sup> *Encyclopedia Universalis*, Paris, 1992, p. 362.

<sup>52</sup> CIA, *The World Fact Book*, <http://www.cia.gov/cia/publications/factbook/geos/af.html>, visité le 28-08-2005

<sup>53</sup> *Dictionnaire de l'Ethnologie et de l'Anthropologie*, sous la dir. de Pierre Bonte et Michel Izard, Presses Universitaires de France, 1991, p. 242

<sup>54</sup> Fredrik Barth, *Les Groupes Ethniques et Leur Frontières*, Paris, PUF, 1999, p. 206.

<sup>55</sup> Bernt Glatzer, "Is Afghanistan on the Brink of Ethnic and Tribal Disintegration?", in William Maley (éd.), *Fundamentalism Reborn? Afghanistan and the Taliban*, op.cit., p. 167.

La population afghane essentiellement rurale, peut être divisée en quatre principaux groupes ethniques: Les Pashtouns (38-44%) les Tadjiks (25%), les Hazâras (10-19%) et les Ouzbeks (9%).<sup>56</sup> Il est possible de citer quelques ethnies moins importantes : Les Aïmâqs (4%), les Farsiwans (2,8 %), les Turkmènes (3%) les Brâhûis (1 %), les Baloutches (2%) et les Nouristanis (0,5 %).<sup>\*</sup> Ces groupes ont souvent des sous-divisions. Mais l'exactitude de ces nombres n'est pas certaine et ils peuvent être différents selon les sources à cause de la guerre civile continue et le problème des réfugiés.

### 1. Les Pashtouns

Les Pashtouns situés à l'est du pays ont constitué le centre de l'État afghan, s'arrogeant le pouvoir politique depuis le XVIII<sup>ème</sup> siècle. Les Pashtouns, peuple indo-européen, sont probablement originaires des monts Soleïman au nord du Pakistan. Ils s'expriment en pashto, une langue qui s'écrit en caractères arabes, devenue la langue officielle du pays en 1937 (parlée par 40% de la population). Le terme « Afghan » a longtemps été synonyme de « Pashtoun ». A partir de l'établissement de l'Afghanistan par Ahmed Shah, de 1747 à 1978 (à part neuf mois en 1929, par Bacha-i Saqao, un Tadjik de nord) le pays a traditionnellement été gouverné par les Pashtouns.

Ils se subdivisent en milliers de tribus d'un caractère généalogique qu'ils ont été utilisés comme une base d'unité et de solidarité aussi bien que de la désintégration et du conflit.<sup>57</sup> Les plus importants sont; les tribus de l'ouest (vivant dans la région de Qandahar et dans la vallée de l'Helmand) regroupées dans la confédération des Abdalis (Dénommée les Durrani). Les tribus de l'est (vivant dans la région de Ghazni, à l'est du pays de Qalat à Djalalabad) regroupées dans la confédération des Ghilzaïs, et les tribus montagnardes vivant avec une certaine autonomie.<sup>58</sup> Ces deux tribus, notamment les Ghilzaïs et les Durranis ont traditionnellement été opposés et

---

<sup>56</sup> US Department of State, Bureau of South Asian Affairs, December 2004, <http://www.state.gov/r/pa/ei/bgn/5380.htm>, visité le 15-08-2005

<sup>\*</sup> Pour plus information sur la carte ethnique de l'Afghanistan voir la Carte 2.

<sup>57</sup> Bernt Glatzer, *op.cit.*, p. 169.

<sup>58</sup> François Lafargue, *Opium Pétrole & Islamisme*, Paris, Ellipses, 2003, p. 15.

les Ghilzaïs ont eu tendance à être exploités et à subir une discrimination de la part des Durranis. Parmi les caractéristiques significatives de la vie Pashtoun, nous pouvons citer la pratique de l'islam, surtout dans son aspect sunnite pour presque tous les Pashtouns, la structure non hiérarchique des groupes tribaux et du code de Pashtoun connu comme le « *Pashtunwali* ». Le *Pashtunwali* est en même temps une idéologie et un corps de droit coutumier qui a élaboré ses propres sanctions et institutions.

## 2. Les Tadjiks

En Afghanistan les Tadjiks sont plus nombreux dans le nord-est (à proximité de leurs homologues du Tadjikistan) et à Kaboul. Ils sont localisés essentiellement dans le nord du pays, dans la province du Badakhshan et la vallée du Panchir. Originaires de Perse, les Tadjiks sont arrivés en Afghanistan au XII<sup>ème</sup> siècle. Ayant le *dari* comme langue maternelle, les citoyens tadjiks possèdent un bon niveau culturel, ce que traduit leur rôle éminent dans le clergé et l'administration. La plupart des Tadjiks sont des musulmans sunnites, à l'exception d'un petit groupe de minorité chiite, qui réside surtout près de la ville de Herat.<sup>59</sup>

Selon Olivier Roy, les Tadjiks ne constituent pas un véritable groupe ethnique. Le mot « tadjik » est utilisé pour désigner tous les persanophones sunnites, ce groupe linguistique n'a pas d'identité politique: On est d'abord *panchiri* ou bien *herati* avant d'être Tadjik. Il va de même pour les Ouzbeks comme pour les Turkmènes. Seuls les Hazâras du centre du pays ont développé une forte identité politique.<sup>60</sup>

## 3. Les Hazâras

Les Hazâras, vivant au centre du pays, sont souvent considérés comme les descendants des conquérants mongols arrivés au XIV<sup>ème</sup> siècle. Sauf une petite minorité sunnite, la plupart des Hazâras sont des musulmans chiites. Leur principal trait identitaire est d'être chiites dans un pays majoritairement sunnite.<sup>61</sup> Ils parlent

<sup>59</sup> *Encyclopédie de l'Islam*, Leiden E.J. Brill, Netherlands, Paris Editions, 1991, Vol. 1, p. 230.

<sup>60</sup> <http://www.tlq.ulaval.ca/axl/asie/afghanistan.htm>, visité le 01-02-2005

<sup>61</sup> *Dictionnaire des Peuples- Sociétés d'Afrique, d'Amérique, d'Asie et d'Océanie*, sous la dir. de Jean-Christophe Tamié, Paris, Larousse, 2001, p. 117.

une langue d'origine turco-mongole, le *hazâragi*. La société d'Hazâra a une structure un peu différente des autres groupes ethniques afghans. Il y a moins de solidarité communale et une plus grande accentuation sur l'individualisme. Les liens de famille ne sont pas si forts.<sup>62</sup> En raison des conditions de vie difficiles dans leurs régions, beaucoup d'Hazâras se sont déplacés vers les régions urbaines et gagnent leur vie avec des emplois précaires. Mais grâce à leur isolement, le Hazârajat a été relativement peu touché par la destruction de l'invasion soviétique et de la guerre civile afghane.

#### 4. Les Ouzbeks

Les Ouzbeks sont les descendants des populations turques qui sont venues en Afghanistan surtout au cours de deux périodes : la première était au XVI<sup>ème</sup> siècle avec l'invasion par les tribus Ouzbek des territoires du Nord (au nord et au sud de le fleuve l'Amu Darya) de ce qui est aujourd'hui l'Afghanistan. La deuxième était au XX<sup>ème</sup> siècle, à la suite de l'établissement de l'Union soviétique et de la persécution des minorités ethniques.<sup>63</sup> En Afghanistan, les Ouzbeks sont généralement des cultivateurs et des artisans. Ce sont en principe, des musulmans sunnites hanéfites, mais beaucoup sont non pratiquants. Ils parlent l'ouzbek (un dialecte turc) et ils habitent dans le nord du pays.<sup>64</sup>

#### 5. Les autres groupes

Les Aïmâqs ont formé une vingtaine de tribus vivant dans les montagnes de la province de Ghor, à l'ouest de l'Afghanistan. Ce sont des musulmans sunnites, parlant des dialectes près de Dari.

Les ancêtres des Nouristanis sont les premiers Indo-européens ayant passé la région de l'Hindou Kouch. Plus tard, avec l'arrivée des Indo-aryens, ils ont été poussés au Nouristan actuel. Ils vivent dans les hautes vallées afghanes du sud de l'Hindou Kouch oriental, dans les provinces de Konarha et de Laghman, à l'est de Kaboul. Ils

---

<sup>62</sup> Olivier Roy, *Islam and Resistance in Afghanistan*, *op.cit.*, p. 142.

<sup>63</sup> Olivier Roy, "Le Lent Retour du Pouvoir Central", *Politique Internationale*, No. 105, automne 2004, p. 285.

<sup>64</sup> Shaul Shay, *op.cit.*, p. 24.

se définissent par leur village de résidence et leur langue propre.\* Les Nouristanis afghans sont musulmans sunnites de rite hanafite. On compte cinq langues Nouristanis: *Vâsi-i-Vâri, Kâmk'ata Viri, Askunu Viri, KalaSa alâ, Trégâmi*.<sup>65</sup>

Les Turkmènes ont une origine ethnique similaire aux Ouzbeks (turcophones). Ils parlent le *turkmène* et sont arrivés de Russie pendant la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle. Ils habitent tout au nord de l'Afghanistan, mais les six millions de Turkmènes résident au Turkménistan, au nord-est de l'Iran, en Turquie, en Russie et en Chine. Ce sont des musulmans sunnites divisés en de nombreuses entités claniques.<sup>66</sup>

Le Brâhui est un autre groupe distinctif installé dans les régions de l'Afghanistan du sud-ouest. Ils parlent Brâhui proche du Dravidienne, une langue parlée au sud de l'Inde. Beaucoup d'entre eux sont bilingues et parlent le pashto ou le baloutchi. Les Brâhuis travaillent surtout en tant que fermiers locataires, généralement pour les Pashtounes ou les Baloutches.<sup>67</sup> L'appartenance à la communauté brâhui se définit par des critères essentiellement généalogiques et tribaux.

Il y a aussi les autres ethnies comme, les Kirghizes, les Arabes, les Farsiwans, les Wakhis, mais la population de ces groupes ethniques n'est pas aussi importante que celle des autres.

## B. Les Tribus

« *La Tribu, désigne une société segmentaire, constituée d'un ensemble hiérarchisé de groupes généalogiquement définis, dont la solidarité résulte de l'affirmation de leur descendance comme à partir d'un ancêtre fondateur.* »<sup>68</sup> Les tribus afghanes sont fondées sur la notion que leurs membres partagent un ancêtre commun. Les tribus ne sont pas des unités culturelles; les marqueurs des limites tribales sont généalogiques

\* Leur territoire, appelé anciennement le Kâfiristân (Kâfir: "non musulmans"), est désigné aujourd'hui comme le Nuristan (la "terre de lumière").

<sup>65</sup> "La Mosaïque Ethnique Afghane", *Bassirat.net, Journal en Ligne*, [http://www.bassirat.net/pays/read\\_paysparagraf.php?hp=4](http://www.bassirat.net/pays/read_paysparagraf.php?hp=4), visité le 05-09-2005

<sup>66</sup> <http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/asi/afghanistan.htm>, visité le 01-02-2005

Ils ont apporté des moutons karakul à l'Afghanistan et sont des producteurs de tapis. La bijouterie de Turkmène est aussi hautement précieuse.

<sup>67</sup> "La Mosaïque Ethnique Afghane", *Bassirat.net, Journal en Ligne*, [http://www.bassirat.net/pays/read\\_paysparagraf.php?hp=4](http://www.bassirat.net/pays/read_paysparagraf.php?hp=4), visité le 05-09-2005

<sup>68</sup> *Dictionnaire de Sociologie*, sous la dir. de Pierre Ansart, Paris, Le Robert & Seuil, 1999, p. 549.

et quelquefois géographiques. Les tribus sont localisées à des degrés différents. Les Ghilzaïs, par exemple, sont dispersés partout en Afghanistan; ainsi il n'y a aucun terrain de Ghilzaï fondamental. D'autres tribus, comme l'Afridi, ont un terrain clairement défini de famille.<sup>69</sup> Tous les souverains, (ainsi que l'actuel président Hamid Karzaï), ont appartenu à seulement deux tribus : Popolzaï et Barakzaï. En ce qui concerne le tribalisme parmi les autres groupes, le terme peut être utilisé dans le sens strict pour le Nouristani et le Baloutchi, mais pas pour le Tadjik ou l'Ouzbek. Pour le Hazâra, le tribalisme a grandement disparu après la conquête Pashtoun. Les Aïmâqs sont les plus intéressants, car ils s'appellent « *tribespeople* » (peuple de tribu).<sup>70</sup>

La tribu est une société homogène, égalitaire et segmentaire contrairement à l'État qui est hétérogène et hiérarchique. La tribu repose sur l'individu; l'État est externe. Alors qu'un État réclame l'autorité sur la société dans un territoire donné, une tribu réclame la juridiction d'un ensemble de personnes attachées par des relations de parenté.<sup>71</sup> Les tribus afghanes (surtout le Durrani, mais aussi le Ghilzaï) considèrent le pouvoir central comme leur représentant. Ils voient l'État comme existant sur la périphérie, responsable d'administrer. L'État a profité de trois modes de persuasion pour gagner la légitimité: Le tribalisme, l'Islam et le nationalisme.<sup>72</sup>

La plupart des tribus en Afghanistan ne sont des entités ni corporatives ni politiques ; le système de tribu servait toujours de base pour les alliances politiques. Les dirigeants ont utilisé les liens tribaux comme base pour les alliances ou les confédérations afin de défier les pouvoirs impériaux et de protéger la liberté des religions. Ainsi, et à titre d'exemples, la confédération de Ghilzaï Pashtouns au XVIII<sup>ème</sup> siècle a réussi à conquérir Ispahan (en Iran) et à détrôner le Shah de Perse ; quelques décades plus tard la confédération d'Abdali a établi le premier Royaume d'Afghanistan et a conquis les territoires entre Herat et Delhi.<sup>73</sup>

<sup>69</sup> Bernt Glatzer, *op.cit.*, pp. 173-175.

<sup>70</sup> Olivier Roy, *Islam and Resistance, op.cit.*, pp. 248-249.

<sup>71</sup> Barnett R. Rubin, *The Fragmentation of Afghanistan, op.cit.*, p. 10.

<sup>72</sup> Olivier Roy, *Islam and Resistance, op.cit.*, p. 14.

<sup>73</sup> Bernt Glatzer, *op.cit.*, p. 174

Les tribus qui résident dans une région cohérente sont capables de définir et de statuer une politique commune. Bien qu'il y ait des personnes influentes (*khan*) ou des commandants, les décisions concernant la communauté entière sont prises aux conseils de communauté (*jirga*). Les chefs des zones non tribales ne sont pas des figures charismatiques; ils viennent de la localité et sont rattachés à certaines familles plus importantes, mais leur influence est moindre par rapport à celle des familles semblables dans les zones tribales.<sup>74</sup>

En Afghanistan, chaque individu définit son identité par une série d'appartenances, de la plus générale, l'*umma* (la communauté musulmane), à la plus restreinte, la famille proche. L'identité peut reposer sur une même origine géographique, une même appartenance professionnelle, religieuse, familiale, ethnique<sup>75</sup>, ou l'Etat-nation, comme déterminé par l'occasion. Chaque individu appartient à un *qawm* (réseaux de solidarité) qui fournit la protection des effets extérieurs, la coopération, le soutien, la sécurité et l'assistance sociale, politique ou économique. Par ailleurs, un *qawm* ne correspond pas nécessairement à un espace continu. Par exemple, les habitants d'une vallée peuvent être divisés en deux groupes non territorialisés identifiés sur une base religieuse.<sup>76</sup> Le *khan* est le chef traditionnel pour un *qawm*; le *mâlek* (propriétaire ou chef de village élu par les anciens) est n'importe quel chef qui agit comme un médiateur entre son groupe et l'État. Le *mâlek*, existe seulement par rapport à l'État.<sup>77</sup> Le pouvoir du *khan* est fondé sur la propriété, la richesse, l'hospitalité et la générosité. Il est ordinairement en compétition avec d'autres *khans*. Les communautés locales soutenaient économiquement par soi-même et gouvernaient politiquement par soi-même. Les liens avec les autorités centrales étaient souvent restreints et indirects. Les communautés locales agissaient en tant qu'entité politique semi autonome.<sup>78</sup>

<sup>74</sup> Olivier Roy, *Islam and Resistance*, *op.cit.*, p. 66.

<sup>75</sup> Gilles Dorransoro, *La Révolution Afghane*, *op.cit.*, p. 22.

<sup>76</sup> *Ibid.*, p. 22-23

<sup>77</sup> Olivier Roy, *Afghanistan: From Holy War to Civil War*, USA, Darwin Press, 1995, p. 25.

<sup>78</sup> M.Nazif Shahrani, "The Future of the State and the Structure of Community Governance in Afghanistan", *op.cit.*, p. 222.

Dans l'Afghanistan contemporain, l'idée nationale est restée très faible et non développée, sauf au sein de la classe urbaine.<sup>79</sup> La conscience nationale a coïncidé avec le territoire de l'État, représenté par la frontière nationale. Jusqu'au coup marxiste de 1978, on remarque la faiblesse relative d'une obligation nationale et d'un sens de citoyenneté. En ce qui concerne l'identité, la conscience d'appartenance à la communauté islamique est d'une part, à une tribu ou un groupe ethnique sur l'autre.<sup>80</sup>

### C. La religion

Mis à part quelques milliers d'Hindous et Sikhs et quelques centaines de Juifs, tous les Afghans sont des musulmans. 84 % d'entre eux sont sunnites du rite Hanafite et le reste est chiïte du rite Jaffarite, avec une petite minorité Ismaïlia. Dans un pays comme l'Afghanistan, où le concept de la nation s'est développée, mais seulement récemment, où l'Etat est vu comme externe à la société et où la fidélité des gens est dirigée essentiellement vers leur communauté locale, le seul critère que tous les Afghans ont en commun est l'Islam.<sup>81</sup>

#### 1. La religion dans la vie afghane

La religion est très importante dans la vie paysanne afghane. La mosquée est le centre du village, c'est aussi le seul endroit convenable pour les réunions communales.<sup>82</sup> L'Islam fournit un système de normes, un code régulant des relations humaines, mais partout en Afghanistan, l'Islam est loin d'être un seul système simple de normes. Alors que le droit d'État (*qânun*) est éloigné des communautés du pays, la loi coutumière (*âdat*) et la superstition, à l'origine souvent préislamique, existent n'importe où. En particulier, un système complexe mais précis de droit coutumier a progressivement évolué dans la campagne. Mais, autant que les zones non tribales sont concernées, le cadre général de loi pénale et de droit coutumier est toujours fourni par la charia.

<sup>79</sup> Anthony Hyman, "Nationalism in Afghanistan", *International Journal of Middle East Studies*, No. 34, 2002, p. 299.

<sup>80</sup> Pierre Centlivres et Micheline Centlivres-Demont, "State, National Awareness and Levels of Identity in Afghanistan from Monarchy to Islamic State", *Central Asian Survey*, Vol. 19, No. 3-4, 2000, p. 419.

<sup>81</sup> Olivier Roy, *Islam and Resistance*, *op.cit.*, p. 30.

<sup>82</sup> Gilles Dorronsoro, *La Révolution Afghane*, *op.cit.*, p. 47.



La situation dans les zones tribales est tout à fait différente. Ici, il y a un système positif comprenant le code tribal (*pashunwali*) et le conseil tribal (*jirga*). Le pouvoir politique dans les tribus est d'origine séculaire (c'est-à-dire qu'il n'y a personne responsable de la religion) et, au niveau de la loi, le code tribal et la charia sont clairement opposés. Autant que la vie politique en Afghanistan est concernée, le code tribal a tendance à isoler la communauté Pashtoun, alors que la charia, qui ne reconnaît pas la réalité ultime des groupes ethniques, envisage un ordre social plus universel.<sup>83</sup>

Selon Ahmed Rashid, l'Afghanistan était historiquement un pays musulman (*muslim*) conservateur. Mais l'Islam traditionnellement pratiqué en Afghanistan était aussi tolérant. Jusqu'en 1992, les Hindous, les Sikhs et les Juifs ont chacun joué un rôle significatif dans l'économie de bazar du pays et l'esprit sectaire n'existait pas. A partir de 1992, la guerre civile a détruit cette tolérance, en mettant les sectes et les groupes ethniques les uns contre les autres. Ce facteur unifiant est devenu une arme pour la division et la fragmentation.<sup>84</sup> L'arrivée des Taliban a approfondi cette situation.

Comme dans les autres pays Sunnit, il n'y a aucun clergé organisé et hiérarchique en Afghanistan. Mais il y a une distinction très claire entre les mollahs du village (responsables religieux à l'échelle d'une petite communauté) et le clergé plus instruit. Les *qâzis* (juges islamiques) et les *muftis* exercent des fonctions judiciaires.<sup>85</sup>

Les *ulémas* sont des érudits et non pas des intellectuels. Ils suivent le programme d'études très ancien commun au monde musulman entier: L'arabe classique, la théologie (*Kalam*), l'interprétation du Qur'an (*tafsir*), les traditions du Prophète (*hadith*) et de la loi Musulmane (*fiqh*).\* Gilles Dorronsoro affirme que peu d'ulémas ont exercé le pouvoir politique, en dehors de certaines situations de crise. Il ajoute que dans l'histoire afghane, les souverains (*Amir*) ou les prétendants au pouvoir sont

<sup>83</sup> Olivier Roy, *Islam and Resistance*, *op.cit.*, pp. 34-36.

<sup>84</sup> Ahmed Rashid, "The Taliban: Exporting Extremism", *Foreign Affairs*, November-December 1999, Vol. 78, No. 6, pp. 24-25.

<sup>85</sup> Martin Ewans, *op.cit.*, p:6

\* Après avoir quitté l'école de Qur'anic du village (*maktab*), l'étudiant religieux (*talib*) passe plusieurs années à étudier avec une douzaine d'autres étudiants sous *mawlawi* local (*alim*). Quand il obtient son diplôme (*ijaza*), il peut ouvrir sa propre *madrassa*. En Afghanistan, il n'y a jamais eu de *madrassa* capable d'offrir une éducation, la plupart des ulémas afghans ayant eu l'habitude d'aller en Inde, en particulier à la grande *madrassa* de Deoband.

toujours des membres de l'aristocratie tribale, mais jamais des ulémas.<sup>86</sup> Le déclin de l'influence politique des ulémas s'est produit plus tôt en Afghanistan qu'ailleurs. Ce furent les ulémas, en alliance avec les tribus, qui ont provoqué la ruine du Roi Amanullah en 1929. L'influence des ulémas en tant qu'employés a également été réduite au sein de la structure de l'État. Mais dans les petites villes et dans la campagne, où les institutions publiques ont eu un impact seulement partiel, ils sont toujours actifs, surtout dans les zones non tribales.<sup>87</sup>

Un autre facteur clé ayant contribué à la tolérance afghane a été le Sufisme, une branche mystique et non doctrinale de l'Islam. Le Sufisme, est essentiellement personnifié par trois ordres (*Qadiriyya*, *Naqshbandiyya*, *Cheshtiyya*) dans la société afghane et influe surtout dans les classes moyennes dans les plus grands villages et dans la banlieue des villes.

Qadiriyya s'est répandu parmi les tribus Pashtoune en Afghanistan.<sup>88</sup> L'ordre Naqshbandiyya a des membres en Afghanistan, où il y a plusieurs branches et deux différentes influences peuvent être considérées. Les branches occidentales du Nord sont reliées au lieu de naissance de l'ordre, l'Asie centrale; Les branches à l'est et à Qandahar sont directement reliées à la famille Mujaddidi, les descendants du réformateur de l'ordre, Shaykh Ahmad Sirhindi.<sup>89</sup> Cet ordre a traditionnellement été impliqué dans la politique et opposé à l'influence étrangère. Sayyid Ahmad Gailani et Sibghatullah Mujadidi, ont été des chefs de groupes de résistance afghans.<sup>90</sup> Les suivants de l'ordre Cheshtiyya se trouvent principalement dans la Vallée Harirud, autour de la Caisse-i Sharif. Il n'y a aucun sufisme parmi les chiïtes.

## 2. Les Chiïtes

Les musulmans se sont divisés en deux fractions, sunnite et chiïte, sur la question de succession après la mort du Prophète Mohammad en 632. Les chiïtes représentent environ 15% de la population afghane. Le Chiïsme en Afghanistan apparaît dans deux formes dogmatiquement séparées: *Imami* et *Ismâïli*. La Chiïsme imami, est surtout

<sup>86</sup> Gilles Dorransoro, *La Révolution Afghane*, op.cit., pp. 28-29.

<sup>87</sup> Olivier Roy, *Islam and Resistance*, op.cit., pp. 46-48

<sup>88</sup> Marc Yared, "Les Soufis à l'épreuve du 'jihad'", *Les Chaires de l'Orient*, No. 49, 1998, p. 124.

<sup>89</sup> Olivier Roy, *Islam and Resistance*, op.cit., p. 43-44.

<sup>90</sup> Martin Ewans, op.cit., p. 6.

composé de Hazâra et de Farsiwan, avec de plus petits groupes de Qizilbash\* et de Pashtouns.

En général les Ismaïliens sont très pauvres, pas particulièrement fidèles et sont considérés avec suspicion par les autres. Les différents règnes qui se sont succédés au cours de l'histoire de l'Afghanistan ont considéré les Ismaïliens comme une menace politique au *status quo*. À la différence du Hazâra et du Tadjik, les Ismaïliens sont divisés en fractions minoritaires progouvernementales et antigouvernementales. La minorité chiite a toujours été loin, écartée des centres de pouvoir. Leurs pratiques religieuses ont été interdites et la loi Jaffarite n'a pas été reconnue par l'État. Il leur était impossible de poursuivre une carrière dans l'armée ou en politique.<sup>91</sup> Au cours des années 1960, plusieurs madrasas chiites ont été ouvertes. Les jeunes instruits chiites sont évidemment plus politisés et plus assurés en ce qui concerne leurs demandes que leurs contemporains sunnites. Les étudiants chiites se sont constitués une conscience politique et ont formé les mouvements Maoïstes.<sup>92</sup>

En bref, l'Islam a servi de force unifiante contre les envahisseurs étrangers non musulmans, mais il n'a jamais été en soi assez influent pour unir tous les Pashtouns et autres ethnies de l'Afghanistan.<sup>93</sup> Avec la faiblesse de l'État, les relations entre les groupes religieux, ethniques et tribaux mentionnés ci-dessus, ont causé l'éclatement des luttes locales et les Pashtounes ont tenté de dominer les autres.

#### **D. La violence: la question de la reconnaissance du gouvernement partout dans le pays**

La violence est une des caractéristiques d'un État failli. Une grande partie de la violence est dirigée contre le gouvernement existant ou contre le régime. Les conflits ethniques et religieux existent dans beaucoup de sociétés sans devenir violents. Si ces conflits deviennent violents, les institutions sociales et gouvernementales peuvent

---

\* Les Qizilbash, parlent dari, sont les chiites imami et ont été dispersés partout dans l'Afghanistan, essentiellement dans les centres urbains comme les régions de Djalalabad et Qandahar. Ils sont le plus instruit groupe en Afghanistan.

<sup>91</sup> Hafizullah Emadi, "Praxis of Taqiyya: Perseverance of Pashaye Ismaili Enclave, Nangarhar, Afghanistan", *Central Asian Survey*, Vol. 19, No. 2, 2000, p. 261.

<sup>92</sup> Olivier Roy, *Islam and Resistance*, *op.cit.*, p. 51.

<sup>93</sup> Anthony Hyman, "Nationalism in Afghanistan", *op.cit.*, p. 311.

s'effondrer rapidement. Dans les États faillis, les troupes gouvernementales luttent contre des révoltes menées par un ou plusieurs rivaux.

Dans son processus de formation, l'État afghan s'est fréquemment heurté à des contestations. La contestation de l'État vient essentiellement des tribus et de l'uléma. Ces oppositions n'ont pas le même sens. Les ulémas protégèrent leurs positions, notamment dans l'enseignement et dans le système judiciaire, mais généralement ils ne contestent pas l'État car ils peuvent espérer l'utiliser, par exemple pour leur domination sur la coutume tribale. Par contre, les tribus refusent que l'État s'ingère dans leurs affaires et dans le cas des Pashtouns, il est compris comme le mandataire de la domination tribale sur l'espace afghan. En cas de troubles, les tribus sont orientées vers le pillage des villes et de l'État.<sup>94</sup> Dans certain cas, l'uléma et les tribus passent des accords qui restent toutefois provisoires.

En Afghanistan, pour établir son autorité sur le pays, l'Amir a utilisé la combinaison d'une armée centrale faible et des armées tribales comme un instrument de conquête. Dans tous les cas, les brèves victoires afghanes contre les Britanniques furent attribuées à l'armée tribale (*Lashkar*) et non à une armée nationale. Mais en effet, pour ne pas dépendre trop des tribus, l'Amir les utilise les uns contre les autres.<sup>95</sup>

Dans les États faillis, les régimes expulsent leurs propres citoyens. Conduits par l'hostilité ethnique ou autre, ou encore en raison de l'instabilité de l'élite gouvernante, ils persécutent leurs propres citoyens.<sup>96</sup>

Abdul Rahman Khan (règne 1880-1901), qui voulait renforcer le pays, fut aussi responsable du mécontentement ethnique. Avec ses efforts pour construire une nation à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, il a écrasé toutes les formes de divisions ethno-tribales et les a remplacées par un système unitaire de loi et d'administration. Dans le passé, l'Amir avait acquis sa légitimité en tant que « *primus inter pares* ». Avec Abdul Rahman Khan la légitimité reposait sur la théorie du droit divin des rois.<sup>97</sup> Pendant son règne il a fait face à beaucoup de formes d'opposition: des Mohhammedzaï, des

<sup>94</sup> Gilles Dorransoro, *La Révolution Afghane*, op.cit., pp. 55-56.

<sup>95</sup> Olivier Roy, "Afghanistan: La Difficile Reconstruction d'un État", op.cit., p. 14.

<sup>96</sup> Robert I. Rotberg, op.cit., p. 59

<sup>97</sup> Ralph H. Magnus, Eden Naby, op.cit., p. 36

Hazâras, des Aïmâqs et des Nouristanis. Pour les réprimer, il a monté les tribus les unes contre les autres, avec la réponse militaire directe à ces insurrections (par exemple pour les Hazâras, il a proclamé un *jihad* contre les chiïtes). Il a aussi utilisé l'exil pour saper le pouvoir des tribus. Il a déplacé des tribus Pashtoun rebelles dans des régions non- Pashtoun du nord et du nord-ouest, où elles sont devenues ses alliés en ce qui concerne la décision sur les non Pashtouns.<sup>98</sup> Les Pashtouns ont été installés le long des frontières du nord, là ils pourraient servir de découragement à la rébellion par la population turcique locale et la population tadjik.<sup>99</sup> Gilles Dorronsoro affirme que « *Cette colonisation intérieure a pour objet d'assurer la sécurité des frontières et de mieux contrôler les tribus rebelles au pouvoir central.* »<sup>100</sup> Ce mouvement a renforcé la division ethnique. L'Amir était un Pashtoun et tous ceux qui lui ont succédé étaient Pashtouns. La « *Pashtounisation* » du pays a en fait établi une hégémonie ethnique et a ainsi installé un écart entre le groupe ethnique important et le reste des minorités.<sup>101</sup> Le soutien de l'État a aidé les chefs (*khans*) Durrani à renforcer leur influence politique et économique, avec leur domination sur les groupes ethniques non-Pashtouns comme les Hazâras, les Tadjiks et les Ouzbeks, aussi bien que sur leurs rivaux, les Ghilzai Pashtouns.<sup>102</sup>

L'opposition afghane face à n'importe quelle forme de domination par un groupe tribal ou ethnique sur un autre est habituelle. Par exemple, aucun Pashtoun n'aime être gouverné par un autre, particulièrement par une autre tribu, une sous-tribu ou une section. Les membres d'un groupe ethnique partagent un sentiment de « nous » contre « eux ». Toutes les formes d'ouverture expansionniste par un groupe tribal ou un autre ont fait face à une opposition féroce. Les conflits locaux dans toutes les régions, dans tous les groupes, apparaissent le plus souvent suite à des disputes concernant la propriété ou l'accès aux ressources comme le terrain, l'eau, l'argent, les opportunités gouvernementales, ou la succession. En même temps chaque groupe essaye d'atteindre le pouvoir. Mise à part la rivalité interethnique, les divisions intra-ethniques ont été une source de conflits perpétuels. Les conflits ont affecté chaque citoyen et se sont étendus au pays entier.

<sup>98</sup> Barnett R. Rubin, *The Fragmentation of Afghanistan*, op.cit., p. 50.

<sup>99</sup> Ralph H. Magnus, Eden Naby, op.cit., p. 37.

<sup>100</sup> Gilles Dorronsoro, *La Révolution Afghane*, op.cit. p. 57.

<sup>101</sup> Amelendu Misra, op.cit., p. 43.

<sup>102</sup> "Afghanistan: The Problem of Pashtun Alienation", *ICG Asia Report*, No. 62, 5 August 2003, Kabul/Brussels, p. 2., <http://www.crisisgroup.org/home/index.cfm?id=1641&l=1>, visité le 08-02-2005

La guerre civile en Afghanistan a été souvent considérée comme une guerre ethnique. Mais une telle simplification n'est pas suffisante pour évaluer la situation en Afghanistan. Les pouvoirs extérieurs jouent toujours leurs cartes sur les groupes ethniques et c'est pourquoi le conflit intérieur et la guerre civile continuent sans cesse dans le pays. L'ethnicité et le tribalisme, ou bien encore la religion, ne sont pas les seules causes de l'instabilité et mais en constituent seulement un des facteurs.

Au début de l'année 1979, les révoltes ouvertes contre le gouvernement communiste Khalqis ont commencé dans la plupart des territoires de l'Afghanistan. Au moins 24 des 28 provinces avaient subi des éruptions de violence. La rébellion s'est d'abord développée dans les vallées du Nuristan. Vers l'automne 1978, la résistance s'est propagée au nord-est du pays et dans les régions de Hazarâjat. Ces premiers mouvements de résistance sont nés au sein des populations de minorités opprimées et ont été partiellement encouragés par l'hostilité ethnique traditionnelle. Puis, ils se sont rapidement étendus parmi les Pashtouns. Au début du printemps 1979, la guerre a touché les villes.<sup>103</sup>

Les points généraux s'appliquent à toutes les étapes de la bataille. Premièrement, il y avait trois types de mouvement de résistance (non tribal, tribal et chiite) et deuxièmement, il y avait un manque de coordination entre la masse, l'armée et la campagne. Les Ghilzaïs et le Pashtouns de l'est sont devenus mal disposés. Les chiïtes en Hazârajat sont devenus indépendants au début et le sont restés. Sauf à Herat, il n'y avait aucune coordination entre les révoltes militaires et les révoltes populaires.

Il y a eu des zones restées non affectées jusqu'à l'invasion soviétique.. Les Ouzbeks n'ont pas été affectés par les révoltes, sauf dans les terrains du Hazâra et du Tadjik, où ils se sont impliqués dans le mouvement. Les tribus Durrani (de Qandahar à Farah) ont attendu pour voir comment les choses se termineraient. La ville de Qandahar est restée calme. Les tribus Baloutches ne se sont pas impliquées. Les communautés Pashtouns du nord ont mis plus de temps à se révolter que les Tadjiks. Un certain nombre de tribus à l'est ont collaboré, ou sont restées passives. Les Ismaïliens,

---

<sup>103</sup> Larry P. Goodson, "Periodicity and Intensity in the Afghan War", *Central Asian Survey*, Vol. 17, No. 3, 1998, p. 473.

traditionnellement persécutés et méprisés par les autres groupes ethniques sont restés neutres.<sup>104</sup>

La lutte armée entre le régime et ses adversaires a ombragé les changements sociaux, économiques, politiques et culturels dans la société; l'action réciproque violente est devenue une des caractéristiques de distinction. Dans beaucoup de cas, la mobilisation massive a été accompagnée par la destruction sévère, le déplacement des populations et un grand nombre de pertes humaines.

Quand les signaux de révolte de masse ont envahi le pays, le gouvernement de PDPA\* a perdu tout contrôle sur la mobilisation de la société. Le gouvernement est passé d'une position offensive à une position défensive sur le front militaire, économique et politique.<sup>105</sup> Vers l'automne 1979, la République démocratique de l'Afghanistan contrôlait seulement un tiers des provinces, le pouvoir glissait évidemment d'entre ses mains et les préparatifs soviétiques pour l'invasion ont commencé. Avant le milieu de l'année 1979, Hafizullah Amin a repris du pouvoir. Il a lancé une campagne de nettoyage ethnique avec l'objectif explicite de consolider les Pashtouns. Les Pashtouns ont été recrutés à l'Académie de la police et ces recrues ont été utilisées pour lutter contre d'autres minorités ethniques, notamment les Hazâras et les Tadjiks. Cependant l'invasion soviétique était inévitable pour l'Afghanistan, qui se trouvait dans une position désordonnée créée par l'Union soviétique elle-même. Pendant dix ans, les Mojâhidin ont résisté aussi bien face aux Soviétiques qu'au gouvernement communiste afghan. La guerre n'a pas pris fin avec le retrait soviétique parce qu'ensuite, la guerre civile a commencé. La période entre 1989 et 1992 fut une transition; le *jihad* était terminé, mais la survie du régime de Kaboul empêchait encore les recompositions qui se dessinaient. Au terme du retrait soviétique, le régime de Kaboul ne gardait qu'une soixantaine de centres urbains, alors que six provinces sur vingt-neuf sont totalement passées sous le contrôle des Mojâhidin.<sup>106</sup>

<sup>104</sup> Olivier Roy, *Islam and Resistance, op.cit.*, pp. 103-104.

\* En 1978 le PDPA a saisi le pouvoir de Daoud par un coup militaire.

<sup>105</sup> Neamatollah Nojumi, *op.cit.*, pp. 14-15.

<sup>106</sup> Gilles Dorronsoro, *La Révolution Afghane, op.cit.* pp. 249-250.

### CHAPITRE 3 - LA LUTTE IDEOLOGIQUE

La perturbation ou bien la faillite peut être un produit de la lutte idéologique, comme ce fut le cas pour l'Afghanistan, avec les contestations entre les communistes et islamistes au cours des années 1980. La perturbation peut avoir pour origine le sectarisme, comme dans le cas de l'Afghanistan depuis l'augmentation du pouvoir de la milice des Taliban ultra orthodoxes à partir de 1994.<sup>107</sup>

#### A. L'apparition des mouvements idéologiques

Dans le milieu des années 1960, les différents groupes de l'intelligentsia ont commencé à s'organiser politiquement, en lançant les mouvements nationalistes, communistes et islamiques en lien avec ceux du système international. Les actions collectives (grèves d'étudiants et d'instituteurs) ont commencé à apparaître. La liberté relative de la politique et de la presse a permis une circulation des idées politiques.

Les années 1960 furent marquées par un mouvement révolutionnaire mené par les intellectuels de gauche. A titre d'exemple, le 25 octobre 1965, les groupes de gauche ont organisé une démonstration alors que le parlement débattait sur les politiques de développement gouvernementales. L'armée a réprimé violemment la démonstration d'étudiants. Pour affirmer leur force politique, les étudiants ont fondé l'Union des Étudiants à l'Université de Kaboul en août 1971. Mais les forces de sécurité sont intervenues pour restituer l'ordre et ont arrêté plusieurs membres de ces groupes.<sup>108</sup>

##### 1. Les communistes

Dans les années 1960, les communistes pro-soviétiques ont adhéré au PDPA. L'échec de Zaher Shah pour la légalisation de l'opposition politique a agit comme un coup d'arrêt sur le développement des partis démocratiques, mais il n'a pas empêché la formation du PDPA, dont la fondation officielle date du 1<sup>er</sup> janvier 1965. Le secrétaire général du Parti était Nur Mohammad Taraqi et le secrétaire général adjoint

<sup>107</sup> Amin Saikal, "Dimensions of State Disruption and International Responses" *op.cit.*, p. 59.

<sup>108</sup> Hafizullah Emadi, "Radical Political Movements in Afghanistan and Their Politics of Peoples' Empowerment and Liberation", *Central Asian Survey*, Vol. 20, No. 4, 2001, pp. 433-436.



était Babrak Karmal.<sup>109</sup> Hafizullah Amin était le membre important du parti. Le PDPA a publié leurs buts, en les présentant comme une lutte pour l'établissement du régime démocratique national en Afghanistan et a fait une constitution secrète qui a adopté l'idéologie marxiste-léniniste.<sup>110</sup>

Le PDPA a été divisé en deux fractions : Le *Parcham*, (par Nur Mohammad Taraqî) dont les membres représentaient les Tadjiks et d'autres minorités dans les régions urbaines importantes; le *Khalq*, (par Babrak Karmal) dont les membres venaient surtout du groupe ethnique Pashtoun. Ces deux fractions croyaient en la vision marxiste-léniniste, mais leurs approches publiques vers la révolution démocratique et le socialisme en Afghanistan étaient différentes. Le Parcham a poursuivi une collaboration temporaire avec les non marxistes pour le saisissement de pouvoir; le Khalq prônait le socialisme révolutionnaire pur et a rejeté la collaboration avec les non marxistes.<sup>111</sup>

Chacun des deux partis a commencé une campagne de recrutement éperdue, en se concentrant surtout sur les enseignants et les étudiants. Le foyer de chaque parti reflétait de ses propres membres. Dans le Khalq, Hafizullah Amin et beaucoup d'autres venaient des provinces, les étudiants ciblés était donc du même fonds. Les Parchamis étaient aussi actifs parmi les étudiants, aux lycées et l'Université du Kaboul, où Najibullah (le futur président) était un agent de Parcham. D'autres cibles du PDPA se sont composées : des journalistes et des personnalités de mass média, des bureaucrates et des officiers militaires, particulièrement entraînés dans l'Union soviétique. Pour chacun d'entre eux, le processus de recrutement a évité les employés publics placés au sein de postes sensibles, pour ne pas inquiéter les autorités.<sup>112</sup> Finalement le parti s'est divisé entre les différentes lignes ethniques et linguistiques. Chaque cercle ethnique au sein du parti avait un individu qui était la première

<sup>109</sup> L'implication réelle de l'ambassade soviétique dans la fondation du PDPA est inconnue, cependant il existe des indications qui montrent qu'il a pu l'être, au moins indirectement. Si le transfuge du KGB Vladimir Kuzichkin est correct, Babrak Karmal pouvait déjà être un agent du KGB en ce temps-là. Voir *Time Magazine*, 22 November 1982, p. 33.

<sup>110</sup> Neamatollah Nojumi, *op.cit.*, p. 31.

<sup>111</sup> Les origines du conflit entre eux se trouvent réellement dans les sources culturelles traditionnelles: les différences ethniques, les différences sociales, le mépris réciproque durable entre les Kabulis et les provinciaux, les loyautés personnelles envers les chefs individuels et la compétition pour le pouvoir parmi ces chefs. Voir Anthony Arnold et Rosanne Klass "Afghanistan's Communist Party: The Fragmented PDPA", in Rosanne Klass (éd.) *Afghanistan: The Great Game Revisited*, *op.cit.*, p. 141.

<sup>112</sup> Anthony Arnold et Rosanne Klass "Afghanistan's Communist Party: The Fragmented PDPA", in Rosanne Klass (éd.), *Afghanistan: The Great Game Revisited*, *op.cit.*, pp. 142-143.

personne à recruter d'autres membres dans ce groupe ethnique particulier. Quand la tête d'un tel groupe changeait sa position politique, les membres fidèles suivaient ce changement.

Selon l'orientation marxiste-léniniste du PDPA, une société comme celle existant en Afghanistan devait traverser une révolution démocratique afin d'accomplir le cycle de transition vers le socialisme. Après la révolution démocratique, le but était de mobiliser la société. L'objectif de la période post révolutionnaire était donc de mobiliser la société vers le socialisme et le communisme.<sup>113</sup>

En 1969, les deux organisations du PDPA ont participé aux élections nationales, en tant qu'individus plutôt qu'en tant que représentants des partis. Seuls Babrak Karmal parmi le Parchamis et Hafizullah Amin parmi le Khalqis ont gagné une place au sein du parlement.

## 2. Les Islamistes

A cette époque, les étudiants islamistes sunnites (qui ne sont pas ulémas) se sont retrouvés majoritairement au sein du mouvement *Sâzmân-i jawânân-i mosalmân* (Organisation des jeunes musulmans) et reconnaissent comme fondateur, Abdul Rahim Niâzi. Chez les chiites, la personnalité dominante était Ismaël Balkhi qui a fondé *Qiyâm-i islâm* (Révolte de l'islam) dans les années 1950. Le *Sâzmân-i democrât-i nawin-i Afghanistan* (Organisation moderne et démocratique de l'Afghanistan), connu sous le nom de *Shola-yi jâvid* (Flamme éternelle), rassemble les maoïstes avec des structures très lâches. Ce mouvement, formé le 4 avril 1968 avec le leader Dr. Hadi Mahmudi, et Sadiq Yâri, recrutait essentiellement chez les Hazâras et les Qizilbashs de Kaboul.<sup>114</sup>

Le conflit entre les groupes religieux et de gauche a augmenté dans les écoles et à l'université. En 1972, le roi a nommé en tant que Premier ministre Musa Shafiq, un

<sup>113</sup> Neamatollah Nojumi, *op.cit.*, p. 31.

<sup>114</sup> Gilles Dorronsoro, *La Révolution Afghane, op.cit.*, pp. 84-85.

Les sociaux-démocrates forment le Hezb-i demokrât-i mottaraqi (Parti démocratique progressiste), sous la direction d'Hâshem Maywandwâl. Les nationalistes pashtounes se retrouvent au Jamiyat-i afghan demokrât (Parti démocratique afghan), ou Afghan Mellat (Nation afghane), de Gholâm Mohammad Farhad. Le parti, fondé en 1966, suit une ligne politique ultranationaliste, particulièrement sur la question du Pashtounistan et de la langue pashtoune.

de ses conseillers plus jeunes et plus ambitieux, qui étaient un diplômé de l'Université Al Azhar (en Egypte) et de l'Université de Columbia. Pour renforcer sa propre position et tempérer certaines des demandes d'Islamistes puissants, il a immédiatement cherché à former une base islamique pour son gouvernement. Il était ainsi déterminé à rationaliser les relations qu'entretenait l'Afghanistan avec l'Union soviétique pour limiter les activités des communistes. Il a voulu obtenir une aide étrangère autre que celle de l'Union soviétique: celle du Pakistan et de l'Iran.<sup>115</sup>

Par conséquent, en juillet 1973, l'ancien premier ministre Daoud, avec l'aide du Parchamis a déposé son cousin Zaher Shah (qui était alors en Italie), dans un coup exsangue. La monarchie a donc été abolie et la république a été proclamée. Daoud est devenu le président. C'était la première fois que le gouvernement d'Afghanistan ne fut pas renversé par une insurrection tribale, mais par des officiers militaires professionnels. Ces officiers, entraînés en Union soviétique constituaient une partie de la première génération nouvellement instruite. Le coup de Daoud a montré l'émergence d'un groupe créé par l'aide étrangère et qui était auparavant impuissant.<sup>116</sup> Ces efforts ont entraîné le rapprochement de l'Afghanistan avec l'Union soviétique mais en ont aussi causé l'invasion. Le *Jihad*, en tant que guerre contre les infidèles, a accéléré la lutte idéologique entre les communistes et islamistes pendant l'invasion soviétique dans les années 1979-1989.

## **B. Le *jihad*: L'Islam contre le communisme**

En arabe, « *jihad* » signifie « guerre sainte » ou plus exactement « guerre légale », ou de « l'effort de guerre », selon le sens étymologique du terme prescrit par la loi contre les infidèles. Hormis le *jihad* il n'y a pas d'autre guerre permise au sein de l'Islam qui doit normalement constituer une seule communauté.<sup>117</sup> La terminologie de « guerre sainte » a de fortes racines culturelles dans la région et en Afghanistan, particulièrement dans les guerres contre l'hégémonie impériale.

<sup>115</sup> Amin Saikal et William Maley, *Regime Change in Afghanistan: Foreign Intervention and the Politics of Legitimacy*, *op.cit.*, p. 24.

<sup>116</sup> Barnett R. Rubin, *The Search for Peace in Afghanistan: From Buffer State to Failed State*, USA, Yale University Press, 1995, p. 26.

<sup>117</sup> *Dictionnaire Historique de l'Islam*, Janine et Dominique Sourdel, Paris, PUF, 1996, p. 436.

Les doctrines islamiques de *jihad* et de *shahâdat* (profession de foi musulmane) étaient significatives du changement des groupes de résistance afghans aux batailleurs courageux. Le *jihad* leur a donné un devoir moral de protéger et de défendre leur maison et leur famille. Le *shahâdat* les a préparés à la mort et à réaliser le devoir de *jihad*. Être aussi un *Ghazi* (être blessé dans la guerre) a fourni une haute supériorité morale aux groupes de résistance au sein de la direction politique et militaire. Quand il mourra, sa mort glorifiera la victoire.<sup>118</sup> La population a donc été mobilisée initialement sur l'idée de *jihad*, qui ne relève pas de l'ordre du politique mais du religieux. Par rapport à la guerre traditionnelle, le *jihad* implique le changement radical. Il est appelé selon une figure religieuse qui est ordinairement éloignée de la tribu, il transcende la segmentation tribale en faisant allusion à *umma* (la communauté des musulmans au delà de leur nationalité), il transcende des codes et des valeurs tribales en faisant allusion à l'Islam et à charia.<sup>119</sup> L'idéologie de guerre tribale est maintenant remplacée par l'idéologie de *jihad*. Le *jihad* présente de nouveaux critères de légitimation. Finalement, l'espace *jihad* comprend ni seulement le groupe de solidarité, ni l'État-nation, mais tout *umma*. Il implique la paix et l'unité parmi les musulmans. Et en ignorant le concept de l'État, il défend la nation. L'objectif du *jihad* est de renverser un pouvoir en place d'infidèles ou d'écraser des forces envahissantes. L'instrument du *jihad* est une armée des Mojâhidin.

L'appel au *jihad* en Afghanistan et sa mise en œuvre ne résultèrent pas d'une initiative des États musulmans, mais des réseaux religieux islamiques transnationaux (des combattants venus d'Égypte, d'Algérie, de la péninsule Arabique, d'Asie du sud et du sud-est). Dans un premier temps, jusqu'en 1980, la solidarité islamique internationale s'est exprimée à travers un cadre financier, en complément du soutien militaire américain aux Mojâhidin afghans, et une collaboration avec les Pakistanais qui redistribuaient l'aide. A partir de 1984-85, elle a pris la forme d'une présence croissante de *jihadistes* étrangers, principalement arabes, autour de Peshawar d'abord, puis sur le terrain afghan.<sup>120</sup>

La guerre afghane contre les Soviétiques a intégré le terme « Mojâhid » dans le vocabulaire international. Tous les afghans qui ont levé des armes contre le PDPA et

<sup>118</sup> Neamatolah Nojumi, *op.cit.*, p. 22.

<sup>119</sup> Olivier Roy, *Afghanistan: From Holy War to Civil War*, *op.cit.*, pp. 65-66.

<sup>120</sup> Gilles Kepel, *Jihad*, Paris, Gallimard, 2003, pp. 139-140.

les forces soviétiques étaient des Mojâhidin, ou les batailleurs dans une guerre sainte.\*

## 1. Les Mojâhidin

La formation de la résistance s'est produite en trois étapes. Les fractions minoritaires islamistes sont apparues sur le devant de la scène au cours des années 1960. Au début, la participation des islamistes dans le mouvement armé pour renverser le régime Daoud en 1975 a été soutenue par le Pakistan. La deuxième étape de la formation des Mojâhidin a débuté quand le PDPA a commencé à exécuter des décrets visant le changement de la coutume afghane et des ordres associés à l'Islam. La troisième étape a démarré avec l'invasion.<sup>121</sup> L'invasion soviétique de l'Afghanistan a en effet étendu la possibilité de révolte de masse et elle a stimulé l'idéologie nationale afghane dans la collision de l'Islam contre les forces politiques et militaires athées du PDPA et contre les Soviétiques.

Une des caractéristiques la plus intéressante de la résistance afghane est son refus de professionnalisme militaire, à l'exception des régions contrôlées par Ahmad Shah Massoud. Les groupes Mojâhidin n'ont aucune mobilité à l'extérieur de leur territoire. Ce refus de militarisation distingue la résistance afghane d'autres mouvements de libération. Bien que la population de réfugiés afghans soit la plus grande dans le monde, il n'y a aucune armée externe comme le FLN (Le Front de Libération Nationale) algérien ou l'OLP (Organisation de Libération de la Palestine).<sup>122</sup> L'autre différence est que la résistance n'est pas fondée sur une idéologie politique partagée. Ce n'est pas un mouvement organisé et elle n'est pas animée par une vision d'une société nouvelle et réformée. Ses racines sont profondément ancrées dans la culture, et se composent d'une conception claire prônant l'honneur individuel et la dignité personnelle comme une base nécessaire pour l'identité personnelle.<sup>123</sup> Les Mojâhidin prennent leur inspiration politique de l'Islam politique contemporain et des sources arabes ou iraniennes. Quelles que

---

\* Pour plus information sur les forces de résistance et des Soviétiques voir la Carte 3

<sup>121</sup> Ralph H. Magnus et Eden Naby, *op.cit.*, p. 145.

<sup>122</sup> Olivier Roy, *Afghanistan: From Holy War to Civil War*, *op.cit.*, p. 69.

<sup>123</sup> Fredrik Barth, "Cultural Wellsprings of Resistance in Afghanistan", *op.cit.*, p. 187.

soient les tendances, il n'y a eu aucun penseur ou auteur afghan original sur l'Islam et la politique.<sup>124</sup>

#### a. Les partis

La résistance afghane pourrait être décomposée en fronts extérieurs et intérieurs. Le front externe était composé d'organisations politiques basées au Pakistan ou en Iran. De manière générale, le front externe s'est efforcé de mener la résistance armée à l'intérieur de l'Afghanistan, mais il a échoué à cause du conflit entre les intérêts particuliers au sein des partis.<sup>125</sup> Ces derniers redistribuaient les armes et l'argent qu'ils recevaient de l'aide internationale. En pratique, les affiliations politiques se faisaient en fonction de la personnalité des leaders en raison d'une proximité ethnique, religieuse, tribale ou géographique. Ce sont les meilleurs accès aux ressources du parti.<sup>126</sup>

Quatre des partis Mojâhidin au sein desquels ils ont cherché à créer un mouvement politique avec une base idéologique comprenant une réinterprétation des éléments essentiels d'Islam, étaient des islamistes sunnites. Les trois autres étaient des traditionalistes qui ont émergé des groupements tribaux ou autres traditionnels en Afghanistan.

#### i. Les Islamistes

Le Hezb-i Islami d'Hekmatyar\* (Parti Islamique d'Hekmatyar) était capable de produire une suivante dans les provinces de Nangarhar et de Kunduz. Le parti n'a jamais disposé d'une base géographique en Afghanistan et dépendait lourdement des

<sup>124</sup> Olivier Roy, *Afghanistan: From Holy War to Civil War*, *op.cit.*, p. 29

<sup>125</sup> Neamatolah Nojumi, *op.cit.*, p. 16.

<sup>126</sup> Gilles Dorronsoro, "Territoire, Communauté et Mobilisation Politique en Afghanistan", *Hérodote*, No. 84, 1997, p. 220.

\* Hekmatyar est né en 1948 et a étudié la technologie à l'université de Kaboul. Pendant ses études il s'est impliqué dans l'établissement d'une organisation islamique extrémiste d'étudiants. En 1968 il a établi sa propre organisation qui était en activité dans les années 1968-1973 principalement contre des organisations d'étudiants de gauche à Kaboul. En 1972, il a assassiné un étudiant de gauche à l'université de Kaboul et il s'est sauvé à Peshawar en 1973. Son mouvement était le premier à se lancer dans la lutte armée contre le régime à Kaboul, dès la période de Babrak Karmal. Selon lui, les deux superpuissances, l'Union soviétique et les États-Unis, représentaient les ennemis de l'Islam.

campes de réfugiés. Hekmatyar est un Ghilzaï Pashtoun du nord de l'Afghanistan. Il a été soutenu aussi bien par les civils et militaires pakistanais, que par la CIA. Il était aussi impliqué dans la production d'opium et dans le narcotrafic.<sup>127</sup> Le Hezb-i Islami était le parti plus radical et ne permettait aucun compromis. La vision extrême d'Hekmatyar a provoqué beaucoup de luttes de puissance entre lui et d'autres chefs des Mojâhidin.<sup>128</sup> Hekmatyar a été accusé d'être une marionnette du Pakistan et des États-Unis. Bien qu'il ait reçu une énorme aide étrangère, il a toujours été conscient de ses propres intérêts. Beaucoup d'analystes afghans le dénoncent à cause de ses ambitions personnelles et parce qu'il a assassiné plus de membres Mojâhidin que les communistes.<sup>129</sup>

Le Hezb-i Islami de Khalis (Parti Islamique de Khalis) était dirigé par un mollah populiste, Yunus Khalis.\* Originaire de la petite tribu Khugiani, il a pu attirer le soutien de l'uléma à l'est du pays, et plus largement des Ghilzaï Pashtouns autour de Qandahar. L'un de ses commandants les plus efficaces, Abdul Haq, a réussi à accumuler un mouvement efficace de guérilleros autour de Kaboul, alors qu'un autre, Maulvi Jalaluddin Haqqani, a opéré en Paktia avec le soutien de la CIA et des Pakistanais. On dit que Mollah Omar (le leader des Taliban) s'était alors joint à Hezb-i Islami de Khalis pendant la période de résistance.<sup>130</sup>

Le Jamiat-i Islami de Burhanuddin Rabbani\* était plus modéré dans son orientation que les deux Hezb-i Islami. Il est allé recruter essentiellement parmi les Tadjiks et d'autre non-Pashtouns. Sa force principale se trouvait dans le nord-est, bien qu'il ait aussi eu une présence opérationnelle autour de Qandahar. Ahmed Shah Massoud est devenu l'un de ses commandants. La mission officielle du parti était de protéger les

<sup>127</sup> Martin Ewans, *op.cit.*, p. 155.

<sup>128</sup> Shaul Shay, *op.cit.*, p. 60

<sup>129</sup> M.J.Gohari, *The Taliban-Ascent to Power*, Karachi, Oxford University Press, 2000 p. 19.

\* Khalis est né en 1941. Il a obtenu un diplôme de l'école religieuse. Il était professeur de religion, poète et le rédacteur d'un journal religieux. En 1977 il a rejoint le mouvement de Hekmatyar à Peshawar et en 1979, il a établi son organisation de Mojâhidin.

<sup>130</sup> Peter Mardsen, *The Taliban: War and Religion in Afghanistan*, *op.cit.*, p. 30.

\* Rabbani est né en 1940. Il est Tadjik. Il a étudié la religion à l'Université de Kaboul et a gagné un degré de maîtres dans les études religieuses de l'Université Al-Ahzar à Caire. En 1968 il est revenu en Afghanistan pour enseigner les études religieuses à l'Université de Kaboul. A cette époque, il a été impliqué dans l'établissement d'un mouvement d'étudiants Islamique extrémiste qui mettait ses vues sur les déviations combattant de la religion et sur la corruption dans le régime. Dans les premières années de son activisme il a adopté une ligne politique extrémiste, en clamant que la Russie était le premier ennemi et l'Ouest, le deuxième. À partir de 1983, il a modéré sa critique sur l'Ouest et a recueilli l'aide occidentale nécessaire pour sa lutte contre les Soviets et le régime marxiste à Kaboul.

enseignements islamiques, défendre des classes dépossédées, et obtenir le prestige national pour des musulmans afghans.<sup>131</sup> Jamiat-i Islami entretenait ordinairement de bonnes relations avec les islamistes arabes, mais en 1986, les Arabes ont temporairement interrompu leur soutien au Nord parce que Rabbani avait rencontré le Président Reagan à Washington. Leurs rapports avec l'Iran étaient bons.<sup>132</sup>

L' Ittihad-i Islami Bara-i Azadi d'Afghanistan (Union islamique pour la Libération de l'Afghanistan) a été formé par al Abdul Rasul Sayyaf.\* Son groupe est passé à l'action en coalition avec les autres partis, bien qu'il ait peu accompli du point de vue de l'activité militaire.<sup>133</sup> Ittihad-i Islami n'a jamais eu de base géographique significative à l'extérieur de Kaboul et il a toujours été associé à l'Arabie saoudite, qui a fourni une grande partie du soutien. Malgré beaucoup de similarités entre son idéologie et le wahhabisme, le parti affirmait qu'il était séparé de ce mouvement. Sa direction se concentrait sur les proclamations politiques, diplomatiques, les efforts de propagande et la création d'une infrastructure administrative pour manipuler l'aide extérieure.<sup>134</sup>

## ii. Les traditionalistes

Le Harakat-i Inqilab-i Islami (Mouvement révolutionnaire Islamique) était dirigé par un ancien enseignant et mollah, Maulvi Nabi Mohammedi.\* Le parti était grandement Pashtoun dans sa composition et il était actif aussi bien dans la Province Logar, au sud de Kaboul, que dans la Vallée Helmand. Mais il était corrompu, inefficace et impliqué dans le commerce d'opium.<sup>135</sup> Malgré le nom, Harakat-i Inqilab était loin d'être révolutionnaire. Le programme court du parti combinait des appels islamiques traditionalistes et recommandait d'appliquer le Qur'an et la Sunna du Prophète à la vie sociale. Politiquement le programme préférait une « vraie » République

<sup>131</sup> M.J.Gohari, *op.cit.*, p. 13.

<sup>132</sup> Martin Ewans, *op.cit.*, p. 156.

\* Sayyaf est né en 1940. Il est diplômé de la Faculté de Religion à l'Université de Kaboul et de l'Université Al-Azhar. Pendant ses études à Caire il a rejoint la « Fraternité Musulmane ». À la fin des années 1960 il est revenu en Afghanistan et s'est impliqué dans l'établissement du mouvement d'étudiant Islamique à l'Université de Kaboul avec Rabbani et Hekmatyar. En 1980 il est allé à Peshawar et là il a établi son mouvement. Du point de vue de l'idéologie, son approche est près d'Hekmatyar.

<sup>133</sup> *Ibid.*, p. 156.

<sup>134</sup> Abdul Rashid, "The Afghan Resistance: Its Background, its Nature, and the Problem of Unity", in Rosanne Klass (éd.), *Afghanistan: The Great Game Revisited*, *op.cit.*, p. 215.

\* Mohammedi était un membre du parlement pendant le règne de Zaher Shah.

<sup>135</sup> Martin Ewans, *op.cit.*, p. 156.



islamique, mais il ne décrivait pas la structure d'un tel système. Ses dirigeants venaient de toutes les régions du pays.<sup>136</sup> Il recevait des armes de l'ISI. Mais le parti n'a jamais obtenu la faveur des islamistes arabes.

Le Mahaz-e Milli Islami (Front National Islamique) était dirigé par Sayyid Ahmad Gailani\*, qui était le chef spirituel du Qadiriyya, la secte sufi. Gailani était fortement nationaliste, hostile aux islamistes. Les rapports que son parti entretenait avec les Pakistanais étaient inconfortables. En outre, il a été rejeté par les arabes et n'a pas réussi à attirer le soutien des américains. Ses partisans se trouvaient surtout dans les environs de Qandahar, parmi la population Turkmène au nord-ouest<sup>137</sup> et parmi les tribus Pashtouns du sud. Les dirigeants du parti avaient des origines ethniques semblables, mais des éducations différentes. Les dirigeants avaient inclus un petit nombre de mollahs ou d'ulémas, mais le plus grand groupe était composé par les khans. Quelques commandants avaient suivi des éducations séculaires modernes.

Le Jabha-i Nejat-i Milli Afghanistan (Front de libération nationale de l'Afghanistan) était mené par Sebghatullah Mujadidi.\* Le Parti était inefficace et agissait comme une force de guérilleros. Lui aussi avait des relations peu amicales avec les Pakistanais et les Arabes. Il clamait son intention de « défendre les traditions nationales », mais son but ultime était l'établissement d'une société islamique dans laquelle toutes les affaires politiques, économiques et sociales seraient fondées sur les enseignements de l'Islam. Mujaddidi était celui qui s'entendait probablement le moins bien avec l'ISI, ayant reçu moins d'armes que les autres.. Il fut le seul chef de parti ayant publiquement dénoncé l'interférence de l'ISI dans les affaires afghanes. Il n'a jamais reçu d'assistance significative de la part des groupes arabes.<sup>138</sup>

Par conséquent, Rabbani et Sayyaf représentaient l'influence de l'Islam intellectuel, suivi par Mujadidi. Hekmatyar était sous l'influence de la dimension radicale de

<sup>136</sup> Barnett R. Rubin, *The Fragmentation of Afghanistan*, op.cit., p. 212.

\* Gailani est né en 1932 dans une famille riche de propriétaires fonciers dont les racines et le lignage remontaient au Prophète Mohammad. En 1954 il a fini ses études islamiques à l'Université de Kaboul. Après le coup de 1978 il est allé à Peshawar et a établi un mouvement Mojâhidin. Il semble avoir été le chef le plus modéré. Il a évité de prendre des positions extrêmes envers l'Ouest et a accepté l'aide des États-Unis et des pays non musulmans.

<sup>137</sup> Barnett R. Rubin, *The Fragmentation of Afghanistan*, op.cit., pp. 203-204.

\* Mujaddidi a plus de 70 ans. Il fut le premier président du gouvernement provisoire du régime Mojâhidin en Afghanistan (avril 1992). Sa famille a des liens avec le Zaher Shah et il soutient le retour du roi.

<sup>138</sup> Barnett R. Rubin, *The Fragmentation of Afghanistan*, op.cit., p. 211.

l'islam intellectuel mais il lui a donné une interprétation autoritaire. Gailani tirait son autorité du Sufisme, alors que Khalis et Mohammadi avaient beaucoup de disciples parmi les praticiens de l'islam de village.<sup>139</sup>

### iii. Les partis chiïtes

Les chiïtes afghans ont eu l'habitude de s'identifier à l'Iran pour contrebalancer l'hostilité des sunnites. La majorité du mouvement chiïte en Afghanistan représentait la génération qui s'était politisée entre 1960 et 1980. Un autre élément important est que les jeunes chiïtes ont été influencés par les mouvements maoïstes et nationalistes de gauche. Il n'y avait aucune distinction bien définie entre le gauchiste, le nationaliste et les mouvements cléricaux parmi le Hazâra, contrairement au sunnite. En effet, tous ces mouvements représentaient d'abord une identité Hazâra. Cela explique pourquoi les Hazâras étaient le seul groupe ethnique à établir une organisation politique sur une base ethnique, le *Shura-i Inqilab-i Ittifaq-i Islami Afghanistan*, au début des mouvements contre le régime communiste.<sup>140</sup>

A l'origine, la Shura était une réunion de plusieurs centaines de délégués indépendants et de représentants de partis, qui voulaient instituer un pouvoir autonome au Hazârajat.<sup>141</sup> Au début de la guerre, la Shura contrôlait la presque totalité du Hazarâjat.<sup>142</sup> Finalement elle s'est effondrée. Sa faiblesse interne provenait des attractions rivales de ses ennemis. Mais son problème majeur était la corruption.

Le Sâzmân-i Nasr (Parti de la victoire) était une organisation influencée par les idées de Khomeini. Il a gagné ses recrues parmi les Hazâras vivant en Iran. Rien n'est connu des chefs du Nasr. Il semblerait que c'était un groupe amorphe organisé en Afghanistan sur la base d'une certaine quantité de soutien local, plutôt qu'un parti. C'était une organisation d'intellectuels qui pouvait seulement espérer l'accomplissement d'une invention révolutionnaire dans une alliance avec le clergé local. Il a reçu l'aide de l'Iran.<sup>143</sup>

<sup>139</sup> Amin Saikal et William Maley, *Regime Change in Afghanistan: Foreign Intervention and the Politics of Legitimacy*, op.cit., p. 65.

<sup>140</sup> Olivier Roy, *Afghanistan: From Holy War to Civil War*, op.cit., p. 95.

<sup>141</sup> Gilles Dorronsoro, *La Révolution Afghane*, op.cit., p. 158

<sup>142</sup> *Ibid.*, p. 240

<sup>143</sup> Olivier Roy, *Islam and Resistance*, op.cit., pp. 143-144.

Le Harakat-i Islami (Mouvement islamique) était dirigé par Mohammed Assef Mohseni. Le parti était militairement très efficace et a joué un rôle essentiel dans la résistance mouvement. C'était le seul parti chiite qui luttait réellement contre les Soviétiques. Du point de vue idéologique, il épousait l'islamisme modéré. Il a établi des relations avec la hiérarchie des Ayatollahs en Iran.<sup>144</sup>

Le Hezb-e Wahdat (Parti de l'unité) s'est formé avec l'encouragement du gouvernement iranien pour regrouper les différents partis afghans basés en Iran sous un même parapluie. Il a pris le contrôle de la région Hazârajat en 1987, sous la direction d'Abdul Ali Mazari.

Le Sepah-i pasdaran-i Islam (Armée des gardiens de l'islam) a été fondé avec la supervision directe iranienne en 1982. Apparemment, c'était un effort par l'Iranien Pasdaran afin de contourner les divisions politiques parmi les chiites afghans en réunissant tous les éléments pro-iraniens dans un mouvement précis.<sup>145</sup> Il y avait également les autres partis mais ils n'avaient pas beaucoup d'influence<sup>146</sup>

Pendant la période de la résistance, l'aide internationale, la production et la vente de drogues sont devenues des sources importantes de revenus tant pour les Mojâhidin que pour la communauté de réfugiés afghans. Les armes capturées en Afghanistan n'ont pas été seulement utilisées par les Mojâhidin; mais elles ont été aussi vendues dans les bazars au Pakistan et rachetées ensuite avec les fonds américains, saoudiens ou autres.<sup>147</sup> Comme mentionné plus haut, les États faillis peuvent aussi être encombrés par la circulation des armes illicites. Ceci est très visible dans le cadre de la résistance, les Mojâhidin et les commandants se finançant eux-mêmes grâce à ces activités.

<sup>144</sup> *Ibid.*, p. 146.

<sup>145</sup> Olivier Roy, *Afghanistan: From Holy War to Civil War*, *op.cit.*, p. 96.

<sup>146</sup> Le Sâzmân-i Mojâhidin-i mustazaffin (Organisation des Mojâhidin déshérités) est un petit parti d'intellectuels, le seul en Afghanistan à accepter chiites et sunnites, d'un point de vue doctrinal et pratique. Les autres partis chiites sont peu représentés. Par exemple; Le Nezhat-i Islami-i Afghanistan (Mouvement islamique d'Afghanistan), le Hezb-i Dawat-i Islami (Parti de la prédication islamique), et le Hezbollah. Le Nezhat-i Ruhâniyat wa Jawân-i Afghanistan (REJA) (Mouvement des religieux et de la jeunesse d'Afghanistan), le Niru-yi Islami-i Afghanistan (Force islamique d'Afghanistan), et le Rad (Tonnerre) ont des directions plus laïques et un soutien moins assuré en Iran. Voir Gilles Dorransoro, *La Révolution Afghane*, *op.cit.*, p. 160.

<sup>147</sup> Martin Ewans, *op.cit.*, p. 158.

## b. Les commandants

Beaucoup de commandants en Afghanistan ont développé des liens avec un ou plusieurs des partis d'exil. La mobilisation des campagnes se faisait alors dans le cadre des réseaux locaux de solidarité autour des commandants. Ce n'étaient pas des personnages politiques ou militaires, mais ils pouvaient le devenir en raison de leur capacité à mobiliser des hommes et des ressources.<sup>148</sup>

Les commandants n'ont pas mis en place une économie administrée, qui aurait constitué une source de revenus, car ils ne disposaient ni de l'organisation, ni de la légitimité pour le faire. Pourtant il y avait une stratégie économique, comme la création de bazars et le déplacement des routes commerciales, en raison des combats et des rivalités entre les commandants. Les ressources des commandants ont essentiellement trois origines; l'impôt, l'aide extérieure, la drogue.<sup>149</sup>

Si les commandants adhéraient à un parti, ils en tiraient des avantages. Au départ, les relations entre les commandants et les partis ne reposaient pas principalement sur une identification idéologique, mais plutôt sur l'accès aux ressources fournies par l'étranger. La loyauté au parti était fondée sur les caractéristiques ethniques, linguistiques, religieuses et sur la personnalité des chefs. Dans certains cas, un commandant local adhérait plusieurs partis politiques en même temps et fournissait ainsi ses forces à travers différents partis. La plupart du temps beaucoup de ces commandants locaux ne connaissaient même pas les chartes de leurs partis.<sup>150</sup>

Le besoin ressenti pour l'existence d'une direction locale a créé les commandants locaux. Ces commandants locaux étaient capables de mobiliser leurs communautés en organisations armées. Ces organisations ont établi leurs propres administrations civiles et judiciaires, ont contrôlé des routes commerciales locales, et ont ordonné leurs forces dans la bataille. Ils ont reçu des réserves financières et militaires grâce aux aides internationales. Après 2001, quelques commandants se sont intégrés au nouveau pouvoir en tant que chef de la police ou sous-gouverneur dans leur zone

<sup>148</sup> Gilles Dorronsoro, *La Révolution Afghane*, *op.cit.*, p. 128

<sup>149</sup> *Ibid.*, p. 147

<sup>150</sup> Neamatolah Nojumi, *op.cit.*, p. 15

d'origine, ou sont rentrés dans le « *business* » (y compris de la drogue) en utilisant leurs connections avec le nouveau pouvoir et leurs réseaux locaux.<sup>151</sup>

Les organisations régionales, comme les groupes de résistance sous le commandement d'Ahmad Shah Massoud au nord\*, Ismaël Khan au sud-ouest, et Maulvi Haqqani à l'est, étaient capables de rentrer en contact et de promouvoir ainsi la coopération et la participation collective dans une plus grande opération militaire contre l'Armée soviétique et le régime du PDPA. Cette nouvelle mobilisation a provoqué un changement dans la balance du pouvoir en Afghanistan, le front externe ayant manqué de surmonter les conflits personnels, ethniques et linguistiques entre eux, et la direction intérieure ayant tenté de résoudre le problème à l'intérieur de l'Afghanistan.<sup>152</sup>

## 2. La division et les alliances des Mojâhidin

La guerre de libération n'a pas permis la formation de compromis entre groupes d'oppositions combinées, mais plutôt une coalition morcelée. Par manque d'une coopération cohésive et dynamique parmi les chefs Mojâhidin, les fronts Mojâhidin n'ont jamais eu de groupe organisé, centralisé et unifié pour mener le mouvement de résistance vers une résolution des crises afghanes. Si les Mojâhidin ont vraiment réussi à forcer l'Armée soviétique à se retirer de leur pays, ils n'ont pas réussi à établir une nouvelle société. En même temps les tensions entre les factions exilées au Pakistan et les commandants locaux de l'intérieur affaiblissaient la résistance.<sup>153</sup>

Les communistes ont essayé d'imposer un régime centralisé et opposé à la tradition décentralisée et religieuse de la société afghane, en menaçant la liberté individuelle et l'indépendance de tribu. Mais les différences entre les organisations religieuses et nationalistes ont créé une bipolarité au sein de la résistance. En outre, la dépendance

<sup>151</sup> Olivier Roy, "Afghanistan : La Difficile Reconstruction d'un État ", *op.cit.* p. 42.

\* Le Modèle de Massoud s'est formé avec la militarisation de ses troupes et leur transformation en soldats professionnels. Au niveau du village, il a laissé des structures traditionnelles absolument intactes. En 1985 il a créé le Conseil de Supervision du Nord (Shura-e Nazar), une structure collective. Le modèle de Massoud a démontré son efficacité: Il a conquis tout le nord-est de l'Afghanistan et a participé à la guerre afghane entière. À partir de 1980, les forces Soviétiques et le PDPA ont lancé de nombreuses opérations massives contre Panchir, mais avec peu de succès.

<sup>152</sup> Neamatolah Nojumi, *op.cit.*, pp. 16-17

<sup>153</sup> Selig G. Harrison, "Echec Soviétique en Afghanistan", *Manière de Voir*, août- septembre 2003, p. 52

sans cesse grandissante aux ressources extérieures pour les besoins du combat a entraîné la présence d'une influence perturbatrice provenant de l'extérieur.<sup>154</sup>

La guerre ayant progressé, tous les groupes Mojâhidin afghans se sont morcelés au sein même des groupes régionaux et sur le plan ethnique malgré l'idéologie islamique. D'abord, les groupes ethniques se sont unis aux régions et la coopération est devenue plus marquée à travers les groupes Mojâhidin. Les traditionnels et les islamistes de mêmes régions se sont divisés. Bien que tous deux islamistes, la compétition entre les forces de Rabbani (Tadjik) et Hekmatyar (Pashtoun) en est l'exemple le plus clair. Deuxièmement, la rivalité a augmenté avec la compétition pour l'accès à l'aide extérieure (les fonds, les armes, ou la reconnaissance), surtout quand Ahmad Shah Massoud (Tadjik) a attiré l'attention internationale. Enfin, les intentions de l'Iran en tant qu'État islamique révolutionnaire ont éveillé la suspicion sur des groupes afghans liés à l'Iran. On soupçonnait non seulement les Hazâras d'avoir reçu quelques fonds de l'Iran, mais aussi Rabbani et ses disciples.<sup>155</sup>

Un certain nombre de tentatives ont été menées afin de consolider un front militaire politique unifié pendant la guerre, au moins par les mouvements Mojâhidin basés au Pakistan. En août 1979 une expérience a été réalisée par quatre mouvements Mojâhidin afghans au Pakistan pour établir une coalition. L'échec de cette tentative résidait dans l'incapacité de s'accorder sur une direction unifiée pour le mouvement.

En Janvier 1980, à l'occasion de la conférence islamique de Lahore (Pakistan), les six partis (Hezb-i Islami d'Hekmatyar, Hezb-i Islami de Khalis, Harakat-i Inqilab-i Islami, Jamiyat-i Islami, Jabha-i Nejat-i Milli Afghanistan, Mahaz-e Milli Islami) se sont engagés, sur initiative du Jamiyat-i Islami, dans un processus d'union qui aboutit, le 19 mars 1980, à la formation d'une alliance, Ittihad-i Islami Bara-i Azadi d'Afghanistan (Union islamique pour la liberté de l'Afghanistan).<sup>156</sup> Le gouvernement saoudien a financé cette alliance généreusement. En 1982 une troisième tentative a été faite pour former une coalition. Les mouvements d'Hekmatyar, Rabbani, Khalis, Sayyaf, Mohammadi, Gailani et Mujaddidi étaient les partenaires de cette alliance. Mais comme les autres, cette coalition fut de courte durée, en raison des conflits

<sup>154</sup> Abdul Rashid, *op.cit.*, pp. 207-209

<sup>155</sup> Ralph H. Magnus et Eden Naby, *op.cit.*, p. 141.

<sup>156</sup> Gilles Dorronsoro, *La Révolution Afghane, op.cit.*, p. 157.

d'intérêts idéologiques et pratiques entre les groupes Mojâhidin. Au milieu de 1983 deux organisations ont été établies : l'Organisation des fondamentalistes composée des mouvements de Rabbani, Khalis, Sayyaf et Hekmatyar a établi l'Unification islamique de l'Afghanistan. Sayyaf a été nommé à la tête du mouvement et Hekmatyar, député. D'autre part, l'Organisation des traditionnels composée des mouvements de Mujaddidi et Mohammedi et ayant à sa tête le mouvement de Gailani, a été fondée.<sup>157</sup>

Ces tentatives d'établissement d'alliances entre les partis Mojâhidin, ont été décevantes. Les divisions entre ces groupes ont donc provoqué la guerre civile jusqu'à l'arrivée des Taliban en 1994. Enfin, la gestion par les acteurs internationaux qui jouaient sur tel ou tel commandant local pendant l'invasion soviétique, a modifié les équilibres locaux, mais a aussi affaibli l'État central qui n'avait plus le monopole de la gestion des groupes locaux.

### **C. Une période de la transition: La lutte pour le pouvoir**

Quand les effondrements se sont produits, les acteurs non étatiques ont commencé à jouer un rôle important, comme cela a toujours lieu avec la disparition d'un régime politique primordial. Les seigneurs de guerre affirmaient qu'ils avaient gagné le contrôle des régions et des sous-régions, formant auparavant un Etat-nation. Ils ont accumulé des appareils de sécurité locaux, ont autorisé les accords commerciaux et ont même établi une forme atténuée de relations internationales.<sup>158</sup> Contrairement à un État fort, les États faillis ne peuvent pas contrôler leurs régions périphériques; ils ne peuvent pas assurer une autorité sur de grandes sections de territoire. Dans ce cas, l'expression de pouvoir officiel est limitée à une ville capitale ou aux zones ethniques plus spécifiques.<sup>159</sup> En tombant en général entre les mains corrompues des seigneurs de guerre et des terroristes, ces États sont considérés incapables de s'affirmer membre de la communauté internationale.

La guerre contre les Soviétiques a laissé des traces sur l'Afghanistan telles que la militarisation des groupes de solidarité, la disparition des institutions, l'effondrement

---

<sup>157</sup> Shaul Shay, *op.cit.*, p. 57.

<sup>158</sup> Robert I. Rotberg, *op.cit.*, p. 63.

<sup>159</sup> *Ibid.*, p. 60.

des infrastructures de transport (routes, ponts, lignes aériennes intérieures). En même temps elle a entraîné deux phénomènes majeurs : premièrement, une polarisation ethnique croissante en dépit de laquelle aucun des groupes ethniques ne réclame l'indépendance ou l'unification avec un autre État <sup>160</sup>; deuxièmement, l'émergence des commandants et des seigneurs de guerre.<sup>161</sup> Le seigneur de guerre est à la tête d'une entité plus large par rapport aux commandants, issue d'une polarisation ethnique au niveau régional. Il dispose d'un embryon d'administration et d'une chaîne de commandement. Mais c'est aussi un phénomène propre au nord du pays. En effet, dans le sud, le système tribal bloque l'émergence de vrais seigneurs de guerre. La légitimité du seigneur de guerre repose sur le rôle qu'il a joué pendant la résistance et la guerre civile qui a suivi.\* Il ne peut pas exercer son pouvoir de manière totalement despotique ; il a besoin d'établir des alliances avec par exemple des acteurs étrangers, de jouer sur les réseaux locaux et d'être toléré voire soutenu par l'État.<sup>162</sup> Mais après 2001, les commandants et les seigneurs de guerre ont perdu toute légitimité car ils ont perdu leur rôle protecteur. En effet, on ne les avait auparavant acceptés que grâce à l'existence d'une grande menace. Or, les Taliban n'ayant plus d'influence sur la population, cette menace a disparu.

La guerre a aussi changé la balance au sein du pouvoir. Traditionnellement, les Pashtouns dominaient les forces armées de l'Afghanistan, ils étaient bien armés. Pendant la guerre contre les Soviétiques, d'autres groupes ethniques comme les Tadjiks, les Ouzbeks et les Hazâras ont pris les armes et ont développé des groupes bien organisés.<sup>163</sup>

En pratique, les identités ethniques et idéologiques n'ont plus joué un rôle très important pour créer des solidarités politiques. Par exemple; Le général Shahnawaz Tanai, un communiste Pashtoune, a tenté un coup d'état contre Najibullah en s'alliant avec l'Islamiste radical Hekmatyar en 1990. Aussi après 2001, le régime de Karzaï a employé les anciens communistes.<sup>164</sup>

<sup>160</sup> Olivier Roy, "Afghanistan : Le Lent Retour du Pouvoir Central", *op.cit.*, pp. 283-284.

<sup>161</sup> Olivier Roy, "Why War is Going on in Afghanistan: The Afghan Crisis in Perspective", *Perceptions*, Vol. 5, No. 4, 2000-2001, p. 19.

\* Par exemple, Ismaël Khan à Herat a utilisé le terme " Emirat islamique de l'ouest de l'Afghanistan " pour qualifier son pouvoir durant la résistance.

<sup>162</sup> Olivier Roy, "Afghanistan : La Difficile Reconstruction d'un État ", *op.cit.*, pp. 35-37

<sup>163</sup> Zalmay Khalilzad, "Afghanistan: The Next Phase", *Perceptions*, Vol. 5, No. 4, 2000-2001, p. 6.

<sup>164</sup> Olivier Roy, " Afghanistan : La Difficile Reconstruction d'un État ", *op.cit.*, p. 29.



Après le retrait soviétique, la guerre civile entre le régime de Najibullah et les Mojâhidin n'était pas seulement une dispute tribale ou basée sur les vendettas. Les deux côtés du conflit ont apprécié la participation commune des groupes ethniques. Il y avait des Tadjiks et Pashtouns des deux côtés qui luttait les uns contre les autres. Ils collaboraient avec le vieil ennemi et luttait contre d'anciens amis. (Par exemple, en 1992, les forces armées ethniques Ouzbèques, menées par Abdul Rachid Dostum, se sont engagées avec les forces fidèles d'Ahmad Shah Massoud, et ont entraîné l'effondrement du gouvernement de Najibullah; en 1993, les forces de Massoud et Ouzbek ont ouvert le feu l'une contre l'autre.)<sup>165</sup>

En raison du soutien des Soviétiques au régime et de l'incapacité de la résistance afghane à présenter une alternative crédible, les Mojâhidin se sont montrés incapables de vaincre le gouvernement de Najibullah jusqu'en 1992. Parce que les Soviétiques ont continué à fournir le soutien à son régime et l'autre raison était l'incapacité de la résistance afghane d'élever une alternative crédible. La formation du Gouvernement Provisoire Afghan en février 1989 n'a pas seulement fournit une certaine légitimité, mais a aussi servi de contre État, avec ses ministères, sa bureaucratie et son administration.<sup>166</sup> Vers la fin de l'année 1989, le gouvernement s'est divisé par la violence de destruction réciproque entre les forces de Hekmatyar et de Massoud.<sup>167</sup>

Enfin, Najibullah a été remplacé par un gouvernement provisoire qui a été établi avec l'Accord de Peshawar le 26 avril 1992. A la tête de ce gouvernement se trouvait Sibghatullah Mujaddidi, qui a tenu le pouvoir pendant deux mois. Le succès des Mojâhidin a ouvert une phase euphorique mais encore pénible dans l'évolution historique de l'Afghanistan. Bien que cette prise de contrôle ait été accueillie par beaucoup d'Afghans ayant retrouvé l'espoir de voir leur pays ravagé retrouvé la paix et l'ordre, leurs attentes allaient être bientôt déçues.<sup>168</sup> Après la chute du régime provisoire, cette situation ne relevait pas du réflexe culturel, mais de la lutte pour le

<sup>165</sup> Neamatollah Nojumi, *op.cit.*, p. 61.

<sup>166</sup> Olivier Roy, "The New Political Elite of Afghanistan", in Myron Weiner et Ali Banuazizi (éd.), *The Politics of Social Transformation in Afghanistan, Iran and Pakistan*, *op.cit.*, p. 92.

<sup>167</sup> Larry P. Goodson, "Periodicity and Intensity in the Afghan War", *op.cit.*, pp. 480-481.

<sup>168</sup> Amin Saikal, "The Rabbani Government, 1992-1996", in William Maley (éd.), *Fundamentalism Reborn? Afghanistan and the Taliban*, *op.cit.*, p. 29.

pouvoir. De 1992 à 1994, deux phénomènes ont fait apparition en Afghanistan: les combats et les renversements d'alliances.<sup>169</sup>

Burhanuddin Rabbani, le chef de Jamiat-i Islami, a pris le pouvoir de Mujaddidi pendant quatre mois, jusqu'en octobre 1992. Le gouvernement provisoire a nommé de nouveaux ministres appartenant aux partis Mojâhidin et Ahmad Shah Massoud est devenu ministre de la défense. Hekmatyar a rejeté ce gouvernement et l'a accusé d'être une institution illégitime sous l'influence des ex-communistes.<sup>170</sup> Ainsi, il voulait obtenir le pouvoir ultime en Afghanistan et voyait Massoud comme un obstacle important pour cette ambition. Quant à Massoud, il a accusé Hekmatyar de servir d'instrument pour les intérêts stratégiques du Pakistan en Afghanistan.<sup>171</sup>

Hezb-i Wahdat se joignait continuellement à Hekmatyar contre les forces gouvernementales et les forces d'Hekmatyar sont finalement arrivées aux portes de Kaboul. La grande bataille a commencé à Kaboul et la ville s'est divisée entre les groupes ethniques: Hekmatyar avec l'ex-Khalqis Pashtouns, Massoud soutenu par les non-Pashtouns, Dostum soutenu par les Ouzbeks et Hezb-e Wahdat soutenu par Hazâras. Le but d'Hekmatyar était d'affaiblir la dominance de Jamiat-i Islami avec la coalition composée de Dostum et Sayyaf.<sup>172</sup> Plus de 5000 personnes ont été tuées vers la fin de 1992.<sup>173</sup>

Les années 1992-93 ont représenté une période amère pour la population de Kaboul, les bombardements d'Hekmatyar étant continus.<sup>174</sup> Le 7 mars 1993, le roi saoudien Fahd a soutenu un accord de paix entre les fractions minoritaires du conflit. Tous les participants ont approuvé une nouvelle proposition avec laquelle Rabbani était président et Hekmatyar, Premier ministre. Bien que Rabbani, en occupant son poste de président ait officiellement démissionné de la tête du Jamiat-i Islami, il est en réalité resté lié au parti afin de bénéficier de la redevance et de son soutien.<sup>175</sup> Mais cette tentative n'a pas pu empêcher la guerre civile. En été et automne 1993, la lutte à

<sup>169</sup> Gilles Dorronsoro, "Désordre et Légitimité du Politique en Afghanistan", *Cultures & Conflits*, No. 24-25, hiver- printemps, 1996-1997, pp. 127-128.

<sup>170</sup> Neamatollah Nojumi, *op.cit.*, p. 113

<sup>171</sup> Peter Mardsen, *The Taliban: War and Religion in Afghanistan*, *op.cit.*, p. 38.

<sup>172</sup> Amin Saikal, "The Rabbani Government, 1992-1996", *op.cit.*, p. 33.

<sup>173</sup> Neamatollah Nojumi, *op.cit.*, p. 113.

<sup>174</sup> Martin Ewans, *op.cit.*, p. 183.

<sup>175</sup> Amin Saikal, "The Rabbani Government, 1992-1996", *op.cit.*, p. 37.

Kaboul se déroulait essentiellement entre le parti chiite influencé et supporté par l'Iran, Hezb-i Wahdat et le parti fondamentaliste soutenu par les saoudiens, Ittihad-i Islami.

Alors que la lutte de pouvoir dévastait Kaboul, le reste de l'Afghanistan était contrôlé par les pouvoirs régionaux. À la fin de 1993, il était surtout contrôlé par cinq forces armées politiques régionales.<sup>176</sup> En réalité l'Afghanistan était divisé en forces régionales et locales qui ont dirigé leurs administrations indépendamment du gouvernement à Kaboul.

Le 1<sup>er</sup> janvier 1994, Dostum et Hekmatyar ont uni leurs forces pour essayer de désarçonner Rabbani. Ils ont échoué, mais la panique s'est étendue parmi la population et a causé l'exode de plus de 65.000 personnes au Pakistan et dans d'autres parties de l'Afghanistan.<sup>177</sup> Vers la fin de l'année 1994, l'accord de paix s'est effondré et la bataille entre les forces de Mojâhidin rivales s'aggravait. Le bombardement d'Hekmatyar sur Kaboul avait réussi à détruire la moitié de la ville et à tuer environ 25.000 de ses habitants.<sup>178</sup>

Les chefs Mojâhidin qui bénéficiaient en général d'une plus grande base de légitimité pour établir un gouvernement national que les éléments ex-gouvernementaux, ont perdu leur crédibilité. Aucun seigneur de guerre n'a réussi à dépasser cette fragmentation locale en faisant appel à la solidarité ethnique ou religieuse.<sup>179</sup> Le changement politique et militaire des groupes politiques armés dans beaucoup de directions a décentralisé la structure sociale et politique du pays. Le cycle de la violence a continué. La fragmentation s'est approfondie en 1994 et a ainsi fait la frustration de pouvoirs régionaux, surtout le Pakistan. Le Pakistan et l'Arabie saoudite ont alors commencé à soutenir des étudiants religieux afghans au Pakistan

<sup>176</sup> Le nord était sous le contrôle de Dostum avec le soutien de Hezb-i Wahdat et des chiites. La ville de Mazari Sharif était partagée entre le Hezb-i Wahdat, le Jombesh et le Jamiyat-i Islami. L'est était sous le contrôle de Nangarhar Shurâ mené par Hadji Kadir. Dans le sud-est, Paktia était sous le contrôle de Maulvi Haqqani avec la présence de groupes armés fidèles à Hekmatyar. Qandahar était partagée entre commandants de différents partis (Mahaz-e milli Islami, Jabha-i Nejat-i Melli Afghanistan, Jamiyat-i Islami). L'ouest était sous le contrôle d'Ismail Khan, neutre au début, mais devenu un supporter important de Massoud et Rabbani. Le Hezb-i Wahdat contrôlait l'essentiel du Hazarâjat. Les forces de Massoud contrôlaient Kaboul et les régions au nord de la capitale. Voir Neamatollah Nojumi, *op.cit.*, p. 115, Gilles Dorronsoro, *La Révolution Afghane, op.cit.*, p. 265.

<sup>177</sup> Peter Mardsen, *The Taliban: War and Religion in Afghanistan, op.cit.*, p. 39.

<sup>178</sup> Amin Saikal, "The Rabbani Government 1992-1996", *op.cit.*, p. 33.

<sup>179</sup> Olivier Roy, "Afghanistan : Le Lent Retour du Pouvoir Central", *op.cit.*, p. 287.

connus sous le nom de « Taliban ». Leur arrivée sur la scène afghane a marqué la fin de la période Mojâhidin, de la guerre civile et le début d'un autre étape de la guerre afghane.<sup>180</sup>

La guerre civile entre 1989 et 1996 ayant réduit le pays en une simple entité géographique, l'Afghanistan était donc aussi un Etat failli après le retrait soviétique et avant l'arrivée des Taliban. La perte du pouvoir de la loi, la destruction de toutes les formes d'institutions gouvernantes et la généralisation de la violence sont devenues les figures dominantes de l'Afghanistan et la raison de l'expansion de mouvement des Taliban, aussi facteur d'instabilité. La guerre civile perpétuelle en Afghanistan ne se réduit pas à une affaire intérieure, mais est aussi un conflit régional avec des paramètres internationaux.

#### **D. Une idéologie extrême: Le cas des Taliban**

Les Taliban sont d'abord apparus en octobre 1994. Ils ont lancé une action entre Qandahar et la ville de Quetta au Pakistan pour sauver un convoi commercial attaché du Pakistan à l'Asie centrale par Qandahar et Herat. En se présentant comme des étudiants simplement religieux, ils ont rapidement obtenu un soutien en Afghanistan. Ils ont d'abord pris le Spin Puldak (du sud-ouest) en octobre 1994, puis Qandahar en novembre 1994 et Lashkargah en janvier 1995. Ils se sont ensuite dirigés vers Kaboul et le Herat. Mais une telle simplification n'est pas suffisante pour comprendre comment ce mouvement est devenu un pouvoir politique.

##### **1. Les origines du mouvement**

Le « *Talib* » signifie l'étudiant religieux, les « *Taliban* » est sa forme plurielle. Dans les années 1980 des centaines de réfugiés afghans au Pakistan ont rejoint les écoles religieuses. Ces écoles ont fourni aux étudiants un salaire mensuel grâce auquel ils ont soutenu leurs familles. La formation des réfugiés au Pakistan pendant de longues périodes les a déconnectés de leurs obligations sociale, culturelle et économique avec l'Afghanistan. La description par Neamatollah Nojumi de ces étudiants est très attrayante: « *Ces jeunes garçons afghans, avec les esprits prêts à apprendre et*

---

<sup>180</sup> Larry P. Goodson, "Periodicity and intensity in the Afghan War", *op.cit.*, p. 483.

*s'adapter au monde dans lequel ils vivaient, ont ressemblé à un terrain fertile pour ceux qui ont voulu planter les graines de leurs idéologies politiques. »*<sup>181</sup>

Pendant les années de guerre, ces étudiants religieux afghans se sont livrés à la politique, à la recherche d'une direction fidèle. Mais le fait de voir les vies luxueuses, les grands investissements et les administrations corrompues des chefs externes des Mojâhidin afghans au Pakistan, beaucoup de ces étudiants ont perdu tout espoir d'arriver à quelque chose avec ces chefs politiques afghans.<sup>182</sup>

Le chef spirituel et politique du mouvement des Taliban, Mollah Mohammad Omar, était un ancien mojâhid. Il avait dirigé un groupe local des Mojâhidin pour le contrôle d'un lieu stratégique au nord, la route nationale de Qandahar - Chaman. En tant que vétéran de la guerre contre les Soviétiques (il avait alors été blessé et avait perdu un oeil), Omar est revenu à Qandahar après le retrait soviétique et la mort de son père dans un camp de réfugiés au Pakistan. Il s'est alors concentré sur l'enseignement des étudiants dans une école religieuse (*madrassa*). Les jeunes hommes qui se faisaient appeler les étudiants ou les Taliban se sont unis autour du Mollah Omar dû à sa détermination apparente d'apporter la paix dans ce pays chaotique.<sup>183</sup>

Ayant émergé comme une réponse au chaos et au désordre des commandants Mojâhidin, la montée des Taliban était fondée sur leur capacité à restituer une sécurité minimale sur le territoire sous leur contrôle, et à désarmer la population. Ils voulaient remplir le vide politique et militaire créée par l'effondrement du gouvernement de Burhanuddin Rabbani.<sup>184</sup> Les Taliban croyaient que le gouvernement de Rabbani et la plupart des mouvements Mojâhidin en Afghanistan ne pratiquaient pas correctement les lois islamiques et étaient loin de former l'État islamique<sup>185</sup> qu'ils avaient promis d'établir pendant la lutte contre les communistes. Le mouvement des Taliban a donc émergé comme un mouvement social et religieux donnant l'espoir de changer le visage anarchique de l'Afghanistan, en le transformant en un vrai État islamique. Les Taliban annonçaient perpétuellement qu'ils luttaient simplement pour le monde de

<sup>181</sup> Neamatollah Nojumi, *op.cit.*, p. 122.

<sup>182</sup> *Ibid.*, p. 124.

<sup>183</sup> Amalendu Misra, *op.cit.*, p. 62.

<sup>184</sup> Istiaq Ahmad, "Post-war Afghanistan: Rebuilding a Ravaged Nation", *Perceptions*, Vol. 7, No. 1, March-May 2002, p. 58

<sup>185</sup> Shaul Shay, *op.cit.*, pp. 70-71.

l'Islam. Les conflits intérieurs des Mojâhidin qui ont causé de lourds dommages et une énorme souffrance en Afghanistan, ont fourni une chance en or aux Taliban qui ont pu alors accuser leurs adversaires de corruption et d'hypocrisie.<sup>186</sup>

Une autre nature distinctive du mouvement des Taliban est que la plupart de ses membres étaient Pashtouns, et plus particulièrement originaires des Durranis.<sup>187</sup> Il y a eu beaucoup de discussions sur le fait de savoir si le mouvement était essentiellement Pashtoun. Dans cette perspective, les Taliban sont parfois décrits comme un mouvement tribal ou comme un mouvement nationaliste, ces deux concepts n'étant d'ailleurs pas toujours distincts. En réalité, ils ne s'inscrivent pas dans une logique tribale, mais forment un mouvement dominé par un groupe de religieux, qui se sont installés au pouvoir sans lien avec les institutions tribales, inexistantes dans la région de Qandahar, là où le mouvement a sa base. Le droit des Taliban est en effet contradictoire avec les coutumes tribales.<sup>188</sup> Ce serait donc une erreur de considérer le mouvement des Taliban seulement comme un instrument du nationalisme Pashtoun. Leur fondamentalisme et leur interprétation de la charia sont loin d'être en accord avec le mode de vie et la tradition tribale.<sup>189</sup> La seconde erreur était de percevoir le mouvement comme une « revanche des Pashtounes » sur les autres ethnies. De plus, les Taliban n'ont rien d'une politique nationaliste Pashtoune. Ils s'appuient sur des réseaux locaux de solidarité et imposent la présence du pouvoir central en jouant sur les divisions locales. Mais, bien que les Taliban aient exigé l'ouverture du mouvement à tous les groupes ethniques en Afghanistan, le mouvement était exclusivement sunnite dans son interprétation de l'Islam et ne pouvait pas atteindre les chiïtes.<sup>190</sup> Les Taliban ont bien exécuté méthodiquement les chiïtes et ont détruit des centaines de villages au nord-est du pays. Mais en zones tribales, et malgré leur volonté de remplacer le code tribal (*Pashtunwali*) par la charia, ils n'ont jamais pu détruire les structures et traditions tribales.<sup>191</sup> L'essence du *Talibanisme*, en se reposant sur leur interprétation particulariste de l'Islam, nie « la division de la société entre intérêts divergents, économique, idéologique, ou autre ». En effet, la religion est

<sup>186</sup> M.J.Gohari, *op.cit.*, p. 26.

<sup>187</sup> François Lafargue, *op.cit.* p. 43.

<sup>188</sup> Gilles Dorronsoro, *La Révolution Afghane*, *op.cit.*, p. 293.

<sup>189</sup> Pierre Centlivres et Micheline Centlivres-Demont, *op.cit.*, p. 425.

<sup>190</sup> Peter Mardsen, *The Taliban: War and Religion in Afghanistan*, *op.cit.*, p. 43.

<sup>191</sup> Olivier Roy, « Afghanistan : La Difficile Reconstruction d'un État », *op.cit.*, p. 54.

devenue un moyen de dissimuler ces divisions.<sup>192</sup> Ahmed Rashid a souligné que « *Le mouvement des Taliban a commencé avec les réformateurs, après une tradition dans l'histoire musulmane basée sur la notion de guerre sainte contre les infidèles. Le Jihad, pourtant, n'autorise pas le meurtre de musulmans sur la base de l'ethnicité ou de la secte. Pourtant les Taliban l'ont utilisé pour faire le juste. Cela a consterné les non-Pashtouns, qui accusaient les Taliban d'utiliser le jihad comme une couverture pour les exterminer.* »<sup>193</sup>

## 2. L'idéologie et formation publique

Sur le plan idéologique, leur interprétation des concepts coraniques (la Charia) est un mélange de l'école de deobandi, du wahhabisme (religion officielle en Arabie saoudite), des règles coutumières Pashtounes (Pashtunwali) et des sources de la justice tribale.<sup>194</sup>

Les Taliban ont nommé leurs écoles "sunnite deobandi"<sup>195</sup> et, sous l'influence des deobandis, les madrasas ont été établies dans les régions aux frontières de l'Afghanistan et leurs nombres ont augmenté après l'invasion soviétique.<sup>196</sup>

Selon Ahmed Rashid, les Taliban n'étaient pas des islamistes radicaux inspirés par *Ikhwan* (une Fraternité Musulmane fondée en Egypte en 1928), ni des Sufis mystiques, ni des traditionalistes. Les Taliban ne représentaient personne, mais eux-mêmes, et ne reconnaissaient aucun Islam sauf le leur.<sup>197</sup> En ce qui concerne les différences entre le système afghan et les autres systèmes, comme ceux d'Iran, du Soudan et autres, le Mollah Omar affirmait que: « *nous ne regardons pas les autres gouvernements. Nous n'avons pas assez de renseignements sur les systèmes de ces*

<sup>192</sup> M. Nazif Shahrani, "Resisting the Taliban and Talibanism in Afghanistan: Legacies of a Century of Internal Colonialism and Cold War Politics in a Buffer State" *Perceptions*, Vol. 5, No. 4, 2000-2001, p. 138.

<sup>193</sup> Ahmed Rashid, "The Taliban Exporting Extremism", *op.cit.*, p. 26.

<sup>194</sup> Karim Pakzad, "Quelque Dix Ans Après le Retrait des Troupes Soviétique où en est l'Afghanistan ?", *La Revue Internationale et Stratégique*, No. 43, p. 147.

<sup>195</sup> Les Deobandis prêchent la stricte observance de la morale islamique et s'opposent à la présence britannique, comme aux tentatives syncrétiques avec l'hindouisme. Se distinguant de l'école de Deoband, les Ahl-i hadith sont d'orientation particulièrement radicale et entretiennent des liens avec les Wahhabites depuis le milieu du XIXème siècle. Les textes des Deobandis sont connus en Afghanistan depuis le XIXème siècle. Voir Gilles Dorransoro, *La Révolution Afghane*, *op.cit.*, p. 66.

<sup>196</sup> Martin Ewans, *op.cit.*, p. 194.

<sup>197</sup> Ahmed Rashid, *Taliban: The Story of Afghan Warlords*, London, Pan Books, 2000, pp. 87-88.

*États* ». <sup>198</sup> Selon Gilles Dorronsoro, « *Le mouvement des Taliban a une idéologie fondamentaliste, il est opposé à toute revendication nationaliste. Le but officiel du mouvement est la réunification de tous les Afghans sous un gouvernement islamique.* » <sup>199</sup>

Les Taliban répétaient souvent leur inquiétude face à la stabilité sociale. Ils avaient aussi promis d'établir l'ordre public au sein de la société par les voies islamiques. C'était un devoir religieux pour le mouvement et la direction s'est consacrée à un tel établissement. Ils ont fait respecter de nombreux décrets légaux selon leur interprétation de la charia. Pour s'assurer de la bonne exécution de ces décrets en Afghanistan, ils ont établi une police religieuse dont l'objectif principal était de réaliser ce qui était décidé par la cour de justice de punition.

La formation publique des Taliban a été établie sur leur interprétation islamique du *Khalifat* (le califat). Mollah Muhammad Omar était *Amir-ul-Mominin* (le chef des croyants), qui le rendait respectable parmi tous les Musulmans dans le monde. En Afghanistan *Amir-ul-Mominin* signifie aussi *Khalife*, qui gouverne le territoire sous son contrôle conformément à la loi Islamique, la charia. <sup>200</sup> La déclaration de Mohammad Omar en tant que chef des croyants en avril 1996 était importante pour le renforcement du mouvement des Taliban. <sup>201</sup>

Les Taliban n'avaient pas de véritable discours politique et ne l'ont d'ailleurs pas vu comme une priorité quand ils ont pris le pouvoir. L'administration des régions a été établie sur une stratégie de réseaux informels. Des seigneurs de guerre régionaux fidèles, des têtes tribaux et religieuses et occasionnellement des trafiquants de drogue en faisaient partie. <sup>202</sup>

Les Taliban ont établi un système judiciaire national avec des cours de charia à tous les niveaux, culminant dans la Cour suprême de charia à Kaboul. Ils ont aussi établi un nouveau service de sécurité, le « Ministère de la Répression du vice et de la Promotion de la vertu » (*Amr Al-bi al Ma'ruf wa Munkir Al-Al-Nahi'an*), semblable à

<sup>198</sup> Peter Mardsen, *The Taliban: War and Religion in Afghanistan*, op.cit., p. 66.

<sup>199</sup> Gilles Dorronsoro, *La Révolution Afghane*, op.cit., p. 293.

<sup>200</sup> Neamatollah Nojumi, op.cit., pp. 152-154.

<sup>201</sup> Shaul Shay, op.cit., p. 78.

<sup>202</sup> Amalendu Misra, op.cit., p. 70.



une même organisation en Arabie saoudite. Ce ministère était responsable de l'entrée en vigueur de tous les décrets et de la régulation des activités des agences de l'ONU et des organisations non gouvernementales, en ordonnant la destruction « d'images gravées » et en exigeant l'étiquetage des minorités religieuses.<sup>203</sup>

La bureaucratie des Taliban était le résultat d'un processus de développement en trois étapes. La première étape débuta en 1994, quand le chef des Taliban Mollah Muhammad Omar, a pris le contrôle de la province de Qandahar. Les Taliban sont alors apparus comme une organisation politique armée. La deuxième étape est apparue quand les Taliban ont saisi Kaboul et ont annoncé que leur administration devenait le gouvernement de l'Afghanistan en septembre 1996. Pendant cette étape, les membres clés des Taliban ont été nommés aux positions importantes du gouvernement. Ils ont développé leur administration militaire et civile sur presque 80 % du pays et ont fait respecter leur propre vision de la loi islamique. En outre, deux conseils importants ont été établis: la Shura Intérieure composée de six membres et dirigée par leur chef suprême, Mollah Muhammad Omar. En Émirat Islamique de l'Afghanistan,\* conformément à l'administration des Taliban, tous les candidats retenus et toutes les décisions importantes ont été approuvés par la Shura Intérieure. La Shura Centrale était elle composée de neuf membres. La troisième étape du développement bureaucratique est survenue en octobre 1999 et s'est poursuivie jusqu'en 2001. Pendant cette étape, l'administration des Taliban a procédé à des changements massifs au sein de leur bureaucratie et les ministres gouvernementaux le devinrent de façon permanente.<sup>204</sup>

L'administration des Taliban était informelle, personnelle et non transparente. L'absence d'une bureaucratie leur fournissait une direction mobile et avait un impact positif sur la formation de leur administration. Gilles Dorronsoro affirme que; « *Les élites des Taliban sont très unies et homogènes. Toutes sont issues du même milieu social, elles sont passées par les mêmes écoles religieuses. Le mouvement n'a jamais connu de violentes luttes internes comme les autres groupes afghans.* »<sup>205</sup>

<sup>203</sup> Barnett R. Rubin, *The Fragmentation of Afghanistan*, op.cit., p. xv.

\* En octobre 1997 les Taliban ont changé le nom du pays de la République islamique de l'Afghanistan au Émirat Islamique de l'Afghanistan

<sup>204</sup> Neamatollah Nojumi, op.cit., pp. 137-138.

<sup>205</sup> "Après les Tâlebân, quoi ?"- Entretien avec Gilles Dorronsoro-, *Le Nouvel Observateur*, 4-10 Octobre 2001, p. 34.

La légitimité des Taliban est ainsi religieuse et non politique, ce qui explique notamment son fort impact dans les régions du sud où les partis politiques n'ont pas pu créer les mêmes fidélités. Pour ceux qui les soutiennent, les Taliban ne sont pas une force politique, mais un acteur radicalement nouveau, resté dehors de toute corruption. Grâce à leur réputation d'honnêteté et l'absence de pillages et de viols, ils sont devenus les vrais Mojâhidin pour les Afghans.<sup>206</sup>

Ils ont considérablement profité de la volonté de jeunes gens, tant des régions rurales que des camps de réfugiés sur la frontière pakistanaise.<sup>207</sup> Les Taliban ont reçu un accueil assez favorable de la part de la population afghane. Le nombre de leurs adhérents est passé de 2000 soldats en 1994 à plus de 25000, un an plus tard.<sup>208</sup> Beaucoup de jeunes paysans au chômage ont rejoint les Taliban pour trouver une subsistance et un statut social.

Les Taliban ont d'abord fait leur apparition à Qandahar. Une des différences entre l'administration des Taliban et les gouvernements précédents se trouve donc dans le fait que leur siège social se situait à Qandahar et que les décisions importantes étaient prises de là. Bien que le siège social du mouvement ait été dans le Qandahar la capitale du pays était Kaboul.<sup>209</sup>

### 3. La route des Taliban

Ils ont fait leur apparition en août 1994 dans un pays livré à l'anarchie et au bon vouloir des seigneurs de la guerre qui imposaient chacun sa loi de façon arbitraire. Qandahar était une ville importante parce que c'était avant tout le lieu de naissance de mollah Omar. Par ailleurs, Qandahar se trouvait dans une région dominée par Pashtouns et enfin, elle avait une signification religieuse pour les Musulmans.<sup>210</sup>

Les Taliban ont profité de la faiblesse d'Hekmatyar qui luttait contre le gouvernement de Rabbani. Au cours de ces mois, les Taliban ont conquis la plupart des territoires d'Hekmatyar au sud du pays et autour de Kaboul. A la fin de l'année 1994, le

<sup>206</sup> Gilles Dorronsoro, " Désordre et Légitimité du Politique en Afghanistan ", *op.cit.*, p. 142.

<sup>207</sup> Peter Mardsen, *The Taliban: War and Religion in Afghanistan*, *op.cit.*, p. 42.

<sup>208</sup> François Lafargue, *op.cit.* p. 41.

<sup>209</sup> Neamatollah Nojumi, *op.cit.*, p. 140.

<sup>210</sup> Shaul Shay, *op.cit.*, p. 76.

gouvernement Rabbani s'est mis à encourager les activités des Taliban, les percevant comme un allié dans sa confrontation avec Hekmatyar et Hezb-i Wahdat. Mais dès mars 1995, Massoud et Rabbani ont réalisé qu'ils avaient créé une menace incalculable contre leur règne. Le 9 mars 1995, après que les forces d'Hekmatyar autour de Kaboul ont été vaincues, les Taliban ont passé un accord avec Hezb-i Wahdat. Dans les mois qui suivirent, les Taliban ont continué à lutter contre les forces gouvernementales, surtout autour de Kaboul. Le 5 septembre 1995, ils ont conquis l'Herat d'Ismail Khan, un allié du gouvernement Rabbani.<sup>211</sup> Enfin, en septembre 1996, les Taliban ont subitement pris Kaboul. Rabbani, Massoud et Hekmatyar ont abandonné Kaboul et ont fuit vers le nord.<sup>212</sup> Les prises d'Herat et de Kabul ont marqué l'expansion du mouvement. Les Taliban ont finalement conquis Mazari Sharif en août 1998. Avec la conquête du Nord pendant l'été 1998, les Taliban contrôlaient désormais 90% de la population afghane. Seul Ahmad Shah Massoud résistait dans les zones montagneuses du nord-est, avec le soutien des Russes et des Iraniens.\*

La conquête par les Taliban de Kaboul a entraîné un changement significatif dans la balance du pouvoir politique et militaire de l'Afghanistan. D'anciens rivaux et adversaires ont formé une nouvelle coalition nommée « l'Alliance du Nord ». Cette alliance était composée des organisations suivantes<sup>213</sup>: la force Ouzbek menée par le général Dostum, la force d'Hazâra menée par Mazari, la force chiite menée par Naderi et la force Tadjik menée par Massoud, le gouvernement de Rabbani, le Hezb-i Wahdat et les forces d'Hekmatyar. Mais cette alliance était fragile en raison de leur lutte pour le pouvoir. En effet, la plupart des participants ont préféré l'opportunisme à l'idéalisme.<sup>214</sup> Jusqu'en octobre 2001, il était évident que les membres de la coalition n'étaient pas capables de surmonter les Taliban.

Tout comme les Taliban, l'Alliance du Nord se finançaient grâce au trafic de drogues, avec toutefois des différences: Les gens du Nord étaient islamistes, ils étaient marqués par l'occident, et utilisaient l'Islam comme une idéologie au service

---

<sup>211</sup> *Ibid.*, p. 77.

<sup>212</sup> Larry P. Goodson, "Periodicity and Intensity in the Afghan War", *op.cit.*, p. 484.

\* Pour plus d'information sur la prise de contrôle par les Taliban, voir la Carte 4

<sup>213</sup> Shaul Shay, *op.cit.*, p. 187.

<sup>214</sup> Anwar-ul-Haq Ahady, "Saudi Arabia, Iran and the Conflict in Afghanistan", in William Maley (éd.), *Fundamentalism Reborn? Afghanistan and the Taliban*, *op.cit.*, pp. 124-125.

de la construction d'un État national. Ils ont admis des institutions différentes qui laissaient un certain espace vital aux individus. Préoccupés par la construction nationale, ils ne soutenaient pas les réseaux terroristes transnationaux. Les Taliban,, au contraire, ont refusé toute influence occidentale pour appliquer la loi islamique. Mais ni l'Alliance du Nord ni les Taliban n'ont promis un avenir clair et des institutions politiques viables pour l'Afghanistan.<sup>215</sup>

#### 4. La politique des Taliban

Les Taliban ont adopté deux mesures extrêmes: d'abord la guerre sainte contre les étrangers, et, l'adoption d'un code moral comme procédure de « discipline et punition ». Ils n'avaient pratiquement aucun programme politique en ce qui concerne la régénération sociale, comme la reconstruction d'infrastructure, la santé publique, l'éducation, le système sanitaire et le transport. Les critiques des Taliban affirment même que le mouvement a mis une couverture sur le banditisme perpétuel, les vendettas tribales et la violence sectaire, et a désarmé une grande partie de la campagne montagneuse.<sup>216</sup>

Les politiques des Taliban ont donc été justifiées par la mise en application de la charia. Dans ce but, les cours de justice spéciales décidaient du destin des criminels sans autoriser leur représentation par des avocats. Les verdicts étaient donnés immédiatement selon la charia, et, dans les cas de meurtre ou de blessure au corps, les accusés étaient parfois exécutés par un membre de la famille de la victime.<sup>217</sup>

##### a. Taliban et l'éducation

Quand la milice des Taliban est arrivée à Kaboul en septembre 1996, elle a fermé les écoles de filles, en affirmant que le programme d'études allait à l'encontre des doctrines de l'Islam. Les Taliban ont également fermé des programmes de formations professionnelles pour les filles. Ils ont accusé les travailleurs étrangers associés à ces écoles de propager une propagande contre les Taliban. Bien que l'enseignement élémentaire soit libre et obligatoire jusqu'à l'âge de 15 ans, seulement environ 25 %

<sup>215</sup> Marc Gaborieau, *op.cit.* p. 154.

<sup>216</sup> Amalendu Misra, *op.cit.*, pp. 77-78 .

<sup>217</sup> Shaul Shay, *op.cit.*, p. 85.

des gens âgés de 15 étaient lettrés.<sup>218</sup> Certaines déclarations par les représentants des Taliban annonçaient l'ouverture d'écoles de filles à Kaboul vers le printemps 1997. Cependant, en 1997 seules les écoles de garçons ont été permises.<sup>219</sup> En Juin 1998, les 150 écoles destinées aux filles ont été fermées sur ordre du « ministère de la Répression du vice et de la Promotion de la vertu »<sup>220</sup>

L'interdiction de l'emploi de la femme a touché tout particulièrement le secteur de l'éducation. Les écoles de garçons, tout autant que les écoles de filles, ont dû fermer parce qu'on a interdit aux femmes de travailler en tant qu'enseignantes. Ces dispositions ont également eu un impact important sur le nombre d'enfants travaillant dans les rues. En effet, les familles n'ont eu d'autres choix que de demander à leurs enfants de vendre des choses dans la rue ou de mendier afin de pouvoir se nourrir et gagner de l'argent. Subitement privés des revenus de la femme, plus de 50.000 réfugiés ont dû fuir au Pakistan après la prise de contrôle de Kaboul par les Taliban.<sup>221</sup>

#### b. Les droits civils

Les Taliban prétendaient suivre le code islamique. Ils pensaient que les droits déclarés comme droits de l'homme dans les déclarations de l'ONU et les conventions n'étaient pas universels. Avec l'adoption de plusieurs décrets ils ont appliqué leurs politiques sur la population afghane. L'interdiction de la musique, de la sorcellerie, de la coiffure britannique et américaine, du cerf-volant, de garder des pigeons, de jouer avec des oiseaux et de se couper la barbe en sont des exemples significatifs.<sup>222</sup>

En ce qui concerne les vêtements, les partis Mojâhidin n'ayant jamais obligé les femmes à porter la *burqa*, l'imposition de celle-ci par les Taliban a entraîné des difficultés financières considérables au sein des familles urbaines, alors que l'économie se détériorait. En effet, beaucoup de familles ont été incapables de se procurer la *burqa* et les femmes avaient tendance à emprunter le vêtement d'autres

<sup>218</sup> M.J. Gohari, *op.cit.*, pp. 98-99.

<sup>219</sup> Peter Mardsen, *The Taliban: War and Religion in Afghanistan, op.cit.*, p. 89.

<sup>220</sup> François Lafargue, *op.cit.*, p. 43.

<sup>221</sup> Peter Mardsen, *The Taliban: War and Religion in Afghanistan, op.cit.*, p. 88.

<sup>222</sup> Décret annoncé par la Présidence générale de Amr Bil Maruf, Kaboul, Décembre 1996. Voir Ahmed Raşid, *Taliban: İslamiyet, Petrol ve Orta Asya'da Yeni Büyük Oyun*, İstanbul, Everest Yayınları, 2001, pp. 364-365.

femmes lorsqu'elles devaient sortir. Les hommes devaient aussi acheter de nouveaux vêtements dans une période économique difficile. En outre, tous les hommes n'ont pas été capables d'assurer une croissance complète de leur barbe.<sup>223</sup>

Dans le domaine de la santé, le décret concernant les « Règles de travail pour les hôpitaux d'État et les cliniques privées, basées sur les principes islamique de la Charia », annoncé par le ministère de la santé, au nom de mollah Muhammad Omar en Novembre 1996, comportait beaucoup de restrictions pour les afghans, et surtout pour les femmes.<sup>224</sup>

### c. Les femmes sous l'administration des Taliban

Bien que les Taliban n'aient aucune politique propre, ils ont adopté des mesures sociales qui ont surtout touché les femmes. Les Taliban ont imposé des restrictions aux femmes.. Celles-ci ont été mises en pratique par la force.

Dans les régions Pashtouns traditionnelles, les femmes ont toujours vécu une vie restreinte.<sup>225</sup> A titre d'exemple, la protection des femmes est rattachée à la protection par la société dans le *Pashtunwali*. Ainsi, dans la société Pashtoun tribale, si la femme a été déshonorée par un membre d'une autre tribu, la tribu à laquelle elle appartient a un droit de vengeance. Les vagues de sécularisation au XX<sup>ème</sup> siècle et de modernisation en Afghanistan ont offert de plus grandes opportunités aux femmes dans leur participation à la vie publique, surtout dans les régions urbaines du nord. Avant l'accession au pouvoir des Taliban, on traitait de façon traditionnelle les femmes afghanes en tant qu'étant inférieures aux hommes, aussi bien sur le plan économique que juridique.<sup>226</sup> Cependant, à partir des années 1950, les femmes ont commencé à occuper des postes de services ordinaires en tant que secrétaires, infirmières et réceptionnistes. Une minorité, en faisant des études, a pu devenir docteurs, avocats, ingénieurs ou journalistes. Les chefs traditionnels et l'uléma

<sup>223</sup> Peter Mardsen, *The Taliban: War and Religion in Afghanistan*, *op.cit.*, p. 90.

<sup>224</sup> Ahmed Raşid, *op.cit.*, pp. 362-363.

<sup>225</sup> Le rôle de la femme, son statut au sein de la société et la division du travail entre les hommes et les femmes varient selon la région et le groupe ethnique. Voir Micheline Centlivres-Demont, " Afghan Women in Peace, War and Exile ", in Myron Weiner et Ali Banuazizi (éd.), *The Politics of Social Transformation in Afghanistan, Iran and Pakistan*, *op.cit.*, p. 334.

<sup>226</sup> Larry P. Goodson, "Perverting Islam: Taliban's Social Policy toward Women", *Central Asian Survey*, Vol. 20, No. 4, 2001, p. 416.

pensaient que les femmes instruites ou ayant travaillé étaient sous l'influence des idées occidentales et séculaires et transmettaient celles-ci à leurs enfants.<sup>227</sup>

Au niveau politique, RAWA (Association Révolutionnaire des Femmes Afghanes) a été fondée à Kaboul en 1977. Il s'agissait d'une organisation de femmes afghanes luttant pour les droits de l'homme et la justice sociale en Afghanistan. Malgré l'atmosphère étouffante, RAWA a pu s'impliquer rapidement dans des activités très variées, concernant différents domaines sociopolitiques comme l'éducation ou la santé. Après le renversement du régime de Najibullah en 1992, RAWA a concentré sa lutte politique contre le fondamentalisme et l'ultra fondamentalisme représenté notamment par les Taliban.<sup>228</sup>

Sous le régime des Taliban, la séparation des sexes a été régularisée dans de nombreuses situations. Ainsi, les femmes ne devaient pas être à l'avant des bus mais à l'arrière et elles devaient être séparées des hommes par un voile. En outre, celui qui collectait le prix du transport devait avoir moins de 10 ans. Les Taliban ont également demandé aux Kaboulis de peindre les fenêtres à hauteur de 1.80 m. Les femmes devaient porter la *burqa* et des chaussettes blanches, et les talons bruyants étaient interdits. De plus, elles ne pouvaient pas se déplacer sans un *mahram* (homme de la famille ayant un rôle de représentant et de tutelle).<sup>229</sup>

Un des raisons prétextées par les Etats-Unis pour entrer en guerre contre Al-Qaeda ou les Taliban était la « libération de la femme. » Les protestations publiques contre les violations des droits de l'homme et la politique discriminatoire des Taliban vis-à-vis de la femme ont eu un certain impact sur l'administration de Bill Clinton. La prise de Kaboul par les Taliban en septembre 1996, a obligé la Secrétaire d'État, Madeleine Albright, à prononcer quelques discours sur la violation de la femme.<sup>230</sup>

La faillite de l'État pendant le règne des Taliban s'est manifestée par le refus de l'autorité de l'État par une partie de la population. Malgré son contrôle sur presque 90

<sup>227</sup> Peter Mardsen, *The Taliban: War and Religion in Afghanistan, op.cit.*, p. 87.

<sup>228</sup> Revolutionary Association of the Women of Afghanistan (RAWA)

[http://www.rawa.org/rawa\\_fr.htm](http://www.rawa.org/rawa_fr.htm), visité le 30-08-2005

<sup>229</sup> Gilles Dorronsoro, *La Révolution Afghane, op.cit.*, pp. 310-311.

<sup>230</sup> Citha D. Maass, "The Afghanistan Conflict: External Involvement", *Central Asian Survey*, Vol. 18, No. 1, pp. 75-76.

% du pays, le régime n'a pas obtenu de légitimité générale. Sa capacité à gouverner reposait sur la force et la terreur. Alors qu'ils ne bénéficiaient d'une légitimité intérieure seulement partielle, la communauté internationale les dénonçait de manière radicale.

Ainsi, avant même la chute de Kaboul en avril 1992, on remarque que l'idéologie n'a joué un rôle que peu important dans les alignements politiques en Afghanistan.<sup>231</sup> Aussi les Taliban exprimaient leur refus d'un modèle culturel occidental, mais pas l'opposition stratégique à l'ouest. A leurs yeux, l'Islam n'était pas considéré comme une idéologie, mais comme une application pure de la charia. Dans ce sens, ils personnifiaient aussi l'échec de l'Islamisme.<sup>232</sup> Finalement, ne se battant plus pour la Charia, les idéologies radicales ont disparu en Afghanistan après la chute des Taliban.

#### CHAPITRE 4- L'ECONOMIE LIEE A LA CONTREBANDE ET A LA CULTURE DU PAVOT

Dans les États faillis, la responsabilité de l'État de maximiser le bien-être et la prospérité de tous ses citoyens est absente.<sup>233</sup> De plus, étant donné la nature autonome des territoires tribaux, le gouvernement central ne pouvait jamais imposer une sorte d'impôt à sa communauté. Sans un gouvernement juridiquement reconnu, les citoyens au sein d'un État failli se retrouvent souvent sous l'influence des seigneurs de guerre régionaux. Ce type d'acteurs non étatiques profitent souvent de cette situation et recrutent leurs partisans parmi les agriculteurs afin de produire une récolte illégale ou mener une activité de narcotrafic.

Les activités économiques importantes en Afghanistan avant 1978, étaient l'agriculture et le pastoralisme, qui représentaient presque 60 % de la production domestique et employaient près des deux tiers de la population. L'eau étant rare, environ 12 % seulement du territoire de l'Afghanistan est cultivable ; et environ 30%

<sup>231</sup> Olivier Roy, "Has Islamism a Future in Afghanistan", in William Maley (éd.), *Fundamentalism Reborn? Afghanistan and the Taliban*, op.cit., p. 200.

<sup>232</sup> *Ibid.*, pp. 210-211.

<sup>233</sup> Robert I. Rotberg, op.cit., pp. 61-62.



du territoire fertile était irrigué chaque année. Toutes les tribus et les groupes ethniques importants étaient représentés dans la paysannerie.\*

La période allant des années 1940 aux années 1970 est considérée comme une période de développement pour les institutions financières, industrielles et commerciales privées et publiques. La modernisation de l'agriculture n'a profité qu'à une petite partie de la population rurale et a causé un déclin dans le niveau de vie de la plupart des régions rurales.<sup>234</sup> L'État afghan a toujours eu besoin d'aide étrangère pour son développement économique propre.

### A. L'aide étrangère

Après diverses hésitations et l'acceptation d'une telle dépendance, l'État afghan a rompu avec l'attitude de fermeture établie par Abdul Rahman Khan, et la solution d'un financement extérieur s'est imposée à la fin des années 1940.<sup>235</sup> La politique de l'Afghanistan a donc été d'instrumentaliser une aide étrangère perçue comme indispensable. L'aide britannique a disparu avec la proclamation de l'indépendance totale par le roi Amanullah en 1920 et les dirigeants afghans se sont tournés vers l'Europe (France, Italie, Allemagne) et vers la Russie.<sup>236</sup>

Les changements dans le système international après 1947 ont donné plus d'autonomie à l'État, mais pas seulement aux tribus et à l'établissement religieux, mais aussi aux commerçants.<sup>237</sup> Au début de la Guerre Froide, les successeurs de Staline ont décidé de soutenir les mouvements communistes en aidant les

---

\* Les principaux produits de l'agriculture sont l'opium, le blé, les fruits et les noix. Les principales industries sont les bicyclettes, les tapis, le ciment, les chaussures et les produits de cuir. On peut aussi compter un certain nombre de minéraux d'importance économique. Par exemple, le gaz naturel, avec des réservoirs considérables près de Sheberghan dans la province Jowzjan, près de la frontière de Turkmène à environ 75 miles à l'ouest de Mazari Sharif. On considère que la richesse pétrolière est insignifiante. Beaucoup de dépôts à charbon se trouvent sur les pentes du Nord de l'Hindou Kouch. Le minerai de fer de qualité supérieure, avec un contenu en fer de 62-63 %, a été découvert. Le cuivre est extrait près de Kaboul et l'uranium est extrait dans les montagnes près de Khvajeh Rawash, à l'est de Kaboul. L'Afghanistan possède également des dépôts de sel de roche, de béryllium, de farine, de bauxite, de lithium, de tantale, d'or, d'argent, d'amiant, de mica et de soufre.

<sup>234</sup> Hafizullah Emadi, "The State and Rural-based Rebellion in Afghanistan", *Central Asian Survey*, Vol. 15, No. 2, p. 203.

<sup>235</sup> Gilles Dorronsoro, *La Révolution Afghane*, *op.cit.*, p. 77.

<sup>236</sup> Olivier Roy, "Afghanistan : La Difficile Reconstruction d'un État", *op.cit.*, p. 17

<sup>237</sup> Barnett R. Rubin, *The Fragmentation of Afghanistan*, *op.cit.*, p. 62.

gouvernements afin de rivaliser avec l'Ouest.<sup>238</sup> L'Afghanistan a été le premier État à profiter de cette politique. Entre 1956 et 1979, la croissance économique du pays a été soutenue en suivant plusieurs plans de cinq années. En réaction, les États-Unis ont aussi donné de l'aide. Bien que les deux blocs rivalisaient pour gagner de l'influence, ils ont coopéré dans l'offre d'une aide à un destinataire commun, que tous les deux ont cherché à stabiliser.<sup>239</sup>

Au cours de cette période, l'Union soviétique a fourni 1.265 millions de dollars pour l'aide économique et 1.250 millions de dollars pour l'aide militaire, alors que les États-Unis ont fourni 533 millions de dollars pour l'aide économique à l'Afghanistan. En même temps, 3.725 officiers militaires afghans ont été entraînés en Union soviétique, alors que les officiers afghans ont suivi 487 cours aux États-Unis. Un petit nombre d'officiers ont été aussi entraînés en Egypte en Inde (Les représentants juridiques et éducatifs islamiques ont été formés avec l'assistance de l'Université Al Azhar de l'Egypte).<sup>240</sup>

La guerre contre les Soviétiques (1979-1989), puis la guerre civile, ont nettement détruit le potentiel industriel du pays. Aujourd'hui, les paysans occupent des activités essentiellement agricoles, notamment la culture et le commerce des stupéfiants. La contrebande est devenue une source importante de revenus. Ainsi, l'Afghanistan reste économiquement un des pays les plus pauvres du monde.

Dans les années 1992-1996, avec ses liens transnationaux, la guerre civile a été entretenue par la croissance d'une économie régionale, incluant la contrebande de biens de consommation, le commerce de stupéfiants et le commerce de pierres

<sup>238</sup> Dans les années 1960, plus de 40% des revenus de l'État provenaient directement de l'aide extérieure. Celle-ci était essentiellement bilatérale entre 1950 et 1969, avec plus de 80% des budgets répartis entre les États-Unis (31%) et l'Union Soviétique (54%). Dans les années 1970, on constate une évolution vers le multilatéralisme: les Nations Unies et la Banque mondiale prenaient en charge 20% des engagements, alors que la part des États-Unis et de l'Union soviétique tombait respectivement à 21% et 29%. Globalement, on assiste à une diminution de l'aide américaine à partir de la fin des années 1960, tandis que la présence soviétique se renforce, principalement par le nombre de coopérants. Voir Gilles Dorronsoro, *La Révolution Afghane*, op.cit., p. 78.

<sup>239</sup> Dans le contexte global, l'économie politique des Soviétiques s'était fixée les objectifs suivants : développer des relations économiques à travers le commerce international, de préférence de manière bilatérale. L'objectif de l'intégration économique soviétique a été accompli en offrant soigneusement des prêts et des programmes d'assistance et en développant le commerce bilatéral. Voir M. Siddieq Noorzoy, "Soviet Economic Interests and Policies in Afghanistan", in Rosanne Klass (éd.), *Afghanistan: The Great Game Revisited*, op.cit., pp. 73-74.

<sup>240</sup> Barnett R. Rubin, *The Search For Peace in Afghanistan: From Buffer State to Failed State*, op.cit., p. 22.

précieuses. Ces activités économiques ont fourni les ressources nécessaires aux partis en conflit et ont renforcé leurs liens avec les groupes sociaux tirant profit de ces activités.

Après la prise du pouvoir par les Taliban, le contrôle de la majorité du système routier principal a dégagé un corridor pour les activités de contrebandes de biens de consommation de Dubaï au Pakistan. La plupart des marchandises traversaient le Golfe persique par navire jusqu'en Iran, où les camionneurs les transportaient jusqu'en Afghanistan puis jusqu'au Pakistan.<sup>241</sup> En 1999, une étude de la Banque mondiale a estimé que le commerce de contrebande entre le Pakistan et l'Afghanistan s'est élevé à 2.5 milliards de dollars en 1997, l'équivalent de plus de la moitié du PIB estimé de l'Afghanistan. En même temps, la mafia de contrebande s'est développée au Turkménistan, en Ouzbékistan, au Tadjikistan et en Iran.<sup>242</sup>

L'économie de la capitale a été aussi mise à mal avec la création d'une ligne de feu entre les Taliban et l'Alliance du Nord dans une période allant de l'année 1996 à l'année 2001. Le conflit a également entraîné l'effondrement de l'infrastructure des télécommunications et du transport.<sup>243</sup>

Bien que les chefs des Taliban aient nié tout lien avec le trafic de drogue, le revenu principal de ces derniers provenait de l'opium.

### **B. La culture du pavot et le commerce de l'opium**

*« La drogue est sans doute la principale menace à la mise en place d'un État stable et efficace ».*<sup>244</sup>

Le principal revenu illicite en Afghanistan est le commerce de l'opium. Le pays est devenu le plus grand producteur d'opium dans le monde. Beaucoup de seigneurs de guerre afghans l'ont utilisé pour financer leurs campagnes militaires. Pendant la guerre, on a estimé que plus d'un demi million de personnes dépendaient directement

<sup>241</sup> Barnett R. Rubin, *The Fragmentation of Afghanistan*, *op.cit.*, p. xxiii.

<sup>242</sup> Ahmed Rashid, "The Taliban Exporting Extremism", *op.cit.*, p. 34.

<sup>243</sup> Peter Mardsen, "Afghanistan: The Reconstruction Process", *International Affairs*, Vol. 79, No. 1, January 2003, p. 92.

<sup>244</sup> Olivier Roy, "Afghanistan : La Difficile Reconstruction d'un État ", *op.cit.*, p. 48

de ces activités pour leur survie.<sup>245</sup> Les commandants et les seigneurs de guerre ont taxé les trafiquants. A partir du moment où les seigneurs de guerre et les commandants ont perdu leur pouvoir politique, la seule alternative qui restait ouverte à la compétition était le trafic de drogue. La culture du pavot s'est donc étendue en Afghanistan et le nombre d'acteurs impliqués s'est élargi.<sup>246</sup> Dans cet environnement politique morcelé et instable, la culture du pavot, la production d'opium, le narcotrafic et l'achat des armes sont devenus les meilleures sources de revenus pendant la guerre civile, puis pendant le période des Taliban.<sup>247</sup>

La production d'opium de l'Afghanistan a augmenté à partir de 1979, l'année de l'intervention soviétique en Afghanistan.\* Jusqu'en 2000 le pays fournissait 70 % de l'opium illicite produit dans le monde. Après un déclin en 2001, la production a repris cours à haut niveau en 2002, l'Afghanistan devenant ainsi le plus grand producteur du monde (suivi par Myanmar et le Laos), en représentant presque trois quarts de la production globale d'opium. Aussi, au cours des années 1990, la toxicomanie a émergé comme un problème des régions tant urbaines que rurales. Il a été provoqué par la privation et la souffrance de la population, l'absence des valeurs sociales et culturelles, la vulnérabilité des gens dans les camps de réfugiés et la disponibilité de drogues bon marché.<sup>248</sup>

La plupart des groupes ethniques sont impliqués dans la production d'opium. L'expansion du trafic aux pays voisins, facilitée par les liens ethniques à travers les frontières: Les Pashtouns au Pakistan; Les Baloutchis au Pakistan et en l'Iran; Les Tadjiks en Tadjikistan; Les Ouzbeks en Ouzbékistan; et les Turkmènes au Turkménistan.<sup>249</sup>

L'économie d'opium en Afghanistan s'est développée à cause d'une carence de l'administration gouvernementale qui restait peu efficace et de la dégradation de l'agriculture et de l'infrastructure due à vingt ans de guerre. Les fermiers afghans ont

<sup>245</sup> Jonathan Goodhand, "From Holy War to Opium War? A Case Study of the Opium Economy in North Eastern Afghanistan", *Central Asian Survey*, Vol. 19, No. 2, 2000, pp. 267-268.

<sup>246</sup> Olivier Roy, "Afghanistan : La Difficile Reconstruction d'un État", *op.cit.*, pp. 49-51

<sup>247</sup> Amalendu Misra, *op.cit.*, p. 128.

\* Pour plus information sur la production de l'opium en Afghanistan (1980-2002) voir la Graphique I

<sup>248</sup> *The Opium Economy in Afghanistan – An International Problem*, Office on Drugs and Crime, Vienna, UN Publications, New York, 2003, p. 5-7,

[http://www.unodc.org/pdf/publications/afg\\_opium\\_economy\\_www.pdf](http://www.unodc.org/pdf/publications/afg_opium_economy_www.pdf), visité le 26-08-2005

<sup>249</sup> *Ibid.*, p. 9

cultivé le pavot d'opium parce que le commerce d'opium était autorisé *de facto* jusqu'à l'interdiction du Président Karzaï en janvier 2002, et, à la différence des autres produits, le pavot peut être récolté au cours de plusieurs mois et souvent deux fois par an. En outre, il y a une demande continue provenant de l'extérieur du pays.<sup>250</sup> Donc c'est une assurance face à la pauvreté et à la faim.

En septembre 1994, les Taliban ont mis la province d'Helmand sous leur contrôle. L'Helmand est devenu le centre régional de la culture d'opium il y a plusieurs années. Le contrôle d'Helmand se faisait essentiellement par le mouvement des Taliban.<sup>251</sup> Entre 1996 et 1999, la production d'opium a doublé dans le pays. Alors que les Taliban avaient interdit la production de l'opium, ils ont restreint la prohibition de stupéfiants au cannabis seulement. L'acceptation de la taxe agricole, connue comme *ushr* (d'habitude 10 %) et le *zakat* (d'habitude 20 %) par les mollahs et les autorités locales a été interprétée par les fermiers et les ouvriers comme un soutien en faveur de la culture du pavot d'opium. Il existe aussi des données indiquant que certains des commandants locaux des Taliban et les mollahs ont été personnellement impliqués dans le commerce d'opium. Mais ce qui est aussi important, est qu'un certain nombre de seigneurs de guerre, qui étaient déjà impliqués dans le commerce d'opium, ont capitulé face aux Taliban en échange de leur promesse de les laisser continuer avec leurs affaires lucratives d'opium. Aussi bien les Taliban que les autres groupes de l'opposition (l'Alliance du Nord) ont profité de la culture de pavot d'opium et du commerce. Pourtant, la plupart des régions produisant l'opium étant sous le contrôle des Taliban, les plus grands profits de l'opium ont été récoltés par les Taliban.<sup>252</sup> La récolte de 1999 a doublé par rapport à celle de 1998, le pays ayant produit 4600 t. d'opium, soit 75% du total mondial.<sup>253</sup>

Ainsi, en raison de son économie liée à la contrebande, à la production d'opium\* et au trafic de drogue, l'Afghanistan représente une menace pour les pays voisins et plus généralement pour le monde.

<sup>250</sup> Amalendu Misra, *op.cit.*, p. 131.

<sup>251</sup> Neamatollah Nojumi, *op.cit.*, p. 118.

<sup>252</sup> *The Opium Economy in Afghanistan – An international problem, op.cit.*, p. 92.

<sup>253</sup> Pierre- Arnaud Chouvy, " Trafic de Drogue et Conséquences Sanitaires en Afghanistan et en Asie Centrale ", *Revue Toxibase*, No. 7, septembre 2002, p. 4.

[http://www.pa-chouvy.org/Chouvy\\_Toxibase\\_Trafic\\_Afghanistan.pdf](http://www.pa-chouvy.org/Chouvy_Toxibase_Trafic_Afghanistan.pdf), visité le 14-08-2005

\* Pour plus information sur la culture de l'opium en Afghanistan dans les années 2003 et 2004, voir le Tableau 2

### C. Le narcotrafic: Une menace pour le monde entier

A la fin du XX<sup>ème</sup> siècle, le commerce international des drogues illicites, , a multiplié ses effets destructifs sur les gens du monde entier, encore plus vite que le commerce international des armes. C'est devenu le commerce le plus profitable du monde. En Amérique latine, les populations rurales de quelques États sont devenues presque complètement dépendantes de la production du coca. En Asie, le Myanmar depuis les années 1950 et l'Afghanistan depuis 1979 produisent de l'opium.<sup>254</sup>

Dans le cas de l'Afghanistan, sur le plan externe, l'augmentation de la production s'est étendue aux voisins et a entraîné des problèmes comme la consommation de l'héroïne, le crime et l'infection VIH (Le virus de l'immunodéficience humaine). Mais l'héroïne n'est pas raffinée en Afghanistan. L'opium est essentiellement raffiné en Turquie et en Iran lors de son transfert vers le centre et le nord de l'Europe, ou encore au Tadjikistan pour approvisionner le vaste marché russe et celui de l'Europe de l'Est.<sup>255</sup>

L'Inde, les États d'Asie centrale et l'Iran devraient tous connaître de plus lourds transferts de narcotiques sur leurs territoires. On a estimé que l'Asie centrale canalise plus de 65 % des narcotiques afghanes. L'Iran reste largement utilisé par les trafiquants. Le trafic d'opium exerce une influence sur les populations pakistanaises et iraniennes. L'augmentation de la production aggraverait le problème de dépendance de la drogue en Asie centrale.<sup>256</sup> Dans le Caucase, en Géorgie, en Tchétchénie et en Abkhazie, les groupes ethniques et les sous-groupes rivalisent pour le pouvoir politique et le contrôle des marchés de la drogue.<sup>257</sup>

Les efforts internationaux se sont intensifiés après le 11 septembre 2001 pour trouver une solution au problème de drogue en Afghanistan. Dans son discours prononcé lors de la Conférence Internationale Contre les Narcotiques en Afghanistan, Pour soutenir

<sup>254</sup> John K. Cooley, *Unholy wars: Afghanistan, America and International Terrorism*, USA, Pluto Press, 2000, p. 127.

<sup>255</sup> Antonio Di Pietro, Président de la délégation du Parlement européen pour l'Asie Centrale, "Afghanistan : Le réseau de la drogue entre guerre et affaires", 23-04-2002,

<http://www.europarl.eu.int/meetdocs/delegations/kaza/20020423/465577FR.pdf>, visité le 25.08.2005

<sup>256</sup> Pierre Arnaud Chouvy, "Taliban's Drug Dilemma: Drug Production Vs. International recognition", <http://www.pa-chouvy.org/CACA0812.html>, visité le 25-08-2005

<sup>257</sup> John K. Cooley, *op.cit.* p. 161.

Pour plus information sur la circulation illicite des opiacés afghans voir la Carte 9.

*l'implémentation de la Stratégie du Contrôle de Drogue Nationale Afghane, le Président Karzaï a accentué sur le fait que: «... Avec la présence d'une assistance, l'Afghanistan a la capacité d'éliminer la culture du pavot et de le remplacer avec d'autres productions licites et utiles... La culture du pavot est contre l'Islam. Notre religion interdit la culture du pavot. C'est contre l'Islam, contre nos intérêts nationaux, notre sécurité et économie nationale. Les trois piliers principaux sur lesquels reposent les Afghans sont sa religion, son économie et sa sécurité... La coopération réciproque avec les pays voisins et avec la communauté internationale est nécessaire pour la lutte contre le narcotrafic... Nous voulons votre coopération. Nous sommes reconnaissants pour la coopération de l'UNODC, de tous les pays membres de l'ONU et du gouvernement du Royaume-Uni à ce propos.»<sup>258</sup>*

L'appel de Karzaï pour la lutte contre l'opium montre que cette effort doit faire face sur au moins deux fronts: le financement des Taliban par le commerce de drogue ; et, peut-être plus important encore, la faiblesse du gouvernement afghan pour réprimer la production.<sup>259</sup>

Ceci est un réel problème, étant donné que la culture nette du pavot est passée de 80000 ha. en 2003 à 131000 ha. en 2004. Il faut aussi noter l'ascension de la production de l'opium de 3600 t. en 2003, à 4200 t. en 2004. (76% en 2003 et 87 % en 2004 de la production mondiale)<sup>260</sup>

L'impact de la culture du pavot en Afghanistan pose un triple défi: Au niveau local, il entretient la situation de guerre civile en donnant le droit aux seigneurs de la guerre ; au niveau régional, il affaiblit l'État en désintégrant des économies licites ; et au niveau global, il menace ses relations avec le reste du monde et représente un danger pour chacun.<sup>261</sup>

<sup>258</sup> Le discours donné par Hamid Karzaï, International Counter Narcotics Conference on Afghanistan-To support implementation of the Afghan National Drug Strategy, Ministry of Foreign Affairs, Kabul, 8-9 February 2004, [http://www.unodc.org/pdf/afg/afg\\_intl\\_counter\\_narcotics\\_conf\\_2004.pdf](http://www.unodc.org/pdf/afg/afg_intl_counter_narcotics_conf_2004.pdf), visité le 05-08-2005

<sup>259</sup> A. Jamali, "Afghanistan's drug problem requires an international solution", *Eurasia Daily Monitor*, Vol. 1, Issue 68, August 06 ,2004, [http://www.jamestown.org/publications\\_details.php?volume\\_id=401&issue\\_id=3040&article\\_id=2368373](http://www.jamestown.org/publications_details.php?volume_id=401&issue_id=3040&article_id=2368373), visité le 05-08-2005

<sup>260</sup> *Afghanistan Opium Survey 2004*, L'office des Nation Unies Contre la Drogue, Données chiffrées, <http://www.un.org/News/fr-press/docs/2004/AFG269.doc.htm>, visité le 05-08-2005

<sup>261</sup> Amalendu Misra, *op.cit.*, pp. 138-139.

## DEUXIEME PARTIE - L'INTERACTION DES DYNAMIQUES INTERIEURES AVEC LES ACTEURS EXTERIEURS

Le dilemme de l'Afghanistan provient surtout de deux groupes d'acteurs: Le groupe primaire est celui des acteurs intérieurs, chacun concentré sur une nationalité particulière (le groupe ethnique, les tribus) comme mentionné dans la première partie ; le groupe secondaire est celui des acteurs extérieurs qui ont exercé une influence sur ces acteurs intérieurs en les provoquant les uns contre les autres.<sup>262</sup>

La question de la stabilité afghane ne peut pas faire abstraction de son environnement régional et international. L'intervention de la communauté internationale en 2001 a réduit l'influence des puissances régionales. Mais la vision stratégique de ces pays n'a pas changé.<sup>263</sup>

### CHAPITRE 1- LA SITUATION GEOPOLITIQUE DE L'AFGHANISTAN: UNE ARENE POUR LES GUERRES

L'Afghanistan se situe entre le Pakistan, l'Inde, l'Iran, la Russie, la Chine, le Turkménistan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan, et une petite partie de la Chine.<sup>264</sup> Au cours de l'histoire, cette position en a fait un théâtre de guerres et de conquêtes par les acteurs régionaux et les puissances impérialistes. La diversité ethnique et culturelle du pays et de la région découle également de cette position. La situation géographique de l'Afghanistan a toujours représenté un obstacle dans les efforts des afghans pour construire un système politique fort et un État économique réalisable.<sup>265</sup>

L'Afghanistan fait partie géographiquement, politiquement, historiquement, culturellement et stratégiquement de l'Asie centrale.<sup>266</sup> Son territoire s'étend sur 647.500 km<sup>2</sup> et sa capitale est Kaboul.<sup>267</sup> Se situant au croisement de l'Asie centrale,

<sup>262</sup> Timur Kocaoğlu, "Could Afghanistan be a Key to Asian Co-operation and Security", *Perceptions*, Vol. 5, No. 4, 2000-2001, p. 107.

<sup>263</sup> Olivier Roy, "Afghanistan : La Difficile Reconstruction d'un État ", *op.cit.*, p. 59.

<sup>264</sup> El Hassan Bin Talal, "Afghanistan: Parallels and Anti-parallels", *Perceptions*, Vol. 7, No. 1, March-May 2002, p. 5. Voir la Carte 5.

<sup>265</sup> R. Gopalakrishnan, *The Geography and Politics of Afghanistan*, New Delhi, Concept, 1982, p. 50.

<sup>266</sup> Ijaz Khan, "Afghanistan: A Geopolitical Study", *Central Asian Survey*, Vol. 17, No. 2, 1998, p.490.

<sup>267</sup> Le territoire de l'Afghanistan se compose d'un massif montagneux important, l'Hindou Kouch. Les seules provinces avec des forêts sont le Nouristan et le Paktia mais la déforestation les menace. Le climat de l'Afghanistan se caractérise par de très grandes variations de températures, avec des



l'Afghanistan a toujours été soumis aux interventions par les pouvoirs externes. Cyrus le Grand et l'armée perse, Alexandre le Grand et l'armée grecque, puis les Arabes l'ont envahi par l'ouest. Les nomades des steppes et les tribus turco-mongoles de Gengis Khan et Tamerlan l'ont dévasté par le nord.<sup>268</sup>

La période Timurid, sous le règne de Tamerlan et de ses successeurs, a duré jusqu'en 1506. Après la disparition de la dynastie Timurid, l'Afghanistan a été divisé entre les empires Moghol et Safavid. Simultanément avec la période de l'empire Moghol, la dynastie de Safavid a gouverné la Perse et l'Afghanistan occidental de 1501 à 1732. Les deux empires ont lutté pour le contrôle de Qandahar. Finalement, en 1648, les Moghols ont renoncé à l'Afghanistan du Nord.<sup>269</sup> Quand le gouverneur Safavid de Qandahar a essayé d'imposer le chiisme sur les Pashtouns, les Ghilzaïs se sont révoltés et ont affaibli le Shah Safavid d'Ispahan en 1722.<sup>270</sup> Alors que les Ghilzaïs se concentraient sur Ispahan, en 1716, les Abdalis ont pris Herat. De 1729 à 1730 les Afghans ont été dirigés par Nadir Shah, empereur de Perse, qui fut assassiné en 1747 par ses propres officiers Qizilbash.<sup>271</sup> Après l'assassinat de Nadir Shah, Ahmad Shah (de famille Saddozai\*) a été élu par le Loya Jirga à Qandahar. Il a changé le nom de sa propre confédération tribale, qui d'Abdali devint Durrani. Sous le nom de « l'Afghanistan », il a établi un pays uni et moderne et il a gouverné jusqu'en 1773. Pendant son règne, il a réussi à unifier les tribus et à poser les premières fondations pour l'établissement de l'État de Pashtoun.

Après 1772, le successeur d'Ahmed Shah, Timur Shah a transféré la capitale de Qandahar à Kaboul pour affaiblir le pouvoir des autres Durrani. Après sa mort en 1793, les provinces lointaines ont commencé à se diviser et les tribus rivales de

---

hivers très froids et des étés très chauds, typiques d'un climat de steppe semi-aride. Les variations régionales sont également très contrastées: Subarctique dans les régions montagneuses du nord-est (hivers secs et froids), influences de la mousson à côté du Pakistan. Voir GERES, Energies Renouvelables, Environnement et Solidarité, Association de Développement durable et Solidarité Internationale, <http://geres.free.fr/fr/pays/pays.php?art=101>, visité le 15-12-2004

<sup>268</sup> Karim Pakzad, "Quelque Dix ans Après le Retrait des Troupes Soviétique où en est l'Afghanistan ?", *op.cit.*, p. 143.

<sup>269</sup> Peter Mardsen, *The Taliban: War and Religion in Afghanistan*, *op.cit.*, p. 14.

<sup>270</sup> Barnett R. Rubin, *The Fragmentation of Afghanistan*, *op.cit.*, p. 45.

<sup>271</sup> Martin Ewans, *op.cit.*, p. 22.

\* Les Saddozais: Première branche dynastique des "rois" de l'Afghanistan, qui contribuèrent activement à la formation de cet État sur une base ethnique et qui, en dépit de l'étendue de leur conquêtes, agirent surtout en chefs de clan, dépossédés bientôt de leur pouvoir au profit de Barakzaïs. Voir Janine et Dominique Sourdel, Paris, PUF, 1996, p. 254.

Durrani, particulièrement le Barakzaï\*, ont défié l'autorité Sadozaï. L'empire se désintégra au début du XIX<sup>ème</sup> siècle. Les Sadozaïs ont commencé à établir des relations avec l'empire britannique en Inde en signant le premier traité anglo-afghan en 1809. Les fils de Timur Shah, Shah Shuja et Shah Mahmud ont lutté les uns contre les autres. En 1826, l'Empire afghan était divisé en petites principautés gouvernées par les membres du Sadozaï et du Barakzaï.<sup>272</sup>

Enfin, en 1826, Dost Mohammed Khan a établi la dynastie Mohammadzaï à Kaboul et a commencé à unir le pays. On l'appela « l'Amir de l'Afghanistan ». Depuis l'effondrement du grand empire Durrani, qui avait été fondé par Ahmad Shah en XVIII<sup>ème</sup> siècle, l'Afghanistan avait été au centre d'une lutte intense et continue pour le pouvoir<sup>273</sup>, puis au cours du même siècle, est devenu un foyer de conflit international. A cette époque, la lutte entre les Empires britanniques et russes a fait de l'Afghanistan la scène de théâtre où le « Grand jeu » a été joué. L'Afghanistan est ainsi devenu un État perturbé et une arène de conflits intérieurs violents, provenant de l'intervention étrangère.

### A. Le Grand jeu

*“Quand chacun est mort le Grand jeu est fini. Pas auparavant”.* (Rudyard Kipling)

L'objectif du Grand jeu était évident. C'était la lutte pour la dominance politique, le contrôle et la sécurité, accomplie par deux pouvoirs impériaux, les Empires russes et britanniques.<sup>274</sup> À partir du XVII<sup>ème</sup> siècle, les régimes tsaristes en Russie ont désiré atteindre les ports d'eau chaude au sud de leurs frontières. Ces ambitions ont été réduites par la présence de la Perse (aujourd'hui l'Iran) et de l'Afghanistan. La Perse, avec son Empire puissant et sa base militaire solide, était pratiquement imprenable par les Russes. Mais en ce qui concerne l'Afghanistan, c'était différent.

Les déclin du Safavid en Perse et de l'Empire d'Ottoman, avaient engendré un vide de pouvoir à l'intérieur et autour de l'Afghanistan. Cette nouvelle atmosphère

\* Barakzaïs: Deuxième dynastie de “rois” de l'Afghanistan, issus de la même tribu que les Durrani qui ils ravirent le pouvoir pour concentrer leurs efforts sur le maintien de l'État afghan, jusqu'à la proclamation d'une république en 1973. Voir *Dictionnaire Historique de l'Islam, op.cit.*, p. 143.

<sup>272</sup> Ralph H. Magnus, Eden Naby, *op.cit.*, pp. 30-31.

<sup>273</sup> Peter Hopkirk, *The Great Game*, Great Britain, Oxford University Press, 1990, pp. 167-168.

<sup>274</sup> Matthew Edwards, “The New Great Game and The New Great Gamers: Disciples of Kipling and Mckinder”, *Central Asian Survey*, Vol. 22, No. 1, March 2003, p. 84.

politique incertaine offrait une opportunité aux autres puissances de remplir ce vide. La Russie tsariste profita de cette occasion pour apporter l'Afghanistan dans sa sphère d'influence. Mais ce but expansionniste présentait une menace directe pour les intérêts de l'Inde britannique qui voulait contrôler les passes de Khaibar, porte d'entrée traditionnelle vers l'Inde. L'Afghanistan est donc devenue un pays clé pour le succès futur ou l'échec de deux Empires puissants d'Asie et d'Europe. Ce jeu entre la Russie et l'Inde britannique fut désigné comme le « Grand jeu » par le poète et le romancier anglais Rudyard Kipling dans son roman de 1901, « Kim ».

Les Britanniques pour leur part, accusaient perpétuellement les différents dirigeants afghans d'être sympathisants des Tsaristes et les tenaient responsables de ne pas faire assez pour arrêter l'incursion russe en l'Afghanistan.<sup>275</sup> Trois guerres se sont déroulées entre les Afghans et les Britanniques.

#### 1. La Première Guerre anglo-afghane (1839-1842)

En 1838, les Britanniques ont annoncé qu'une force d'invasion serait envoyée sur le territoire afghan pour restituer le pouvoir à Shuja Shah, qui avait été évincé peu après le traité de défense réciproque contre la Russie et la France en 1809. L'année suivante, les troupes britanniques accompagnées des Indiens sont entrées en l'Afghanistan du sud et ils ont pris Qandahar, Ghaznî et Kaboul pour combattre les partisans de Dost Mohammad. Malgré la supériorité politique et militaire de l'empire britannique, une insurrection commune des tribus s'est produite dans les champs de bataille en Afghanistan. Cette opposition intérieure a entraîné le retrait des troupes britanniques vers Peshawar en 1842. Ils ont alors signé un traité prévoyant la restauration du règne de Dost Mohammad sur Kaboul. Après le départ des britanniques, Dost Mohammad a capturé Mazari Sharif, Kunduz, Badakhshan, et Qandahar et a occupé Peshawar. En mai 1863, il a ajouté Herat à son domaine.<sup>276</sup>

Après la mort de Dost Mohammad Khan en 1863, son fils Shir Ali consolida son règne sur l'Afghanistan. La Russie, alors concernée par l'intervention de la Grande-Bretagne en Afghanistan, a cherché à prendre les khânats d'Asie centrale ou du moins

<sup>275</sup> Amalendu Misra, *op.cit.*, pp. 15-17.

<sup>276</sup> Peter Mardsen, *The Taliban: War and Religion in Afghanistan*, *op.cit.*, p.17.

à les mettre sous sa sphère d'influence. Cependant, l'avance russe réveillait constamment la crainte des Britanniques.

## 2. La Seconde Guerre anglo-afghane

En 1878, Shir Ali a rejeté un ultimatum britannique afin de recevoir un envoyé russe. Cela a provoqué la Deuxième Guerre anglo-afghane avec laquelle l'armée britannique a occupé Kaboul et déposé l'Amir. Celui-ci est allé dans le nord pour réclamer le soutien du Tsar, mais il est mort en Balkh en février 1879.

Les Britanniques l'ont remplacé par son fils Yakub Khan. Cependant, ce dernier ne se trouvait pas dans une position assez forte pour résister face aux demandes britanniques et a dû signer le « Traité de Gandamak » en mai 1879. Ce traité prévoyait le contrôle des affaires étrangères de l'Afghanistan et autorisait les représentants britanniques à se poster à Kaboul.<sup>277</sup> Le commandant britannique, Général Roberts, est alors devenu le dirigeant effectif de Kaboul jusqu'en juillet 1880. Cependant, les Britanniques ont réalisé l'inutilité de l'administration directe sur les affaires afghanes et se sont retirés. Ils ont invité Abdul Rahman Khan, un cousin de Shir Ali, et ont fait en sorte qu'il puisse établir son pouvoir de manière efficace. (À la différence de beaucoup de dirigeants il avait déjà gouverné des Musulmans russes à Tachkent, et cette expérience lui avait permis de comprendre les réelles menaces en l'Afghanistan.) N'ayant pas réussi à vaincre les afghans lors des deux premières guerres anglo-afghanes, les Britanniques ont forcé les dirigeants afghans à établir un gouvernement assez ferme afin de faire de ce pays une barrière pour les Russes.<sup>278</sup> Ils ont donc obligé Amir Abdul Rahman Khan à s'occuper des affaires étrangères à travers le gouvernement britannique de l'Inde.<sup>279</sup>

Alors que la préoccupation des Britanniques était de voir s'installer un gouvernement fort et indépendant, les Russes voulaient voir l'Afghanistan divisée et faible. Pour établir des relations amicales avec son puissant voisin du nord, l'Amir

<sup>277</sup> *Ibid.*, p. 18

<sup>278</sup> Ralph H. Magnus, Eden Naby, *op.cit.*, p. 35.

<sup>279</sup> Barnett R. Rubin, *The Search for Peace in Afghanistan: From Buffer State to Failed State*, *op.cit.*, p.19

Pendant les deux invasions britanniques, le tribalisme a re-émergé comme une force puissante qui a affaibli l'État dans sa bataille avec le khans pour le contrôle social. Les tribus ont convoqué à jihad par uléma influent, mobilisé pour lutter contre l'envahisseur.

Abdul Rahman a mené une politique afghane de neutralité formelle, de non-alignement et d'amitié, en développant des liens avec l'Ouest tout en gardant les Russes à longueur de bras.<sup>280</sup> Le gouvernement britannique fournissait un soutien militaire et financier à Abdul Rahman Khan.

L'acceptation de jouer un rôle d'État tampon par Abdul Rahman Khan, a aboli la démarcation formelle des frontières de l'Afghanistan. En 1893, la frontière de l'Afghanistan avec l'Empire des Indes a été démarquée par Sir Mortimer Durand (le Ministre des Affaires étrangères du gouvernement indien). Selon ce traité, le nord d'Amu Darya est devenu la frontière entre l'Afghanistan et la Russie, alors que le l'est et le sud de l'Afghanistan ont été transférés à l'administration britannique. Dans sa forme finale, la Ligne a prenait en compte des petites notes d'ethnographique et même pas topographique. Les tribus et les villages ont été divisés. Cette ligne a entraîné un conflit avec le Pakistan. Abdul Rahman Khan a été le personnage-clé de la fondation de l'Afghanistan moderne mais il n'a jamais été considéré comme une figure populaire dans son pays, les afghans ne lui ayant jamais pardonné d'avoir accepté la Ligne Durand.<sup>281</sup> Décédé en 1901, il fut succédé par son fils, Habibullah.

Habibullah était soucieux de tenir à distance tant la Grande-Bretagne que la Russie afin de maintenir l'indépendance de l'Afghanistan.<sup>282</sup> Le 31 août 1907, un accord concernant la Perse, le Tibet et l'Afghanistan a été conclu. Aussi bien la Grande-Bretagne que la Russie ont voulu mettre fin au « Grand jeu » et minimiser les risques de conflit. Ils ont finalement reconnu la position tampon de l'Afghanistan. Durant la Première Guerre mondiale, le pays a proclamé sa neutralité et Habibullah a refusé de se joindre à l'Allemagne et la Turquie en dépit de leur insistance.

L'abolition du régime tsariste et de l'apparition de l'Union soviétique en 1917 a ranimé l'intérêt russe pour l'Afghanistan. Les Bolcheviques ont voulu étendre leur domination mondiale, et surtout sur l'Inde britannique. Cette aventure a certainement découlé d'un passage à travers l'Afghanistan.<sup>283</sup> En réalisant son danger, Habibullah a demandé aux Britanniques de lui accorder l'indépendance aussi bien dans ses affaires

<sup>280</sup> Rosanne Klass, "The Great Game Revisited", in Rosanne Klass (éd.) *Afghanistan: The Great Game Revisited*, *op.cit.*, p. 3.

<sup>281</sup> Martin Ewans, *op.cit.*, p. 79.

<sup>282</sup> Peter Mardsen, *The Taliban: War and Religion in Afghanistan*, *op.cit.*, p. 19.

<sup>283</sup> Amalendu Misra, *op.cit.*, pp. 20-21.

externes, qu'intérieures. Mais les Britanniques ont manqué de lui donner une réponse rapide. Il a été assassiné en février 1919. Amanullah, son frère, accède alors au trône.

La carte actuelle de l'Afghanistan a été dessinée par une série d'accords pendant cette période. L'Accord russo-britannique sur la frontière nord de l'Afghanistan (1876) et sur la frontière nord-est (1896), l'Accord anglo-afghan sur la ligne Durand, et l'Accord anglo-iranien sur la frontière entre l'Afghanistan et l'Iran (1905) délimitée par les Britanniques, ont défini les frontières. Avec le Traité anglo-russe de 1907, les deux pays ont renoncé à annexer toute ou même une partie de l'Afghanistan.<sup>284</sup>

### 3. La Troisième Guerre anglo-afghane et l'indépendance de l'Afghanistan

Après la Première Guerre mondiale, la faiblesse des Empires voisins a donné aux Afghans l'opportunité d'agir. Un des premiers actes d'Amanullah Khan a été de déclarer que l'Afghanistan était « indépendant et libre ». Il a aussi déclaré un  *Jihad*  contre les Britanniques, déclaration causant la troisième et dernière guerre anglo-afghane. La délégation afghane a donc été invitée à Rawalpindi pour négocier un traité de paix. Avec le traité de Rawalpindi (le 8 août 1919), la Grande-Bretagne a reconnu l'indépendance de l'Afghanistan. L'Union soviétique fut le premier pays à accorder la reconnaissance formelle de l'Afghanistan le 28 février 1921, suivi par l'Iran, l'Égypte, la France et l'Allemagne.

Le Roi Amanullah s'est efforcé de développer les liens diplomatiques du pays et a envoyé une délégation aux États-Unis. En 1922, un diplomate américain posté en Perse, a fait une visite à l'Afghanistan et a jouï d'un accueil sympathique en tant que premier administrateur américain à visiter l'Afghanistan. Bien qu'il ait rédigé un rapport détaillé recommandant la reconnaissance de l'Afghanistan au Département d'Etat, il a été ignoré.<sup>285</sup> Ce n'est qu'en mars 1936, après 17 ans d'indépendance, que les États-Unis ont officiellement reconnu l'Afghanistan.<sup>286</sup>

<sup>284</sup> Olivier Roy, "Afghanistan: La Difficile Reconstruction d'un État", *op.cit.*, p. 13

<sup>285</sup> Leon B. Poullada, "The Road to Crisis 1919-1980- American Failures, Afghan Errors and Soviet Successes", in Rosanne Klass (éd.) *Afghanistan: The Great Game Revisited*, *op.cit.*, pp. 39-40.

<sup>286</sup> Hafizullah Emadi, "New World Order or Disorder: Armed Struggle in Afghanistan and United States' Foreign Policy Objectives", *op.cit.*, p. 51.

Les gouvernements afghan et soviétique ont signé un traité en septembre 1920, traité dans lequel les Bolcheviques ont annoncé que Bukhara et Khiva seraient indépendants. Mais les Bolcheviques ont ignoré les clauses de ce traité. Amanullah Khan, de son côté, a soutenu l'Amir du Bukhara, dans la résistance de l'Asie centrale face à l'Armée Rouge, connue comme *Bashmaci*. Puis, des milliers de Tadjiks, d'Ouzbeks et de Turkmènes sont venus en Afghanistan où ils sont devenus des salariés importants dans le commerce de ce pays.<sup>287</sup> En 1929, Amanullah Khan a été renversé par un Tadjik, Habibullah II (connu comme le Bacha-i Saqao -fils de camionneur d'eau) qui a régné pendant neuf mois. Les Britanniques ont alors retiré leurs diplomates. Quant aux Soviétiques, ils étaient inquiets de l'influence que pouvait avoir le Tadjik Bacha-i Saqao, sur les Tadjiks de l'Asie centrale soviétique. Ils ont monté une propagande contre lui et ont accusé les Britanniques de l'avoir soutenu contre Amanullah Khan.<sup>288</sup> Il a été évincé par un Pashtoun et Nadir Shah est devenu le Roi de l'Afghanistan. Pendant son règne il a signé un traité de non-agression avec l'Union soviétique en 1931.

Avec Zaher Shah à partir de 1933, le gouvernement a abandonné la politique traditionnelle de l'isolement, et les relations extérieures se sont développées. En 1934, l'Afghanistan a rejoint la « Société des nations ». Le pays est resté neutre pendant la Deuxième Guerre mondiale, malgré de fortes relations avec l'Allemagne, l'Italie et le Japon pendant les années précédentes. Jusqu'au 1953, le gouvernement afghan a été systématiquement conservateur et pro-occidental.<sup>289</sup>

## **B. La politique étrangère de l'Afghanistan pendant la Guerre froide**

La politique étrangère de l'Afghanistan au cours de la période précédente reposait d'abord sur son opposition aux Britanniques et Russes. Après trois guerres contre les Britanniques de 1840 à 1919, l'Afghanistan est devenue un État tampon entre les deux Empires. Avec la division de l'Indien 1947, un nouveau pays, le Pakistan, est apparu sur la frontière de l'Afghanistan, alors que l'Union soviétique devenait un pôle du système d'alliance global. Ces changements ont aussi transformé l'équilibre

---

<sup>287</sup> Martin Ewans, *op.cit.*, p. 92.

<sup>288</sup> *Ibid.*, p. 101.

<sup>289</sup> Leon B. Poullada, *op.cit.*, p. 40.

des puissances régionales, et le jeu est devenu plus complexe entre les nouveaux acteurs.

A partir de la fin de la Deuxième Guerre mondiale, l'Ouest et la communauté internationale ont ignoré l'Afghanistan. Différents facteurs ont contribué à cette apathie. D'abord, l'Afghanistan n'était plus un acteur aussi important dans la politique locale, régionale et internationale que pendant la période du « Grand jeu ». Deuxièmement, sa contribution au commerce mondial était presque négligeable.<sup>290</sup> Après la Deuxième Guerre mondiale, les administrateurs afghans ont voulu moderniser leur pays et renforcer leur défense et sécurité intérieure avec l'investissement principalement étranger.

Chaque camp ayant rivalisé pour l'influence dans les pays les plus faibles en leur fournissant une aide économique et militaire, la compétition entre l'Union soviétique et les États-Unis pendant la guerre froide n'a fait qu'augmenter les problèmes des États faillis.

Les États-Unis ont émergé après la Deuxième Guerre mondiale en tant que principale puissance en développant son intérêt impérial dans le monde entier. Les Accords de Bretton Woods ont formé la base économique de l'aide étrangère américaine aux pays en développement. L'établissement de différentes organisations économiques telles que le FMI (Fonds monétaire international), la Banque Mondiale ou le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) a ouvert la voie à l'idéologie globaliste du capitalisme libéral. Les États-Unis ont fourni une aide économique, technique et humanitaire aux pays en développement avec l'intention de contenir la propagation du socialisme. L'aide se faisait surtout sous la forme de transfert de capitale, de technologie et de marchandises dans le but de renforcer la domination du capitalisme sur le monde.<sup>291</sup>

---

<sup>290</sup> Amalendu Misra, *op.cit.*, p. 20.

<sup>291</sup> Hafizullah Emadi, "New World Order or Disorder: Armed Struggle in Afghanistan and United States' Foreign Policy Objectives", *op.cit.* pp. 49-50.



Pendant la première période du Premier ministre Daoud (1953-1963), les problèmes principaux de l'Afghanistan étaient le problème du Pashtunistan avec le Pakistan\* et le rapprochement avec l'Union soviétique à cause du refus américain.

La politique étrangère de l'Union soviétique était fondée sur des considérations idéologiques. En 1973 le conflit sino-soviétique était à son apogée. Le gouvernement afghan a refusé de soutenir la « Sécurité collective asiatique antichinoise », l'organisation appuyée par Brezhnev pour exclure la Chine dans le monde. La deuxième considération provenait de la politique du sous-continent, qui a historiquement donné priorité aux vues soviétiques sur l'Afghanistan. Quant à l'Afghanistan, elle a cherché à entretenir de bonnes relations avec le Pakistan pendant la période de constitution libérale. Les relations entre l'Afghanistan et l'Iran progressaient également à une vitesse alarmante du point de vue soviétique.

Aussi bien les deux superpuissances que les États régionaux, craignaient que l'abolition de la monarchie sans l'institutionnalisation d'un système politique alternatif puisse provoquer une crise de succession dans le futur. En effet, l'instabilité de la politique intérieure d'un État tampon peut facilement produire des dilemmes de sécurité parmi les États voisins.

Dans les années 1970, l'administration de Brezhnev a estimé que la corrélation des forces dans le monde était favorable à l'expansion de l'influence soviétique à travers le soutien en faveur des régimes militarisés dans les pays du Tiers-monde. Les États-Unis ont considéré une telle expansion illégitime. Conformément à la doctrine Nixon, les États-Unis ont encouragé le maintien et développement des intérêts occidentaux. En Asie du Sud-ouest, le Shah d'Iran a perçu ce rôle. Il a tenté d'utiliser sa richesse pétrolière pour attirer l'Afghanistan au sein d'un groupement régional sous sa direction. Daoud a vu cela comme une opportunité pour augmenter son indépendance face à Moscou. Mais l'Union soviétique voyait ce changement comme un tentative d'inverser la politique de l'Afghanistan.<sup>292</sup> Jusqu'à la fin de la guerre

---

\* Au début de l'année 1954, les États-Unis ont passé un accord pour les réserves d'armes du Pakistan. Celui-ci a rejoint l'Organisation du Traité asiatique du Sud-est, créée à l'initiative des États-Unis dans la périphérie de l'Union soviétique et de la Chine communiste. Un an plus tard, le Pakistan a rejoint le Pacte de Bagdad, auquel États-Unis, la Grande-Bretagne, la Turquie, l'Iraq et l'Iran était aussi parties.

<sup>292</sup> Barnett R. Rubin, *The Search For Peace in Afghanistan: From Buffer State to Failed State*, op.cit., pp. 25-26.

froide, l'Afghanistan avait perdu son importance stratégique. Mais avec l'effondrement de l'Union soviétique, l'émergence des États de l'Asie centrale et la découverte de grandes quantités de pétrole et de gaz dans la région Caspienne, la politique américaine a suivi une stratégie prenant en compte la détermination de l'Iran d'être un pouvoir influent, et la possibilité que l'Afghanistan pouvait être un passage alternatif en Asie centrale. Tous ces facteurs ont ranimé l'importance stratégique de l'Afghanistan pour l'Iran, l'Inde et la Russie d'une part et l'Arabie Saoudite, le Pakistan et les États-Unis d'autre part.<sup>293</sup>

### C. Le nouveau Grand jeu

Le terme de « nouveau Grand jeu » a été utilisé pour désigner la compétition de l'influence, du pouvoir, de l'hégémonie et des profits, en faisant allusion aux industries du pétrole et du gaz et aux réserves en Asie centrale et en Caucase. Les principales questions du nouveau Grand jeu étaient les routes de pipelines, et qui devaient être responsable de leur construction et sécurité, qui devaient en tirer profits, et qui devaient faire partie des consortiums.<sup>294</sup>

Le premier Grand jeu a été joué par des soldats et des diplomates. Au XIX<sup>ème</sup> siècle, la rivalité se faisait entre deux pouvoirs clairement définis et représentés physiquement dans la région. Aujourd'hui, beaucoup plus de pays tels que la Russie, la Chine, la Turquie, l'Iran, les États-Unis et les autres Républiques d'Asie centrale sont impliqués.<sup>295</sup> De plus, l'OTAN, l'ONU, l'OSCE, les compagnies multinationales, les sociétés, les organisations non gouvernementales, les groupes de pression, les fractions minoritaires politiques, les groupes terroristes et les organisations criminelles sont tous engagés dans ce jeu. Les objectifs du nouveau Grand jeu sont également divers: alors que l'acteur étatique souhaite établir une forme d'hégémonie néo-impérialiste, les buts de l'acteur non étatique sont la maximalisation de profits, la conclusion de contrats et la mise en place d'une influence politique locale.<sup>296</sup>

<sup>293</sup> Anwar-ul-Haq Ahady, *op.cit.*, p. 134.

<sup>294</sup> Matthew Edwards, *op.cit.*, p. 86.

<sup>295</sup> Majid Jafar, "Kazakhstan: Oil, Politics and the New 'Great Game'", in Shirin Akiner (éd.), *The Caspian: Politics, Energy and Security*, London, Routhledge Curzon, 2004, p. 211.

<sup>296</sup> Matthew Edwards, *op.cit.*, p. 89.

Au début des années 1990, les nouvelles découvertes de réserves de pétrole et de gaz et le développement du transport de l'énergie de l'Asie centrale au monde extérieur, ont gagné de l'importance pour les industries d'énergie et les différents gouvernements.<sup>297</sup> A cette époque, l'intérêt de plusieurs sociétés internationales concernant les gazoducs et oléoducs traversant l'Afghanistan a aussi augmenté la nécessité d'établir une force centralisée pour imposer l'ordre.

Les différentes compagnies, dont l'UNOCAL basé aux États-Unis et allié avec la compagnie saoudienne le Delta, et son rival la compagnie d'Argentine Bidas, ont commencé des négociations de facto avec le gouvernement de Rabbani. Les entrepreneurs montraient leur mécontentement concernant l'insécurité grandissante en Afghanistan. Les États-Unis ont vu les Taliban comme une force qui pourrait rendre l'Afghanistan plus sûr et permettre aux compagnies américaines d'exporter du gaz et du pétrole de l'Asie centrale tout en maintenant des sanctions sur l'Iran. Au départ avec l'accord américain, le Pakistan a soutenu les aspirations croissantes des Taliban pour reconstruire un État centralisé.<sup>298</sup> En effet, l'Afghanistan stable pourrait offrir un passage en Asie centrale pour le commerce régional et global.

La proposition initiale pour le projet de la construction des pipelines est venue de Bidas, au début des années 1990. Pourtant, les rapports entre Bidas et le gouvernement turkmène se sont rapidement aigris, en causant des disputes juridiques compliquées. En octobre 1995 le projet a été ranimé avec la signature d'un accord du Pakistan avec la compagnie pétrolière de Delta et l'UNOCAL, en autorisant les compagnies à acheter du gaz naturel du Turkménistan. L'accord s'était développé avec un projet pour la construction d'un gazoduc de 1,464 Kms de longueur, allant du sud du Turkménistan (Dauletebad) à Multan au Pakistan en passant par l'Afghanistan.\* Le coût estimé était de 2 milliards de dollars américains. En novembre 1997, une délégation des Taliban a été accueillie par le représentant d'UNOCAL, Marty Miller à Houston. Plus tard, les Taliban ont rencontré des fonctionnaires du département d'État et ils ont demandé la reconnaissance de l'Émirat Islamique de l'Afghanistan.<sup>299</sup> En février 1998, une équipe d'UNOCAL a

<sup>297</sup> Adam Tarock, "The Politics of the Pipeline: the Iran and Afghanistan Conflict", *Third World Quarterly*, Vol. 20, No. 4, 1999, p. 808.

<sup>298</sup> Barnett R. Rubin, *The Fragmentation of Afghanistan*, *op.cit.*, p. xiv.

\* Pour plus information sur les routes des pipelines voir la Carte 6 et la Carte 7

<sup>299</sup> Neamatollah Nojumi, *op.cit.*, p. 199.

visité Kaboul, où une conférence s'est tenue avec le gouvernement des Taliban. Pourtant, dans la même année, un représentant d'UNOCAL déclara que le projet était indéfiniment arrêté. L'instabilité dans la région aussi bien que les pauvres perspectives pour financer ce projet a sans doute influencé cette décision. Les agences multilatérales, telles que la Banque mondiale, ont refusé de participer au financement du projet.<sup>300</sup>

En 1998, l'UNOCAL a annoncé son retrait du consortium CentGas (*Central Asia gas*) qui avait proposé le projet de pipeline en 1995. Ils ont déclaré le 4 décembre 1998 que: « *L'UNOCAL s'est retiré du consortium de pipeline (CentGas) pour des raisons d'affaires. UNOCAL n'a plus aucun rôle dans le soutien du développement ou du financement de ce projet... Contrairement à quelques rapports publiés, l'UNOCAL n'était partie à aucun accord commercial avec aucune fraction minoritaire afghane individuelle.* »<sup>301</sup> En 2001 ils ont annoncé leurs buts: « *Nous avons rencontré beaucoup de fractions minoritaires, dont les Taliban, pensant qu'un tel pipeline pourrait apporter la stabilité à ce pays pauvre, mais aussi à toute la région d'Asie centrale. A aucun moment, nous avons laissé cette affaire aux Taliban et, en fait, nous avons systématiquement insisté sur le fait que ce projet ne pourrait être mis en place que lorsqu'il y aurait un gouvernement en Afghanistan représentant tous ses habitants et reconnu dans le monde entier. Notre espoir était que le projet pourrait aider à apporter la paix, la stabilité et le développement économique aux afghans, mais aussi développer des ressources d'énergie importantes pour la région.* »<sup>302</sup> En 2004, ils ont ajouté que: « *Hamid Karzaï, le président de l'Afghanistan, n'a jamais été un conseiller à l'UNOCAL.* »<sup>303</sup>

Les présidents du Pakistan, de l'Afghanistan et du Turkménistan ont signé un accord le 30 Mai 2002 pour bénéficier des réserves de gaz en Asie centrale. Les trois leaders, le Président Pakistanais Pervez Musharraf, le Président afghan Hamid Karzaï et le Président Turkmène Saparmurat Niyazov se sont mis d'accord sur la

<sup>300</sup> Germana Canzi, "Turkmenistan's Caspian Resources and its International Political Economy", in Shirin Akiner (éd.), *The Caspian: Politics, Energy and Security*, op.cit. p. 189.

<sup>301</sup> UNOCAL statement on withdrawal from the proposed Central Asia Gas (CentGas) pipeline project, 4 December 1998, <http://www.UNOCAL.com/uclnews/98news/centgas.htm>, visité le 15-08-2005

<sup>302</sup> Unocal reiterates Afghanistan position at Annual Meeting of Stockholders, Updated 20 May 2002, <http://www.unocal.com/uclnews/98news/centgas.htm>, visité le 15-08-2005

<sup>303</sup> Controversial new movie repeats old and false allegations about Unocal, 30 June 2004, <http://www.unocal.com/uclnews/2004news/063004.htm>, visité le 15-08-2005

construction d'un gazoduc de 2 milliards de dollars pour transporter du gaz du Turkménistan au Pakistan en passant par l'Afghanistan.<sup>304</sup>

Dans le cadre du nouveau Grand jeu, les puissances mondiales et régionales ont soutenu différentes factions afin d'assurer leurs influences contre les autres. Mais les attitudes de ces acteurs ont empiré l'instabilité de l'Afghanistan.

## **CHAPITRE 2 - LES INVASIONS DIRECTES ET INDIRECTES**

Les sources intérieures de perturbation sont souvent égalées, ou conduites même, par les sources externes. Dans de telles situations, la perturbation peut être plus durable et résistante à une résolution réalisable. L'Afghanistan fournit un des exemples les plus puissants à cet égard. Les facteurs extérieurs incluent l'intervention étrangère, comme dans le cas de l'invasion soviétique et de l'intervention de la communauté internationale après le 11 Septembre 2001.

Bien que les causes de perturbation aient été au départ expliquées par la situation intérieure du pays, comme la désintégration de l'élite nationale, la crise de la légitimité, la nature en mosaïque de la société et le déclin de l'aide étrangère, elles avaient aussi des causes extérieures. L'intervention soviétique et les contre-réactions de ses adversaires internationaux, ont détruit l'Afghanistan. L'intervention directe a changé les dynamiques internes du pays. La guerre civile ayant continué à détruire le pays, la situation n'a pas changé après le retrait soviétique. En outre, les réseaux criminels du commerce de la drogue ont aussi empêché la reconsolidation d'une structure politique efficace.

### **A. L'invasion soviétique**

L'invasion de l'Afghanistan marque en tout cas la fin de la détente et la continuité d'une grande stratégie de conquêtes des mers chaudes avec les objectifs de l'empire russe. Donc, le signe d'une continuation du « Grand jeu ». Pour la première fois depuis 1946, les troupes soviétiques ont envahi un pays qui n'était pas membre du

---

<sup>304</sup> "Central Asia gas deal signed", *BBC*, 30 May 2002

Pacte de Varsovie. Les Soviétiques ont choisi la période entre Noël et le Nouvel an, les mécanismes publics dans le monde occidental étant grandement inactifs.<sup>305</sup>

L'invasion soviétique de l'Afghanistan\* s'est déroulée dans un contexte d'exacerbation de l'antagonisme américano-soviétique. En Janvier 1979 le Shah d'Iran allié de Washington, avait dû quitter son pays. Quelque mois plus tard, les Sandinistes communistes triomphaient au Nicaragua. La même année est marquée par la progression de la présence et de l'influence soviétique en Afrique (Éthiopie, Angola etc.).<sup>306</sup>

Brezhnev a justifié l'intervention soviétique en ces termes: « *le danger qu'avec l'indépendance du pays celui-ci pourrait devenir une tête de pont impérialiste sur notre frontière du sud ... nous ne pouvions donc pas refuser l'appel à l'aide urgent du gouvernement afghan... Si nous avions agit autrement, il aurait été la victime d'un impérialiste rusé. Nous ne pouvions pas rester passifs dans la lumière du danger qui s'était développé sur notre frontière du sud* ». Dans la perspective soviétique, la guerre en Afghanistan était nécessaire non seulement pour prévenir la chute d'un régime pro-soviétique, mais aussi pour vaincre la peur de la montée en puissance d'un régime islamique radical en Afghanistan qui pouvait mettre en danger la stabilité dans les Républiques musulmanes de l'Union soviétique.

Comme Saikal et Maley l'ont remarqué, l'invasion soviétique a suscité beaucoup de discussions. Certains auteurs l'ont considérée comme un acte « défensif », à l'objectif limité de protéger la sécurité soviétique et les intérêts politiques. D'un autre côté, beaucoup ont condamné « l'agression soviétique ». Ils l'ont vu comme un premier pas vers l'accomplissement d'une ambition historique et idéologique soviétique de dominer la région. Cependant, beaucoup d'autres ne la trouvaient ni « défensive », ni « offensive ». Ils ont attribué l'action soviétique à une variété de facteurs, limités à la préoccupation soviétique pour son prestige international.<sup>307</sup>

<sup>305</sup> Amin Saikal et William Maley, *Regime Change in Afghanistan: From Buffer State to Failed State*, *op.cit.*, p. 47.

\* Le traité d'amitié qui a signé entre le régime communiste de l'Afghanistan et l'Union soviétique, le 5 décembre 1978 est devenu une des clauses utilisé par l'Union soviétique comme la justification pour l'invasion.

<sup>306</sup> François Lafargue, *op.cit.* p. 31.

\* La déclaration de Brezhnev dans les mass média après l'invasion de l'Afghanistan.

<sup>307</sup> François Lafargue, *op.cit.*, p. 48.

Il est vrai que le rôle joué par les soviétiques en Afghanistan s'est fait pendant une période très complexe, avec le contrôle direct et indirect du pays, et du gouvernement afghan, ainsi que la résistance et l'idéologie du « *jihad* » comme mentionné ci-dessus. En outre, les efforts des acteurs externes comme le Pakistan, l'Iran, l'Arabie Saoudite, les États-Unis et la Chine, ont rendu la situation encore plus complexe.

Il est possible de distinguer quatre phases correspondant aux régimes de Brezhnev, Andropov, Tchernenko et Gorbatchev dans l'évolution de la bataille. Ces régimes n'ont pas représenté des politiques radicalement différentes, les phases étant complémentaires. Mais il y avait quand même des différences. La période de Brezhnev a impliqué des opérations classiques dans lesquelles l'ennemi a été sous-estimé, l'ère d'Andropov a connu une augmentation de la politique et le maintien de l'ordre, et la période de Tchernenko a été marquée par la dureté de ses opérations militaires. L'ère de Gorbatchev était une combinaison du ralentissement militaire et de la manipulation politique.<sup>308</sup>

De 1979 à 1986, les Soviétiques ont appliqué une politique dont le but à long terme était de faire de l'Afghanistan une nouvelle République d'Asie centrale. Pendant cette période, la politique soviétique était la guerre. Leur échec les ont amenés, de 1986 à 1989, à préparer les conditions de leur retrait par la politique de « Réconciliation nationale ».

Un pas fondamental à franchir pour l'accomplissement d'une transformation de la société vers le communisme est de contrôler l'esprit des gens à travers une domination absolue sur les sources d'information disponibles, en régulant ce qu'ils lisent, ce qu'ils pensent et en leur imposant une manière de regarder l'histoire, et la société. Le contrôle soviétique devait se développer le plus vite possible dans un certain nombre de sphères critiques: La direction de PDPA, les villes importantes de l'Afghanistan, et particulièrement Kaboul, les bases militaires importantes, les lignes de communications. Les Soviétiques ont appliqué trois stratégies complémentaires: La soviétisation, comme expliquée dans la première partie, la pacification, et la guerre ouverte.

---

<sup>308</sup> Olivier Roy, *Islam and Resistance*, *op.cit.*, p. 194.

La pacification a été mise en œuvre sous différentes modalités telles que la formation de milices progouvernementales, l'application de la politique des nationalités et la formation d'un clergé gouvernemental.<sup>309</sup> En outre, le bombardement faisait partie de la stratégie d'apaisement. En effet, le gouvernement affirmait aux villageois que s'ils se joignaient à des organisations progouvernementales et empêchaient la résistance d'opérer dans leur région, ils resteraient en dehors de tout bombardement.<sup>310</sup> Ici, l'objectif n'était pas de soviétiser mais de gagner la neutralité de la population pour créer des zones tampons avec les régions tenues par la guérilla.

La guerre ouverte s'est vite élargie et intensifiée. Au printemps 1980, les Soviétiques avaient plus de 100.000 troupes en Afghanistan. La bataille était particulièrement féroce autour de Kaboul, Jalalabat, Baghlan et dans la région du tunnel de Salang. Après 1983, la stratégie soviétique a changé. Dans les premières années de l'intervention, leur priorité était de prendre le contrôle des villes, protéger le pipeline du nord, maintenir ouverte la route principale, et élargir la base du soutien du gouvernement. En 1983, après avoir mis en sécurité le pipeline et la route, les Soviétiques contrôlaient entre 15 et 20 % du pays. Ils ont ensuite commencé une « guerre aérienne », en bombardant des villages et en dépeuplant des régions rurales qui avaient fourni le soutien essentiel aux Mojâhidin.<sup>311</sup> Bien que l'année 1984 ait connu une continuation de la stratégie aérienne de guerre soviétique, de nombreuses offensives ont été accomplies. Pour étouffer l'insurrection, les Soviétiques ont utilisé des armes à hautes performances technologiques, dont du poison chimique sous la forme de bombes à gaz.<sup>312</sup> En 1985, l'Armée soviétique a commencé à perdre son contrôle sur les territoires afghans. Les forces des Mojâhidin ont commencé à contrôler presque trois quarts du pays et les Soviétiques ont commencé à subir de lourds échecs. Pour atteindre une solution, les Soviétiques avaient deux options: Déployer plus de troupes ou opérer le retrait de ces dernières. Ils ont opté pour la deuxième.<sup>313</sup>

<sup>309</sup> Gilles Dorransoro, *La Révolution Afghane*, *op.cit.*, p. 195.

<sup>310</sup> Barnet R. Rubin, "Human Rights in Afghanistan", in Rosanne Klass (éd.) *Afghanistan: The Great Game Revisited*, *op.cit.*, p. 341.

<sup>311</sup> Larry P. Goodson, "Periodicity and intensity in the Afghan War", *op.cit.*, p. 476.

<sup>312</sup> Martin Ewans, *op.cit.*, p. 160.

<sup>313</sup> Neamatollah Nojumi, *op.cit.*, p. 58.



Sur le front politique, les séries de négociations de Genève se sont déroulées pendant cette période (en avril et juin 1983, en novembre 1983, en août 1984, et en juin 1985). Bien que peu de progrès aient été accomplis depuis 1982 où les discussions ont commencé, on était parvenu à des points importants. La résistance est restée divisée et politiquement inefficace, malgré la création d'un front unifié par les sept partis importants en Peshawar en mai 1985.<sup>314</sup>

Au cours de la période allant de 1986 à 1989, le mouvement des Mojâhidin est passé d'une position défensive à une position offensive. Le contrôle des positions et la pression de la communauté internationale ont augmenté. Ces facteurs ont empiré les problèmes intérieurs pour l'administration soviétique. Dans le domaine militaire, vers la fin de l'année 1986, les coûts essentiels de la guerre pour les Soviétiques sont montés à plus de 15 millions de dollars par jour. L'opinion publique s'est opposée de plus en plus à la guerre, inquiète pour la sécurité et les intérêts des soldats russes. La désintégration politique du parti communiste et la politique de M.Gorbatchev, la « perestroïka », ont entraîné la mise en place de nouvelles politiques, permettant ainsi à l'Union soviétique de commencer le retrait.

Enfin, les signes d'une solution ont réellement émergé dans la seconde moitié de l'année 1985. Une expression plus claire de la réflexion soviétique a été annoncée par un discours de Gorbatchev prononcé à Vladivostok le 28 juillet 1986. Ainsi, à partir de 1986, une des dimensions de la stratégie soviétique était de renforcer le pouvoir du PDPA, l'autre était de créer des conditions favorables au règlement politique désiré par l'Union soviétique.<sup>315</sup> En 1987, la croissance du rapprochement soviétique- américain a augmenté la pression pour un règlement du problème afghan. Les Négociations de Genève ont été tenues en 1986, 1987 et 1988. Un accord a été signé le 14 avril 1988, accordant un délai de neuf mois pour retrait soviétique. Bien que la bataille ait atteint un haut niveau d'intensité en 1988, le retrait a été accompli le 15 février 1989.<sup>316</sup> Les Accords de Genève ont marqué un tournant en fournissant un cadre politique au retrait soviétique, mais n'a pas permis un règlement permanent du conflit.<sup>317</sup>

<sup>314</sup> Larry P. Goodson, "Periodicity and Intensity in the Afghan War", *op.cit.*, p. 476-478.

<sup>315</sup> Amin Saikal et William Maley, *Regime Change in Afghanistan: Foreign Intervention and the Politics of Legitimacy*, *op.cit.*, p. 86.

<sup>316</sup> Larry P. Goodson, "Periodicity and Intensity in the Afghan War", *op.cit.*, p. 480.

<sup>317</sup> Citha D. Maass, *op.cit.*, p. 65.

Avec l'encouragement actif de la CIA et de l'ISI, le *jihad* afghan a été mené par environ 35.000 Musulmans radicaux, soutenus par des pays islamiques entre 1982 et 1989. Des dizaines de milliers de musulmans sont venus au Pakistan pour étudier dans les madrasas. Au final, plus de 100.000 musulmans étrangers radicaux se trouvèrent sous l'influence directe du *jihad* afghan. Ces gens ont commencé à propager le radicalisme panislamique en Algérie, en Egypte, au Yémen, au Soudan, en Jordanie, aux Philippines et au Bangladesh.<sup>318</sup>

Par conséquent, trois événements ou processus ont eu un impact décisif sur le développement du fondamentalisme Islamique:

- (1) La révolution de l'Iran a influencé le monde en exportant la révolution vers le monde musulman et en élevant l'Islam radical contre l'hégémonie des superpuissances, sous le slogan « ni l'Est ni l'Ouest »
- (2) La victoire des Mojâhidin en Afghanistan: L'échec de l'Union soviétique dans la bataille n'a pas seulement été perçu par les groupes musulmans comme une victoire de l'Islam sur le champ de bataille, mais aussi comme une victoire de valeurs culturelles qui suivie par la création d'un large cadre de volontaires et l'expérience de bataille qui contribuerait à la diffusion continue des idées islamiques fondamentalistes.
- (3) L'effondrement de l'Union soviétique et de l'idéologie communiste: La création d'un vide politique et idéologique a offert une « opportunité » aux groupes Islamiques.<sup>319</sup>

Après l'effondrement de l'Union soviétique, de nouvelles menaces ont émergé. Parmi elles, il est possible de compter le « terrorisme international » qui a plusieurs fois égalisé le fondamentalisme islamique.

## **B. La guerre contre le terrorisme et le « sauvetage » d'un État Failli**

Le mot terrorisme a été utilisé pour désigner indistinctement l'ensemble des actes qui recourent, à tort ou à raison, à la violence pour tenter de changer l'ordre

<sup>318</sup> Ahmed Rashid, "The Taliban: Exporting Extremism", *op.cit.*, pp. 31-32.

<sup>319</sup> Shaul Shay, *op.cit.*, p. 109.

politique.<sup>320</sup> L'expression de terrorisme international représente le terrorisme impliquant les citoyens ou le territoire de plus d'un pays; un groupe terroriste est tout groupe ou des sous-groupes significatifs recourant au terrorisme international.<sup>321</sup> Le premier pas de la lutte contre le terrorisme international a commencé par la guerre en Afghanistan. L'objectif principal de la guerre était de renverser le régime des Taliban. Le deuxième a consisté en la destruction des camps d'Al-Qaeda en Afghanistan et en la capture d'Oussama Ben Laden.<sup>322</sup> Celui-ci voit le « *ihad* » comme nécessaire afin de lever le monde musulman au-dessus du monde des incroyants et soutient que l'action militaire est justifiée par les normes morales dégradées de ses ennemis, les Chrétiens et les Juifs. Pour lui, les États-Unis sont responsable des actes les plus répréhensibles du terrorisme mondial, comme le bombardement d'Hiroshima, de Nagasaki et de l'Iraq.

Les réseaux de Ben Laden reposent sur deux générations. La première est celle des volontaires étrangers, surtout les Arabes, venus combattre en Afghanistan durant la guerre contre les Soviétiques. La seconde est celle des jeunes, recrutés le plus souvent en Occident dans les années 1990 et qui n'ont, en général, aucun antécédent d'activisme religieux ou de militantisme politique.<sup>323</sup> Alors même que la menace représentée par l'Al-Qaeda était clairement identifiée et que les États-Unis savaient parfaitement que les bases de Ben Laden se trouvaient sur le territoire afghan, ni les Démocrates ni les Républicains n'ont considéré le renversement du régime des Taliban comme une priorité stratégique.<sup>324</sup>

Pour capturer Ben Laden et diviser le réseau d'Al-Qaeda, après le 11 Septembre 2001, la stratégie des États-Unis s'est concentrée sur trois objectifs principaux: Premièrement, mettre un prix généreux sur la tête de Ben Laden et demander aux

<sup>320</sup> Ignacio Ramonet, *Guerres du XXIe Siècle*, Paris, Galilée, 2002, p. 52.

<sup>321</sup> Pascal Boniface, *Les Guerres de Demain*, Paris, Seuil, 2001, p. 20.

<sup>322</sup> Oussama Mohammad Ben Laden est né au Riyad en 1957. Il a été élevé en Médine et a reçu son éducation dans l'école de Jeddah. Il a commencé son action dans les groupes Islamiques en 1973. On a annoncé qu'il avait maintenu des liens, au début des années 1980, avec les Mojâhidin contre le Parti communiste au Yémen du Sud. Sa première visite pour aider les Mojâhidin afghans a commencé quelques jours après l'invasion soviétique en 1979. En 1986 il a participé aux batailles de Jalalabat. Il a quitté l'Arabie saoudite en 1991, en refusant de revenir plus tard malgré les appels du gouvernement saoudien. Par conséquent, les Saoudiens ont censément retiré sa citoyenneté, ont annulé son passeport, ont congelé ses capitaux et ont lancé une campagne de mass média contre lui. Voir M.J. Gohari, *The Taliban- Ascent to Power*, *op.cit.*, p. 135.

<sup>323</sup> Olivier Roy, "Ben Laden et Ses Frères", *Politique Internationale*, No. 93, automne 2001, p. 78.

<sup>324</sup> Olivier Roy, "Afghanistan: Le Lent Retour du Pouvoir Central", *op.cit.*, p. 282.

Taliban de l'extrader; deuxièmement, appliquer une pression diplomatique sur le Pakistan pour satisfaire la demande américaine, et enfin donner plus d'importance à la menace islamique des Taliban dans les Républiques d'Asie centrale et en l'Inde.<sup>325</sup>

Gilles Dorronsoro explique ainsi l'attitude des États-Unis dans sa lutte contre le terrorisme: « *Devant la contestation particulièrement cruelle et spectaculaire de leur hégémonie que représentent les attentats du 11 septembre 2001, les États-Unis ont réagi par l'affirmation d'une véritable 'doctrine de la souveraineté limitée', d'où l'intervention en Afghanistan et les menaces contre d'autres pays du Moyen-Orient (le Yémen, le Soudan, l'Irak). La guerre d'Afghanistan, premier conflit de ce type, a un caractère atypique du fait de l'affrontement de trois acteurs de statut différent: Un État (les États-Unis), un quasi-État non reconnu internationalement (les Taliban) et un mouvement transnational (l'Al-Qaeda).* »<sup>326</sup>

L'effort militaire contre l'Al-Qaeda nécessitait la permission d'utiliser l'espace aérien étranger et le partage des renseignements avec les autres pays. En effet, une campagne pour démanteler les réseaux de terroristes ne peut pas être réussie sans l'appui étendu et durable de beaucoup d'autres pays.

Au niveau de l'ONU, les Résolutions (1386, 1383, 1378, 1377, 1373, 1368, 1363 etc.) ont été adoptées par le Conseil de sécurité pour la guerre contre le terrorisme en Afghanistan. Le Conseil de sécurité a décidé d'adopter la déclaration ci-jointe concernant l'action menée à l'échelon mondial contre le terrorisme, avec la résolution 1373.<sup>327</sup> La résolution 1378 a été adoptée en demandant aux États membres d'apporter: Un appui à cette administration et à ce gouvernement, notamment en réalisant des projets à impact rapide; une aide humanitaire d'urgence pour soulager les souffrances de la population afghane, aussi bien celle se trouvant dans le pays que les réfugiés, notamment dans le domaine du déminage; et une

<sup>325</sup> Amin Saikal, "The Afghan Conflict, International Terrorism and the US Response", *Perceptions*, Vol. 7, No. 1, March- May 2002, p. 77.

<sup>326</sup> Gilles Dorronsoro, "Après les Tâlebân", *Culture&Conflits*, No. 44, Hiver 2001, p. 2.

<sup>327</sup> Résolution 1373, S/RES/1373 (2001), Adoptée par le Conseil de sécurité à sa 4385e séance, le 28 Septembre 2001, <http://www.un.org/french/docs/sc/2001/res1373f.pdf>, visité le 05-08-2005

assistance à long terme pour la reconstruction et le relèvement de l'Afghanistan sur le plan économique et social.<sup>328</sup>

Le 12 septembre 2001, moins de 24 heures après les attaques, et pour la première fois dans l'histoire de l'OTAN, les alliés ont fait appel à l'article 5 du Traité de Washington\*, concernant la clause collective de la défense de l'alliance.<sup>329</sup> Les pays de l'OTAN ont participé à la campagne en Afghanistan, bien que celle-ci n'ait pas été officiellement une opération de l'OTAN. Une coopération supplémentaire dans les domaines politiques, militaires et du renseignement a également été fournie par un grand nombre d'États, dont la Russie, la Chine et beaucoup de pays voisins de l'Afghanistan en Asie et au Proche-Orient.<sup>330</sup>

Différents pays occidentaux, particulièrement plusieurs alliés de l'OTAN et l'Australie, ont joué des rôles importants. Les forces du Royaume-Uni, de l'Australie, de la France et du Canada ont souvent contribué à l'effort en Afghanistan, les forces du Danemark, de la Norvège et de l'Allemagne ont aussi participé à l'Opération d'Anaconda en mars. De nombreux pays, dont les Pays-Bas, l'Italie et le Japon, ont déployé des navires en la Mer arabe.<sup>331</sup>

La première phase de la guerre a été marquée par l'application de la doctrine américaine, « *Air land battle* ». La priorité était de détruire les points stratégiques de l'adversaire afin de le mener à résipiscence. La deuxième, tout au long du mois de novembre, a vu les Taliban perdre le contrôle du pays. La troisième a été marquée par le bombardement intensif des bases d'Al-Qaeda dans la montagne de Tora Bora et est devenue complexe en décembre. Enfin, la quatrième, qui continue encore

<sup>328</sup> Résolution 1378, S/RES/1378 (2001), Adoptée par le Conseil de sécurité à sa 4415e séance, le 14 Novembre 2001, <http://www.un.org/french/docs/sc/2001/res1378f.pdf>, visité le 05-08-2005

\* Article 5: Les parties conviennent qu'une attaque armée contre l'une ou plusieurs d'entre elles survenant en Europe ou en Amérique du Nord sera considérée comme une attaque dirigée contre toutes les parties, et en conséquence elles conviennent que, si une telle attaque se produit, chacune d'elles, dans l'exercice du droit de légitime défense, individuelle ou collective, reconnu par l'article 51 de la Charte des Nations Unies, assistera la partie ou les parties ainsi attaquées en prenant aussitôt, individuellement et d'accord avec les autres parties, telle action qu'elle jugera nécessaire, y compris l'emploi de la force armée, pour rétablir et assurer la sécurité dans la région de l'Atlantique Nord

<sup>329</sup> "NATO and the Fight against Terrorism, Response to 11 September", 13 September 2005

[http://www.nato.int/issues/terrorism/evolve\\_a.html](http://www.nato.int/issues/terrorism/evolve_a.html), visité le 15-09-2005

<sup>330</sup> Robert Lieber, "L'évolution de la pensée stratégique des États-Unis depuis le 11 Septembre", *Revue électronique spéciale du département d'État des États-Unis*, Septembre 2002, p. 7.

<sup>331</sup> O'Hanlan Michael, "A flawed Masterpiece", *Foreign Affairs*, Vol. 81, No. 3, June 2002, pp. 49-50.

aujourd'hui, a commencé avec la désignation de Hamid Karzaï en tant que Premier ministre provisoire.

Il est possible de constater des parallèles entre le cas de l'Afghanistan et celui de l'Irak. Ainsi, et à titre d'exemple, ni l'Afghanistan ni l'Iraq n'ont attaqué les États-Unis. Pourtant, les réalités de ces deux pays sont différentes: Dix fois moins de troupes américaines sont déployées en Afghanistan qu'en Irak, pour une population comparable (Moins de 10.100 hommes en Afghanistan, plus de 130.000 en Irak)<sup>332</sup>. L'Afghanistan n'a jamais été sous administration directe américaine. Ce pays dispose d'un chef d'État internationalement reconnu, Hamid Karzaï.<sup>333</sup> La communauté internationale joue un rôle important en Afghanistan, des troupes françaises et allemandes y sont présentes et actives alors que son influence est inexistante en Irak. La campagne militaire américaine en Irak est donc l'axe principal de la stratégie de l'administration Bush pour remodeler le Moyen-Orient, alors que l'objectif de la campagne en Afghanistan est de détruire le sanctuaire de Ben Laden. Enfin, « *En Irak, tout a changé, quoi qu'il advienne de la présence américaine, en Afghanistan tout peut recommencer, avec ou sans les Américains* ».<sup>334</sup>

Selon les trois objectifs principaux cités précédemment: La défaite des Taliban n'assure pas la victoire des États-Unis. La survie de ben Laden et la présence de nombreux combattants d'Al-Qaeda dispersés en Afghanistan ou au Pakistan empêchent un retrait américain dans un délai prévisible. Ils ont donc apparemment manqué d'accomplir un but clé de la guerre: Le fait de capturer ou de supprimer physiquement Oussama Ben Laden et d'autres chefs ennemis supérieurs. Il ne reste plus de mouvement des Taliban structuré mais des réseaux qui ont certainement des divergences sur l'action à mener, ceux qui prônent une guérilla systématique, ceux

<sup>332</sup> Olivier Roy, "Afghanistan: Le lent Retour du Pouvoir Central", *op.cit.* p. 281.

<sup>333</sup> Hamid Karzaï est né à Qandahar. Il est Pashtoun et membre du clan Popolzaï. Il vient d'une famille qui était parmi les partisans les plus puissants du Roi Zaher Shah. Le mouvement des Taliban a cherché le soutien de Karzaï dans la restitution de l'ordre et lui a offert le poste d'ambassadeur de Nations Unies, mais il a rompu les relations avec le nouveau régime quand il est tombé sous l'influence de terroristes étrangers. Donc Karzaï a commencé à organiser l'opposition contre les Taliban au Pakistan. En 2001, après l'attaque du 11 septembre, Karzaï a travaillé avec les États-Unis pour renverser les Taliban en Afghanistan. Plusieurs sources ont dit que Karzaï travaillait comme un conseiller pour la compagnie pétrolière l'UNOCAL. Mais les porte-parole tant d'UNOCAL que de Karzaï ont nié un tel rapport.

Voir Academy of Achievement, <http://www.achievement.org/autodoc/page/kar0bio-1>, visité le 02-09-2005, Wikipedia, [http://en.wikipedia.org/wiki/Hamid\\_Karzai](http://en.wikipedia.org/wiki/Hamid_Karzai), visité le 02-09-2005

<sup>334</sup> Olivier Roy, "Après la Campagne d'Irak : La Fin des Illusions Néo-conservatrices", Entretien avec Olivier Roy, 14-04-2005, p. 4.

qui sont plutôt pour une forme d'entrisme dans les structures d'État et ceux qui attendent des jours meilleurs, misant sur une usure du gouvernement Karzaï.<sup>335</sup>

En 2003, Khaled Hosseini a décrit la situation de l'Afghanistan dans son article: « *La sécurité est le problème le plus urgent. Les forces des Taliban se regroupent et le désarmement est un rêve lointain. En 2002, l'Afghanistan était le principal producteur d'opium au monde. Les routes importantes restent non construites. Les femmes sont toujours excédées et menacées. Les seigneurs de guerre luttent les uns contre les autres et affaiblissent le gouvernement central.* »<sup>336</sup>

Karzaï a été élu en recueillant 55.4 % des voix. C'est un président démocratiquement élu en Afghanistan le 7 décembre 2004. Il a nommé un cabinet le 23 décembre 2004. Dans son discours d'inauguration, Karzaï s'est prononcé en ces termes: « *Nous avons maintenant quitté un passé dur et sombre et aujourd'hui nous ouvrons un nouveau chapitre dans notre histoire* ». Il a ajouté : « *ce jour d'une ère nouvelle, prospère pour notre pays, je voudrais voir le meilleur pour l'Afghanistan.* »<sup>337</sup> Pour réaliser ces idéaux; il a procédé en trois temps: D'abord, il a transformé les commandants et les seigneurs de guerre en gouverneurs de provinces ou de districts et chef de la police dans la zone où ils opéraient. Hikmet Çetin, le Haut Représentant Civile de l'OTAN, a affirmé que: « *Le seul leader en Afghanistan qui peut unifier le pays est Karzaï, parce qu'il maintient toujours le balance ethnique tant dans le gouvernement que les autres institutions.* »<sup>338</sup> Ensuite, il a prôné la nécessaire rotation des cadres locaux afin de les déplacer vers une autre province ou à Kaboul. Enfin, il a nommé en parallèle des cadres sans lien avec la résistance locale. C'est ainsi que de nombreux cadres de l'Époque communiste ont retrouvé une place. Ce retour se fait sans tension avec la population. En fait, la dimension idéologique a disparu, occultée par dix années de guerre civile.<sup>339</sup>

<sup>335</sup> Olivier Roy, "Afghanistan : La Difficile Reconstruction d'un État ", *op.cit* , pp. 43-45.

<sup>336</sup> Khaled Hosseini, "Inside Afghanistan II: While the Afghans await the Promised Aid", *International Herald Tribune*, 02-06-2003

<sup>337</sup> CNN, 8 December 2004

<sup>338</sup> Entretien avec Hikmet Çetin, le 24-06-2005, Istanbul.

<sup>339</sup> Olivier Roy, " Afghanistan : La Difficile Reconstruction d'un État ", *op.cit.*, p. 43.

Conformément au Processus de Bonn\*, deux Loya Jirgas ont été tenus pour approuver le gouvernement provisoire et la nouvelle constitution afghane. A la suite de l'adoption d'un texte Constitutionnel par le Loya Jirga qui a été convoqué le 14 décembre 2003, on a pu noter la création de nouveaux partis politiques. Il y avait 41 partis politiques nouvellement établis en mai 2004. Pourtant, le système électoral restait faible. Les partis politiques manquaient d'un programme visionnaire, n'étaient pas représentés dans tout le pays et étaient plutôt formés par des lignes ethniques. Les réformes judiciaires ont aussi progressé lentement.<sup>340</sup>

Pour assurer la sécurité, « la Force d'Assistance de Sécurité Internationale » (L'ISAF) a été créée conformément à l'Accord de Bonn. L'OTAN a pris la direction de la mission de l'ISAF le 11 août 2003. Le rôle important de l'OTAN en Afghanistan démontre la continuation de l'engagement à long terme de ses pays membres pour la stabilité et la sécurité pour les afghans. L'Afghanistan est la première mission de l'Alliance à l'extérieur de la région Euro-Atlantique. L'ISAF est déployée dans la Province de Kaboul et dans les Provinces de Balkh, Faryab, Badakhshan, et Kunduz afin d'aider l'État islamique de transition de l'Afghanistan à maintenir une stabilité et d'un environnement sûr contribuant à assurer des élections équitables, la propagation de la loi et la reconstruction de l'Afghanistan.

Pour la reconstruction du pays, une conférence internationale a été organisée à Tokyo le 21 et 22 janvier 2002 avec la participation du Président Hamid Karzaï et d'autres représentants de l'administration. Le Japon, les États-Unis, l'Arabie Saoudite et l'UE co-présidaient la conférence. La conférence a offert au Gouvernement Provisoire afghan une opportunité de réaffirmer sa détermination de poursuivre le processus de

---

\* Les chefs afghans de l'Alliance du Nord se sont réunis à Bonn, en Allemagne, en novembre 2001 pour établir un régime successeur mais temporaire. Le 5 décembre, ils ont signé l'accord de Bonn, qui a établi une carte de route pour réaliser la paix et la sécurité, pour reconstruire les institutions principales et le pays. Hamid Karzaï a été élu en tant que président d'un gouvernement intérim. L'Accord de Bonn n'était pas un accord parmi les groupes en conflit pour poser leurs armes et construire une nouvelle société. Rabbani et Sayyaf les ont utilisés pour mobiliser les gens contre l'accord. Ils ont dit à leurs partisans que le but de l'accord était d'apporter des troupes occidentales en Afghanistan par l'invitation de la Force d'Assistance de Sécurité internationale, de désarmer et de démobiliser les Mojâhidin; et ensuite d'étiqueter les Mojâhidin en tant que « criminels de guerre »

<sup>340</sup> International Security Assistance Force, ISAF, 17 December 2004, Le document envoyé par Faruk Kaymakçı, le conseiller politique d'Hikmet Çetin., le 11-08-2005.



réconciliation, de reconstruction et de développement\*. Selon l'Accord de Bonn, la communauté internationale doit lui offrir une opportunité d'exprimer son soutien politique en faveur de ce processus avec des indications concrètes d'assistance. En même temps, les participants ont exprimé leur niveau de préparation pour aider les Afghans dans leur effort de reconstruction. Pour ce faire, on a annoncé cet engagement, avec des promesses et une contribution de plus de 1.8 milliards de dollars américains pendant 2002. La quantité cumulative était plus de 4.5 milliards de dollars américains.<sup>341</sup>

La deuxième conférence internationale a été tenue à Berlin. Plus de 60 délégations, dont l'UE, le G 8 et les États de l'OTAN, mais aussi les voisins de l'Afghanistan et d'autres pays avec un engagement particulier en Afghanistan, ont participé à cette conférence le 31 mars et le 1<sup>er</sup> avril 2004. Réaffirmer sur cette base que: l'Afghanistan et la communauté internationale continueront à soutenir une association durable pour l'avenir de l'Afghanistan afin d'accomplir la transition qui a commencé avec l'Accord de Bonn, refléter la volonté des Afghans, reconstruire l'Afghanistan en tant que nation libre au sein de la communauté internationale. Les engagements prises à la conférence pour la reconstruction et le développement de l'Afghanistan ont totalisé 8.2 milliards de dollars entre mars 2004 et mars 2007, dont une promesse de 4.4 milliards de dollars entre mars 2004 et mars 2005.<sup>342</sup>

Les objectifs généraux de l'UE en faveur de l'Afghanistan ont été définis dans les conclusions du Conseil d'avril 2002\*. À la réunion à Tokyo de la « Conférence

---

\* Le Gouvernement Provisoire a identifié les étapes suivantes pour la reconstruction de leur pays: La majoration de la capacité administrative, avec l'accentuation sur le paiement des salaires et de l'établissement de l'administration gouvernementale; l'éducation, surtout pour les filles, la santé et le système sanitaire; l'infrastructure, particulièrement les routes, l'électricité et les télécommunications; la reconstruction du système économique, particulièrement le système de devises; l'agriculture et le développement rural, en incluant la sécurité de l'alimentation, l'administration d'eau et en relançant le système d'irrigation.

<sup>341</sup> "The International Conference on Reconstruction Assistance to Afghanistan", *The Ministry of Foreign Affairs of Japan*, 21-22 January 2002, [http://www.mofa.go.jp/region/middle\\_e/afghanistan/min0201/summary.html](http://www.mofa.go.jp/region/middle_e/afghanistan/min0201/summary.html), visité le 29-08-2005

<sup>342</sup> La déclaration de Berlin, *Islamique République d'Afghanistan*, <http://www.af/>, visité le 15-08-2005

\* Promouvoir l'Accord de Bonn et son implantation par tous les groupes. Restituer la stabilité en Afghanistan comme faisant partie des efforts de la communauté internationale à la prévention de crise. Fournir le soutien en faveur des structures civiles, sociales, militaires et les services et l'aide pour tous ceux dans le besoin, surtout les réfugiés et les personnes déplacées. Promouvoir la démocratie et le fonctionnement d'institutions publiques et promouvoir ainsi la protection de Droits de l'homme. Prêter une attention spéciale à l'inclusion des femmes en tant que partenaires égaux dans la société

internationale de l'Assistance de reconstruction en Afghanistan » en janvier 2002, la Commission a promis environ 1 milliard d'euros sur plus de cinq ans dans le soutien à la reconstruction. En incluant des contributions par les États membres, l'UE a déboursé environ 800 millions d'euros en 2002 et plus de 900 millions d'euros en 2003 pour la reconstruction et l'aide humanitaire en Afghanistan. A la conférence de Berlin au printemps 2004, l'UE a actualisé sa promesse de reconstruction, en engageant 2.2 milliards de dollars pour la période 2004-2006.<sup>343</sup>

Depuis avril 2002, la Banque mondiale a financé 19 projets, en engageant environ 893.2 millions de dollars. La Banque mondiale a financé des projets qui soutenaient surtout des moyens d'existence ruraux en fournissant des opportunités d'emploi, en reconstruisant l'infrastructure, l'éducation et les services fondamentaux de la santé.<sup>344</sup>

L'aide internationale pour la construction d'une nouvelle armée afghane a été limitée. Le premier effort a été mené par l'ISAF à Kaboul, qui a recruté et entraîné une unité équilibrée sur le plan ethnique de 600 soldats venus de la majorité des 33 provinces de l'Afghanistan. L'entraînement et le financement d'unités, souvent associées aux chefs militaires locaux, contre l'Al-Qaeda par les forces américaines ont formé un obstacle à ce processus.<sup>345</sup> Selon Hikmet Çetin, il y avait environ 9000 soldats entraînés par les Etats-Unis en 2004. En outre, selon lui, « *le but était que le nombre de soldats atteigne les 70.000 vers la fin de l'année 2011. Aucune police ne fonctionnait en Afghanistan, mais il y avait environ 20.000 agents de police entraînés et qui ont pris des postes tout autour du pays. La reconstruction du système judiciaire progressait aussi. L'Italie menait cet effort.* »<sup>346</sup>

Au cours des trois dernières années, l'amélioration de la stabilité et de la sécurité en Afghanistan a encouragé les bonnes relations avec les pays voisins. L'administration

---

afghane. S'appuyer sur les autorités afghanes, en coopération avec le FMI, établir un cadre macro-économique et monétaire efficace et complet pour garantir le développement économique durable et l'utilisation efficace du financement des donateurs. Renforcer la lutte contre les médicaments illégaux et le terrorisme. Promouvoir la coopération avec les pays avoisinant dans la reconstruction réussie de l'Afghanistan. La condition de la reconstruction est le soutien d'une contribution positive par toutes les parties de l'Afghanistan au processus et aux buts concordés à Bonn.

<sup>343</sup> The EU's Relations with Afghanistan,

[http://europa.eu.int/comm/external\\_relations/afghanistan/intro/index.htm](http://europa.eu.int/comm/external_relations/afghanistan/intro/index.htm), visité le 25-08-2005

<sup>344</sup> Statistique de la Banque Mondiale, [www.worldbank.org/af](http://www.worldbank.org/af), visité le 28-08-2005

<sup>345</sup> P.W. Singer et Manuel Anja, "A New Model Afghan Army", *Foreign Affairs*, Vol. 81, No. 4, July-August 2002, pp. 46-47.

<sup>346</sup> Nina Bjork Jonsdottir, "Interview with Minister Hikmet Çetin, Senior Civilian Representative of NATO to Afghanistan", *Morgunbladid (an Icelandic Daily newspaper)*, 1-06-2004, Kabul

provisoire a mené une diplomatie active dans le monde, et particulièrement dans la région. L'Afghanistan a participé aux « six plus deux groupes » le 11 mars 2002, avec les pays avoisinant aussi bien que les États-Unis et la Fédération de Russie. Bien qu'il ait été établi jadis, cette réunion fournie pour la première fois une conclusion expressive qui a permis le chant de la « Déclaration de Kaboul sur de Bonnes Relations » à Kaboul, le 22 décembre 2002, avec les gouvernements de la Chine, de l'Iran, du Pakistan, du Tadjikistan, du Turkménistan et de l'Ouzbékistan.<sup>347</sup>

Autant les voisins de l'Afghanistan que les États-Unis jouent un rôle important dans le cadre de la stabilité. Mais au lieu d'être des facteurs stabilisants, ils ont déstabilisé ce pays en jouant sur les équilibres des microsociétés.

### **CHAPITRE 3- LES EFFETS DES ACTEURS EXTERNES, JOUANT SUR LES CARTES ETHNIQUES ET RELIGIEUSES DU PAYS**

Pendant la guerre froide, ni les États-Unis ni l'Union soviétique n'ont regardé l'Afghanistan comme un partenaire. Le but de l'Union soviétique était d'affaiblir la pression américaine dans la périphérie du sud de l'URSS, et celui des États-Unis était de maintenir le Pakistan en tant que lien stratégique.

L'invasion a complètement changé l'attitude des pays envers l'Afghanistan. Au lieu d'être ignorés, ils sont devenus des liens nécessaires entre la résistance à l'intérieur du pays et celle de l'extérieur. L'Ouest, qui avait une attitude purement pragmatique envers les partis de résistance, ne s'est pas intéressée à leur structure, ni à leurs bases sociales ou à leur idéologie.<sup>348</sup> Avec le nouveau Grand jeu, l'intérêt des autres pays a augmenté envers l'Afghanistan mais en jouant un rôle déstabilisateur, la seule carte entre les mains de ces pays était les entités ethniques et religieuses comme mentionné dans la première partie.

<sup>347</sup> Hikmet Çetin, "Afghanistan at the Crossroads of History", *Turkish Policy Quarterly*, summer 2004, p. 29.

<sup>348</sup> Olivier Roy, *Islam and Resistance*, *op.cit.*, p. 121.

## A. Le Pakistan

La vendetta afghano-pakistanaise s'est cristallisée sur la frontière nord-ouest. La «Ligne Durand» coupait en deux zones tribales l'ethnie pashtoune. En 1947, le Pakistan a ignoré la demande afghane pour un plébiscite dans les régions tribales sur la question de l'autodétermination. En réaction, l'Afghanistan a voté contre l'admission du Pakistan aux Nations Unies en 1947. A l'ouest de la ligne Durand, l'Afghanistan, sous le règne du Daoud (1953-1963), a accentué sa pression internationale sur le Pakistan, en se rapprochant de l'Union Soviétique et de l'Inde, afin de réclamer l'indépendance pour le «*pashtounistan*» jusqu'à l'Indus.<sup>349</sup> L'Afghanistan a été vu comme un allié potentiel de l'Inde. Ainsi, la politique afghane pakistanaise a été déterminée plus par des contraintes géostratégiques, que des engagements idéologiques. Soutenu par les Etats-Unis, les efforts du Pakistan pour déstabiliser le régime à Kaboul ont été réalisés avec l'établissement de l'entraînement militaire et avec une aide financière destinée à l'exilé islamiste au Pakistan. Ces efforts faisaient partie de leur lutte pour renverser l'État à Kaboul et pour provoquer l'opinion publique concernant les minorités nationales qui se battaient pour leur autonomie en Afghanistan.<sup>350</sup>

En 1962, le Pakistan a instauré un véritable blocus économique en interdisant tout trafic routier entre ses ports et l'Afghanistan, pays enclavé. Ceci a renforcé la dépendance de l'Afghanistan face à l'URSS, non seulement en ce qui concerne son armement mais aussi ses importations de blé et ses exportations de fruits et de peaux.<sup>351</sup>

Au départ le rôle du Pakistan dans le conflit afghan était le résultat d'une réflexion de ses considérations domestiques. Zia ul-Haq, le général pakistanais qui a renversé le gouvernement démocratique généralement élu de Zulfikar Ali Bhutto le 5 Juillet 1977, était désespéré de créer une base populaire pour son régime. Le conflit en Afghanistan était pour lui une excellente opportunité d'obtenir le soutien en faveur de son régime. La campagne du Pakistan en Afghanistan a fourni une légitimité

<sup>349</sup> Michael Barry, «Afghanistan: Les Séminaristes de la Guerre», *Politique Internationale*, No. 74, hiver 1996-1997, pp. 80-81.

<sup>350</sup> Hafizullah Emadi, «New world order or disorder: Armed struggle in Afghanistan and United States' foreign policy objectives», *op.cit.*, p. 55.

<sup>351</sup> Michael Barry, «Afghanistan: Les Séminaristes de la Guerre», *op.cit.*, p. 81.

politique au règne militaire du Zia ul - Haq. Il a donné une dimension religieuse à la politique externe pour apaiser les éléments religieux extrémistes dans le pays. Les Pakistanais ont officiellement équipé sept camps d'entraînement dans lesquels environ 100.000 actifs Mojâhidin ont été entraînés.<sup>352</sup>

Pendant la présence soviétique dans le pays, le Pakistan est devenu le chemin de transit pour les réserves des armes, les munitions et l'aide militaire aux afghans. Les généraux pakistanais et l'ISI ont travaillé avec les généraux américains et la CIA vers un but commun. Les dirigeants des partis ont été choisis avec l'approbation et la bénédiction des généraux et des politiciens pakistanais. Le Pakistan a maintenu les Mojâhidin divisés au niveau où ils seraient coordonnés pour l'influence et le contrôle pakistanais. Grâce à sa proximité géographique, culturelle et religieuse avec l'Afghanistan, le Pakistan a présenté presque toutes les initiatives de paix mais faisait en fait plus de mal que de bien.

L'opportunisme politique était une des caractéristiques de l'approche du Pakistan au conflit en Afghanistan. Le Pakistan a joué un rôle essentiel en déplaçant les dynamiques politique et militaire de l'Afghanistan en sa faveur. Le Pakistan a nourri, soutenu et promu des partis politiques, des fractions minoritaires ethniques, des groupes religieux, des chefs militaires et des chefs politiques qui servaient ses intérêts. Il espérait que la consolidation de la victoire Mojâhidin sur les Soviétiques assurerait un corridor dans le Nord et chasserait potentiellement n'importe quelle attaque coordonnée par l'Inde et l'Union soviétique.<sup>353</sup>

Les objectifs du Jamaat-i Islami<sup>354</sup> pakistanais étaient de promouvoir les partis islamistes plus radicaux parmi les Mojâhidin, vérifier l'influence iranienne (Les deux premiers objectifs avaient le soutien de l' ISI et de la CIA), et empêcher les influences culturelles occidentales de s'étendre parmi les réfugiés et les Mojâhidin. Hekmatyar a été le principal bénéficiaire de l'aide pakistanaise. Le choix pakistanais

<sup>352</sup> Amalendu Misra, *op.cit.*, p. 30.

<sup>353</sup> *Ibid.*, pp. 30-31.

<sup>354</sup> Fondé par Abu Al'Ala Maududi en Inde en 1941, il est tant un parti politique qu'une association religieuse dont le but est d'infiltrer des élites et d'établir un État Islamique. Il a influencé les cercles autour du général Zia ul-Haq. Le choix Jamaat-i Islami parmi le Mojâhidin était toujours le Hezb-i Islami de Gulbuddin Hekmatyar. Cette préférence peut avoir découlé de l'influence des liens ethniques et des considérations stratégiques, partagées par les services militaires pakistanais. Voir Olivier Roy, *Afghanistan : From holy war to civil war*, *op.cit.*, pp. 80-81.

d'Hekmatyar avait un fond stratégique: Pour empêcher l'influence de l'Iran, en soutenant un islamisme sunnite tant contre les chiites que contre les Tadjiks; pour contrôler les Pashtouns à l'intérieur de l'Afghanistan, pour obtenir une assurance stratégique contre la menace indienne, pour éviter l'augmentation de n'importe quel État central fort en Afghanistan qui pourrait défier le contrôle du Pakistan et enfin pour remplir le vide laissé par le retrait soviétique.<sup>355</sup>

L'effondrement de l'Union soviétique en 1991, et l'apparition de nouvelles Républiques en Asie centrale, ont ouvert de nouveaux champs politiques, économiques et commerciaux au Pakistan.<sup>356</sup> Le seul obstacle pour cela était la guerre civile continuant en Afghanistan. Avant les Taliban, les Pashtouns dans le gouvernement de Benazir Bhutto et les militaires ont eu l'idée de protéger une route commerciale du sud en Asie centrale via Quetta, Qandahar et Herat. Plus tard les Taliban sont devenus les garants de cette route.<sup>357</sup> L'établissement d'un gouvernement sympathique en Afghanistan est donc devenu une des tâches les plus cruciales pour le Pakistan. Mais les dirigeants pakistanais ont rejeté un gouvernement collectif composé de Hezb-e Watan et des partis Mojâhidin. En effet, un gouvernement des Mojâhidin afghans avec une influence significative des chefs intérieurs pourrait résulter en la formation d'un Afghanistan indépendant. Cette situation a été considérée comme une menace sérieuse car un tel gouvernement pourrait couper le Pakistan de l'Asie centrale. Ou encore, l'Afghanistan pouvait se joindre à l'Inde concernant le conflit sur le Cachemire.<sup>358</sup>

Après son échec dans la protection du pouvoir de Hezb-i Islami de Gulbuddin Hekmatyar, le Pakistan a trouvé une nouvelle opportunité avec les Taliban. Le 3 octobre 1996 le Premier ministre du Pakistan, Benazir Bhutto, a déclaré que si les Taliban réussissaient à unir l'Afghanistan, ce serait un développement de bon augure. Mais elle a aussi refusé de soutenir les Taliban.<sup>359</sup> Le remplacement de Bhutto par Nawaz Sharif, le 6 août 1990, n'a pas impliqué de changement évident dans la politique afghane. En effet, le soutien aux Taliban était la base de la politique

<sup>355</sup> Olivier Roy, *Afghanistan: From holy war to civil war*, *op.cit.*, p. 88.

<sup>356</sup> Karim Pakzad, *op.cit.*, p. 148.

<sup>357</sup> Ahmed Rashid, "Pakistan and the Taliban", in Rosanne Klass (éd.) *Afghanistan: The Great Game Revisited*, *op.cit.* p. 79.

<sup>358</sup> Neamatollah Nojumi, *op.cit.*, pp. 184-185.

<sup>359</sup> Peter Mardsen, *The Taliban: War and Religion in Afghanistan*, *op.cit.*, pp. 126-127.

adoptée par Nawaz Sharif envers l'Afghanistan. Pourtant tous les gouvernements et institutions au Pakistan n'ont pas uniformément assumé les Taliban.<sup>360</sup>

La plupart des Taliban est les enfants du *Jihad* contre l'Union soviétique. Beaucoup sont nés dans les camps de réfugiés pakistanais, instruits dans les madrasas pakistanais et ayant appris leurs adresses de combat avec les partis Mojâhidin afghans basés au Pakistan. Mise à part la présence des Taliban, les madrasas pakistanaises étaient directement reliées à la guerre afghane parce que la participation au *jihad* était vue comme le prolongement naturel de l'enseignement. Aussi la plupart des islamistes et des partis fondamentalistes au Pakistan ont mis le *jihad* afghan en haut de leur ordre du jour.<sup>361</sup>

Beaucoup des Taliban possédaient des cartes d'identité pakistanaises.<sup>362</sup> A partir de la prise de Kaboul en septembre 1996, les Taliban ont demandé la reconnaissance internationale de leur administration. Le Pakistan les a reconnu en tant que gouvernement « officiel » le 25 mai 1997, suivi par l'Arabie Saoudite le 26 mai, et les Émirats arabes Unis le 27 mai. Olivier Roy a souligné que: « *Les Taliban n'ont aucune politique étrangère. Leur seule alliance stratégique est avec le Pakistan* »<sup>363</sup>

La contribution la plus importante du Pakistan était son soutien militaire aux Taliban. Les militaires pakistanais ont déployé des unités à l'intérieur de l'Afghanistan dans plusieurs localités.<sup>364</sup> Avant la capture des Taliban de Qandahar en 1994, la politique afghane de l'ISI faisait face à des problèmes sérieux. Les protégés principaux de l'ISI, Hekmatyar et Dostum avaient manqué de capturer Kaboul. Mais en 1995, les militaires du Pakistan ont décidé que les Taliban étaient la seule alternative possible pour ses propres intérêts stratégiques en Afghanistan. Après cela l'ISI a commencé à fournir une assistance militaire aux Taliban.<sup>365</sup>

<sup>360</sup> Gilles Dorronsoro, "Pakistan and the Taliban: State Policy, Religious Networks and Political Connections", October 2000, p. 15, <http://www.ceri-sciencespo.com/archive/octo00/artgd.pdf>, visité le 25-05-2005

<sup>361</sup> *Ibid.*, p. 12.

<sup>362</sup> Ahmed Rashid, "Pakistan and the Taliban", *op.cit.* pp. 72- 73.

<sup>363</sup> Olivier Roy, "Has Islamism a Future in Afghanistan", *op.cit.*, p. 210.

<sup>364</sup> Zalmay Khalilzad, *op.cit.*, p. 9.

<sup>365</sup> Ahmed Rashid, "Pakistan and the Taliban", *op.cit.*, pp. 84-86.

Mise à part l'assistance militaire et politique du Pakistan aux Taliban, une autre influence pakistanaise importante était la Mafia de contrebande de transport basée en Baloutchistan. Le commerce clandestin transfrontière a une longue histoire, mais il n'a jamais joué un rôle stratégique aussi important que sous l'administration des Taliban.<sup>366</sup>

Malgré le soutien du Pakistan en faveur du mouvement des Taliban, il y avait beaucoup de groupes au Pakistan qui craignaient que la victoire des Taliban entraîne «le monstre contre son créateur ».Les Taliban devenaient donc une menace tangible pour le régime séculaire au Pakistan.<sup>367</sup> En effet, en 1998, les partis des « néo-Taliban » ont bénéficié d'une influence importante dans les provinces pakistanaises de la Province sur la frontière Nord-ouest. Dans ces régions, ils avaient commencé à interdire la télévision et les vidéos, en imposant la charia, en assassinant des chiïtes pakistanais et en forçant les femmes à adopter le code de robe des Taliban.<sup>368</sup> Il est très clair dans ce cas que le problème fondamental des États faillis n'est pas seulement l'instabilité intérieure, mais aussi l'instabilité régionale.

Avant les attaques du 11 septembre 2001, le Général Pervez Musharraf, qui a pris le pouvoir dans un coup le 12 octobre 1999<sup>369</sup>, s'est opposé à la pression américaine pour faire tomber le régime des Taliban et pour l'extradition de Ben Laden. La Résolution du Conseil de sécurité de l'ONU, du 19 décembre 2000<sup>370</sup>, représentait un effort par les États-Unis et la Russie afin de forcer le Pakistan à cesser son aide aux Taliban. Bien que n'ayant pas complètement cessé son assistance militaire, le Pakistan a tout de même respecté quelques provisions de la résolution.

Le 11 septembre 2001 a changé la situation. Les États-Unis ont mis en demeure le Pakistan d'abandonner son soutien aux Taliban. Dans leur guerre en Afghanistan, les États-Unis ont eu besoin de l'appui du Pakistan surtout pour les logistiques.<sup>371</sup> Le

<sup>366</sup> *Ibid.*, pp. 76-77.

<sup>367</sup> Shaul Shay, *op.cit.*, p. 99.

<sup>368</sup> Ahmed Rashid, "The Taliban: Exporting Extremism", *op.cit.*, p. 27.

<sup>369</sup> Histoire du Pakistan, <http://www.pakis-tan.com/pak/pkhis.htm>, visité le 15-09-2005

<sup>370</sup> Résolution 1333, S/RES/1333 (2000), Adoptée par le Conseil de sécurité à sa 4251e séance, le 19 décembre 2000, <http://www.un.org/french/docs/sc/2000/res1333f.pdf>, visité le 05-08-2005

<sup>371</sup> Gilles Dorronsoro, "La grande Illusion : Bilan de la Politique afghane du Pakistan", Les études du CERi, No. 84, mars 2002, <http://www.ceri-sciencespo.com/publica/etude/etude84.pdf>, p. 21, visité le 11-08-2005



Pakistan a fourni aux États-Unis l'espace aérien, les ports et les aéroports. Le Pakistan a aussi arrêté plus de 500 batailleurs d'Al-Qaeda.

Les membres du gouvernement de Karzaï ont privilégié un soutien clandestin aux Taliban du Pakistan et particulièrement de l'ISI. La première rencontre entre Karzaï et Pervez Musharraf en avril 2002, a officialisé l'objectif commun de leur alliance aux Américains: L'éradication des sanctuaires terroristes. Le 8 Juin 2003, Musharraf a délivré un discours très significatif à Lahore dans lequel il a affirmé que la « *Talibanisation* » n'a aucune chance au Pakistan.<sup>372</sup>

En ce qui concerne les réfugiés; à partir d'octobre 2002, environ 1.75 millions de réfugiés afghans sont revenus du Pakistan. Environ 300,000 y sont restés. Malgré le climat s'améliorant entre ces voisins, il y a des affrontements de frontière occasionnels, provoqués par la présence de fractions minoritaires armées indépendantes sur le côté afghan ou des commandants sur le côté pakistanais. L'affrontement de frontière le plus récent a eu lieu le 4 janvier 2005. Le Pakistan veut que le gouvernement afghan promette de respecter la « Ligne de Durand. »<sup>373</sup>

Selon Olivier Roy, le problème est que le Pakistan n'a pas élaboré de « Plan B », car personne n'a défini de nouvelle politique afghane. Les relations avec le gouvernement Karzaï restent tendues. Mais toute stabilisation de l'Afghanistan suppose une redéfinition de la politique pakistanaise qui sera possible que dans le cadre d'une normalisation des rapports avec l'Inde et avec un règlement de la question du Cachemire.<sup>374</sup>

## **B. L'Arabie saoudite**

Le rôle de l'Arabie saoudite en Afghanistan peut être divisé en deux phases. La première phase s'étend des années de l'invasion soviétique jusqu'à l'augmentation du pouvoir des Taliban. Dans cette première phase, son rôle était indirect, l'Arabie saoudite ayant formé une alliance stratégique informelle avec les Etats-Unis et le

<sup>372</sup> Florence Toix, "Marche Néo-impériale et Djihad le Frontière Afghane du Pakistan", *CEMOTI*, No. 36, juillet- décembre 2003, pp. 244-249.

<sup>373</sup> Kenneth Katzman, "Afghanistan : Post-War Governance, Security, and US Policy", Congressional Research Service, updated 15 June 2005, <http://www.usembassy.it/pdf/other/RL30588.pdf>, pp. 33-34, visité le 15-08-2005

<sup>374</sup> Olivier Roy, " Afghanistan : La Difficile Reconstruction d'un État ", *op.cit.*, p. 62.

Pakistan pour affaiblir l'influence soviétique dans la région. Dans la deuxième phase, la stratégie saoudienne s'est transformée en une action réciproque directe, pour des raisons tant stratégiques qu'idéologiques, l'Arabie saoudite soutenant le pouvoir des Taliban en Afghanistan.<sup>375</sup>

A partir de la Deuxième Guerre mondiale, la politique étrangère de l'Arabie saoudite a poursuivi trois objectifs importants: La promotion de l'Islam, le fait de garantir la sécurité du pays et de la famille royale; et la stabilité. Les Saoudiens pensaient que les Soviétiques avaient des intentions agressives dans le Golfe persique et que leur invasion de l'Afghanistan était un premier pas dans leur désir de contrôler le pétrole du Golfe persique. L'augmentation du communisme en Afghanistan promouvrait l'instabilité politique dans la région et mettrait en danger la sécurité de la famille royale.<sup>376</sup> L'occupation soviétique de l'Afghanistan était vue par l'Arabie saoudite comme une opportunité pour y développer son influence, et elle a donc fourni un soutien significatif aux Mojâhidin. Elle espérait aussi empêcher l'influence de l'Iran. A l'égard de sa rivalité avec l'Iran, elle est donc le bénéficiaire de la domination du Pakistan en Afghanistan.

Le soutien de l'Arabie saoudite à la résistance afghane était aussi motivé par la révolution islamique en Iran. Au cours des années 1980, l'administration saoudienne croyait que l'Iran représentait une grande menace à sa légitimité comme le nationalisme arabe de Nasser.<sup>377</sup> La stratégie saoudienne tout au long des années 1980 a donc été de renforcer un camp fondamentaliste sunnite radical pour contrebalancer l'impact de la Révolution iranienne. Les Saoudiens ont laissé les Frères Musulmans être actifs dans le champ.<sup>378</sup>

Avec les Etats-Unis, l'Arabie saoudite est devenue un des deux alliés financiers importants de la résistance afghane. Il a particulièrement soutenu l'Ittihad, dont le leader Sayyaf, a régulièrement tenu un discours anti-chiite.<sup>379</sup> Samuel Huntington a affirmé qu'entre 1984 et 1986 les Saoudiens ont donné 525 millions de dollars à la

<sup>375</sup> Amalendu Misra, *op.cit.*, pp. 34-35.

<sup>376</sup> Anwar-ul-Haq Ahady, *op.cit.*, p. 118.

<sup>377</sup> *Ibid.*, pp. 118-119.

<sup>378</sup> Olivier Roy, *Afghanistan: From Holy War to Civil War*, *op.cit.*, p. 87.

<sup>379</sup> Gilles Dorronsoro, "Afghanistan du 'jihad' à la Guerre Civile", in Lahouari Addi et. all (éd.) *L'Islamisme*, Paris, La Découverte, 1994, p. 90.

résistance, et ont accepté de fournir 436 millions de dollars en 1989. La somme totale qu'ils ont fournie pendant la guerre s'élevait entre 3 et 3.3 milliards de dollars.<sup>380</sup>

Des milliers de volontaires provenant de partout dans le monde musulman ont rejoint le *jihad* en Afghanistan. Ils ont été entraînés dans les camps Mojâhidin afghans. A partir de 1987, les groupes islamistes radicaux ont été envoyés en Afghanistan pour revenir plus tard dans leurs propres pays. C'est ainsi vrai pour les Mojâhidin du Hizbullah au Cachemire, pour le Front Moro de Libération en Philippines, pour les Palestiniens et pour les Algériens.

Après le retrait soviétique, l'Arabie saoudite ne se sentait plus concernée par la menace que l'Afghanistan posait à la sécurité du Golfe persique. Peu après la formation du gouvernement des Mojâhidin, tant l'Arabie saoudite que le Pakistan se sont rendus compte que l'Iran avait joué un rôle important dans la formation du gouvernement et le succès de l'Alliance du Nord. L'Arabie saoudite ne voulait pas de confrontation directe avec Massoud et Rabbani, mais a décidé de renforcer Hekmatyar et l'a encouragé à leur contester le pouvoir à Kaboul. Bien que l'Alliance du Nord ait une orientation anti-Pashtoun<sup>381</sup>, l'Arabie saoudite a soutenu les forces de Dostum, en espérant prévenir une alliance entre Dostum et l'Iran.<sup>382</sup> En 1992, les leaders Mojâhidin les plus proches de l'Arabie saoudite, Sayyaf et Hekmatyar se sont retrouvés en pleine confrontation politique et militaire. Hekmatyar s'est allié avec le Hezb-e Wahdat et Sayyaf a soutenu les forces de Rabbani- Massoud. Selon la perspective saoudienne, le Hezb-e Wahdat était considéré un parti politique pro-iranien; son alliance avec Hekmatyar était donc contre les intérêts régionaux de l'Arabie Saoudite.<sup>383</sup>

Après avoir vu les Taliban se saisir du pouvoir, l'assistance financière et politique massive de l'Arabie saoudite accordée à ces dernier s'était fondée sur trois motivations:

---

<sup>380</sup> Samuel P. Huntington, *The Clash of Civilizations and the Remarking of World Order*, NY, Simon& Schuster, 1996, p. 247.

<sup>381</sup> Olivier Roy, *Afghanistan: From Holy War to Civil War*, *op.cit.*, pp. 85-86.

<sup>382</sup> Anwar-ul-Haq Ahady, *op.cit.*, p. 123.

<sup>383</sup> *Ibid.*, p. 125.

La première se basait sur des intérêts idéologiques et religieux, car elle a voulu étendre son interprétation de l'islam Wahhabite<sup>384</sup> en Asie centrale.<sup>385</sup> Le soutien de l'Arabie saoudite en faveur du Taliban était en conforme à sa politique d'opposition à l'Iran et aux Chiites et de soutien au Pakistan et aux Pashtouns sunnites. La deuxième était d'utiliser des contacts de service secrets afin d'étendre l'influence saoudienne. L'Arabie saoudite a fourni une aide financière et a assuré le transport pour l'avancée des Taliban vers Kaboul dans les années 1994-1995. Le prince Turki Al Faysal était parmi les premiers hommes d'État à avoir félicité les Taliban à Kaboul 1996. En Arabie Saoudite, la présentation de la communauté d'ulémas aux Taliban a été suivie par l'établissement du département de la « Répression du vice et de la Promotion de la vertu » au sein de l'administration des Taliban.<sup>386</sup>

Enfin, aussi bien dans le cadre des intérêts géoéconomiques que dans le cadre du nouveau Grand jeu; le soutien a donné à la compagnie pétrolière saoudienne le Delta dans sa tentative de protéger une part du pipeline du gaz. Le Delta est le partenaire d'UNOCAL pour le projet du gazoduc. Leur coopération était très importante pour le financement de la campagne militaire massive des Taliban.<sup>387</sup> Bien que l'Arabie Saoudite n'ait pas de forts intérêts économiques en Asie centrale, elle a considéré le Pakistan et les États-Unis comme des alliés stratégiques et l'Iran comme un rival régional.<sup>388</sup> Par contre, l'Iran a toujours perçu le soutien pakistanais aux Taliban, soutenu par l'Arabie saoudite, comme une tentative coordonnée de l'isoler.<sup>389</sup>

En 1998, les relations entre les Taliban et les saoudiens ont poussé Oussama Ben Laden à mener des activités contre l'Arabie saoudite. Ben Laden a été accusé de bombarder les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie. Il a lancé un  *Jihad*  contre les Américains qui occupaient le territoire saoudien. Il a fait allusion aux forces américaines dans le Golfe comme une armée « de croisés ». Il pensait que  *« tôt ou tard les Américains quitteront l'Arabie saoudite et que la guerre déclarée »*

<sup>384</sup> Neamatollah Nojumi, *op.cit.*, p. 189.

<sup>385</sup> Le Wahhabisme a été fondé par Ibn Abd al Wahhab (1703-1791). Les tenants du wahhabisme refusent toutes les innovations. Le Wahhabisme condamne aussi la musique, la poésie, le tabac, le rire etc. C'est un islam strict et puritain. Voir Olivier Roy, *Généologie de l'islamisme*, Paris, Hachette Littératures, 2001, pp. 36-37.

<sup>386</sup> Citha D. Maass, *op.cit.* p. 73.

<sup>387</sup> Neamatollah Nojumi, *op.cit.*, p. 189.

<sup>388</sup> Anwar-ul-Haq Ahady, *op.cit.* p. 129.

<sup>389</sup> Peter Tomsen, "Geopolitics of Afghan Settlement", *Perceptions*, Vol. 5, No. 4, 2000-2001, p. 94.

*par l'Amérique contre les saoudiens signifierait la guerre contre les musulmans du monde entier.* »<sup>390</sup> La demande de l'Arabie saoudite du maintien de Ben Laden a été rejetée par Mollah Omar. Cette situation a créé une tension entre les Saoudiens et les Taliban. Ainsi, les chefs saoudiens ont arrêté de soutenir les Taliban et cela a provoqué l'isolement de l'Émirat Islamique d'Afghanistan au sein de la communauté internationale.<sup>391</sup>

Selon les représentants américains, l'Arabie saoudite coopérait généralement avec les Américains après le 11 septembre 2001. Elle a rompu ses relations diplomatiques avec les Taliban vers la fin de septembre 2001 et a autorisé les États-Unis d'utiliser une base saoudienne pour les opérations aériennes américaines sur l'Afghanistan, mais n'a pas autorisé à l'avion américain de lancer des grèves en Afghanistan à partir des bases saoudiennes.<sup>392</sup>

### C. Les États-Unis

La politique étrangère des États-Unis envers l'Afghanistan après la Deuxième Guerre mondiale s'est limitée à quelques projets de développement et ils ont ignoré politiquement l'Afghanistan jusqu'à l'invasion soviétique.

Les États-Unis ont vu l'occupation soviétique comme une menace directe à son intérêt général. Les Américains, qui étaient les principaux fournisseurs d'aide pendant l'invasion soviétique, n'ont pas fait de choix politiques ou idéologiques parmi les Mojâhidin. En 1980, le président Carter a énoncé la « Doctrine de Carter », selon laquelle les États-Unis avaient des intérêts essentiels dans le Golfe persique et que n'importe quelle 'attaque' sur cette région serait repoussée, si nécessaire par l'action militaire.\* Aussi avec la chute du régime du Shah en Iran les Etats-Unis ont perdu un allié. Ces développements ont présenté un avenir incertain pour les intérêts américains.

<sup>390</sup> M.J. Gohari, *op. cit.* p. 134.

<sup>391</sup> Neamatollah Nojumi, *op. cit.*, p. 189.

<sup>392</sup> Kenneth Katzman, *op. cit.* pp. 38-39.

\* Pour le confirmer, l'administration de Carter a établi une « Force de Déploiement Rapide ».

Pour réagir contre l'invasion soviétique, le Sénat américain a refusé de ratifier SALT 2 (négociations sur la limitation des armes stratégiques- *Strategic Arms Limitation Talk*) traité en guise de protestation contre l'invasion de l'Afghanistan. Les échanges de cultures existantes ont été abolis, et les Etats-Unis ont imposé des restrictions commerciales contre l'Union soviétique.<sup>393</sup> Ils ont décidé de boycotter les Jeux Olympiques de Moscou en 1980.<sup>394</sup> En réponse à cette menace stratégique, les États-Unis ont utilisé les services des renseignements de l'Égypte, du Pakistan et de l'Arabie saoudite pour créer, entraîner et financer un réseau international de militants islamiques afin de lutter contre les Soviétiques en Afghanistan. Les Bécots Verts- les forces américaines spéciales- ont joué un rôle considérable dans le *jihad* afghan. Ils entraînaient des guérilleros « natals » ou indigènes à lutter contre les forces communistes.<sup>395</sup> Les opérations présentées par l'administration Carter ont été poursuivies par l'administration Reagan qui a été élu Président en 1981.

L'administration Reagan a adopté une approche envers l'occupation soviétique en fournissant une aide financière et militaire surtout avec l'établissement des missiles stringers pour les forces luttant contre les Soviétiques et en déclarant sa solidarité avec l'Afghanistan. La « Doctrine Reagan » a été formulée pour étendre l'aide américaine aux « combattants de la liberté » qui s'opposaient aux gouvernements communistes dans leurs propres pays.<sup>396</sup> En 1983, Le secrétaire d'État George Shultz s'est adressé aux réfugiés afghans du Pakistan en ces termes : « *C'est une réunion au nom de la liberté, une réunion au nom de l'autodétermination, une réunion au nom de l'accomplissement des forces soviétiques de l'Afghanistan, une réunion au nom de l'Afghanistan souverain contrôlé par ses propres gens. Les combattants de la liberté, nous sommes avec vous* ». <sup>397</sup> L'Afghanistan a fourni un terrain de bataille parfait aux États-Unis pour exercer sa dynamique de pouvoir contre l'Union soviétique. En travaillant avec l'Arabie saoudite et le Pakistan, la CIA a coordonné ses efforts de guerre dans la région sur plusieurs fronts.<sup>398</sup> Selon Alain Gresh\*, « *L'administration de Reagan trouve là l'occasion de "faire saigner" l'armée rouge, même au prix d'une alliance avec le diable. Avec l'aide des services secrets pakistanais et*

<sup>393</sup> Leon B. Poullada, *op.cit.*, p. 60.

<sup>394</sup> Martin Ewans, *op.cit.*, p. 151.

<sup>395</sup> John K. Cooley, *op.cit.*, p. 82.

<sup>396</sup> Leon B. Poullada, *op.cit.*, p. 61.

<sup>397</sup> *Peoples Canada Daily News*, 7 July 1983, p. 4.

<sup>398</sup> Amin Saikal et Wiliam Maley, *op.cit.*, p. 70.

\* Rédacteur en chef du mensuel *Le Monde Diplomatique*

saoudiens, elle va armer les fondamentalistes les plus extrémistes, au détriment de l'opposition modérée. Elle va s'opposer à toutes les tentatives de règlement politique et diplomatique parrainées par les Nations Unies et prolonger délibérément le conflit. »<sup>399</sup> Selon Olivier Roy, « *La CIA, en charge du programme d'aide, n'a pas cru à un retrait soviétique avant 1986, son but n'était pas de prévoir un Afghanistan post-soviétique mais seulement de 'saigner' les Soviétiques; le futur de l'Afghanistan de l'intéressait pas.* »<sup>400</sup> Mais une des contradictions de cette mission était la promotion de l'Islamisme partout dans la région. Deux puissances islamiques, l'Arabie saoudite et le Pakistan, alliés à la seule superpuissance du monde, les États-Unis, avaient fait éclore un monstre d'extrémisme islamique, le mouvement des Taliban. en 1994.<sup>401</sup>

Les États-Unis ont détruit l'Afghanistan jusqu'à la fin de la guerre froide avec ces attitudes: D'abord, en leur accordant une aide, ils ont canalisé les Islamistes en Afghanistan, en incluant ceux qui ont été impliqués dans le bombardement du Centre commercial mondial en 1993 et plus tard en 2001. Deuxièmement; bien que l'Accord de Genève ait conditionné le retrait des forces soviétiques sur un embargo imposé en Afghanistan, la CIA a continué à fournir des armes aux groupes Mojâhidin qui luttait pour le contrôle de Kaboul contre le régime Najibullah. La collaboration de la CIA avec l'ISI a affaibli le dialogue politique qui avait été établi à Genève pour un règlement en Afghanistan.<sup>402</sup> Aussi, ironiquement, la tentative d'exclure l'Iran a eu l'effet opposé: Le rôle iranien en Afghanistan s'est aggravé.<sup>403</sup>

Avec les révolutions en Europe de l'Est à la fin de l'année 1989, l'administration de G. Bush a admis la fin de la menace soviétique. L'effondrement de l'Union soviétique en 1991 et l'apparition de nouvelles républiques en Asie centrale ont ouvert de nouveaux champs politiques, économiques et commerciaux régionaux. Les États-Unis ont recommencé à s'intéresser à l'Asie centrale, pour des raisons géopolitiques, mais aussi pour y trouver d'autres accès aux bassins pétroliers. A cette époque, la stratégie américaine reposait sur deux piliers: L'Arabe saoudite, pour

<sup>399</sup> Alain Gresh, "La Guerre de Mille Ans", *Manière de Voir*, No. 78, Décembre 2004- Janvier 2005, p. 22.

<sup>400</sup> Olivier Roy, "Afghanistan : La Difficile Reconstruction d'un État", *op.cit.*, p. 19.

<sup>401</sup> John K. Cooley, *op.cit.*, p. 197.

<sup>402</sup> Neamatollah Nojumi, *op.cit.*, pp. 197-198.

<sup>403</sup> Richard Mackenzie, "The United States and the Taliban", in William Maley (éd.), *Fundamentalism Reborn? Afghanistan and the Taliban*, *op.cit.*, p. 100.

contrer l'Iran révolutionnaire ; et le Pakistan, pour barrer une Afghanistan soviétisée. Autrement dit, les deux piliers sont indissociables.<sup>404</sup> La question intéressante était donc de savoir si les Etats-Unis souhaitaient ou non l'échec des Taliban. L'argument géostratégique était que les Taliban étaient objectivement contre les iraniens et les russes, mais en même temps pro pakistanais. Les Etats-Unis ont donc dû l'accepter.<sup>405</sup>

En octobre 1994, les États-Unis ont bien accueilli la montée des Taliban en Afghanistan et les décideurs américains ont considéré les Taliban conformes à leurs intérêts stratégiques: En effet, les Taliban désarmeraient les groupes armés locaux et restituerait l'ordre public. Ils chasseraient les terroristes internationaux hors de l'Afghanistan, mettraient fin à la production d'opium et au narcotrafic, ils uniraient le pays, ils contiendraient l'Iran et les intérêts de la Russie et fourniraient une route vers les Républiques d'Asie centrale.<sup>406</sup> Ainsi, la construction du pipeline répondait à deux objectifs principaux pour les américains: Elle assurerait l'accès direct des américains aux fossiles de l'Asie centrale et de la Mer caspienne, et l'extension d'un tel pipeline serait un choix idéal pour assurer l'isolement de l'Iran. Pendant cette période, les États-Unis ont maintenu un rapport ambivalent avec les Taliban et leur ont fourni un soutien politique essentiel par l'intermédiaire de ses alliés traditionnels dans la région, l'Arabie Saoudite et le Pakistan.

Bien que l'administration de Clinton ait ignoré le défi des Taliban, certains représentants de l'administration en ont vu une menace pour les intérêts américains. Mais la politique afghane des États-Unis découlait selon les inquiétudes politiques du moment, sans une stratégie complète de guider les actions.<sup>407</sup>

Dans le cadre du nouveau Grand jeu, l'ambassadeur américain John C. Monjo et sa contrepartie pakistanaise ont visité les Taliban, à Qandahar, en octobre 1994 sans permission du régime Rabbani. L'UNOCAL a longtemps exercé une pression sur Washington pour le soutien des Taliban et même pour la reconnaissance de leur gouvernement en Afghanistan. Mais tout comme l'UNOCAL, les États-Unis ont commencé à changer d'attitude envers les Taliban à la fin de l'année 1997, les

<sup>404</sup> Michael Barry, "Le Détonateur Afghan", *Politique Internationale*, No. 93, Automne 2001, p. 103.

<sup>405</sup> Adam Garfinkle, "Afghanstanding", *Orbis*, Vol. 43, No. 3, summer 1999, p. 415.

<sup>406</sup> Neamatollah Nojumi, *op.cit.*, p. 198, Richard Mackenzie, *op.cit.*, p. 96

<sup>407</sup> Zalmay Khalilzad et Daniel Byman, "The Consolidation of a Rogue State", *The Washington Quarterly*, No. 23, winter 2000, p. 66.



Taliban ayant déçu leurs soutiens occidentaux. D'abord, alors que les États-Unis s'attendaient à un retour à « la paix », avec la prise de Kaboul par les Taliban, le nettoyage ethnique et la propagation de la violence ont commencé. Deuxièmement, l'espoir que les Taliban mettraient fin à la culture du pavot d'opium en Afghanistan a aussi été une des illusions. Troisièmement, les Taliban se sont avérés moins sensibles aux intérêts politiques américains par rapport à ce que les États-Unis espéraient. Finalement, le traitement des femmes par les Taliban était un affront aux valeurs des États-Unis dans le cadre des droits de l'homme.<sup>408</sup>

Après les attentats contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie en 1998, les Américains ont bombardé les bases des islamistes proches de Ben Laden, installées en Afghanistan.<sup>409</sup> Ensuite, en novembre 1998, les États-Unis ont offert une récompense de 5 millions de dollars pour la capture de Ben Laden. Par contre, les Taliban ont furieusement refusé de livrer Ben Laden aux États-Unis, en affirmant que même la lancée de plus de missiles de croisière de Tomahawk ne les persuaderait pas.<sup>410</sup>

Le Secrétaire d'État a insisté en octobre 1998 pour que les États-Unis agissent contre- Taliban. Mais il a accepté la notion que les politiques de Taliban pourraient se modérer.<sup>411</sup>

Les politiques menées envers les femmes par les Taliban ont été interprétées par beaucoup d'américains comme cruelles et inhumaines. A la suite de l'action réciproque menée par les Taliban et l'UNOCAL en 1998, le mouvement féministe a lancé une campagne massive pour les droits des femmes sous l'administration des Taliban. Ces activités ont été coordonnées par un groupe de femmes afghanes menées par Zieba Shores Shamley et la coopération de RAWA<sup>412</sup>

En octobre 1999, la Secrétaire d'État Albright a condamné les politiques des Taliban à l'occasion de la Conférence du Gouverneur de Californie pour les femmes. Elle y a

<sup>408</sup> Richard Mackenzie, *op.cit.*, pp. 100-101.

<sup>409</sup> Neamatollah Nojumi, *op.cit.*, p. 199.

<sup>410</sup> M.J.Gohari, *op.cit.*, p. 140.

<sup>411</sup> Adam Garfinkle, *op.cit.*, p. 415.

Mais ancien roi Zaher Shah a affirmé que: " 'Taliban modérés' : ces deux mots ne vont pas bien ensemble !", Voir Brigitte Adès, "Afghanistan: L'Unité retrouvée" (Entretien avec Mohammed Zaher Shah), *Politique Internationale*, No. 94, Hiver 2001-2002, p. 12.

<sup>412</sup> Neamatollah Nojumi, *op.cit.*, p. 200.

dit que le seul droit dont jouissait la femme sous le régime Taliban était le droit de rester silencieuse. Elle a ajouté que: « *Nous (les États-Unis) parlons de la part des femmes et des filles de l'Afghanistan, qui ont été persécutées par toutes les fractions minoritaires dans la guerre civile amère de leur pays.* »<sup>413</sup> Elle a aussi encouragé le Pakistan à utiliser son rapport avec les Taliban pour pousser le mouvement aux négociations.

En 2000, les États-Unis se sont plus préoccupés de la sécurité régionale et des activités de trans-frontière. Cette évolution a éloigné les Etats Unis des Taliban et a encore plus isolé l'Émirat Islamique au sein de la communauté internationale.

Avant les attaques du 11 septembre 2001, l'administration de G. W. Bush a augmenté ses interventions auprès du Pakistan dans l'espoir de le persuader de mettre fin à son soutien en faveur des Taliban. Conformément à la Résolution du Conseil de sécurité de l'ONU 1333, en février 2001, le Département d'État a ordonné la fermeture d'un bureau de représentants des Taliban à New York mais leur représentant a continué à opérer. En mars 2001, des fonctionnaires de l'administration Bush ont reçu un envoyé des Taliban, afin de discuter des proclamations bilatérales.<sup>414</sup>

Enfin, après le 11 septembre 2001, avec le slogan « La guerre contre le terrorisme », les États-Unis ont commencé à détruire ce pays comme un « jeu à somme nulle » parce que ni Mollah Muhammad Omar ni Ben Laden n'ont été capturés. Mais les Etats-Unis ont établi une présence militaire permanente en Afghanistan et la guerre était une chance pour accroître leur influence en Asie centrale, sur le sous-continent indien, le Moyen-Orient et le golfe Persique.<sup>415</sup>

#### **D. La Chine**

Les rapports sino-soviétiques ou sino-russes ont toujours été complexes. La Guerre froide « sino-soviétique » a commencé avec une lutte d'influence dans les pays

<sup>413</sup> "Albright warns Taliban on women", *BBC News*, Wednesday, October 6, 1999, UK, [http://news.bbc.co.uk/1/hi/world/south\\_asia/466739.stm](http://news.bbc.co.uk/1/hi/world/south_asia/466739.stm), visité le 15-08-2005

<sup>414</sup> Kenneth Katzman, *op.cit.*, p. 7.

<sup>415</sup> Amir Taheri, "Afghanistan : Gagner la Guerre, Perdre la Paix ?", *op.cit.*, p. 190.

asiatiques et africains. L'importance stratégique de l'Afghanistan n'a jamais été très significative pour la Chine. Pourtant, la Chine s'est opposée à l'invasion soviétique de l'Afghanistan en fournissant une assistance morale et militaire aux Mojâhidin et au Pakistan, pour répondre à l'encerclement soviétique autour de la Chine.<sup>416</sup>

La Chine a rejoint la coalition antirusse avant le *ji*had afghan. Pour la CIA et son allié pakistanais, l'ISI, une coopération avec la Chine permettait de recevoir les armes chinoises. Les sources russes annonçaient souvent que les premières armes chinoises utilisées par les afghans avaient été vues dès juin 1979, six mois avant l'invasion soviétique.<sup>417</sup>

La Chine a considéré l'invasion soviétique comme une menace directe sur sa sécurité territoriale. Elle était gênée en raison des problèmes sérieux qu'elle avait avec les nationalités Turciques et les Tadjiks dans la Région Autonome de Xinjiang Uighur, qui ont une langue, une histoire et une culture commune avec les mêmes populations du côté afghan. Les rivalités sino-soviétique et sino-indienne ont poussé l'administration chinoise à collaborer avec l'Ouest et le Pakistan dans l'approvisionnement des armes et les munitions.<sup>418</sup>

Les fonctionnaires chinois ont accueilli la signature des Accords de Genève en avril 1988. Malgré le processus de Genève, la Chine a continué à fournir des armes et des munitions aux groupes Mojâhidin et au Pakistan.<sup>419</sup> La Chine a donc émergé comme un des acteurs clé dans la crise et a joué un rôle important dans la dissolution de la crise.

A partir de l'effondrement de l'Union soviétique en 1991, la Chine est devenue un joueur important en Asie centrale, sa domination augmentant sur le marché de cette région, alors que la Russie souffrait d'un effondrement économique. Aussi sa position a encouragé les pays d'Asie centrale à former un pacte de sécurité, « Le cinq de Shanghai ». Effectivement, la sécurité régionale était l'inquiétude principale de la Chine en raison des activités des militants Uighurs.

<sup>416</sup> A.Z.Hilali, "China's Response to the Soviet Invasion of Afghanistan", *Central Asian Survey*, Vol. 20 No. 3, 2001, p. 323.

<sup>417</sup> John K. Cooley, *op.cit.*, p. 73.

<sup>418</sup> Timur Kocaoğlu, *op.cit.*, p. 112.

<sup>419</sup> A.Z Hilali, *op.cit.*, p. 335.

Quand les Taliban ont pris Kaboul, la Chine a essayé d'établir des relations diplomatiques et économiques normales avec eux. Les Taliban ont aussi envoyé une délégation en Chine pour établir des relations économiques et de sécurité. En février 1999, la Chine et les Taliban ont signé un accord sur la coopération économique et sur l'entraînement des forces militaires des Taliban. La coopération chinoise avec le régime des Taliban est devenue alarmante en ce qui concerne les armes de trans-frontière et le trafic de drogue. Xinjiang- Shanghai est devenu une des routes importantes pour le narcotrafic.<sup>420</sup>

En décembre 2000, l'inquiétude de la Chine sur les politiques des Taliban redoublant, une délégation officielle chinoise est allée rencontrer Mollah Omar. Bien qu'elle se soit sentie longtemps concernée par la menace des Taliban et de Ben Laden, la Chine n'ait pas soutenu d'action militaire américaine contre les Taliban. Beaucoup d'experts pensent que la Chine, à la suite de considérations stratégiques, était prudente quant à l'accumulation d'une présence militaire américaine à proximité. De plus, la Chine étant un allié du Pakistan, cela a partiellement compenser la présence de l'Inde, un rival.<sup>421</sup> Les Chinois ont continué à être le fournisseur principal d'armes du Pakistan. Elle a en outre fourni une aide clandestine au programme d'armes nucléaires du Pakistan. La Chine a souscrit aux sanctions du Conseil de sécurité de l'ONU proposées par les États-Unis contre les Taliban mais ne soutiendrait probablement pas pour autant le renforcement de la présence militaire américaine pour inclure le Pakistan.<sup>422</sup>

Après le 11 septembre 2001, la Chine a proposé des solutions au problème afghan, en soulignant que le futur pouvoir en Afghanistan devait s'établir sur une vaste base, c'est à dire représenter les intérêts de ses diverses communautés. La Chine a soutenu l'idée que l'ONU devait jouer un rôle important au cours de ce processus. En janvier 2002, Hamid Karzaï, président du gouvernement provisoire de l'Afghanistan, a visité la Chine.

La porte-parole du ministère des Affaires étrangères Zhang Qiyue a affirmé que: « *Les chinois appuie le processus de paix et la reconstruction en Afghanistan, se*

<sup>420</sup> Neamatollah Nojumi, *op.cit.*, p. 192.

<sup>421</sup> Kenneth Katzman, *op.cit.*, p. 38.

<sup>422</sup> Peter Tomsen, "Geopolitics of Afghan Settlement", *op.cit.*, p. 103.

*félicite des progrès remportés dans la reconstruction pacifique et a la confiance que l'Afghanistan réalisera la paix durable et le développement économique avec les concours communs du nouveau gouvernement et de son peuple ».*<sup>423</sup>

### **E. L'Iran**

L'Iran partage une affinité culturelle et linguistique avec les groupes non pashtouns de l'Afghanistan du Nord, qui souffraient alors de l'administration des Taliban.<sup>424</sup> L'Iran a d'abord cherché à préserver sa relation avec les chiites car la politique de l'Iran n'a jamais été motivée par la solidarité ethnique, mais plutôt par la connexion religieuse.<sup>425</sup> Malgré le fait de condamner les politiques pro-occidentales du Pakistan, l'Iran n'a jamais essayé de défier le contrôle pakistanais sur l'Afghanistan sunnite, mais a seulement demandé la réciprocité.

Le Chah d'Iran a toujours soutenu la monarchie afghane.<sup>426</sup> Avec l'invasion soviétique l'Iran et la plupart des pays arabes ont condamné l'invasion soviétique et ont demandé leur retrait. Il a accueilli plus de deux millions de réfugiés afghans et l'invasion soviétique a menacé sa sécurité pendant la période 1980-88. Mais l'Iran a joué un rôle mineur dans le conflit afghan.

Les raisons principales pour cela sont les suivantes: D'abord, l'Iran ne voulait pas que les Soviétiques soutiennent l'Iraq contre lequel il luttait. Ensuite, la lutte pour le pouvoir en Iran entre les clergés radicaux et les nationalistes démocratiques s'étant résolue en faveur des clergés, la politique Iranienne s'est concentrée sur les chiites en Afghanistan au lieu de lutter contre l'occupation soviétique. L'Iran a décidé d'affaiblir les organisations de résistance traditionalistes et a promu deux nouveaux groupes révolutionnaires islamiques pro-Iranien, le Sâzmân-i Nasr et le Sepah-i pasdaran-i islam, pour dominer les chiites afghans.<sup>427</sup>

<sup>423</sup> " Réponse donnée par la porte-parole du ministère des Affaires étrangères Zhang Qiyue à la question du point de presse à propos de l'assistance du ministre assistant Li Hui à la cérémonie d'investiture du président afghan ", *Ambassade de la République Populaire de Chine en République Française*, 07-12-2004, <http://www.amb-chine.fr/fra/jrzg/dwgx/t173789.htm>, visité le 18-09-2005

<sup>424</sup> Peter Tomsen, "Geopolitics of Afghan Settlement", *op.cit.*, p. 93.

<sup>425</sup> Olivier Roy, "Why War is Going on in Afghanistan: The Afghan Crisis in Perspective", *op.cit.*, p.21.

<sup>426</sup> Olivier Roy, "Afghanistan : La Difficile Reconstruction d'un État", *op.cit.*, p.62.

<sup>427</sup> Anwar-ul-Haq Ahady, *op.cit.* pp. 119-120.

Le conflit afghan a coïncidé avec la fin de la guerre Iran- Iraq; par conséquent, l'Iran a donné plus d'importance à l'Afghanistan. Le déclin des Soviétiques pendant cette période a créé un vide de pouvoir et l'Iran a cru que le Pakistan et l'Arabie saoudite essayaient de remplir ce vide en Afghanistan. Ainsi, l'Iran a encouragé les organisations chiïtes à demander une représentation de 25 % au sein des institutions de résistance et dans n'importe quel gouvernement futur à Kaboul. Mais cette proposition a été rejetée par les organisations de résistance pro-saoudiennes et pro-pakistanaïses. En outre, ils ont remarqué que les chiïtes avaient joué un rôle insignifiant dans la guerre contre l'occupation soviétique et aucun rôle important ne leur a été accordé au sein du futur gouvernement de l'Afghanistan.<sup>428</sup>

Après le retrait soviétique, l'approche de l'Iran s'est tournée vers le renforcement du gouvernement central.<sup>429</sup> Après la mort de Khomeini en 1989, l'Iran a attaché une plus grande importance aux intérêts du nationalisme persan dans sa politique étrangère. En 1991, il a signé un accord avec le Tadjikistan et le Jamiat-i Islami de l'Afghanistan pour augmenter l'action réciproque culturelle entre les Iraniens, les Afghans, et les Tadjiks. De la même manière, l'Iran a également contacté les chiïtes ismaïliens et les Ouzbeks en Afghanistan.<sup>430</sup>

Après la prise de pouvoir par les Taliban, l'Iran a proclamé son opposition aux Taliban en raison de sa conviction que ces derniers dénaturaient l'Islam (mais ils n'ont pas officiellement spécifié le type d'Islam) et qu'ils violaient les droits de l'homme ainsi que la loi internationale.<sup>431</sup> Il craignait que l'extrémisme sunnite radical vers les nouvelles Républiques d'Asie centrale puisse bloquer l'influence iranienne dans le bassin de la mer Caspienne. Une autre crainte de l'Iran était qu'un mouvement sunnite radical puisse créer un problème en Iran surtout à Meshed, la grande population de réfugiés afghans à Meshed fournissant un potentiel aux terroristes.<sup>432</sup> L'Iran a donc accueilli une conférence régionale à Téhéran les 29 et 30 octobre 1996 pour discuter de la situation en Afghanistan. Il a ainsi décidé de coopérer avec Rabbani et Massoud (En général avec l'Alliance du Nord) qui étaient

<sup>428</sup> *Ibid*, p. 121.

<sup>429</sup> Kemal Harrazi, "In the name of God, the compassionate and the merciful: Iran and Afghanistan", *Perceptions*, Vol. 7, No. 1, March-May 2002, p. 24.

<sup>430</sup> Anwar-ul-Haq Ahady, *op.cit.* p. 122.

<sup>431</sup> M.J. Gohari, *op.cit.* p. 127.

<sup>432</sup> Peter Mardsen, *The Taliban: War and Religion in Afghanistan, op.cit.*, p. 139.

opposés aux Taliban. Cette amitié a aussi facilité l'augmentation d'une alliance informelle entre l'Inde, la Russie et l'Iran soutenant le gouvernement de Rabbani-Massoud à Kaboul. Selon l'Iran, le Pakistan en fournissant la logistique, l'Arabie saoudite pour son financement et les États-Unis avec sa stratégie générale, sont les responsables de la création des Taliban.<sup>433</sup>

La politique afghane de l'Iran ne doit pas seulement être évaluée comme une fonction de sa stratégie régionale vis-à-vis de la plus grande Asie centrale, mais aussi comme une façon de faire face aux États-Unis.<sup>434</sup> Dans la région, l'Iran a rivalisé avec l'influence pakistanaise en Asie Centrale, en particulier sur les projets de pipeline. La construction d'un tel pipeline éviterait le territoire iranien, qui subissait depuis deux décennies des sanctions économiques et une pression politique des États-Unis. L'Iran a fait pression sur l'administration Clinton pour que celui-ci autorise les compagnies pétrolières à diriger du pétrole et du gaz naturel caspien vers l'Iran dans le Golfe persique aussi bien qu'au Pakistan.<sup>435</sup>

L'Iran était aussi concernée par la population chiite vivant en Hazârajat. L'Iran et l'Afghanistan étaient sur le point d'entrer en guerre en septembre 1998. Après la capture de Mazari Sharif, les forces des Taliban ont assassiné des centaines de chiites et 8 diplomates et journalistes iraniens et ils ont tenu 50 autres iraniens captifs.<sup>436</sup> L'Iran a déployé 200.000 soldats des Gardes Révolutionnaires sur les frontières afghanes pour envahir l'Afghanistan si nécessaire. Le leader iranien modéré, Mohammed Khatami, avait empêché les troupes de traverser la frontière. Les activités de l'ONU menées par Lakhdar Brahimi ont réduit la tension et le chef des Taliban a accepté de libérer les chauffeurs de camion iraniens qui ont été capturés en Mazari Sharif et ont renvoyé les corps des diplomates exécutés en Iran.<sup>437</sup>

La guerre en Afghanistan et l'émergence du Croissant D'or a créé des problèmes comme la contrebande de drogues et d'armes. Pour protéger sa frontière, l'Iran a développé ses relations avec Ismaïl Khan, l'Amir de l'Ouest à partir de 1998.<sup>438</sup>

<sup>433</sup> Anwar-ul-Haq Ahady, *op.cit.* pp. 126-127.

<sup>434</sup> Citha D. Maass, *op.cit.* p. 71.

<sup>435</sup> Neamatollah Nojumi, *op.cit.*, p. 187.

<sup>436</sup> Adam Tarock, "The politics of the pipeline: the Iran and Afghanistan conflict", *op.cit.* p. 801.

<sup>437</sup> Neamatollah Nojumi, *op.cit.*, p. 187.

<sup>438</sup> Olivier Roy, "Afghanistan : La Difficile Reconstruction d'un État", *op.cit.* p. 63.

L'Iran a confirmé qu'il avait offert une recherche et une assistance à l'Afghanistan pendant la guerre après le 11 septembre 2001. Il a aussi permis à l'aide humanitaire américaine de passer sur le territoire iranien. Pourtant, certains chefs Iraniens étaient critiques par rapport à l'action militaire des États-Unis, en la dénonçant d'être une guerre contre l'Islam.

Au début de janvier 2002 le Président Bush se méfiait de toute ingérence en Afghanistan de la part de l'Iran. L'administration Bush accusait sans cesse l'Iran de se construire une influence sur le gouvernement provisoire et de renvoyer les chefs d'Al-Qaeda dans leurs pays d'origine. En réponse à la critique américaine, l'Iran a expulsé Gulbuddin Hekmatyar en février 2002, bien qu'il ne l'ait pas arrêté et lui ait permis de revenir en Afghanistan. Quant à Karzaï, il affirmait que l'Iran était un voisin important de l'Afghanistan et y a effectué une visite vers la fin du mois de février 2002, en promettant de construire des liens avec la République islamique. En août 2003, le ministre des affaires étrangères d'Iran, Dr. Kamal Kharrazi a dit que: *« L'Iran a exprimé le soutien d'un gouvernement stable et fort en Afghanistan qui garantit la paix, la stabilité et le bien-être des Afghans. C'est la politique de notre gouvernement. »*<sup>439</sup>

En ce qui concerne les réfugiés, environ 300,000 Afghans sont rentrés d'Iran depuis que le régime Taliban est tombé, mais environ 1.2 millions sont restés, surtout ceux intégrés à la société iranienne.<sup>440</sup>

Ainsi, les États-Unis n'avaient pas l'intention de laisser l'Iran jouer un quelconque rôle en Afghanistan. L'Iran ne s'est pas non plus opposé à l'intervention américaine mais a perdu l'essentiel de ses atouts, les chiites s'étant ralliés à Karzaï et aux Américains. Il est possible de dire qu'aujourd'hui, l'Afghanistan n'est pas une priorité de la politique étrangère iranienne.<sup>441</sup>

<sup>439</sup> "Iranian Foreign Minister, the UN Special Representative to Afghanistan Hold Talks", *Ministry of Foreign Affairs, Islamic Republic of Iran*, 04-08-2003  
<http://www.mfa.gov.ir/output/english/documents/doc2959.htm>, visité le 18-09-2005

<sup>440</sup> Kenneth Katzman, "Afghanistan : Post-War Governance, Security, and US Policy", *op.cit.*, p. 35

<sup>441</sup> Olivier Roy, "Afghanistan : La Difficile Reconstruction d'un État", *op.cit.* p. 64.



## F. La Russie et les Républiques d'Asie Centrale

Pour la Russie et les Républiques d'Asie centrale, le nouveau Grand jeu du XXI<sup>ème</sup> siècle ne survient pas à l'intérieur de l'Afghanistan. L'Afghanistan est un corridor commercial reliant les économies dynamiques de l'Asie du nord-est avec l'Europe. La Russie a donc cherché à garder le monopole de l'ère soviétique sur le commerce du bassin Caspien et les lignes de transit. Les politiques suivies par la Russie et les cinq États d'Asie centrale envers l'Afghanistan depuis 1994 reflètent une préférence commune pour le *status quo*, avec toute son instabilité inhérente.<sup>442</sup> En plus, pour les pays d'Asie centrale, peu importe le gouvernement en place à Kaboul, le territoire afghan pouvait permettre le rapprochement avec les marchés mondiaux et offrir une alternative à la dépendance totale sur le monopole de la Russie sur les routes commerciales. La Russie, l'Ouzbékistan, le Turkménistan et le Tadjikistan se sentaient plus concernés par les frontières afghanes en raison des groupes de résistance islamiques et de l'idéologie fondamentaliste de l'Afghanistan.

### 1. La Russie

La Russie a joué un rôle limité mais important en Afghanistan au cours des dernières années. Après la chute du régime du Najibullah, elle a réduit son rôle dans le pays. Elle a essayé de réduire l'instabilité, en se décrivant comme le protecteur de l'Asie centrale contre la menace du radicalisme islamique.<sup>443</sup> L'Iran et la Russie ont essayé de maintenir des lignes d'influence en Afghanistan par l'intermédiaire de leurs agences de renseignements.<sup>444</sup> Mais avec son approche pragmatique au conflit afghan le seul but de la Russie est de maintenir sa présence militaire dans la région au prix le plus bas possible.<sup>445</sup>

Tout comme la Russie, les Républiques d'Asie centrale avaient craint la victoire des Taliban en raison de l'arrivée massive des réfugiés dans ces États, et les problèmes de narcotrafic et d'idéologie qui en découleraient.. En effet, les routes de narcotrafic

<sup>442</sup> Anthony Hyman, "Russia, Central Asia and the Taliban", in William Maley (éd.), *Fundamentalism Reborn? Afghanistan and the Taliban*, *op.cit.*, pp. 104- 105.

<sup>443</sup> Zalmay Khalilzad et Daniel Byman, *op.cit.*, p. 69.

<sup>444</sup> Peter Tomsen, "Post-Taliban Afghanistan and Regional Cooperation in Central Asia", *Perceptions*, Vol.7, No. 1, March-May 2002, p. 36.

<sup>445</sup> Olivier, Roy, "Why War is Going on Afghanistan: The Afghan Crisis in Perspective", *op.cit.* p. 24 .

commencent en Afghanistan et passent par l'Asie centrale et la Russie. Cela a entraîné une consommation grandissante de la drogue, ainsi que des problèmes de santé. En été 1996, le ministre des Affaires étrangères de la Russie, Evgueni Primakov, a averti que les signes du fondamentalisme Islamique provenant d'Afghanistan pourraient avoir des conséquences sur les États d'Asie centrale.<sup>446</sup>

La Russie accusait les Taliban de soutenir activement les insurgés tchéchènes. Le régime des Taliban est le seul qui ait reconnu l'indépendance de la Tchétchénie, mais ils prétendaient qu'ils la soutenaient « moralement ».<sup>447</sup> En août 1999, la peur de la Russie devint aiguë après l'incursion dans la région de Daghestan de guérilleros islamiques sur les frontières de la Tchétchénie. Quelques rapports montraient qu'au moins une fraction minoritaire des guérilleros était connectée à Al-Qaeda.<sup>448</sup> D'ailleurs, les fractions d'Afghanistan ont été impliquées dans la guerre civile du Tadjikistan et dans les organisations d'opposition tadjiks, mais aussi dans les groupes révolutionnaires islamiques comme le « Mouvement Islamique d'Ouzbékistan » (MIO).

## 2. Le Tadjikistan

La vulnérabilité de la frontière du Tadjikistan sous la pression des opérations des Taliban a été une des causes principales de l'inquiétude en Asie centrale.<sup>449</sup> Peu de temps après l'indépendance, le Tadjikistan a connu une guerre civile entre l'ancienne élite communiste et une force d'opposition contenant des groupes islamiques.<sup>450</sup> Beaucoup de Tadjiks croyaient que le plus mauvais héritage de l'Union soviétique était la guerre afghane. L'ancien ministre des Affaires étrangères du Tadjikistan, M. Lakim Kayumov a admis dès décembre 1991 que: « *L'Afghanistan est le problème le plus difficile et complexe que nous avons jamais vu, parce que nous partageons une longue frontière avec l'Afghanistan. Les Mojâhidin contrôlent la plupart de la région frontalière et il y a eu des incursions*

<sup>446</sup> Citha D. Maass, *op.cit.* p. 76.

<sup>447</sup> Svante E. Cornell et Maria Sultan, "The Asian Connection: The New Geopolitics of Central Eurasia", *Caspian Brief*, Cornell Caspian Consulting, December 2000, pp. 5-6.

<sup>448</sup> Kenneth Katzman, *op.cit.*, p. 35.

<sup>449</sup> "Recent Violence in Central Asia: Causes and Consequences", *Central Asia Briefing*, International Crisis Group (ICG), Brussels, 18 October 2000, p. 2

<sup>450</sup> Svante E. Cornell et Regine A. Spector, "Central Asia: More than Islamic Extremists", *The Washington Quarterly*, Vol. 25 No. 1, Winter 2002, p. 194.

vers le Tadjikistan. Si le fondamentalisme Islamique est très haut en Afghanistan alors il est naturel qu'il influencera le Tadjikistan aussi.»<sup>451</sup> Le Tadjikistan a considéré que les Taliban pouvaient poser un risque sérieux de sécurité non seulement pour le Tadjikistan, mais aussi pour toute l'Asie centrale.<sup>452</sup> Le Tadjikistan a servi de base pour armer l'adversaire des Taliban, avec la Russie et l'Iran. Aussi, la perte des bases aériennes par les forces d'Alliance du Nord a rendu le Tadjikistan plus important. Dans le cadre du trafic de drogue, des rapports ont indiqué que le trafic d'opium à travers le Tadjikistan a augmenté le rôle des laboratoires produisant l'héroïne dans ce pays.<sup>453</sup>

### 3. L'Ouzbékistan

Tant le Tadjikistan que l'Ouzbékistan étaient concernés par le fait que les Taliban pouvaient encourager le radicalisme islamique dans leurs pays. Ils ont donc ouvert des routes de transit pour envoyer des armes à l'Alliance du Nord. Cela faisait longtemps que, l'Ouzbékistan soutenait Abdul Rashid Dostum. Mais Islam Karimov, la Président d'Ouzbékistan, a refusé que le général Dostum reçoive une quelconque assistance militaire. Il a cependant admis que Dostum était important pour s'opposer aux Taliban.<sup>454</sup> Vers la fin de septembre 2000, le Président Karimov a annoncé qu'il ne percevait plus les Taliban comme une menace significative pour la sécurité en Asie Centrale. Il a aussi proposé que l'Alliance du Nord et les Taliban forment une coalition pour mettre fin au conflit.<sup>455</sup> En octobre 2000, les forces des Taliban ont lancé de nouvelles offensives en Afghanistan du nord. Ces offensives ont coïncidé avec une série d'incursions en Ouzbékistan et au Kirghizstan par le Mouvement Islamique d'Ouzbékistan.<sup>456</sup>

Les Taliban et l'Alliance du Nord ont aidé le MIO dans la réalisation de leur objectif commercial important, en lui facilitant le trafic de drogue par l'Asie centrale. Le 15 septembre 2000, le porte-parole de Département d'État américain a publié une déclaration en disant que les batailleurs du MIO se sont entraînés dans les camps en

<sup>451</sup> Ahmed Rashid, *The Resurgence of Central Asia- Islam or Nationalism?*, Karachi, Oxford University Press, 1995, p. 172.

<sup>452</sup> *RFE/RL*, 16 October 2000.

<sup>453</sup> Svante E. Cornell et Regine A. Spector, *op.cit.*, p. 197.

<sup>454</sup> Anthony Hyman, "Russia, Central Asia and the Taliban", *op.cit.*, p. 107.

<sup>455</sup> *RFE/RL*, 27 September 2000.

<sup>456</sup> "Recent Violence in Central Asia: Causes and Consequences", *op.cit.*, p. 1.

Afghanistan, certains contrôlés par Oussama Ben Laden et qu'il recevait une assistance des Taliban et d'autres groupes basés en Afghanistan.<sup>457</sup>

#### 4. Le Turkménistan

Jusqu'en septembre 2000, tous les pays d'Asie Centrale sauf le Turkménistan avaient explicitement nié la légitimité du régime des Taliban et avaient continué à offrir le soutien et le financement au Président Burhanuddin Rabbani et à Ahmad Shah Massoud.

Le Turkménistan était le premier des États d'Asie centrale à adopter une ligne pragmatique, à se déclarer neutre dans le conflit afghan et à développer quelques liens officiels avec les Taliban (en maintenant aussi des liens avec l'Alliance du Nord), en y incluant un accord commercial. Le Turkménistan a aussi accueilli des discussions informelles entre l'Alliance du Nord et les Taliban en 2000.<sup>458</sup> Le président de Turkménistan, Saparmurat Niyazov, a vu le contrôle des Taliban comme le fait de faciliter la construction d'un pipeline de gaz naturel de Turkménistan à travers l'Afghanistan. Pourtant, les événements du 11 septembre 2001 ont entretenu les peurs de Turkménistan en ce qui concerne des Taliban et d'Al-Qaeda et le pays a publiquement soutenu la guerre menée par les États-Unis.<sup>459</sup>

#### 5. Le Kazakhstan et le Kirghizstan

Le Kazakhstan et le Kirghizstan ne bordent pas directement l'Afghanistan. Pourtant, les guérilleros de MIO ont été transférés au Kirghizstan. A partir de décembre 2001, le Kirghizstan a autorisé des opérations aériennes américaines à l'aéroport de Manas. Le Kazakhstan avait commencé à entretenir des relations diplomatiques avec les Taliban avant les attaques du 11 septembre, mais il a publiquement soutenu l'effort

<sup>457</sup> Déclaration par Richard Boucher, *Ibid.*, p. 6

Les Taliban et le MIO partagent clairement des buts importants, une inspiration idéologique et des sources de soutien opérationnelles. Pour exemple, tous les deux s'opposent aux gouvernements néo-communistes de l'Asie Centrale, tous les deux croient que la loi charia devrait être la référence disciplinaire de la société et tous les deux ont des liens avec des organisations au Pakistan et en Arabie saoudite.

<sup>458</sup> Olga Oliker, "Conflict in Central Asia and the South Caucasus: Implications of Foreign Interests and Involvement" in Olga Oiker et Thomas S. Szayna (éd.), *Faultlines of Conflict in Central Asia and the South Caucasus*, Implications for the US Army, RAND, 2003, p. 218.

<sup>459</sup> Kenneth Katzman, *op.cit.*, p. 38.

de guerre des américains contre les Taliban. En juillet 2002, le Kazakhstan a signé un accord avec les Etats-Unis pour leur permettre d'utiliser les aéroports de Kazakhstan en cas d'urgence pendant la guerre en Afghanistan.<sup>460</sup>

Les positions américaines et russes vis-à-vis des Taliban ont coïncidé bien avant les attaques du 11 septembre. La Russie a soutenu l'Alliance du Nord avec un équipement militaire et une assistance technique. Après le 11 septembre 2001, pour des raisons intérieures, le gouvernement pakistanais, n'était pas capable de fournir des bases aux forces américaines, donc les États-Unis ne voulaient pas dépendre exclusivement du Pakistan pour ses opérations. Son attention s'est donc tournée vers l'Ouzbékistan, un des pays les plus pro-occidentaux en Asie centrale.<sup>461</sup>

En conclusion, il est vrai que l'héritage du *jihad* afghan s'étendrait lentement, mais progressivement, d'abord dans les pays voisins, puis dans le monde musulman entier, en incluant des territoires musulmans soviétiques. Par leurs actions inappropriées en Afghanistan, les Soviétiques ont créé la eux-mêmes la menace qu'ils prétendaient craindre.<sup>462</sup>

Les attaques du 11 Septembre 2001 et la campagne afghane des Etats-Unis qui en a résulté ont fourni une belle occasion aux régimes d'Asie centrale pour réprimer la contestation sous le prétexte de lutte contre le terrorisme. Les membres de la coalition internationale qui travaille pour aider à stabiliser la situation en Afghanistan utilisent des bases dans les États d'Asie Centrale, et cela augmente leurs propres intérêts de maintenir la stabilité et la paix dans cette région. Après la campagne afghane, l'accumulation militaire américaine en Asie centrale a accéléré.\* 3000 troupes américaines sont arrivées au Kirghizstan avant avril 2002 pour compléter les 1500 soldats déjà postés en Ouzbékistan depuis novembre 2001. Des accords ont été conclus pour l'utilisation d'aérodromes tadjiks et kazakhs pour les opérations militaires ; même le Turkménistan neutre a permis les vols des militaires.<sup>463</sup>

<sup>460</sup> *Ibid.*, p. 38.

<sup>461</sup> Svante E. Cornell et Regine A. Spector, *op.cit.*, p. 193.

<sup>462</sup> Alexandre Bennigsen, "The Impact of the Afghan War on Soviet Central Asia", in Rosanne Klass (éd.) *Afghanistan: The Great Game Revisited*, *op.cit.*, p. 292.

\* Pour plus information sur la présence américaine dans la région voir la Carte 8

<sup>463</sup> Alec Rasizade, "Entering the Old 'Great Game' in Central Asia", *Orbis*, Vol. 47, No. 1, winter 2003, pp. 50-51

## G. L'Inde

Les intérêts et les activités de l'Inde en Afghanistan sont presque le contraire de ceux du Pakistan. Le but de l'Inde était d'empêcher l'Afghanistan de devenir un pourvoyeur de « profondeur stratégique » au Pakistan. L'Inde est restée silencieuse pendant l'invasion soviétique de l'Afghanistan en raison de son rapport amical avec l'Union soviétique. Après le retrait des troupes Soviétiques, elle a cherché des opportunités pour répondre aux mouvements pakistanais en Afghanistan.<sup>464</sup> Elle a soutenu le régime de Najibullah pendant la guerre civile. Après l'effondrement du régime de Najibullah, l'Inde a reconnu Rabbani comme président légitime de l'Afghanistan. Elle a aussi supporté l'Alliance du Nord contre les Taliban car elle craignait que les Taliban puissent bouleverser les relations amicales entre Hindous et Musulmans en Inde.<sup>465</sup>

Depuis que l'Inde et le Pakistan ont fait exploser des fusées nucléaires en mai 1998, le Cachemire a émergé comme un point nucléaire. Les Taliban sont donc devenus un agent externe alimentant le militantisme islamique à Cachemire.<sup>466</sup>

L'Inde voyait Al-Qaeda comme une menace importante sur son territoire en raison de l'association d'Al-Qaeda avec les organisations islamiques radicales en Inde. Après le 11 septembre 2001, l'Inde a tenté de regagner son influence dans ce pays avec le but de réduire l'influence pakistanaise en Afghanistan.<sup>467</sup> L'Inde a participé par ailleurs à la formation des forces armées afghanes, de la police et des diplomates, et à la construction de routes, d'écoles, d'hôpitaux et de lignes électriques.

Pour conclure en ce qui concerne les relations internationales de l'Afghanistan contemporain il nous semble important de connaître les vues de deux personnes importantes pour l'Afghanistan. Dans un entretien Mohammed Zahir Shah a répondu à une question en ces termes: « *...La vérité, c'est que nous savons bien nous défendre; mais jamais nous n'attaquons nos voisins. L'Afghanistan sort d'un long cauchemar. S'il retrouve sa liberté et sa souveraineté, s'il n'est pas victime d'une*

<sup>464</sup> Timur Kocaoğlu, *op.cit.*, p.112

<sup>465</sup> Peter Mardsen, *The Taliban: War and Religion in Afghanistan, op.cit.*, p. 144

<sup>466</sup> Istiaq Ahmad, "Containing the Taliban: Path to Peace in Afghanistan", *Perceptions*, Vol. 5, No. 4, 2000-2001, p. 71.

<sup>467</sup> Françoise Chipaux, "L'Inde veut regagner de l'influence en Afghanistan", *Le Monde.fr*, 29-08-05

*nouvelle ingérence extérieure, il se rétablira très rapidement* ». <sup>468</sup> Hamid Karzaï a aussi dit que: « *Notre pays a beaucoup souffert des rivalités entre grande puissances. Nous ne souhaitons pas que l'Afghanistan soit le théâtre d'un nouveau 'Grand jeu'. Nous voudrions continuer à avoir de bonnes relations avec tous nos voisins, en particulier avec l'Iran et le Pakistan, et nous espérons que les autres pays respecteront notre indépendance. Car, comme l'ont montré les événements du 11 septembre, un Afghanistan indépendant et stable est une bonne chose non seulement pour la région, mais pour le monde entier.* » <sup>469</sup>

Les deux pays les plus importants pour la stabilité de l'Afghanistan sont sans doute les États-Unis et le Pakistan. Aujourd'hui, les relations avec le premier sont bonnes. En effet, la coopération stratégique a été concordée à la Maison Blanche le 23 mai 2005 par le Président américain George W. Bush et le Président afghan Hamid Karzaï pour garantir la coopération à long terme entre les deux gouvernements. Dans leur mémorandum de compréhension, Bush a promis une aide continue pour renforcer les forces de sécurité, la démocratie et l'économie afghane. Karzaï a convenu que les forces américaines continueront aux installations militaires stratégiques en Afghanistan. <sup>470</sup> Aussi, Mohammad Yunus Qanuni, le leader le plus fort de l'opposition en Afghanistan a dit que son pays a besoin d'un partenaire stratégique qui pourrait être les États-Unis pour protéger l'Afghanistan de ses voisins. De tous les pays voisins de l'Afghanistan, Qanuni a choisi le Pakistan comme la plus grande menace à la stabilité de son pays. Il a affirmé que: « *Il y a des groupes spéciaux au Pakistan qui veulent détruire la stabilité afghane* » <sup>471</sup> Les fonctionnaires afghans expriment de nouveau leur inquiétude dans le fait qu'Islamabad ne fait pas assez pour empêcher les militants de se mettre à l'abri au Pakistan et passer en Afghanistan pour réaliser des attaques terroristes. <sup>472</sup>

<sup>468</sup> Brigitte Adès, "Afghanistan: L'Unité Retrouvée" (Entretien avec Mohammed Zaher Shah), *Politique Internationale*, No. 94, hiver 2001-2002, p. 15.

<sup>469</sup> Amir Taheri, "Washington- Kabul: La Belle Alliance", (Entretien avec Hamid Karzaï), *Politique Internationale*, No. 95, Printemps 2002, p. 197.

<sup>470</sup> Ron Synovitz, "Afghanistan/US : 'Strategic Partnership' Seen as Move toward de facto Rights for US Bases", *RFE/RL*, 25 May 2005

<sup>471</sup> Amin Tarzi, "Afghanistan : Opposition Leader Assesses Country's Foreign Relations", *RFE/RL*, 04 August 2005

<sup>472</sup> Ron Synovitz, "Afghanistan: Kabul Tells Pakistan to do More as Battle with Taliban Rages near Border", *RFE/RL*, 23 June 2005

## CONCLUSION

Tout au long de ce travail, nous avons constaté qu'il y avait des symptômes typiques aux « États Faillis » en Afghanistan, comme l'incapacité du gouvernement d'assurer la stabilité, la diversité ethnique –et religieuse et la lutte idéologique étant les causes directes des guerres civiles. Avec un pouvoir central toujours faible, l'Afghanistan est apparu comme une arène des guerres pour les autres puissances, ses voisins ou bien d'autres. L'instabilité perpétuelle est donc devenue une des caractéristiques de l'État afghan qui a un impact sur le pays, la région et généralement le monde, avec ses implications dans le terrorisme international et le trafic de drogue.

Bien que les relations entre les groupes ethniques ou religieux se soient révélées être tantôt une lutte pour la domination d'un groupe sur les autres, tantôt une lutte pour obtenir le pouvoir, il est possible d'observer qu'il n'y a pas eu de guerres civiles dans ce pays jusqu'à l'invasion soviétique en 1979. Concernant la stabilité, il est vrai qu'il y avait une stabilité relative pendant cette période. Une des raisons de cette stabilité relative résidait dans le fait que l'Afghanistan n'attirait pas l'attention des autres pays.

La communauté internationale a ignoré l'Afghanistan après la Deuxième Guerre mondiale. Les dirigeants afghans, en cherchant un appui pour le développement social ou économique, ont voulu arracher le pays de son isolationnisme. Le rejet des États-Unis a entraîné le rapprochement avec l'Union soviétique. Dans les années 1970, parallèlement à l'augmentation de l'influence soviétique, les révoltes contre les gouvernements se sont multipliées.

Quant à l'invasion soviétique, elle a profondément changé la situation. Elle a détruit tous les instruments du pays. L'Union soviétique, tout autant que les autres acteurs externes, ont joué (jouent) un rôle déstabilisateur au lieu d'assurer la stabilité du pays. C'est aussi de la population afghane que sont venus les guerriers à l'origine de



la guerre civile. Le retrait des Soviétiques n'a pas changé la situation parce que la guerre civile a continué à détruire le pays. Les Mojâhidin n'ont pas réussi à obtenir le pouvoir. C'est cette situation chaotique qui a préparé les conditions favorables pour l'augmentation de l'influence des Taliban

La fin de la guerre froide a provoqué une nouvelle situation en Afghanistan. La construction d'un gazoduc partant du Turkménistan, traversant l'Afghanistan et se terminant au Pakistan aurait certainement eu besoin de stabilisation en Afghanistan. Les Taliban ont été perçus comme la seule force capable de l'assurer. Mais bien que l'on ait pu observer une stabilité relative basée sur la pression, le conflit a continué. . De plus, le fondamentalisme islamique est devenu de plus en plus inquiétant pour les pays du monde qui ont pourtant eux-mêmes joué un rôle considérable dans l'aggravation de ce fondamentalisme.

Après l'effondrement de l'Union soviétique de nouvelles menaces ont remplacé la menace unique qu'était le communisme. L'Afghanistan est devenu une base pour les réseaux terroristes internationaux, pour la culture du pavot et le commerce de l'opium, qui ont fourni un revenu pour les combattants de la guerre civile et les Taliban. Enfin, par manque d'un gouvernement viable, l'Afghanistan est devenu une source de nouvelles menaces dans la région et, plus généralement, dans le monde.

Le 11 septembre 2001 a marqué une nouvelle période dans l'histoire de l'Afghanistan. La guerre contre le terrorisme a dévasté le pays sans pouvoir atteindre son but premier qu'était la capture de Ben Laden.

Après la guerre, une présence continue de la communauté internationale et de l'aide au développement est une nécessité pour stabiliser le gouvernement central. Mais cette aide doit éviter d'être déstabilisatrice soit en elle-même, soit par une trop forte présence militaire. L'Afghanistan a besoin d'une reconstruction politique et économique, mais n'importe quel effort international doit impérativement identifier et prendre en compte les réalités de la situation locale.

Aujourd'hui la question ethnique est importante, mais aucun groupe ne cherche le contrôle exclusif de l'État, aucun ne revendique l'indépendance ou le rattachement à

un État étranger. Pour l'État, la référence à un « État islamique » est sans doute obligatoire mais ne concerne plus la place de la charia dans la constitution. En même temps, la disparition des idéologies islamiques ne signifie pas forcément une laïcisation du pays. L'islam reste un facteur socioculturel. Les mollahs jouent encore un rôle mais pas en tant que force politique. Mais le plus sérieux problème est la sécurité en Afghanistan Bien qu'il y ait les forces d'ISAF pour assurer la sécurité du pays, les Taliban restent actifs, les assassinats et la violence continuent.

Dans ce travail, les raisons de l'instabilité de l'Afghanistan ont été analysées dans le cadre des symptômes d'un État failli. Il est possible de constater qu'avec ses facteurs intérieurs déstabilisateurs, l'Afghanistan est un État failli. Mais il faut souligner que l'instabilité de l'Afghanistan est la conséquence d'un équilibre géostratégique, à la fois mondial et régional. Car, bien qu'il y ait les données susceptibles de faire de l'Afghanistan un État failli, l'effet des acteurs externes ont aussi joué un rôle **considérable en alimentant le conflit et en générale, l'instabilité.** Aujourd'hui, la stabilité qui est assurée sur ce pays a été fournie par les facteurs externes et non pas par les dynamiques propres au pays: Elle est donc artificielle.

Pour assurer la stabilité en Afghanistan, il faut tenir compte des dynamiques intérieures du pays. Les différents groupes ethniques ou religieux doivent être représentés dans toutes les institutions. Les systèmes d'éducation et de santé doivent être développés. Les droits de l'homme doivent être améliorés. Le commerce de la drogue doit être supprimé. Mais avant tout, les acteurs extérieurs doivent renoncer à manipuler les dynamiques intérieures de ce pays.

Finalement, comme ce sont les analystes occidentaux qui ont fait évoluer le terme d'« État Failli », ce sont aussi les pays voisins de l'Afghanistan et les puissances mondiales qui ont aidé à la création d'un Etat failli avec sa nature fragmentée convenant pour cette situation. Mais quand leurs actes se sont retournés contre eux, ils ont décidé de le sauver. Même s'il n'est pas possible d'assurer la stabilité en Afghanistan à court terme, les pays doivent adopter une attitude comme accentuée dans ce proverbe persan s'ils veulent empêcher l'instabilité et les menaces de s'étendre au monde. *« Si vous n'aimez pas ce que vous voyez dans le miroir, ne cassez pas le miroir, cassez votre visage ».*

## BIBLIOGRAPHIE

### OUVRAGES GENERAUX

- *Dictionnaire de l'Ethnologie et de l'Anthropologie*, sous la dir. de Pierre Bonte et Michel Izard, Paris, Presses Universitaires de France, 1991
- *Dictionnaire Historique de l'Islam*, Janine et Dominique Sourdel, Paris, PUF, 1996
- *Dictionnaire des Peuples Sociétés d'Afrique, d'Amérique, d'Asie et d'Océanie*, sous la dir. de Jean Christophe Tamisier, Paris, Larousse, 2001
- *Dictionnaire de Sociologie*, sous la dir. de Pierre Ansart, Paris, Le Robert & Seuil, 1999
- *Encyclopédie de l'Islam*, Leiden E.J. Brill, Netherlands, Paris Editions, 1991
- *Encyclopédie Universalis*, Paris, 1992

### OUVRAGES

- AHRARI M.E. et BEAL James, *The New Great Game in Muslim Central Asia*, Honolulu, University Press of the Pacific, 2002
- BARTH Fredrik, *Les Groupes Ethniques et Leur Frontières*, Paris, PUF, 1999
- BONIFACE Pascal, *Les Guerres de Demain*, Paris, Seuil, 2001
- COOLEY John K., *Unholy Wars: Afghanistan, America and International Terrorism*, USA, Pluto Press, 2000

- DORRONSORO Gilles, *La Révolution Afghane*, Paris, Karthala, 2000
- EWANS Martin, *Afghanistan: A New History*, NY, Routledge Curzon, 2002
- GOHARI M.J., *The Taliban-Ascent to Power*, Karachi, Oxford University Press, 2000
- GOODSON Larry P., *Afghanistan's Endless War: State Failure, Regional Politics, and the Rise of Taliban*, USA, University of Washington Press, 2001
- GOPALAKRISHNAN R., *The Geography and Politics of Afghanistan*, New Delhi, Concept, 1982
- GRIFFITHS John C., *Afghanistan: A History of Conflict*, London, Carlton Books, 2001
- HUNTINGTON Samuel P., *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*, NY, Simon & Schuster, 1996
- HOPKIRK Peter, *The Great Game*, Great Britain, Oxford University Press, 1990
- KEPEL Gilles, *Jihad*, Paris, Gallimard, 2003
- LAFARGUE François, *Opium Pétrole & Islamisme*, Paris, Ellipses, 2003
- MAGNUS Ralph H. et NABY Eden, *Afghanistan: Mullah, Marx and Mujahid*, USA, Westview Press, 2000
- MARDSEN Peter, *The Taliban: War and Religion in Afghanistan*, USA, Zed Books, 2002
- MISRA Amalendu, *Afghanistan: The Labyrinth of Violence*, UK, Polity Press, 2004
- NOJUMI Neamatollah, *The Rise of Taliban in Afghanistan: Mass Mobilization, Civil War and the Future of the Region*, NY, Palgrave, 2002

- RALL Ted, *Gas War: The Truth behind the American Occupation of Afghanistan*, USA, Writers Club Press, 2002
- RAMONET Ignacio, *Guerres du XXIe Siècle*, Paris, Galilée, 2002
- RASHID Ahmed, *Taliban: The Story of Afghan Warlords*, London, Pan Books, 2000
- RASHID Ahmed, *The Resurgence of Central Asia- Islam or Nationalism?*, Karachi, Oxford University Press, 1995
- RAŞİD Ahmed, *Taliban: İslamiyet, Petrol ve Orta Asya'da Yeni Büyük Oyun*, İstanbul, Everest Yayınları, 2001
- ROY Olivier, *Afghanistan: From Holy War to Civil War*, USA, Darwin Press, 1995
- ROY Olivier, *Généologie de l'islamisme*, Paris, Hachette Littératures, 2001
- ROY Olivier, *Islam and Resistance in Afghanistan*, Cambridge University Press, 1990
- RUBIN Barnett R., *The Fragmentation of Afghanistan*, USA, Yale University Press, 2002
- RUBIN Barnett R., *The Search for Peace in Afghanistan : From Buffer State to Failed State*, USA, Yale University Press, 1995
- SAIKAL Amin et MALEY William, *Regime Change in Afghanistan: Foreign Intervention and the Politics of Legitimacy*, USA, Westview Press, 1991
- SHAY Shaul, *The Endless Jihad: The Mojâhidin, the Taliban and Bin Laden*, Israel, The International Policy Institute for Counter-Terrorism, 2002

## ARTICLES

- ADES Brigitte, "Afghanistan: L'Unité retrouvée" (Entretien avec Mohammed Zaher Shah), *Politique Internationale*, No. 94, Hiver 2001-2002, pp. 9-23
- AHADY Anwar-ul-Haq, "Saudi Arabia, Iran and the Conflict in Afghanistan", in William Maley (éd.) *Fundamentalism Reborn? Afghanistan and the Taliban*, London, Hurst & Co., 1998, pp. 117-134
- AHMAD Istiaq, "Containing the Taliban: Path to Peace in Afghanistan", *Perceptions*, Vol. 5, No. 4, 2000-2001, pp. 67-85
- AHMAD Istiaq, "Post-war Afghanistan: Rebuilding a Ravaged Nation", *Perceptions*, Vol. 7, No. 1, March-May 2002, pp. 52-70
- ARNOLD Anthony, "The Ephemeral Elite: The Failure of Socialist Afghanistan", in Myron Weiner et Ali Banuazizi (éd.), *The Politics of Social Transformation in Afghanistan, Iran and Pakistan*, Syracuse University Press, 1994, pp. 35-71
- ARNOLD Anthony et KLASS Rosanne, "Afghanistan's Communist Party: The Fragmented PDPA", in Rosanne Klass (éd.), *Afghanistan: The Great Game Revisited*, USA, Freedom House, 1990, pp. 135-160
- BARRY Michael, "Afghanistan: Les Séminaristes de la Guerre", *Politique Internationale*, No. 74, hiver 1996-1997, pp. 69-96
- BARRY Michael, "Le Détonateur Afghan", *Politique Internationale*, No. 93, automne 2001, pp. 83-112
- BARTH Fredrik, "Cultural Wellsprings of Resistance in Afghanistan", in Rosanne Klass (éd.) *Afghanistan: The Great Game Revisited*, USA, Freedom House, 1990, pp. 187-202
- BENNIGSEN Alexandre, "The Impact of the Afghan War on Soviet Central Asia", in Rosanne Klass (éd.), *Afghanistan: The Great Game Revisited*, USA, Freedom House, 1990, pp. 287-299

- BIN TALAL El Hassan, “Afghanistan: Parallels and Anti-parallels”, *Perceptions*, Vol. 7, No. 1, March-May 2002, pp. 5-20
- CANZI Germana, “Turkmenistan’s Caspian Resources and its International Political Economy”, in Shirin Akiner (éd.), *The Caspian: Politics, Energy and Security*, London, Routledge Curzon, 2004, pp. 181-199
- CENTLIVRES-DEMONT Micheline, “ Afghan Women in Peace, War and Exile ”, in Myron Weiner and Ali Banuazizi (éd.), *The Politics of Social Transformation in Afghanistan, Iran and Pakistan*, NY., Syracuse University Press, 1994, pp. 333-365
- CENTLIVRES Pierre et CENTLIVRES-DEMONT Micheline, “State, National Awareness and Levels of Identity in Afghanistan from Monarchy to Islamic State”, *Central Asian Survey*, Vol. 19, No. 3-4, 2000, pp. 419-428
- CORNELL Svante E. et SPECTOR Regine A., “Central Asia: More than Islamic Extremists”, *The Washington Quarterly*, Vol. 25 No. 1, Winter 2002, pp. 193-206
- ÇETİN Hikmet, “Afghanistan at the Crossroads of History”, *Turkish Policy Quarterly*, summer 2004, pp. 19-30
- DORRONSORO Gilles, “Afghanistan du ‘jihad’ à la Guerre Civile”, in Lahouari Addi et. all (éd.), *L’Islamisme*, Paris, La Découverte, 1994, pp. 87-91
- DORRONSORO Gilles, “Après les Tâlebân ”, *Culture&Conflits*, No. 44, hiver 2001, pp.153-172
- DORRONSORO Gilles, “Désordre et Légitimité du Politique en Afghanistan”, *Cultures & Conflits*, No. 24-25, hiver- printemps 1996-1997, pp. 125-146
- DORRONSORO Gilles, “Le Statut de l’Afghanistan sur la Scène Internationale et ses Implications pour l’Asie centrale ”, *Défense Nationale*, Vol. 57, No. 8, août- septembre 2001, pp.89-92
- DORROSORO Gilles, “Territoire, Communauté et Mobilisation Politique en Afghanistan”, *Hérodote*, No. 84, 1997, pp. 217-237

- EDWARDS Matthew, "The New Great Game and the great gamers: disciples of Kipling and Mckinder", *Central Asian Survey*, Vol. 22 No. 1, pp: 83-102
- EMADI Hafizullah, "New World Order or Disorder: Armed Struggle in Afghanistan and United States' Foreign Policy Objectives", *Central Asian Survey*, Vol. 18, No. 1, 1999, pp. 49-64
- EMADI Hafizullah, "Radical Political Movements in Afghanistan and Their Politics of Peoples' Empowerment and Liberation", *Central Asian Survey*, Vol. 20, No. 4, 2001, pp. 427-450
- EMADI Hafizullah, "Praxis of Taqiyya: Perseverance of Pashaye Ismaili Enclave, Nangarhar, Afghanistan", *Central Asian Survey*, Vol. 19, No. 2, 2000, pp. 253-264
- EMADI Hafizullah, "The State and Rural-based Rebellion in Afghanistan", *Central Asian Survey*, Vol. 15, No. 2, 1997, pp. 201-211
- ETIENNE Gilbert, "Un triangle dangereux: Inde- Pakistan- Afghanistan", *Politique Etrangère*, No. 3-4, 2003, pp. 583-598
- GABORIEAU Marc, " Insaisissable Afghanistan", *Le Débat*, No. 118, janvier-février 2002, pp. 147-155
- GARFINKLE Adam, "Afghanistanding", *Orbis*, Vol. 43, No. 3, summer 1999, pp. 405-418
- GLATZER Bernt, "Is Afghanistan on the Brink of Ethnic and Tribal Disintegration", in William Maley (éd.), *Fundamentalism Reborn? Afghanistan and the Taliban*, London, Hurst & Co., 1998, pp. 167-181
- GOODHAND Jonathan, "From Holy War to Opium War? A Case Study of the Opium Economy in North Eastern Afghanistan", *Central Asian Survey*, Vol. 19, No. 2, 2000, pp. 265-280
- GOODSON Larry P., "Periodicity and Intensity in the Afghan War", *Central Asian Survey*, Vol. 17, No. 3, 1998, pp. 471-488



- GOODSON Larry P., “Perverting Islam: Taliban Social Policy toward Women”, *Central Asian Survey*, Vol. 20, No. 4, 2001, pp. 415-426
- GRESH Alain, “La Guerre de Mille Ans ”, *Manière de Voir*, No. 78, décembre 2004- janvier 2005, pp. 10-14
- HARRAZI Kemal, “In the Name of God, the Compassionate and the Merciful: Iran and Afghanistan”, *Perceptions*, Vol. 7, No. 1, March-May 2002, pp. 21-27
- HARRISON Selig G., “Echec Soviétique en Afghanistan”, *Manière de Voir*, août- septembre 2003, pp. 50-54
- HELMAN Gerard B. et RATNER Steven R., “Saving Failed States”, *Foreign Policy*, No. 89, winter 1992-93, pp3-20
- HILALI A.Z., “China’s Response to the Soviet Invasion of Afghanistan”, *Central Asian Survey*, Vol. 20 No. 3, 2001, pp. 323-351
- HYMAN Anthony, “Russia, Central Asia and the Taliban”, in William Maley (éd.) *Fundamentalism Reborn? Afghanistan and the Taliban*, London, Hurst & Co., 1998, pp. 104-116
- HYMAN Anthony, “Nationalism in Afghanistan”, *International Journal of Middle East Studies*, No. 34, 2002, pp. 299-315
- JAFAR Majid, “Kazakhstan: Oil, Politics and the New Great Game”, in Shirin Akiner (éd.) *The Caspian: Politics, Energy and Security*, London, Routledge Curzon, 2004, pp. 200-218
- KHALILZAD Zalmay, “Afghanistan: The Next Phase”, *Perceptions*, Vol. 5, No. 4, 2000-2001, pp. 5-14
- KHALILZAD Zalmay et BYMAN Daniel, “The Consolidation of a Rogue State”, *The Washington Quarterly*, No. 23, winter 2000, pp. 65-78
- KHAN Ijaz, “Afghanistan: A Geopolitical Study”, *Central Asian Survey*, Vol. 17, No. 2, 1998, pp. 489-502

- KLASS Rosanne Klass, "The Great Game Revisited", in Rosanne Klass (éd.), *Afghanistan: The Great Game Revisited*, USA, Freedom House, 1990, pp. 1-29
- KOCAOĞLU Timur, "Could Afghanistan be a Key to Asian Co-operation and Security", *Perceptions*, Vol. 5, No. 4, 2000-2001, pp. 106-115
- MAASS Citha D., "The Afghanistan Conflict: External Involvement", *Central Asian Survey*, Vol. 18, No. 1, march 1999, pp. 65-78
- MACKENZIE Richard, "The United States and the Taliban", in William Maley (éd.) *Fundamentalism Reborn? Afghanistan and the Taliban*, London, Hurst & Co., 1998, pp. 90-103
- MARSDEN Peter, "Afghanistan: The Reconstruction Process", *International Affairs*, Vol. 79, No. 1, January 2003, pp. 91-105
- NOORZOY Siddieq M., "Soviet Economic Interests and Policies in Afghanistan", in Rosanne Klass (éd.), *Afghanistan: The Great Game Revisited*, USA, Freedom House, 1990, pp. 71-95
- O'HANLAN Michael, "A Flawed Masterpiece", *Foreign Affairs*, Vol. 81, No. 3, June 2002, pp. 47-63
- OLIKER Olga, "Conflict in Central Asia and South Caucasus: Implications of Foreign Interests and Involvement" in Olga Olikier, Thomas Szayna (éd.), *Faultlines of Conflict in Central Asia and the South Caucasus: Implications for the U.S. Army*, Washington, RAND, 2003, pp. 185-240
- PAKZAD Karim, "Quelque Dix Ans après le Retrait des Troupes Soviétique où en est l'Afghanistan ?", *La Revue internationale et stratégique*, No. 43, été 2001, pp. 143-151
- POUDALLA Leon B., "The Road to Crisis 1919-1980- American Failures, Afghan Errors and Soviet Successes", in Rosanne Klass (éd.), *Afghanistan: The Great Game Revisited*, USA, Freedom House, 1990, pp. 37-69
- RASHID Abdul, "The Afghan Resistance: Its Background, its Nature, and the Problem of Unity", in Rosanne Klass (éd.), *Afghanistan: The Great Game Revisited*, USA, Freedom House, 1990, pp. 203-227

- RASHID Ahmed, "The Taliban: Exporting Extremism", *Foreign Affairs*, Vol. 78, No. 6 November- December 1999, pp. 22-35
- RASHID Ahmed, "Pakistan and the Taliban", in William Maley (éd.), *Fundamentalism Reborn? Afghanistan and the Taliban*, London, Hurst & Co., 1998, pp. 72-89
- RASIZADE Alec, "Entering the Old 'Great Game' in Central Asia", *Orbis*, Vol. 47, No. 1, Winter 2003, pp. 41-58
- ROTBERG Robert I., "Weak and Failing States: Critical New Security Issues", *Turkish Policy Quarterly*, Vol. 3, No. 2, Summer 2004, 57-69
- ROY Olivier, "Afghanistan : Le Lent Retour du Pouvoir Central", *Politique Internationale*, No. 105, automne 2004, pp. 281-293
- ROY Olivier, "Al-Qaida, label ou organisation?", *Manière de Voir*, No. 78, décembre 2004- janvier 2005, pp. 20-25
- ROY Olivier, "L'Asie Centrale prend le large", *Politique Internationale*, No. 82, hiver 1998-1999, pp. 123-134
- ROY Olivier, " Ben Laden et ses frères ", *Politique Internationale*, No. 93, automne 2001, pp. 67-81
- ROY Olivier, "Groupes de Solidarité en Asie Centrale et en Afghanistan", *Les Annales de l'Autre Islam*, No. 4, 1997, pp. 199-215
- ROY Olivier, "Has Islamism a Future in Afghanistan", in William Maley (éd.), *Fundamentalism Reborn? Afghanistan and the Tâlebân*, London, Hurst & Co., 1998, pp. 199-211
- ROY Olivier, "The New Political Elite of Afghanistan", in Myron Weiner and Ali Banuazizi (éd.), *The Politics of Social Transformation in Afghanistan, Iran and Pakistan*, NY., Syracuse University Press, 1994, pp. 72-100
- ROY Olivier, "Why War is Going on in Afghanistan: The Afghan Crisis in Perspective", *Perceptions*, Vol. 5, No. 4, 2000-2001, pp. 15-26

- RUBIN Barnet R., “Human Rights in Afghanistan”, in Rosanne Klass (éd.), *Afghanistan: The Great Game Revisited*, USA, Freedom House, 1990, pp. 335-358
- RUBIN Barnett R., “Transnational justice and human rights in Afghanistan”, *International Affairs*, Vol. 79, No. 3, May 2003, pp. 567-581
- SAIKAL Amin, “The Afghan Conflict, International Terrorism and the US Response”, *Perceptions*, Vol. 7, No. 1, March- May 2002, pp. 71-84
- SAIKAL Amin, “Dimensions of State Disruption and International Responses”, *Third World Quarterly*, Vol. 21, No. 1, 2000, pp. 39-49
- SHAHRANI Nazif M., “Resisting the Taliban and Talibanism in Afghanistan: Legacies of a Century of Internal Colonialism and Cold War Politics in a Buffer State” *Perceptions*, Vol. 5, No. 4, 2000-2001, pp. 121-140
- SHAHRANI Nazif M., “The Future of the State and the Structure of Community Governance in Afghanistan”, in William Maley (éd.), *Fundamentalism Reborn? Afghanistan and the Tâlebân*, London, Hurst & Co., 1998, pp. 212-242
- SINGER P.W. et ANJA Manuel, “A New Model Afghan Army”, *Foreign Affairs*, Vol. 81, No. 4, July-August 2002, pp. 44-59
- SINGH Iesha, “Exploring Issues of Violence Within the Recent Context of the Hazarajat, Afghanistan”, *Central Asian Survey*, Vol. 20, No. 2, 2001, p. 195-228
- TAHERI Amir, “Washington- Kabul: La Belle Alliance”, (Entretien avec Hamid Karzaï), *Politique Internationale*, No. 95, printemps 2002, pp. 191-200
- TAHERI Amir, “Afghanistan : Gagner la Guerre, Perdre la Paix ?”, *Politique Internationale*, No. 97, Automne 2002, pp. 189-196
- TAROCK Adam, “The Politics of the Pipeline: the Iran and Afghanistan Conflict”, *Third World Quarterly*, Vol. 20, No. 4, 1999, pp. 801-820
- TOIX Florence, “Marche néo-impériale et Djihads le Frontière Afghane du Pakistan », *CEMOTI*, No. 36, juillet- décembre 2003, pp. 221-250

- TOMSEN Peter, “Geopolitics of Afghan Settlement”, *Perceptions*, Vol. 5, No. 4, 2000-2001, pp. 86-105
- TOMSEN Peter, “Post-Taliban Afghanistan and Regional Cooperation in Central Asia”, *Perceptions*, Vol. 7, No. 1, March-May 2002, pp. 28-41
- YARED Marc, “Les Soufis à l’épreuve du ‘jihad’”, *Les Cahiers de l’Orient*, No. 49, 1998, pp. 123-129
- ZAJEC Olivier, “L’Afghanistan un Paradigme Asymétrique Relatif”, *La Revue Internationale et Stratégique*, No. 51, automne 2003, pp. 133-141

## DOCUMENTS OFFICIELS

- La constitution de l’Afghanistan de 1923,  
<http://www.afghangovernment.com/Constitution1923.htm>
- La constitution de l’Afghanistan de 1963,  
<http://www.afghangovernment.com/Constitution1963.htm>
- Central Intelligence Agency (CIA), The World Factbook, 2005  
<http://www.cia.gov/cia/publications/factbook/geos/af.html>
- US Department of State, Bureau of South Asian Affairs, December 2004,  
<http://www.state.gov/r/pa/ei/bgn/5380.htm>
- Revolutionary Association of the Women of Afghanistan (RAWA),  
[http://www.rawa.org/rawa\\_fr.htm](http://www.rawa.org/rawa_fr.htm)
- The Opium Economy in Afghanistan –An international problem, Office on Drugs and Crime, Vienna, UNITED NATIONS, UN Publications, New York, 2003, [http://www.unodc.org/pdf/publications/afg\\_opium\\_economy\\_www.pdf](http://www.unodc.org/pdf/publications/afg_opium_economy_www.pdf)
- UNOCAL statement on withdrawal from the proposed Central Asia Gas (CentGas) pipeline project, 4 December 1998,  
<http://www.UNOCAL.com/uclnews/98news/centgas.htm>

- Unocal reiterates Afghanistan position at Annual Meeting of Stockholders, Updated 20 May 2002, <http://www.unocal.com/uclnews/98news/centgas.htm>
- Controversial new movie repeats old and false allegations about Unocal, 30 June 2004, <http://www.unocal.com/uclnews/2004news/063004.htm>
- Résolution 1373, S/RES/1373 (2001), Adoptée par le Conseil de sécurité à sa 4385e séance, le 28 Septembre 2001, <http://www.un.org/french/docs/sc/2001/res1373f.pdf>
- Résolution 1378, S/RES/1378 (2001), Adoptée par le Conseil de sécurité à sa 4415e séance, le 14 Novembre 2001, <http://www.un.org/french/docs/sc/2001/res1378f.pdf>
- “NATO and the Fight against Terrorism, Response to 11 September”, 13 September 2005, [http://www.nato.int/issues/terrorism/evolve\\_a.html](http://www.nato.int/issues/terrorism/evolve_a.html)
- The Ministry of Foreign Affairs of Japan, “The International Conference on Reconstruction Assistance to Afghanistan”, 21-22 January 2002, [http://www.mofa.go.jp/region/middle\\_e/afghanistan/min0201/summary.html](http://www.mofa.go.jp/region/middle_e/afghanistan/min0201/summary.html)
- La déclaration du Berlin, Le site Internet officiel d’Islamique République d’Afghanistan, <http://www.af/>
- The EU’s Relations with Afghanistan, [http://europa.eu.int/comm/external\\_relations/afghanistan/intro/index.htm](http://europa.eu.int/comm/external_relations/afghanistan/intro/index.htm)
- Statistique de la Banque Mondiale, [www.worldbank.org/af](http://www.worldbank.org/af)
- “ Réponse donnée par la porte-parole du ministère des Affaires étrangères Zhang Qiyue à la question du point de presse à propos de l’assistance du ministre assistant Li Hui à la cérémonie d’investiture du président afghan ”, Ambassade de la République Populaire de Chine en République Française, <http://www.amb-chine.fr/fra/jrzg/dwgx/t173789.htm>,
- Iranian Foreign Minister, the UN Special Representative to Afghanistan Hold Talks”, Ministry of Foreign Affairs, Islamic Republic of Iran, 04-08-2003 <http://www.mfa.gov.ir/output/english/documents/doc2959.htm>,

- Le discours donné par Hamid Karzai, dans International Counter Narcotics Conference on Afghanistan- To support implementation of the Afghan National Drug Strategy, 8-9 February, 2004, Ministry of Foreign Affairs, Kabul,  
[http://www.unodc.org/pdf/afg/afg\\_intl\\_counter\\_narcotics\\_conf\\_2004.pdf](http://www.unodc.org/pdf/afg/afg_intl_counter_narcotics_conf_2004.pdf)
- L'office des Nation Unies Contre la drogue, Afghanistan Opium Survey 2004, Données chiffrées,  
<http://www.un.org/News/fr-press/docs/2004/AFG269.doc.htm>

## DOCUMENT DIVERS

- SHULTZ Jr. Richard H. et OLSON William J., "Ethnic and Religious Conflict: Emerging Threat to US Security" Washington: National Strategy Information Center, 1994
- Olivier Roy, "Après la campagne d'Irak : La fin des illusions néo conservatrices " (Envoyée par l'auteur), p. 4
- International Security Assistance Force, ISAF, 17 December 2004, Le document envoyé par Faruk Kaymakçı, le conseiller politique d'Hikmet Çetin.
- Svante E. Cornell et Maria Sultan, "The Asian Connection: The New Geopolitics of Central Eurasia", Caspian Brief, Cornell Caspian Consulting, December 2000
- "Recent violence in Central Asia: Causes and consequences", Central Asia Briefing, International Crisis Group (ICG), Brussels, 18 October 2000

## JOURNAUX ET BULLETINS

- *Bassirat.net, Journal en Ligne*, "La mosaïque ethnique afghane",  
[http://www.bassirat.net/pays/read\\_paysparagraf.php?hp=4](http://www.bassirat.net/pays/read_paysparagraf.php?hp=4)
- *BBC*, "Central Asia Gas Deal Signed", 30-05-2002

- *BBC News* “Albright warns Tâlebân on women”, 6-09-1999, UK, [http://news.bbc.co.uk/1/hi/world/south\\_asia/466739.stm](http://news.bbc.co.uk/1/hi/world/south_asia/466739.stm),
- *CNN*, 8-12-2004
- *International Herald Tribune*, Khaled Hosseini, “Inside Afghanistan II: while the Afghans await the promised aid”, 02.06.2003
- *Le Monde*, Françoise Chipaux, “ L’Inde veut regagner de l’influence en Afghanistan”, 29-08-05
- *Le Nouvel Observateur* “Après les Tâlebâns, quoi ? ” Entretien avec Gilles Dorransoro, 4-10 Octobre 2001
- *Morgunbladið* (an Icelandic Daily newspaper), Nina Bjork Jonsdottir, “Interview with Minister Hikmet Çetin, Senior Civilian Representative of NATO to Afghanistan”, 1-06-2004, Kabul
- *Peoples Canada Daily News*, 7-07-1983
- *RFE/RL*, 27 September 2000
- *RFE/RL*, 16 October 2000
- *RFE/RL*, Amin Tarzi, “Afghanistan: Opposition Leader Assesses Country’s Foreign Relations”, 04-08-2005
- *RFE/RL*, Ron Synovitz, “Afghanistan/US: ‘Strategic Partnership’ Seen as move toward de facto Rights for US Bases”, 25-05-2005
- *RFE/RL*, Ron Synovitz, “Afghanistan: Kabul tells Pakistan to do More as battle with Taliban Rages Near Border”, 23-07-2005
- *Time Magazine*, 22-11- 1982



## SOURCES ELECTRONIQUES

- Academy of Achievement, <http://www.achievement.org/autodoc/page/kar0bio-1>
- Afghanistan : The problem of Pashtun alienation, International Crisis Group-ICG Asia Report, No. 62, August 2003, Kabul/Brussels, <http://www.crisisgroup.org/home/index.cfm?id=1641&l=1>
- Antonio Di Pietro, (Président de la délégation du Parlement européen pour l'Asie Centrale), "Afghanistan : Le réseau de la drogue entre guerre et affaires ", 23-04-2002  
<http://www.europarl.eu.int/meetdocs/delegations/kaza/20020423/465577FR.pdf>
- CHOUVY Pierre- Arnaud, " Tâlebân's Drug Dilemma : Drug Production Vs. International Recognition ", *Central Asia -Caucasus Institute*, <http://www.pachouvy.org/CACA0812.html>
- CHOUVY Pierre- Arnaud, " Trafic de Drogue et Conséquences Sanitaires en Afghanistan et en Asie Centrale ", *Revue Toxibase*, No. 7, septembre 2002, [http://www.pachouvy.org/Chouvy\\_Toxibase\\_Trafic\\_Afghanistan.pdf](http://www.pachouvy.org/Chouvy_Toxibase_Trafic_Afghanistan.pdf)
- DORRONSORO Gilles, "La Grande Illusion : Bilan de la Politique Afghane du Pakistan ", *Les études du CERI*, No. 84, mars 2002, <http://www.ceri-sciencespo.com/publica/etude/etude84.pdf>, p. 21
- DORRONSORO Gilles, "Pakistan and the Tâlebân: State Policy, Religious Networks and Political Connections" *Les études du CERI*, october 2000, <http://www.ceri-sciencespo.com/archive/octo00/artgd.pdf>,
- GERES, Energies Renouvelables, Environnement et Solidarité, Association de développement durable et solidarité internationale  
<http://geres.free.fr/fr/pays/pays.php?art=101>
- Histoire du Pakistan, <http://www.pakis-tan.com/pak/pkhis.htm>
- JACKSON Robert H., "Surrogate Sovereignty? Great Power Responsibility and Failed States", Working Paper, No. 25, Vancouver: Institute of International Relations-The University of British, Colombia, November 1998, <http://www.iir.ubc.ca/pdffiles/webwp25.pdf>

- JAMALI A., “Afghanistan’s Drug Problem Requires an International Solution”, *Eurasia Daily Monitor*, Vol. 1, Issue 68, August 2004, [http://www.jamestown.org/publications\\_details.php?volume\\_id=401&issue\\_id=3040&article\\_id=2368373](http://www.jamestown.org/publications_details.php?volume_id=401&issue_id=3040&article_id=2368373)
- Kenneth Katzman, “Afghanistan : Post-War Governance, Security, and US Policy ”, Congressional Research Service, updated 15 June 2005, <http://www.usembassy.it/pdf/other/RL30588.pdf>.
- LIEBER Robert, “L’évolution de la Pensée Stratégique des États-Unis depuis le 11 Septembre ”, *Revue électronique spéciale du département d’État des États-Unis*, Septembre 2002, <http://usinfo.state.gov/journals/itgic/0902/ijgf/ijgf0902.pdf>
- NGUYEN Minh, “The Question of Failed States- Australia and the Notion of State Failure”, View on Asia Briefing Series, Jesuit Social Justice Centre, March 2005, [http://www.uniya.org/research/state\\_failure.pdf](http://www.uniya.org/research/state_failure.pdf)
- ROY Olivier, “Afghanistan : La Difficile Reconstruction d’un État », *Cahiers de Chaillot, Institut d’Etudes de Sécurité Union Européenne*, Décembre 2004, <http://www.iss-eu.org/chaillot/chai73.pdf>
- The Failed States Index Rankings by Foreign Policy & the Fund for Peace, July-August 2005, [http://www.foreignpolicy.com/story/cms.php?story\\_id=3098](http://www.foreignpolicy.com/story/cms.php?story_id=3098)
- THEIR J. Alexander, “The Making of a Constitution in Afghanistan”, State Reconstruction and International Engagement in Afghanistan Panel 4: Re-Establishing a Legal System, Bonn, 1 June 2003 <http://unpan1.un.org/intradoc/groups/public/documents/APCITY/UNPAN018246.pdf>
- <http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/asie/afghanistan.htm>
- Wikipedia, [http://en.wikipedia.org/wiki/Hamid\\_Karzai](http://en.wikipedia.org/wiki/Hamid_Karzai)

## **ENTRETIENS**

- Entretien avec Olivier Roy, 14.04.2005
- Entretien avec Hikmet Çetin, 24.06.2005, Istanbul



## ANNEXES

Tableau I

Les indicateurs de l'instabilité<sup>473</sup>

Rang	Total	Country	Indicators of Instability											
			Demographic Pressure	Relative Political Freedom	Open Society	Human Flight	Unsettled Development	Economic Divers	Integration of IDH	Public Services	Human Rights	Security Measures	External Debts	External Innovation
1	100.0	Ivory Coast	8.0	8.0	7.7	8.8	9.0	7.7	9.8	9.5	9.4	9.0	9.1	10.0
2	100.3	Dem. Rep. of the Congo	9.0	9.4	9.0	7.0	9.0	8.0	8.0	9.0	9.1	8.7	9.1	10.0
3	104.1	Sudan	8.6	9.4	7.3	9.1	9.0	8.5	9.2	8.7	8.0	8.3	8.7	7.3
4	103.3	Iran	8.0	9.4	8.3	6.3	8.7	8.2	8.8	8.9	8.2	8.4	10.0	10.0
5	102.3	Bonalia	9.0	8.0	7.4	6.3	9.0	8.3	9.8	10.0	7.8	10.0	8.7	8.0
6	102.1	Sierra Leone	8.0	8.0	7.5	8.9	8.7	10.0	7.5	9.1	8.7	8.3	8.6	9.8
7	100.8	Chad	8.0	9.1	7.1	8.3	9.0	8.0	8.9	9.0	9.1	7.0	9.4	8.0
8	99.7	Yemen	7.8	8.0	6.4	8.2	9.0	8.8	9.8	9.3	6.4	9.0	9.4	7.5
9	99.5	Liberia	8.0	8.0	7.3	8.1	9.0	10.0	7.5	8.2	8.2	8.5	7.9	10.0
10	98.2	Haiti	8.8	8.0	7.7	3.4	9.0	8.1	9.4	9.8	8.7	7.8	8.5	10.0
11	99.0	Algerian	9.0	8.0	8.0	7.4	8.8	7.5	8.1	8.1	7.9	8.2	8.0	10.0
12	98.5	Heads	9.0	7.8	8.0	8.6	9.0	9.2	9.5	9.0	8.3	8.0	8.9	8.2
13	95.7	North Korea	8.0	6.0	7.2	8.1	9.0	9.6	9.8	9.7	9.0	8.3	8.0	3.0
14	95.0	Colombia	9.0	8.0	6.9	9.2	9.0	7.1	9.8	4.2	8.2	5.4	9.2	9.0
15	94.8	Zimbabwe	9.0	8.0	6.4	7.7	9.0	7.3	7.9	8.5	7.5	8.0	7.9	6.7
16	94.7	Solima	9.0	6.0	6.1	10.0	9.0	4.5	9.7	7.5	8.1	8.1	9.2	7.5
17	94.3	Rangladesh	8.4	7.0	7.6	6.0	9.0	7.4	9.5	8.2	8.5	8.0	8.7	6.0
17	94.3	Senegal	8.0	7.2	7.1	3.8	8.8	7.8	7.2	9.0	8.3	7.5	8.6	10.0
19	94.2	Democratic Republic	9.0	8.0	7.1	8.5	9.0	6.8	8.8	9.6	9.2	7.0	9.2	4.0
20	93.7	Central African Republic	9.0	5.0	8.8	3.0	7.0	9.0	9.7	8.0	8.2	9.0	10.0	7.0
21	93.5	Burundi and Herzegovina	7.0	8.0	8.5	7.7	9.0	5.7	8.5	6.0	7.3	8.0	8.7	10.0
21	93.5	Venezuela	8.0	8.0	6.8	7.6	9.0	4.5	9.8	8.2	9.1	7.8	7.2	7.5
23	93.4	Burma	8.9	8.0	6.3	8.0	9.0	6.9	9.2	8.0	9.6	9.0	7.5	3.0
24	93.2	Uzbekistan	8.5	8.0	6.8	6.8	9.0	6.0	9.1	5.0	6.5	9.0	9.4	8.0
25	92.7	Kenya	9.0	8.0	6.7	8.3	8.8	6.3	8.9	7.4	8.5	8.4	8.4	4.0
26	92.0	Bhutan	8.0	8.0	5.5	8.0	9.0	8.0	9.8	5.0	8.0	6.0	10.0	6.7
27	91.7	Uganda	9.0	7.6	6.9	5.7	8.4	6.0	8.0	8.4	8.3	8.0	8.1	7.3
28	91.5	Leak	9.0	6.7	6.3	8.8	9.0	6.5	7.9	2.5	9.4	9.0	9.7	6.7
30	91.1	Syria	9.0	8.0	7.5	6.8	9.0	5.0	9.0	5.0	7.6	9.0	8.2	7.4
31	91.0	Guatemala	9.0	6.0	7.4	7.5	9.0	7.7	9.5	5.0	8.7	8.1	9.1	4.0
31	91.0	Tanzania	9.0	7.2	7.6	6.7	8.9	4.5	8.2	7.8	8.6	7.9	7.5	7.1
31	90.8	Equatorial Guinea	8.0	6.0	6.3	9.0	9.0	5.1	8.9	8.0	7.8	7.0	8.9	8.0
34	89.4	Pakistan	8.0	5.0	6.9	8.0	9.0	3.3	9.8	7.5	8.1	9.0	9.3	8.5
35	89.0	Nepal	9.0	8.0	5.6	4.0	9.0	7.1	8.9	6.0	9.1	7.6	8.0	6.7
36	88.9	Paraguay	4.0	5.0	6.9	8.3	9.0	7.8	8.3	7.0	8.3	8.0	8.7	6.0
36	88.8	Laos	8.0	8.0	7.5	7.1	7.0	4.7	8.7	4.3	7.3	8.1	9.2	9.0
38	88.8	Egypt	9.0	8.0	7.8	5.0	9.0	3.8	9.5	7.3	7.7	8.5	8.2	5.0
38	88.8	Ukraine	9.0	7.0	6.9	8.8	9.0	7.3	8.9	3.5	8.5	2.0	9.1	6.8
40	88.1	Peru	8.0	7.0	6.6	9.0	8.5	5.0	9.6	4.4	7.1	9.0	8.9	7.0
41	87.6	Honduras	9.0	6.0	5.3	9.7	9.0	5.4	9.9	3.0	7.2	8.0	9.1	6.0
42	87.5	Mozambique	9.0	8.0	5.7	9.0	8.8	7.8	8.1	6.7	7.4	3.8	8.2	5.0
43	87.3	Angola	7.5	8.5	6.3	3.8	9.0	4.4	7.9	7.2	8.3	7.0	8.1	8.8
43	87.3	Belarus	9.0	8.0	7.0	2.4	9.0	5.4	8.5	7.0	7.3	6.8	9.4	7.5
45	87.1	Saudi Arabia	7.0	6.3	7.8	8.8	9.0	2.2	8.3	4.3	8.6	8.0	8.3	5.4
46	87.0	Ecuador	9.0	6.0	5.6	6.9	9.0	5.0	9.5	7.5	7.9	8.0	8.6	4.0
46	87.0	Indonesia	8.8	7.0	6.3	8.9	9.0	4.0	9.2	4.0	8.6	7.6	8.8	5.0
48	86.7	Tajikistan	9.0	5.0	6.2	8.7	9.0	5.3	8.6	5.0	8.0	8.0	9.5	4.0
49	86.1	Turkey	8.0	8.0	7.3	6.0	9.0	4.2	9.4	4.0	5.0	8.0	9.1	7.0
50	85.7	Azerbaïjan	8.0	6.0	6.0	5.8	9.0	4.1	9.7	5.0	8.5	7.0	9.6	7.0
51	85.6	Bahrain	6.0	5.0	6.7	9.0	9.0	1.7	9.7	4.0	8.4	8.0	8.6	7.5
52	84.9	Vietnam	8.0	8.0	8.6	8.5	9.0	4.1	7.4	4.0	8.0	8.0	8.4	7.2
53	84.6	Cameroon	9.0	7.0	5.1	8.6	9.0	4.2	6.4	7.5	6.6	8.0	8.2	5.0
54	84.3	Nigeria	7.2	3.0	6.5	8.7	8.9	5.8	8.8	6.9	6.7	8.0	8.3	4.8
55	84.1	Ghana	8.0	8.0	5.4	4.0	9.0	8.8	9.7	5.0	8.0	9.2	8.0	5.0
56	83.9	Philippines	7.0	7.0	6.5	8.2	9.0	4.7	9.3	3.8	8.2	7.0	9.2	4.0
57	83.8	Iran	5.0	8.0	7.3	6.0	9.0	3.3	9.1	4.8	8.8	7.3	9.1	6.1
58	83.7	Cuba	8.0	8.0	6.3	8.4	8.0	4.7	7.8	3.8	8.0	8.0	8.6	6.3
59	83.5	Russia	9.0	6.0	7.5	2.3	9.0	3.8	9.4	6.7	9.0	7.6	9.2	4.0
60	82.4	Gambia	7.0	7.0	5.4	4.0	9.0	6.7	8.1	7.0	7.9	6.0	8.3	6.0

Dans la table, les colonnes accentuent les 12 indicateurs politiques, économiques, militaires et sociaux d'instabilité. De plus hauts tas (dans noir) représentent plus d'instabilité; les tas plus bas (dans blanc) suggèrent moins.

<sup>473</sup> Failed States Index Rankings, par Foreign Policy & the Fund for Peace, July/August 2005

Tableau 2

Données chiffrées de la culture de l'opium en Afghanistan<sup>474</sup>

	2004	Variation Sur 2003	2003
Culture nette du pavot	131.000 ha	+ 64%	80.000 ha
% de la surface agricole	2,9%		1,6%
nombre des provinces touchés	32 (toutes)		28
Rendement moyen de l'opium	32 kg/ha		45 kg/ha
Production d'opium	4.200 t	+17%	3.600 t
% de la production mondiale d'opium	87%		76%
Ménages cultivant l'opium	356.000	+ 35%	264.000
Personnes cultivant l'opium	2,3 millions		1,7 millions
% de la population totale (23 millions)	10%		7%
Prix agricole moyen de l'opium frais	US\$92/kg	- 67%	US\$283
Valeur d'exportation afghane de l'opium	US\$2,8 milliards	+ 22%	US\$2,3 milliards
% du PIB 2003 (US\$ 4,6 milliards)	~60%		50%
- profits bruts des trafiquants afghans	US\$2,2 milliards	+69%	US\$1,3 milliards
- valeur agricole de la production d'opium	US\$0,6 milliards	- 41%	US\$1,02 milliards
Revenu annuel pour les familles vivant de l'opium	US\$1.700	- 56%	US\$3.900
Revenu par tête pour les familles vivant de l'opium	US\$ 260	- 56%	US\$600
PIB de l'Afghanistan par tête	Sans objet	Sans objet	US\$207
Revenu brut de l'opium par hectare	US\$4.600	- 64%	US\$12.700
Revenu brut du blé par hectare	US\$390	- 17%	US\$470

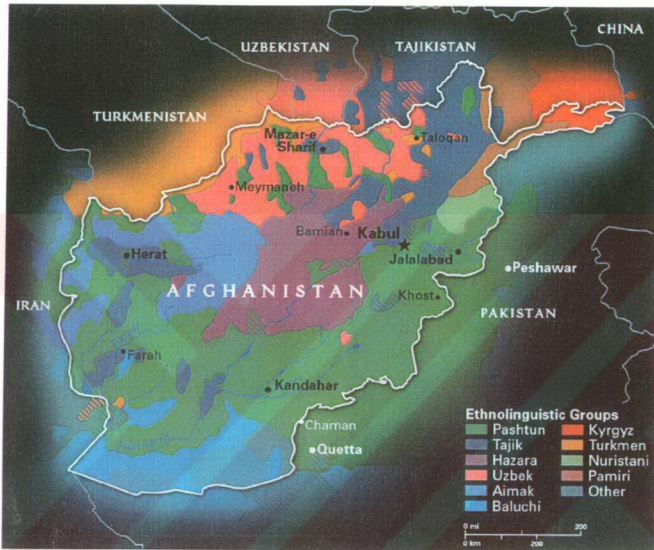
<sup>474</sup> L'office des Nations Unies Contre la Drogue, Communiqué de presse AFG/269  
SOC/NAR/917, 19-11-2004, <http://www.un.org/News/fr-press/docs/2004/AFG269.doc.htm>

## Carte I

La Carte des États Faillis<sup>475</sup>

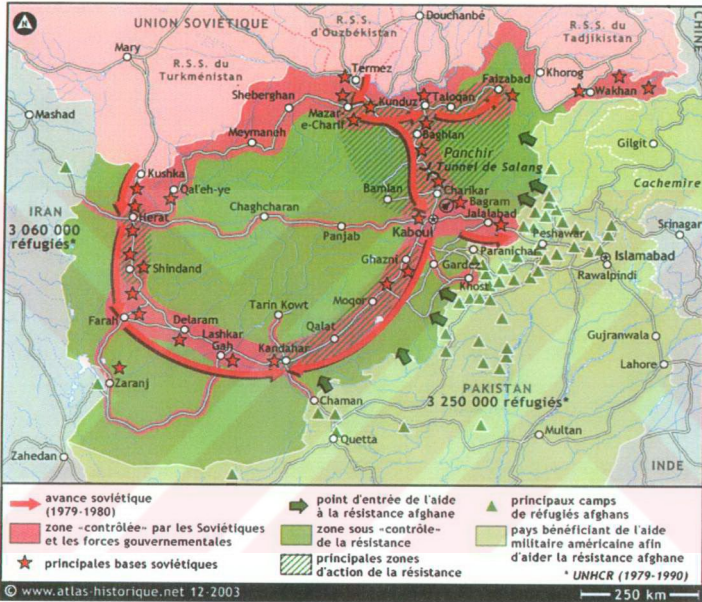
<sup>475</sup> The Failed States Index, *par Foreign Policy & the Fund for Peace*, July/ August 2005

## Carte 2

La carte ethnique de l'Afghanistan<sup>476</sup>

<sup>476</sup> National Geographic "Afghanistan: Land in Crisis"  
<http://www.nationalgeographic.com/landin crisis/ethnic.html>

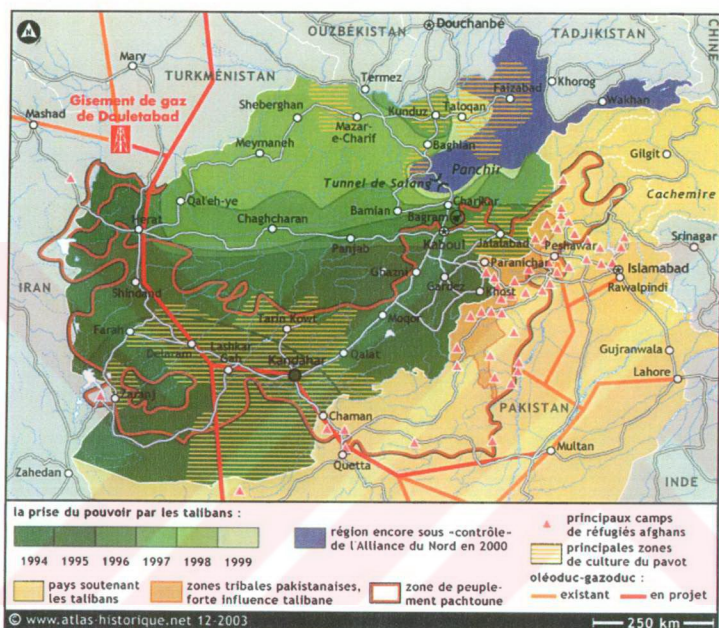
## Carte 3

La guerre contre les Soviétiques (1979-1989)<sup>477</sup>

<sup>477</sup> <http://www.atlas-historique.net/1945-1989/cartes/Afghanistan1979-89.html>

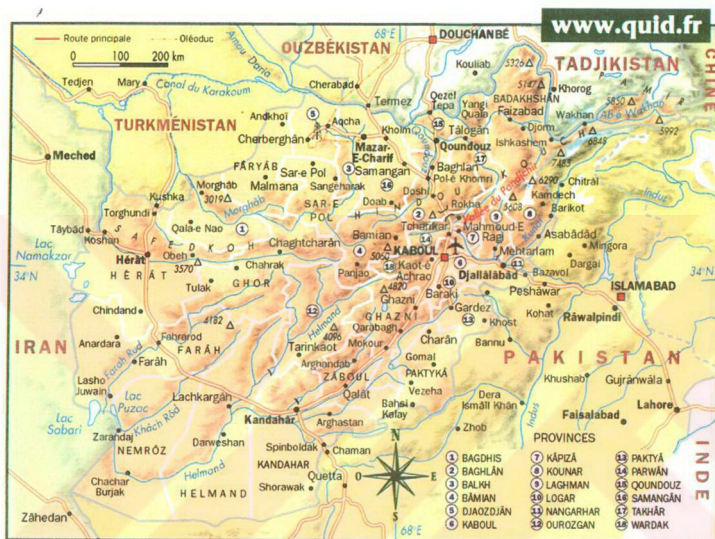


## Carte 4

La prise du contrôle par les Taliban<sup>478</sup>

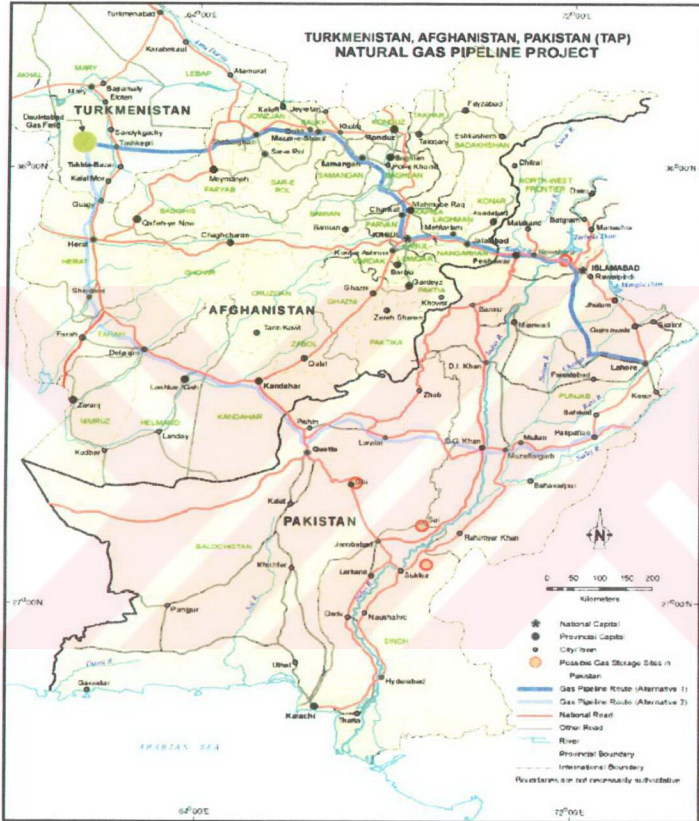
<sup>478</sup> <http://www.atlas-historique.net/1989-aujourd'hui/cartes/AfghanistanTalibân.html>

## Carte 5

La carte de l'Afghanistan<sup>479</sup>

<sup>479</sup> [http://www.quid.fr/gm/cartes/af\\_hd.gif](http://www.quid.fr/gm/cartes/af_hd.gif)

Carte 6

Le projet des pipelines<sup>480</sup>

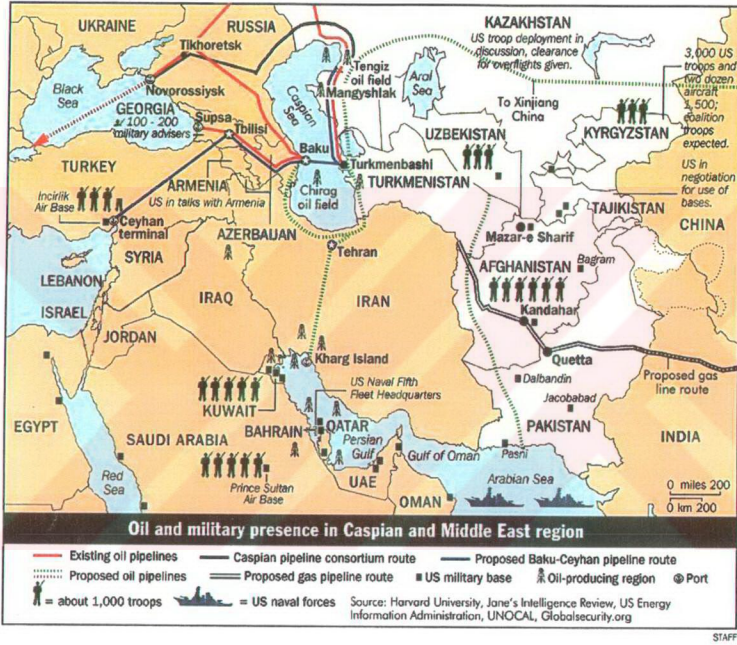
<sup>480</sup> Asian Development Bank, "Technical Assistance for the feasibility studies of the Turkmenistan-Afghanistan-Pakistan Natural Gas pipeline project", December 2002  
[http://www.adb.org/Documents/TARs/REG/tar\\_stu\\_36488.pdf](http://www.adb.org/Documents/TARs/REG/tar_stu_36488.pdf)

## Carte 7

Les Pipelines d'Asie centrale du Pétrole et du Gaz<sup>481</sup>

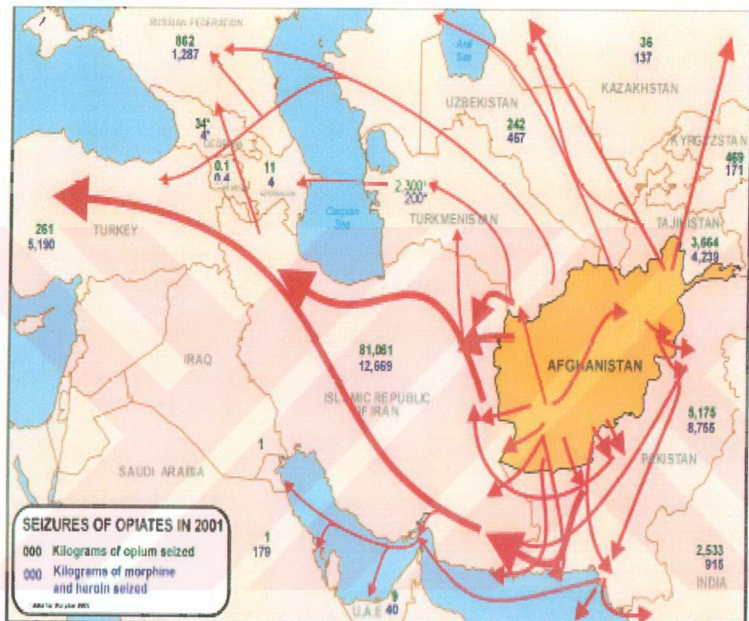
<sup>481</sup> Pipeline Politics : Oil , the Taliban and Political Balance of Central Asia  
<http://www.worldpress.org/specials/pp/front.htm>

## Carte 8

La présence militaire dans la région du Moyen orient et du Caucase<sup>482</sup>

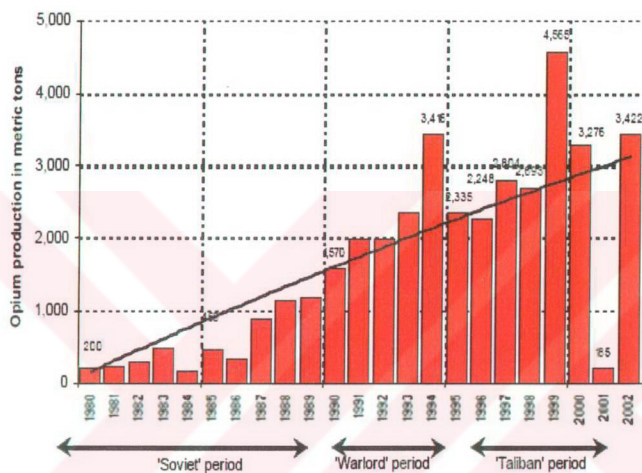
<sup>482</sup> [http://www.thedossier.ukonline.co.uk/MAPS%20&%20CHARTS/CASPIAN-MIDDLE%20EAST\\_OIL%20&%20MILITARY%20PRESENCE.JPG](http://www.thedossier.ukonline.co.uk/MAPS%20&%20CHARTS/CASPIAN-MIDDLE%20EAST_OIL%20&%20MILITARY%20PRESENCE.JPG)

## Carte 9

La circulation illicite des stupéfiants afghans<sup>483</sup>

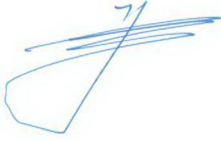
<sup>483</sup> *The Opium Economy in Afghanistan – An International Problem*, Office on Drugs and Crime, Vienna, UN Publications, New York, 2000, p. 154  
[http://www.unodc.org/pdf/publications/afg\\_opium\\_economy\\_www.pdf](http://www.unodc.org/pdf/publications/afg_opium_economy_www.pdf).


## Graphique 1

La production d'opium en Afghanistan (1980-2002)<sup>484</sup>

<sup>484</sup> UNDCP, *Global Illicit Drug Trends 200- 2002 et Afghanistan Opium Survey 2002*.

Yrd. Doç. Dr. Emre Ökten



Yrd. Doç. Dr. Ali Ferit Demir  


Doç. Dr. Zehra Büzülalın

